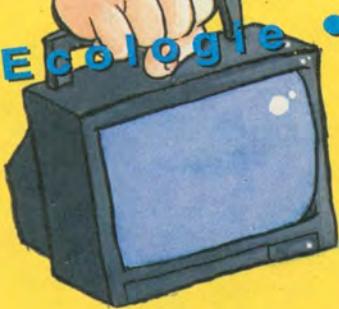


# Silence

# Ecologie

### Alternatives

# Non-violence



# Autour des SEL



# Nord-Sud

# Au-delà du développement

# Commerce équitable

## A la croisée des chemins



# Alpes

L'éternité pour combien de temps encore ?

# Entreprises Alternatives

## Raisonnables ou rationnelles

# Vu de l'intérieur...

## 4 Dossier : AUTOUR DES SEL

- Les banques du temps  
de Rosa Amorevo
- Le système de réciprocité indirecte  
de Panteleo Rizzo
- Le Tauschring en Allemagne  
de Lothar Zurke
- Système d'échange et personnes morales  
de Dorothée Pierret
- Une monnaie pour chaque communauté  
de Perry Walker et Edward Goldsmith
- Echange entre LETS  
de Richard Knights et Nic Evans
- Les systèmes d'échanges communautaires  
de Hassan Aslafy
- Pour ne pas conclure  
de François Terris

## 29 Société

- Expulsés : l'éternel retour
- Mac crado

## 30 Cosmos 99

de Raoul Arvelaut

## 32 Environnement

- Eau secours !
- Après la catastrophe du Mont Blanc

## 34 Santé

- Téléphone portable
- Amiante : 250 000 morts
- Transgénique

## 36 Le commerce équitable à la croisée des chemins

de Catherine Shumperli Younossian

## 38 Nord-Sud

- Institutions financières et démocratie
- Guyane : parc national et colonisation

## 39 Politique

- Ecologie sociale et la cité

## 40 Au-delà du développement

de Gustavo Esteve

## 56 Nucléaire

- Tchernobyl

## 57 Energies

- Ecobilan des lampes économies

## 58 Alpes : l'éternité pour combien de temps encore ?

de René Hamm

## 61 Femmes

- Contraception et avortement

## 62 Paix

- Kosovo : le test Attac
- Kosovo : viol légal

## 64 Alternatives

- Belgique : autoconstruction
- Ecovillages

## 64 Annonces

## 66 Entreprises alternatives : l'efficacité raisonnable et le piège de l'efficience rationnelle

de Serge Lalouche

## 72 Courrier : écologie brune

## 74 Livres

## 78 Courrier

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 29 mai 1999.

## Comptes de la revue

**C**omme chaque année, Silence publie ses comptes. L'exercice 1998 a dégagé un excédent de 51 000 F. Cette année bénéficiaire a permis la fin du rattrapage des salaires en retard, l'investissement dans du matériel informatique et par voie de conséquence la mise en place d'une nouvelle maquette en janvier 1999. En 1998, nous avons commencé à indemniser les dessinateurs qui participent à la revue (pour un budget total de 8500 F). Les abonnements ont franchi en fin d'année la barre de 3000. Le ciel est donc dégagé pour le moment et nous permet de penser d'une part à l'agrandissement des locaux, d'autre part à la mise en place d'un poste de documentaliste. La ligne *Total fonds propres* vous indique la somme qui nous aurions eu si, le 31 décembre dernier, nous avions tout arrêté. Cette somme montre que nous aurions pu rembourser à cette date là environ 87 F à chaque abonné (260 000 F répartis entre 3000 abonnés).

### Compte d'exploitation simplifié (en milliers de francs)

Charges	1997	1998	Produits	1997	1998
Achat marchandise	112	108	Ventes marchandise	107	120
Imprimeur	246	307	Ventes Silence	658	814
Autres travaux	3	22	Variation de stocks	-20	-8
Achat & charges externes	141	201			
Salaires & charges sociales	216	227			
Amortissements	16	21			
Provision stocks	17	16	Reprise provision stocks	18	17
Droits d'auteurs	2	5	Soutiens, dons, cotisations	38	15
Charges financières	0	0	Produits financiers	0	0
Excédent	46	51			
<b>Total charges</b>	<b>802</b>	<b>958</b>	<b>Total produits</b>	<b>802</b>	<b>958</b>

### Bilan d'exploitation simplifié (au 31 décembre, en milliers de francs)

Actifs	1997	1998	Passif	1997	1998
Investissements	40	44	Fonds associatif	163	209
Stocks	134	127	Excédent	46	51
			<b>Total fonds propres</b>	<b>209</b>	<b>260</b>
Titres participation	132	125			
Clients	34	62			
Divers à recevoir	10	32			
Trésorerie	59	60	Emprunts	0	0
Charges avancées	4	3	Fournisseurs	102	98
<b>Total actif</b>	<b>413</b>	<b>453</b>	Frais dus au personnel	72	48
			Divers dettes	30	47
			<b>Total passif</b>	<b>413</b>	<b>453</b>

## Investissez dans l'écologie

Nos locaux deviennent trop petits pour pouvoir y travailler correctement. Afin de pouvoir acheter un local de 44 m<sup>2</sup> jouxtant le nôtre, nous cherchons soixante lecteurs qui s'engagent à prendre une part de 2500 F dans la SCI qui gère nos locaux.

Il ne s'agit pas d'un don, mais d'un placement : vous devenez copropriétaire et si nous cessons notre activité, vous récupérez votre argent. De même, si vous avez besoin d'argent, vous pouvez mettre vos parts en vente.

Ce placement peut être fait de trois façons différentes :

- soit en prenant 2500 F (ou un multiple de cette somme) d'un coup,
- soit en nous envoyant 5 chèques de 500 F avec un chèque encasable maintenant et les quatre autres tous les six mois à venir,
- soit en choisissant un virement de banque à banque de 100 F par mois pendant deux ans avec un premier chèque de 100 F maintenant.

Dès que nous aurons les engage-

ments de 60 personnes, nous emprunterons l'argent nécessaire à la NEF afin d'acheter le local au plus vite. Les intérêts de cet emprunt (sur deux ans donc) seront pris en charge directement par Silence.

## Pas de numéro fait par nos lecteurs !

Malheureusement, le nombre de contributions envoyées par nos lecteurs sur le récit d'une action positive n'a pas atteint un niveau suffisant pour envisager d'en faire un numéro. Pour le numéro 250, nous allons essayer de vous préparer un « supplément des lecteurs » qui sera encarté dans un numéro normal.

## Actes du colloque

Les actes du colloque organisé en novembre dernier par Silence au sein de l'Université de Grenoble ne sont toujours pas disponibles : si tous les textes des intervenants ont été récupérés, des discussions sont en cours avec des éditeurs pour une diffusion plus large.

## SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence

9 rue Dumenge, F 69004 LYON

Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi

CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie

Route de Répont, 33

B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore

par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution : 3ème trimestre 1999

Tirage : 5500 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-présidente Sylviane Poulenard

Tresorière : Myriam Cognard

Vice-tresorière : Jacques Caclin

### Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru Maquette et publicité : Hervé Carrier Stands salons et fêtes : Raynald Rasse Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot Dessinateurs : Altho, Dédé, Lasserpe, Iébre, Mahlen, Mutio, Alexis Nouailhat, Thiriet, Véresse Iconographie : Madeleine Nutchey, Hervé Carrier, Michel Bernard Correcteurs : Chantal Grosmond, Raymond Vignal Expédition : Claude Crozet, Vincent Martin, Olivier Montagnon, Bernard Parez, Christian Ronay, Xavier Serédine, Myriam Travostino, Suzanne Vignal Correspondants : Georges David, José Oria, Mireille Oria, Jean-Luc Thierry Et pour ce numéro : Ambiance Bois, Ross Amorevo, Raoul Arvelaut, Artisans du monde, Hassan Aslafy, Catherine Beaumé, Cécile Bertrand, Seynabou Diop, Enfants de Tchernobyl, Gustavo Esteve, Nic Evans, Edward Goldsmith, Greenpeace, Richard Knights, Serge Latouche, Luz, Aminata Niang, Dorothée Pierret, Mimmo Pucciarelli, Planète Surf, Panteleo Rizzo, Samson, Catherine Shumperli-Younossian, Hans Sigg, François Terris, Transit Forum-Austral, Volcans, Perry Walker, Pierre-Emmanuel Weck, Lothar Zurke.

## Venez nous voir !

### N°248 - Septembre

Comité de clôture des articles

samedi 31 Juillet à 14 h

(clôture brèves : vendredi 6 août à 12 h)

Expédition

vendredi 20 août à 18 h

### N°249 - Octobre

Comité de clôture des articles

samedi 28 août à 14 h

(clôture brèves : vendredi 3 septembre à 12 h)

Expédition

vendredi 17 septembre à 18 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

## Bulletin d'abonnement p 79



# Pensée globale, monnaie locale ?

**L**es SEL, systèmes d'échanges locaux, n'en finissent pas de provoquer des réactions. Le mouvement fait tache d'huile, non seulement dans les pays du Nord, avec son cortège d'exclus, mais également dans les pays du Sud, où l'on y voit une nouvelle manière de s'entraider, en dehors des pressions économiques (1).

Si le débat est vif et provoque des réflexions dans tous les sens (2), c'est probablement parce que les SEL offrent un cadre pragmatique pour mettre en application une bonne partie des idées qui ont été caressées ces dernières années pour lutter contre le pouvoir des multinationales et du capitalisme meurtrier.

Avec les SEL, s'ouvre un nouveau chemin, qui semble pour une fois praticable par tous, et qui permet de sortir de l'inflexible pensée unique et de la sempiternelle accusation : «il n'y a pas d'autres solutions».

A nouvelle pratique, nouvel imaginaire. Comment s'étonner que cela fuse dans toutes les directions ! Entre ceux qui semblent redécouvrir une économie maîtrisée, ceux qui y voient la renaissance de la citoyenneté, ceux qui pensent y trouver un levier pour faire une (r)évolution, et ceux qui y trouvent de la chaleur humaine, les débats sont riches. Une richesse qui pour une fois n'est pas capitalisable !

Michel BERNARD ■

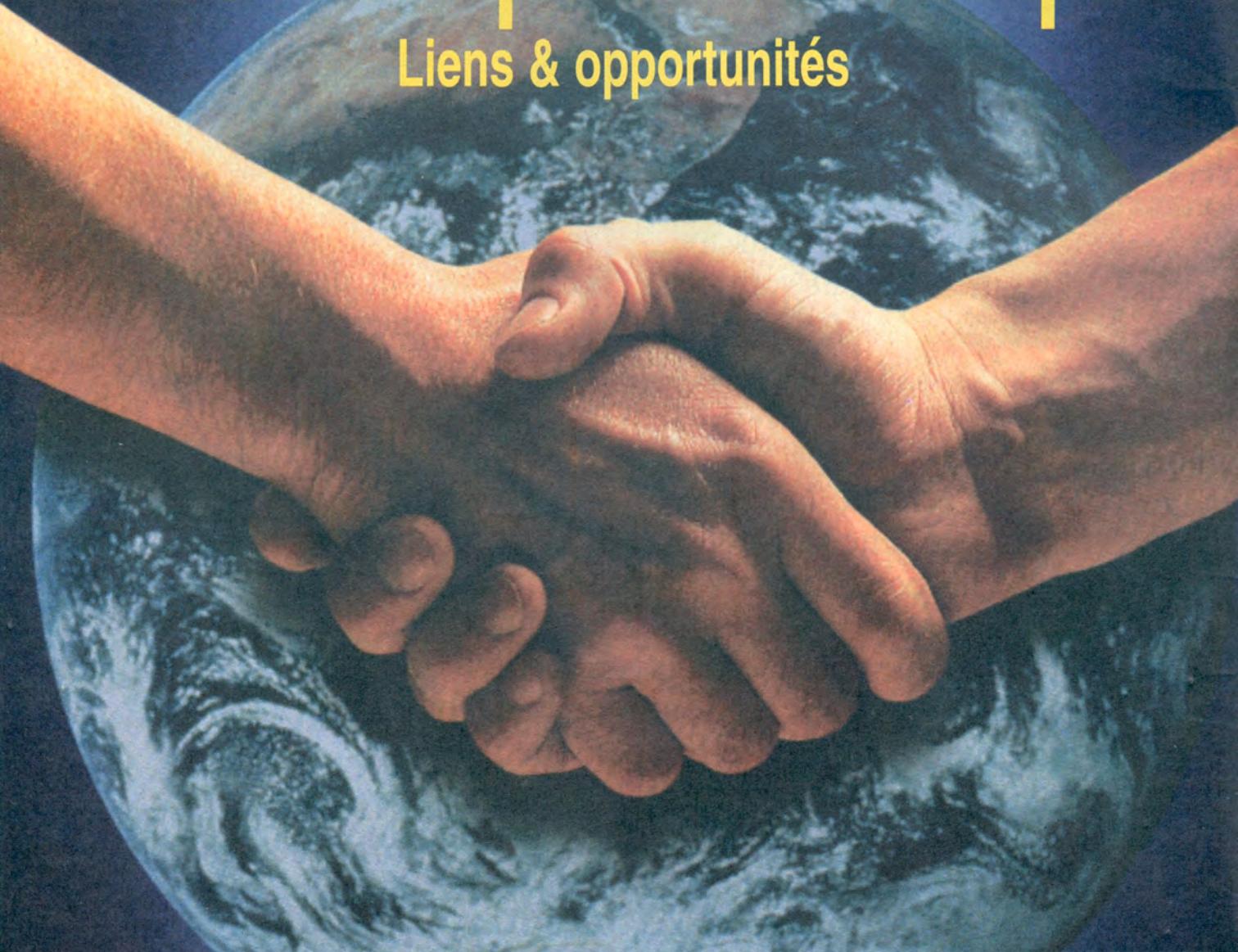
(1) Les textes présentés dans ce numéro nous proviennent pour l'essentiel d'un colloque qui s'est tenu en décembre 1998, en Italie, à l'exception du texte de Perry Walker et Edward Goldsmith (traduit de *The Ecologist*) et de Hassan Aslafy.

(2) Voir notre hors-série «SEL : pour changer, échangeons» et le livre de Denis Bayon «SEL : pour un vrai débat» présenté dans notre numéro de mai 1999.

AUTOUR DES SEL

# Les Banques du Temps

## Liens & opportunités



En Italie, les Banques du Temps se sont développées  
aussi rapidement que les SEL en France,  
mais différence fondamentale, l'unité de compte est toujours le temps.

**E**n Italie, même s'il existait déjà des systèmes informels d'entraide, les Banques du Temps se sont développées à partir des premières années 90. La première expérimentation, encore confinée dans le monde du bénévolat, est née parmi un groupe de retraités, mais le modèle, qui sera suivi ensuite, est celui de Santarcangelo de Romagne, une petite ville à quelques kilomètres de Rimini

(sur la côte adriatique). Sans connaître rien des expériences précédentes, sollicitées par la lecture d'un article sur les LETS publié par Gente Money, les membres de la Commission pour l'Egalité des Chances de la commune de Santarcangelo de Romagne initient un mécanisme qui permet d'optimiser les faibles ressources en temps des femmes, en créant en même temps de la sociabilité.

té. Le groupe s'est étendu à d'autres femmes résidentes en ville. Auprès de la Banque du Temps on dépose ses disponibilités à échanger des prestations avec d'autres adhérents en utilisant le temps comme unité de mesure des échanges. À chacun est affecté un compte courant-temps et un carnet de chèques-temps. L'unique obligation est l'équilibre périodique du compte.



L'utilisation de telle «méthodologie bancaire» a amené à forger et à faire reconnaître le terme «Banque du Temps». L'idée est celle d'activer un réseau de solidarité fondé sur l'échange de prestations capables de satisfaire des besoins liés à la vie quotidienne et aux activités de soins, ce qu'aucun service public ne peut faire, en promouvant aide réciproque et rapports de bon voisinage. La promotion de l'idée d'échange de temps, faite en organisant des séminaires, a stimulé tout de suite l'attention de la presse. Les premières expériences ont démarré au nord de l'Italie et à Rome. C'est seulement depuis 1996 que la presse a commencé à relier le cas italien avec les expériences des SEL et des LETS. Le nombre de groupes s'est multiplié de façon exponentielle : 5 en 1995, 40 fin 1996, plus de 100 en 1997, plus de 255 en 1998, avec presque 11 000 personnes. Les femmes y sont largement majoritaires : 77 % des adhérents.

Sur 255 groupes, 178 sont dans le nord de l'Italie, 54 dans la partie centrale et 32 dans le sud.

qui ne sont pas normalement rétribuées par l'administration : faire des animations dans des maisons de retraite, tenir ouvert deux heures de plus un parc, nettoyer une plage, organiser une animation de rue pour les enfants, aides dans le soin des enfants pour travailleurs ayant des horaires atypiques, notamment des femmes seules assurant des ménages... La Banque du Temps sert de nœud d'information, le retour de l'information à l'organisation publique peut permettre de modifier ou d'activer des services qui naissent de la découverte de besoins nouveaux.

L'action de la Banque du Temps agit à l'intérieur, en développant une activité mutualiste entre adhérents ; mais en même temps, elle agit aussi en externe. La restitution du temps pour couvrir ce que la commune avait offert, le retour de



On parle de :

- **l'échange**, on demande pour redonner, on donne pour recevoir ; il ne s'agit pas de bénévolat ;
- **la reciprocité indirecte**, pour dépasser l'optique du troc mais surtout pour permettre le développement de relations plus amples à l'intérieur du groupe ;
- **l'évaluation de la prestation** (et aussi des biens cédés ou prêtés) **en temps** ; la prestation, quelle qu'elle soit, est évaluée sur la base du temps écoulé ;
- en utilisant le temps employé comme élément d'évaluation de la prestation, il résulte que **chaque prestation a égale valeur unitaire**, c'est-à-dire une heure est toujours une heure, indépendamment qu'il s'agit de baby sitting ou d'une réparation électrique ;
- par conséquent, **tous les sujets sont des pairs**, indépendamment de la condition sociale, du degré d'instruction ou de l'âge. Les objectifs déclarés sont :
- la création de nouvelles relations (la rupture de l'isolement, l'intégration de sujets, le développement de la convivialité et de l'entraide, la cohésion sociale...) ;
- la croissance individuelle à l'intérieur du groupe (croissance de l'estime de soi) ;
- l'amélioration des conditions des femmes :
- l'amélioration de la qualité de vie ;
- la diffusion de savoirs et de capacités ;
- l'épargne économique (même si celle-ci semble plutôt un aspect avantageux qui se présente, qu'une recherche précise a priori) ;
- un modèle de vie plus éthique.

## Des situations contrastées

Les expériences ne sont pas toutes dans une phase mûre, beaucoup sont dans la phase de conception du projet, d'autres échangent encore au sein de groupes très petits (7-8 personnes). Les expériences consolidées présentent une moyenne de 80 à 100 adhérents. En majorité, les administrations communales soutiennent les Banques du Temps, en leur fournissant un siège, un téléphone, la possibilité d'utiliser un fax, la photocopieuse et des salles pour les rencontres. Soutenir ne signifie pas gérer la Banque du Temps, il signifie fournir une aide logistique, en lui laissant la pleine autonomie de la gestion. «La commune comme sage-femme», c'est la phrase que nous avons presque toujours mise en avant. Quand l'expérience est mûre, le groupe, se constituant en association, peut consacrer du temps à la commune, en échange de ce qu'il a reçu dans une optique d'égalité et de dignité. L'échange de temps avec l'administration publique se fait pour des activités

décisions pour réglementer le Tiers Secteur ne prennent pas en considération la possibilité d'avoir des associations ayant ce double rôle. Ou on agit à l'intérieur en développant la mutualité parmi les adhérents et, alors, on parle d'association, ou on appartient au caritatif et on développe une action vers des sujets défavorisés. Il faut espérer une évolution des décisions actuelles.

## Les principes qui fondent les Banques du Temps

Le langage utilisé pour la promotion des Banques du Temps a toujours été éloigné de la doctrine socio-économique, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres systèmes actifs en Europe, et les termes à la mode dans le monde des Banques du Temps ne sont pas «purs» ; sa dénomination qui reprend les termes «Banque» et «guichet» (qui indique les activités de secrétariat et d'organisation, d'aide à la rencontre de celui qui offre avec celui qui demande) doit être lue de façon ironique.



La naissance des premières expérimentations d'échange de temps a été promue par des femmes, actives dans la vie associative et politique de la gauche italienne, qui depuis la seconde moitié des années 80 participaient au débat sur les temps de vie, de travail et de soins, sur les politiques du temps pour la ville. Si aux débuts des années 80 Jacques Delors (1) affirmait que le temps n'était jamais entré explicitement dans le domaine de la politique, mais qu'il pouvait devenir le point de départ d'une réflexion politique au carrefour entre individu et société, à la fin de la décennie la problématique du temps social et le malaise lié à l'organisation du temps métropolitain ont atteint une importance impensable. La variété et la diffusion de recherches, rencontres, débats et initiatives politiques sur les interventions sur les horaires, posent une série de questions relatives à l'importance politique à accorder au thème. A bien voir, le temps a toujours été un problème pour les femmes et les hommes. La solution a toujours été laissée, comme un problème subjectif, au domaine familial et domestique, même si dans certains contextes, tel que celui de la production, la lutte pour la dignité a permis la réduction des horaires de travail. Ce dernier était la partie d'un conflit plus grand et ne pouvait pas être compris sans faire référence à la logique plus générale de la lutte de classes. L'horaire était la manifestation extérieure d'un conflit qui concernait les classes, non la manifestation d'un conflit qui concerne l'usage du temps.

## Les rapports avec l'administration publique

Actuellement, environ 85% des Banques du Temps italiennes sont promues par les communes et gérées de façon autonome par des associations et groupes non formalisés. Dans certains cas, la commune gère directement le guichet de la Banque du Temps (en gérant le secrétariat, en contrôlant plus ou moins le travail d'organisation), mais à mon avis ce modèle n'est pas fiable : d'un côté, l'expérience risque d'être prise comme une possibilité de recours au système de l'Etat-Providence, de l'autre il n'est pas dit que la sensibilité personnelle des politiciens qui se succèdent dans les responsabilités administratives reste la même. Parmi les autres Banques du Temps, beaucoup

sont promues par des organisations syndicales, des associations culturelles, des associations qui s'occupent des handicapés, des écoles, des entreprises coopératives...

Le rapport avec l'administration publique est presque toujours présent pour ce qui concerne l'usage d'espaces publics et la promotion d'initiatives culturelles, même s'il existe des Banques du Temps qui ont décidé de ne pas en avoir ou qui ne réussissent pas à instaurer un tel rapport. L'intérêt des Administrations Publiques pour les Banques du Temps naît de la perception qu'une telle «technologie» active la cohésion, l'intégration sociale, le développement de rapports entre générations et cultures, l'égalité de chance entre hommes et femmes.



Dans la première analyse approfondie que nous avons effectuée en région Emilie Romagne, par des entretiens faits d'adhérents actifs et d'administrateurs publics, il est reconnu que la **Banque du Temps** :

- **valorise et rend visible un phénomène d'entraide** déjà existant : l'élément fortement innovant est que le jeu se fait entre des personnes sans affinité particulière au départ, c'est-à-dire hors du réseau amical et parental qui représente historiquement la «Banque du Temps personnelle» ;
- **favorise la flexibilité dans la gestion de la vie quotidienne**, même à la lumière de la modification de la dimension de la famille et des modèles de vie. En cela, la Banque du Temps se relie en plein avec les interventions de coordination et d'harmonisation des horaires de la ville ;

- **opère dans la récupération de sociabilité, de bon voisinage dans des milieux territoriaux circonscrits**, ce qui peut prévenir des malaises et un développement de perception d'une identité de communauté, par contraste avec le modèle de développe-

ment qui privilégie les biens de consommation comme la télévision et la voiture, lesquels favorisent l'individualisme ;

- **privilégie**, dans la perception de l'idée de communauté, une réorientation de la perception des préférences individuelles, faisant émerger une demande collective de qualification de l'offre de biens et services à dimension supra-individuelle ;

- permet une meilleure compréhension de l'utilisation sociale du territoire, en contribuant à redéfinir les termes des problèmes de sécurité ;

- fournit une «rétribution symbolique» à qui perçoit de faibles rétributions monétaires, en permettant l'acquisition de prestations autrement non possibles sur le marché ;

- déplace les modalités de valorisation de l'individu, en déplaçant l'attention d'une identité focalisée sur le travail à une identité fondée sur ses propres capacités exprimées.

A plusieurs niveaux on est en train de raisonner sur l'opportunité de promulguer des lois qui puissent aider à lire la réalité de la Banque du Temps, en la distinguant des associations de bénévolat, non tant pour obtenir des financements, mais surtout pour avoir une reconnaissance de ce qui a été fait et pour faciliter l'accès à des espaces publics pour la tenue de rencontres, activités culturelles, fêtes, moments de promotion. En région Emilie Romagne, à la fin des années 80, a été faite une loi qui parle de Centres pour les Familles, à l'intérieur desquelles, entre autres, peut se développer l'entraide et la création de réseau de réciprocité. Toujours dans ce territoire, la Région s'est engagée dans la promotion des Banques du Temps par le cofinancement d'une fête-reunion en 1997 ; par le recensement des expériences actives sur le territoire ; ensemble nous avons projeté un parcours qui devrait favoriser ultérieurement la divulgation des informations.

Parmi les résultats prévus il y a :

- une acquisition diffuse des informations, de la capacité et des compétences d'organisations pour favoriser la naissance et le développement des Banques du Temps ;

- une conscience diffuse que la Banque du Temps valorise et rend visible l'aide réciproque, permet une meilleure flexibilité dans la gestion de la vie quotidienne, permet une récupération de la sociabilité, du bon voisinage dans des milieux territoriaux circonscrits, dans l'usage social du territoire, dans la valorisation des compétences de l'individu ;

- une activation de nouvelles Banques du Temps et d'économies non-monétaires.

Une définition légale de la Banque du Temps est nécessaire surtout pour lire le phénomène : nous sommes face à quelque chose qui n'est pas une association traditionnelle, ni une entreprise de services. La



prise en charge individuelle de la responsabilité de l'échange, le rôle de l'organisation dans sa forme juridique d'association font que l'échange se passe. Le fait qu'entre A et B l'échange n'ait pas été satisfaisant ne culpabilise pas l'association et son président, mais les adhérents qui ont activé l'échange.

Mais les lois qui règlent le milieu associatif, par définition, repèrent le président comme responsable des actions sociales. Elles ne tiennent pas compte de la particularité de la Banque du Temps. Du point de vue des assurances, nous avons fait référence au modèle conçu pour le bénévolat, mais ce point n'est pas correct (même si jusqu'à maintenant on n'a pas relevé de problèmes particuliers). Une meilleure définition de la nature de la Banque du Temps et de comment elle fonctionne, de comment les sujets adhèrent et sont responsabilisés, de la vraie action de l'appareil de coordination, pourrait peut-être nous aider dans la définition des rapports d'assurance. La sensibilité «Banque du Temps» comme innovation sociale est pour le moment répartie en tâches de léopard : l'administration publique n'est pas en soi sensible, ce sont seulement des administrateurs qui s'intéressent à l'idée d'échange de temps.

Je voudrais faire ressortir aussi l'autre face de la médaille, parce que l'administration publique ne fait pas que du bien.

La Banque du Temps a reçu, et reçoit encore, beaucoup d'attentions de la part de la presse ; cette aide a beaucoup d'importance, même si les journalistes devraient s'engager un peu plus : ne pas diffuser seulement les choses bizarres (on aime beaucoup écrire sur celui qui offre «son épaulé sur laquelle pleurer» ou de «faire la file chez le médecin»), mais approfondir les thématiques de fonds et les motivations. C'est certain que l'action des médias plaît

aux administrateurs, parfois plus intéressés à améliorer leur image «en mettant la Banque du Temps à leur boutonnière» qu'au véritable développement de systèmes d'échange de temps autonomes.

## Liens et opportunités

Les opportunités offertes par la Banque du Temps sont nombreuses et intéressantes, autant sur le versant intérieur des sujets que face à la communauté de référence.

Parmi les liens, le premier est sûrement de nature culturelle : l'adhésion à l'idée est rapide, il est par contre plus difficile de la



pratiquer, parce que l'échange de temps représente la tentative de modifier des comportements consolidés qui souvent mettent en évidence une disponibilité théorique supérieure à la réelle ; l'attente de résultats immédiats se heurte avec la fatigue de l'expérimentation. L'aspect essentiel de la réciprocité est que les transferts sont indissociables des rapports humains, et cela les Banques du Temps l'affirment. La réciprocité possède une stratégie, ainsi que se passe dans n'importe quelle situation d'interaction entre sujets : «si le destinataire de mon transfert ne renvoie pas la balle, d'une façon ou d'une autre, dans un délai raisonnable, je couperai la relation», parce que l'initiateur de la relation attend la réciprocité. Il ne s'agit pas d'un pur transfert de ressources d'un acteur à l'autre, du fait que dans le jeu il n'y a pas seulement «l'avoir» mais aussi «l'être — l'être avec». On favorise ainsi les phénomènes de socialisation.

Qu'est-il nécessaire de faire pour favoriser, à l'intérieur d'une société, les structures de confiance, laquelle est un élément essentiel à l'enracinement de l'idée d'échange de temps ? Plusieurs affirment que la société civile est un lieu qui génère de la confiance (le marché, au contraire, serait plutôt un consommateur de confiance). Pour étendre la confiance il faut qu'elle s'appuie sur des expériences particulières et sur des acteurs sociaux spécifiques, en développant la reconnaissance réciproque des identités, au commencement du processus, comme don gratuit. Celui qui y participe partage les normes d'organisations en vigueur et valorise le statut de la structure comme productrice d'attentes de confiance. Les Banques du Temps sont, donc, des lieux à l'intérieur desquels on tend à l'augmentation de la réciprocité et de la confiance parmi les individus. Elles peuvent représenter des lieux de reconnaissance sociale indépendamment de la société salariale, et cela représente un discret saut culturel.

Depuis quelque temps on entend parler du projet d'une transmission télévisée sur les Banques du Temps, probablement avec la participation de chanteurs et acteurs qui entrent dans les échanges. Cette transformation en spectacle de l'échange m'effraie un peu. Je trouve beaucoup plus utile, et plus proche à la philosophie initiale, de penser à une divulgation plus sobre, de façon plus joyeuse et socialisante dans laquelle les individus sont actifs et non passifs. Récemment à Bologne, les groupes actifs ont organisé deux jours de fête des Banques du Temps : un moment de discussion, une exposition de bandes dessinées sur les divers aspects de l'échange de temps, la possibilité de bénéficier d'activités offertes (de la coupe des cheveux à la restauration de meubles, un écrivain a offert une fable sur la Banque du Temps), l'animation pour les enfants, le spectacle



théâtral avec le billet payable en temps de la part des associés. On a échangé presque 1500 heures, celui qui ne nous connaissait pas a apprécié le bon climat qu'on y respirait, plusieurs se sont présentés pour s'inscrire.

D'autres liens pourraient naître des problèmes fiscaux et du droit du travail concernant un éventuel enrangement territorial.

## La Banque du Temps et le travail marchand

Jusqu'à maintenant, à part quelques expériences qui se déclarent comme laboratoire d'une économie alternative, la Banque du Temps se place parmi les innovations sociales : ce sont les aspects de la sociabilité, de sortie de l'isolement, de création de relations, qui prévalent sur l'aspect économique.

On rencontre toutefois une difficulté dans la participation d'artisans et de professionnels qui sont disposés à exercer au sein du système. Je pense qu'il faut éviter l'échange d'activités inhérentes à sa propre profession, surtout pour celui qui exerce une profession libérale et l'artisanat. En analysant les règles de la TVA et du droit du travail, il m'a semblé que c'est le point sur lequel les Banques du Temps pouvaient être attaquées. En Italie, celui qui exerce une profession libérale doit, en tout cas, émettre la

facture (souvent il ne le fait pas pour d'autres motifs qui s'appellent évasion fiscale), autant dans le cas de paiements en argent qu'en arachides. Une lecture rigide de la loi peut amener des ennuis ! Nous conseillons ainsi de laisser en dehors les prestations professionnelles car si cela pouvait aller dans un premier temps (des gens du travail professionnel voyaient dans la Banque du Temps une opportunité pour valoriser des compétences non professionnelles pendant le temps libre du travail, probablement après un dur engagement quotidien), de fait, quelque temps après, il devient très difficile de maintenir cette orientation : toute prestation effectuée est, de fait, enlevée au marché. De nombreux nouveaux adhérents cherchent et offrent des prestations de nature professionnelle. Même si c'est pour des petites activités (par exemple, préparer un mariage), cela enlève des activités aux entreprises. Jusqu'à maintenant, tout ce qui a été échangé est rentré dans le «rapport amical», mais il n'est pas dit que face à une très grande augmentation des échanges les expériences italiennes ne puissent pas se trouver accusées de concurrence déloyale. L'échange d'objets ne crée pas de gros problèmes, ils peuvent être assimilables aux échanges non formalisés qu'on trouve à travers les nombreux journaux «je cherche et j'offre» existant sur le territoire italien. De fait, la vente entre privés d'objets d'occasion a toujours existé. Pour le prêt d'objets, le problème ne se pose pas : il est un fait restreint à la sphère privée. Pour ce qui



Initiation artistique

concerne les normes liées au travail, presque tous les statuts mettent en évidence que la finalité est sociale, sans but lucratif, sans circulation d'argent, et qu'en aucune façon les échanges ne peuvent donner vie à des rapports assimilables au travail salarié ou à la prestation professionnelle. A l'unique Bureau d'inspection du travail qui, de façon préventive, a voulu s'informer, cette définition a été suffisante, mais je doute que, face à une plainte intentée par n'importe quel adhérent déçu, ceci puisse tenir.

## La Banque du Temps : les problèmes internes et externes

Donner vie à un système démocratique, transparent, basé sur la parité entre sujets, qui prévoit d'unir l'aspect fonctionnel (la solution de problèmes pratiques, donc économiques) et l'aspect social (la création de liens), où n'existe pas un «chef» qui décide pour les autres, est un objectif très haut et comporte inévitablement des accidents de parcours.

Des problèmes internes sont inévitables, concernant par exemple :

- la création d'un climat de confiance ;
- la gestion du pouvoir ;
- la participation ;
- l'état conflictuel ;
- la circulation de l'information.

Dans le manuel on parle de coordinateur ou coordinatrice du groupe. Avec le temps, on a vu qu'il est important de chercher à avoir une gestion répartie sur plusieurs sujets pour éviter de centraliser l'information sur une unique personne. Aux Banques du Temps, les personnes sont diverses par l'âge, les conditions sociales, les motivations et les attentes. L'objectif de ces expériences doit être celui de savoir tirer richesses



Aide à la comptabilité

se à partir de la diversité, en affrontant les relations avec un langage plus écologique et respectueux de l'identité d'autrui. D'autres problèmes internes font référence à l'énorme quantité de travail à faire pour présenter le système aux nouveaux : la promotion culturelle du changement, l'aide à l'insertion et la disponibilité sont des aspects à ne pas sous-évaluer. Parfois, on grandit tellement qu'on finit par se croire créateur d'un système parfait, à porter comme modèle aux autres, mais chaque modèle est fonctionnel pour un groupe, une situation. Il n'est pas possible de le cloner sinon dans ses aspects généraux. Il n'existe pas de kits valables pour chaque occasion, chaque réalité est comme un meuble fait sur mesure pour un milieu spécifique. En outre, le projet grandit et change avec le groupe, en suivant les priorités qu'il se donne. C'est ceci le beau côté des Banques du Temps, un retour à l'artisanat face à un monde de production industrielle.

Au centre de tout il y a la personne, les personnes qui interagissent en créant du lien social et en amenant leur bagage d'expériences, d'attentes et de craintes. Pour l'extérieur, il devient important d'éviter de vouloir s'ériger comme expérience guide, de se confronter avec les autres, en offrant et en recevant des suggestions d'amélioration. La Banque du Temps ne doit être la fleur à la boutonnière de personne, ni d'un adhérent, ni d'une association, ni d'un politicien qui accepte de promouvoir l'idée, autrement il risque d'accorder trop de valeur à un récipient vide et non à une idée de citoyenneté active et consciente.

Autre problème : comment on est perçu de l'extérieur. Ainsi, l'Union Européenne qui a l'habitude de penser selon des schémas économiques traditionnels classe souvent ces systèmes dans le secteur des nouvelles créations d'entreprise. Il peut arriver que des personnes soient tentées de créer une activité, suite à une expérience au sein d'une Banque du Temps, mais cela est un cas personnel, et, de fait, externe à la Banque du Temps. L'Union Européenne devrait faire attention à l'aspect social que ces systèmes amènent : lutte contre l'exclusion, création de nouvelles relations, échanges de savoirs, une identité qui ne repose pas exclusivement sur l'identité venant du travail (problème si nous allons vers la fin du travail).



Aide administrative

groupes qui échangent du temps. On sent le besoin de se mettre en réseau, pour échanger et pour discuter, pour évaluer son expérience et pour se défendre des mauvaises imitations destinées plutôt à paraître qu'à être. Récemment, trois Banques du Temps parmi les plus anciennes, se sont rencontrées pour réfléchir sur l'évaluation des expériences et sur la possibilité de trouver une sorte de code éthique des Banques du Temps et aussi pour fluidifier les rapports futurs entre expériences. Evidemment, un tel travail, sans intention d'être exhaustif, sera présenté dans une discussion et une rencontre publique avec toutes les autres expériences. Donc, nous sommes en train de constituer un réseau informel des expériences, et nous sentons le besoin de nous confronter avec les autres expériences européennes et trans-européennes.

Rosa AMOREVOLE ■

## La Banque du Temps et la construction de réseaux informels et formalisés

Dans les deux dernières années, moment de grand développement du phénomène, des réseaux informels ont été activés entre Banques du Temps : rencontres pour échanges d'expériences, pour échanges de documentation et d'informations, et de véritables échanges comme l'hospitalité, l'accompagnement pour des visites touristiques, requête d'aides pour l'achat de produits typiques absents chez soi... A Bologne, où je vis, les groupes actifs se mettent en réseau pour pouvoir trouver des réponses aux diverses exigences : en absence d'une prestation déterminée dans son propre groupe, on peut s'adresser aux autres groupes où cette prestation peut être repérée. La commune de Bologne, une parmi les premières à croire à la démocratie télématique, offre aux Banques du Temps un support informatique dont le but est de faciliter la relation entre associations et

Rosa Amorevole s'occupe de recherche et de formation à l'ECAP-Recherche de Bologne sur les thèmes du marché du travail. Elle s'occupe également des questions féminines et de l'histoire des femmes, du temps et des horaires de la ville pour le compte du syndicat CGIL, une des trois confédérations syndicales. Elle a été promotrice au niveau national, ensemble avec G. Colombo et A. Grisendi, de l'idée d'échange de temps, en contribuant à l'organisation de séminaires de divulgation. Elle a publié plusieurs articles, textes et analyses :

- R. Amorevole, G. Colombo, A. Grisendi «La Banca del Tempo», éditions F. Angeli, mars 1996 ;
- R. Amorevole, A. Succi «Un'idea di tempo», actes de la rencontre internationale de Santarcangelo de Romagne, mai 1997 ;
- R. Amorevole, F. Zani «La Banca del Tempo», éditions Macroedizioni,
- R. Amorevole, M. Guareschi «Monitoraggio delle Banche del Tempo dell'Emilia Romagna», décembre 1997 ;
- R. Amorevole, «Le Banche del Tempo in Italiano», décembre 1998.



# Le Système de réciprocité indirecte

**M**artano est une commune d'environ 10.000 habitants, située dans la presqu'île de Salento, à l'extrême sud-est de l'Italie. Une région essentiellement agricole et très pauvre. Des sommets des collines, par temps clair, on peut apercevoir

## Parallèlement aux Banques du Temps, un autre système d'échange a vu le jour dans le sud de l'Italie, plus autonome, moins médiatisé, moins formaliste et plus proche culturellement des entraides rurales de la région.

voir l'Albanie. Le taux de chômage voisin avec les 25 %, le double de la moyenne nationale et touche tout particulièrement les jeunes et les femmes. La mairie est actuellement de centre-gauche, après de nombreuses alternances au cours des trente dernières années. Dans un contexte de désocialisation, le tissu associatif existant se caractérise par le manque d'interactivités.

## La naissance de l'association

L'idée du Système de réciprocité indirecte est proposée au mois de mai 1996 par Pantaleo Rizzo, un agronome sans travail, souvent absent de Martano parce qu'engagé dans des projets de développement en Afrique pour le compte d'organisations non gouvernementales.

Initialement ce système est très semblable aux Lets, et se propose de constituer une aide sociale et économique réciproque entre les adhérents par un système non-monétaire. Au départ, l'unité locale, le *mistòs*, est rapportée à la lire (une lire = un *mistòs*). Aujourd'hui, le *mistòs* se calcule en rapport avec temps et avec le degré subjectif de reconnaissance pour la prestation reçue. Il n'y a donc pas de prix annoncés à l'avance.

Le 30 juin 1996, douze personnes (six hommes et six femmes) lancent l'Assem (Association pour le développement social et économique de Martano). Pendant le premier semestre 1997, l'association crée le Système de Réciprocité Indirecte (SRI) dont la date de naissance officielle est le 27 avril 1997.

## Buts et philosophie de l'Assem

L'Assem n'a pas de finalités lucratives et veut développer la donation réciproque de prestations parmi les adhérents pour harmoniser leurs rapports et pour créer un fonds de participation au développement des commu-

nautés locales qui sera dévolu avec des prestations gratuites aux personnes, familles, associations, organismes locaux, etc. Elle veut stimuler le démarrage d'activités de groupe et de coordination, en encourageant leurs études, recherches et projets sur les systèmes

n'existe aucun organe de contrôle ou d'arbitrage ou de régulation législative de type coercitif, mais on recourt à la *médiation*. Un adhérent (ou groupe d'adhérents), peut assurer la médiation et être choisi par l'une ou l'autre des personnes en conflit. Au cas où on ne trouve pas une solution, le médiateur, ou groupe de médiateur, rédige une relation et l'inscrit comme point à l'ordre du jour à discuter à la première réunion de l'assemblée ordinaire.

## Résultats et perspectives futures

non-monétaires, sur les associations qui les adoptent, sur leurs réseaux et alliances, sur la diffusion des informations acquises, soit par ses publications, soit par la sensibilisation des moyens de diffusion.

Tout adhérent est libre de donner quand, comment et à qui veut, et peut s'adresser aussi à un non adhérent même quand il y a les compétences dans l'Assem. Tous les comptes des adhérents commencent avec le montant zéro. Quand un adhérent donne, un autre reçoit : en comptabilité le montant en *mistòs* du donateur est précédé par le signe + et celui du receveur du signe -. Personne ne peut dépasser par son solde les limites fixées par l'Assemblée. Actuellement, elles sont de +500 et -500 *mistòs* (+50 et -50 heures). Dans la phase de transformation du SEL au SRI on a passé au rapport avec le temps (base objective : 1 heure = 10 *mistòs*) et au degré de reconnaissance et de liberté du geste du donateur tel que perçu par le receveur sur une base subjective.

## Differences avec les Banques du Temps

Ceci débouche sur un mode d'évaluation de la valeur complètement étrangère à la logique économique, qu'elle soit onéreuse (marché) ou temporelle (Banque du Temps). Aussi l'enregistrement comptable de la prestation ne se passe pas avec chèque-temps, mais avec attestations de don que le receveur livre à la fin de la prestation. Les heures ne sont pas déposées, comme dans la plupart des Banques du Temps et les associés ne sont pas des clients du système mais bénéficiaires de leur système. Tous les adhérents peuvent connaître dans n'importe quel moment leur situation de compte et celle d'autrui. Aussi l'Assem est un adhérent fictif, qui unifie sur son compte les cotisations en *mistòs* qui servent pour gérer le système pour la tenue de la comptabilité, pour la rédaction du bulletin, pour l'envoi du courrier, etc. Pour la solution d'éventuelles situations conflictuelles, il

A la date du 31 décembre 1997, après 14 mois d'activité, 626 prestations ont été effectuées pour un total de 11 623 *mistòs*. A la même date, les adhérents étaient 73 (35 femmes et 38 hommes). Au 30 juin 1998 le nombre des adhérents est descendu d'une façon voyante à 38 (24 femmes et 14 hommes). Le nombre de prestations effectuées dans ce semestre a été de 114 pour un total de 4025 *mistòs*. Les adhérents qui sont sortis du système sont principalement ceux et celles qui n'avaient presque jamais donné ou reçu une prestation dans l'année passée. En conséquence, c'est un groupe d'adhérents plus actifs qui fait actuellement tourner le système même si, dans les derniers mois, il a malheureusement ralenti ses activités. Les motifs sont multiples et nous sommes en train d'analyser les problèmes, certainement d'ordre psychologique et de cohésion.

## Conclusions

On ne voit pas encore la possibilité de constituer une communauté associative. Il y a eu des réunions avec d'autres associations et avec l'administration communale pour expliquer le projet et pour activer un réseau, mais à l'heure actuelle il n'y a pas encore eu de réalisations concrètes.

Parmi les adhérents, il existe des atteintes, motivations, approches et dynamiques différentes.

La première année, on a vu un grand enthousiasme, mais aussi confusion, rigidité et polémique destructive. Lors de cette deuxième année, on peut parler de tassement. On est en train de voyager sur les ailes de la réflexion individuelle, un peu pour son propre compte, presque un retour en soi-même, mais on est en train d'essayer aussi d'être présents et visibles, autant sur la scène locale qu'internationale.

**Pantaleo RIZZO**

Animateur du SRI.



# Le Tauschring en Allemagne

**L**, équivalent des systèmes d'échanges locaux en Allemagne sont les Tauschring. Celui de Kreuzberg est le plus grand de Berlin et j'en suis membre depuis un an et demi.

## Les SEL allemands se divisent en deux tendances : une plus intéressée par le jeu économique, une plus sensible au côté social.

En Allemagne, les formes de Tauschring sont multiples tout comme les unités de compte utilisées. Le premier Tauschring a été créé en 1992. Ses promoteurs se sont inspirés d'un système coopératif existant dans le sud de l'Allemagne. Il s'agit d'un système de pension alternative, où des associations proposent l'organisation de services pour les personnes âgées. C'est le principe du Time Dollar aux Etats Unis. Les points accumulés peuvent être utilisés pour soi ou être transmis à une autre personne. Il y avait une très grande association de ce type dans la région de Francfort comptant environ 200 membres sur 33 000 habitants.

Au niveau théorique les Tauschring sont traversés en Allemagne par deux courants. L'un est celui de «l'économie libre», qui

Kreuzberg auquel j'appartiens compte lui autour de 400 membres. La devise est «*tout marche sans argent*». Notre Tauschring est né au début de l'année 1995 à Kreuzberg, un quartier de Berlin où le taux de chôma-

ge est supérieur à 28%. La moyenne des revenus est la plus basse de Berlin et la majorité des personnes est bénéficiaire d'aides sociales. Le Tauschring est né à la suite d'une rencontre entre vingt personnes s'intéressant au système d'échanges locaux.

Que se cache-t-il derrière le Kreuzer, notre unité de compte? Dans un Tauschring tous les participants peuvent échanger des compétences mais aussi des objets sans l'usage de l'argent. Cela n'est pas nouveau et fonctionne la plupart du temps dans des cercles d'amis. L'innovation du Tauschring est que les échanges se passent dans un cercle organisé, institutionnalisé, là où la notion de voisinage a quasiment disparu. Ce qui auparavant se passait directement entre deux personnes, passe aujourd'hui, par le Tauschring, au travers de toute la commu-

le travail. A travers cette idée nous essayons d'atteindre un objectif : la création d'une économie de solidarité reconnaissant la valeur et les compétences de chacun et proposant une nouvelle définition de la valeur du travail.

Au sein du Tauschring de Kreuzberg il y a quatre groupes :

- le Bureau qui a la responsabilité de l'administration, de la comptabilité des activités d'échange, etc.
- l'équipe de rédaction à laquelle j'appartiens et qui est responsable du journal mensuel publifiant le catalogue des offres et demandes. Chaque adhérent peut à partir des informations données dans le journal (annonces et adresses) organiser de façon autonome ses activités.
- le groupe de relations publiques qui se charge de la promotion du Tauschring et des relations avec la presse.
- l'équipe du marché qui organise le marché mensuel. C'est l'occasion pour les membres de se rencontrer. Il y a un buffet pour les gourmands et un petit marché aux puces dans lequel on peut tout échanger. Enfin il y a un programme culturel (musique, théâtre ou autre).

L'organisation interne repose sur des réunions mensuelles entre les groupes et sur une assemblée annuelle avec tous les membres. Le plus grand problème c'est le manque de continuité dans le travail par les militants. Au niveau externe, il y a une rencontre mensuelle entre les vingt Tauschring de Berlin, et une assemblée annuelle nationale. Cette dernière n'est pas officielle parce qu'on ne peut pas fonder une association nationale capable de représenter les intérêts de tous les Tauschring. Toutefois, outre ces problèmes de représentativité, depuis 1997, certaines tâches sont partagées entre les différents Tauschring. Ainsi, un Tauschring est responsable d'internet et des programmes informatiques qui existent pour les Tauschring. Un autre Tauschring est responsable des archives, afin de rassembler tous les articles et l'information. Notre Tauschring est responsable pour l'administration de la liste d'adresses de l'ensemble des Tauschring en Allemagne. Dernièrement lors de la dernière assemblée nationale en mai 1998 à Munich un nouveau groupe a été constitué cherchant à jouer un rôle de lobbying dans le cadre de la campagne électorale. Enfin, nous voulons forcer le processus de développement local, dans l'esprit de l'agenda 21, en collaboration avec d'autres initiatives locales.



repose sur la philosophie de Silvio Gesell et dont l'objectif est de créer une monnaie sans intérêt. L'autre est un courant plus social, en lequel le Kreuzberger Tauschring se reconnaît, et qui met en avant la recherche de lien social, la recomposition du voisinage et de la solidarité.

En Allemagne il y a environ 220 Tauschring, dont la plupart sont situés dans des régions urbaines. Le plus grand Tauschring est à Munich et compte plus de 1300 membres. Le Tauschring de

nauté d'échange. Les adhérents sont invités à identifier leurs propres compétences et ressources au gré de leur imagination, créativité. Le Tauschring de Kreuzberg a deux principes :

- le refus des mécanismes du marché, tels qu'on les connaît dans notre économie;
- la volonté de créer un nouveau système avec ses propres règles.

Le temps devient la mesure de toutes les choses. Il a été décidé qu'une heure de travail est égale à vingt Kreuzer, quel que soit

Lothar ZURKE ■



# Systèmes d'échanges & personnes morales

**Q**ui sont les membres des systèmes d'échange ? (1) Cette question anodine, qui à l'origine avait une réponse uniforme : «des personnes privées», suscite aujourd'hui des réponses très diversifiées. Ici on parle d'une maison de quar-

des acteurs aussi variés que des organismes de l'économie sociale, des collectivités locales ou des entreprises privées sont importants et pourront s'avérer déterminantes pour l'évolution des systèmes d'échanges. Les motivations suscitant l'ouverture des

## Les SEL, initialement constitués de personnes peuvent-ils accepter comme adhérents des personnes morales : associations, coopératives, entreprises, collectivités ?

tier, là d'un organisme de formation, ailleurs c'est un loueur de voitures, un maraîcher ou encore un hôtel restaurant, plus récemment on évoque le cas de communes qui ont fait leur entrée sur la liste des membres.... Si certains systèmes d'échange

systèmes d'échange à des personnes morales sont de plusieurs ordres, les principales sont les suivantes :

- volonté d'élargir les possibilités d'offres au sein du cercle d'échange. L'intégration de nouveaux types de membres permettra de diversifier les offres à l'intérieur du système.
- impliquer le maximum d'acteurs afin d'avoir un impact plus grand. La conviction d'avoir trouvé un mode d'échange performant et convaincant suscite des désirs de s'agrandir et d'élargir le domaine d'action des cercles d'échange.
- manifestation d'intérêt de certaines personnes morales pour ce type d'organisation. Les cercles d'échange ne laissent pas indifférents et certains opérateurs se rapprochent pour pouvoir y adhérer.
- volonté d'être reconnu par les autorités. L'idée de parvenir à intégrer des organismes ou établissements professionnels peut être un moyen pour se faire reconnaître et accepter par les autorités.
- renforcer le tissu local en intégrant un maximum d'acteurs impliqués dans le développement local.

Ce désir de grandir, de s'élargir, d'augmenter son catalogue d'offres mais aussi d'être reconnu et de participer au développement local peut être formulé comme la volonté de sortir du caractère marginal et ludique du cercle d'échange afin d'en faire un véritable outil économique et social non plus parallèle mais ayant sa place à part entière comme acteur reconnu du développement local.

L'ouverture des cercles d'échanges à des personnes morales soulève un certain nombre d'interrogations : est-ce un danger pour les cercles d'échange ? Est-ce souhaitable ? Quel va être l'impact sur les membres ? Quel type de personnes morales peut-on intégrer ? Jusqu'où peut-on aller ?



Préparation de repas

sont restés fidèles au principe de la qualité de personne privée comme membre, d'autres expérimentent et s'ouvrent à diverses personnes morales (2). Jusqu'à présent cette ouverture des cercles d'échange se fait par tâtonnement et se révèle être une approche très pragmatique (augmenter le nombre d'offres au sein du groupe). Toutefois les enjeux de cette ouverture à



Aide au ménage

## Les acteurs de l'économie sociale : une même famille

L'ouverture des cercles d'échanges aux acteurs de l'économie sociale est une pratique largement observée et qui ne semble pas poser de problème de fonds.

Les cercles d'échanges s'inscrivent «aux marges de l'économie sociale» (3), ils appartiennent plutôt à ce que l'on appelle depuis quelques années «l'économie solidaire». Cette économie solidaire ou encore «troisième secteur» renoue avec certains principes à l'origine de l'économie sociale (dimension politique, instrument de citoyenneté locale, alternative à la société salariale). Malgré la diversité des acteurs de l'économie sociale et leur abandon de certains principes il existe entre les acteurs de l'économie sociale (associations, coopératives...) et les cercles d'échanges un langage commun et une certaine cohérence dans la perception de l'économie et la défense de valeurs telles que la solidarité plutôt que la

(1) On utilisera le terme de système d'échanges, cercle d'échanges ou encore Tauschring indifféremment.

(2) Personne morale : «groupement ou établissement titulaire d'une certaine capacité juridique mais n'ayant pas d'existence corporelle».

Définition du Petit Robert.

(3) Bidet Eric, L'économie sociale, Le Monde éditions, 1997, p.135.

concurrence, l'égalité, le respect de la personne humaine, la prise en compte de l'environnement... Il n'y pas d'opposition de fond entre ces organismes œuvrant pour la recherche d'un «mieux être» de la communauté.

Ce sentiment d'appartenance à une même famille est renforcé par le fait qu'un certain nombre de Tauschring sont nés au sein même de ces structures associatives comme les maisons de quartier. En effet ces dernières ont parfois été à l'initiative de la création de Tauschring ou alors ont ouvert leurs locaux et services pour faciliter le démarrage. Cette filiation rend bien sûr le contact plus facile et la question de l'adhésion paraît être dans la logique des choses. Enfin les acteurs formant le noyau des systèmes d'échanges sont souvent membres d'autres structures de l'économie sociale. Cela facilite également les relations entre les différents organismes et permet de s'assurer de la bonne compréhension du fonctionnement des cercles d'échanges auprès de la structure manifestant son désir d'adhésion.

## Une démarche spontanée renforçant le tissu social et associatif local

L'adhésion d'organismes appartenant à l'économie sociale aux systèmes d'échanges locaux se fait de manière spontanée sans générer de grands débats. La question se pose plus en terme de fonctionnement et de modalités (montant de l'adhésion et de la cotisation) plutôt que sur la cohésion avec les principes et valeurs du système d'échange.

- L'ouverture à ce type d'acteurs permet d'augmenter les offres et possibilités d'échanges au sein du Tauschring. En effet l'adhésion d'un organisme de formation ou d'une crèche parentale va élargir le potentiel d'un cercle d'échanges et de ce fait le rendre plus attractif.

- C'est un moyen pour renforcer et consolider le tissu social et associatif local. Il rapprochera les usagers potentiels des struc-



tures existantes et permettra à ces dernières un meilleur ancrage dans le quartier (cela favorise la consommation d'activités ou de services au niveau du quartier).

- L'adhésion d'associations ou organismes de l'économie sociale permet aux cercles d'échanges de s'ouvrir à des populations qui spontanément ne franchiraient pas la porte du Tauschring. On peut donner l'exemple à Berlin des personnes âgées qui

ont pris connaissance de l'existence du cercle d'échanges et de son intérêt après l'adhésion de la maison de quartier.

- La possibilité d'adhésion de structures associatives va permettre au cercle d'échange de clarifier le type de relation entre lui et l'organisme qui l'a au départ hébergé ou soutenu. En acceptant l'adhésion de la structure associative qui l'a initialement appuyé, le cercle d'échange affirme son autonomie et formalise les relations, il ne s'agira plus de dons ou d'aide mais d'échanges réciproques où les deux partenaires sont sur le même pied d'égalité. Le bureau ne sera plus prêté gracieusement mais loué en monnaie locale. La relation entre les deux organismes sera alors beaucoup plus saine, égalitaire et de ce fait plus durable. La crainte de dépersonnalisation de la relation, souvent évoquée dans le cadre de l'ouverture des cercles d'échange aux personnes morales, est, en général, contournée par la nomination d'une personne responsable d'entretenir la relation entre l'organisme et le Tauschring ce qui permet de maintenir le lien avec un interlocuteur identifiable.



## Entre le bénévolat et le salariat

### Tauschring de Schöneberg à Berlin

D epuis le mois de septembre 1997, la maison de quartier est devenue membre du cercle d'échange. La cotisation est le double de celle versée par les personnes privées. Les services offerts par la maison de quartier sont les suivants : accès aux activités proposées (yoga, gymnastique, danse, poterie...), consommation au café de la maison de quartier (boissons, gâteaux...), location de salle. Les services utilisés par la maison de quartier sont en général du ménage, un appui pour l'organisation de fêtes ou de journées portes ouvertes, la confection de gâteaux pour son café. Cette ouverture a donc grandement augmenté les possibilités au sein du Tauschring et ainsi attiré de nouveaux adhérents. La maison de quartier se sent plus implantée dans le quartier et son café reprend vie.

Les cercles d'échange contribuent à la réflexion sur la relation entre bénévolat et salariés si souvent posée au sein des associations et autres organismes de l'économie sociale. Par la création de la monnaie locale, ils proposent une alternative entre le travail rémunéré et non rémunéré. Cet apport des Tauschring, loin d'être négligeable, ouvre de nouvelles perspectives. La monnaie locale permet au bénéficiaire d'avoir en plus de la reconnaissance morale, une reconnaissance matérielle. En Allemagne du Sud une crèche parentale a pu être ouverte.



verte grâce à ce principe, le salarié ayant accepté d'être rémunéré en partie en monnaie locale. Sans condamner la pratique du bénévolat, la nouvelle approche en terme de rémunération et d'évaluation du travail peut être un outil intéressant pour le milieu associatif souvent confronté aux demandes de rémunération ou d'indemnisation.

## Relations avec les collectivités locales

La relation entre les Tauschring et les communes est très variable. Considérés comme illégaux par certains, d'autres sont ouvertement soutenus par leur municipalité. Dans tous les cas les relations sont précaires et fragiles sans reconnaissance juridique dépendant le plus souvent de la bonne volonté des pouvoirs publics. Le rôle des cercles d'échange en terme d'appui au développement local est important et constitue un enjeu de taille pour l'avenir, notamment pour les communes.

Un certain nombre de points communs rapproche les systèmes d'échanges des communes. D'une part le niveau d'intervention,

en effet les cercles d'échanges ont souvent calqué leur champ d'intervention géographique sur celui des communes, village, arrondissement. Il y a un retour au concept de communauté de vie, de territorialité, de proximité qui avait disparu avec l'industrialisation et la globalisation du système. Les communes elles-mêmes ont parfois perdu cette dimension locale et de proximité et affirment trop souvent leur absence de véritable autonomie locale face au pouvoir économique des grandes firmes, et leur nécessité de se regrouper pour peser dans les décisions.

D'autre part en terme de services proposés, on observe que les cercles d'échanges jouent un rôle de prise en charge d'un certain nombre de services auprès de ses membres tout à fait complémentaire aux services communaux. Les cercles d'échanges ont intégré la notion de «service de proximité» et occupent à ce titre une place parmi les acteurs du développement local.

L'instrument qu'ils utilisent, «la monnaie locale», permet une relance des échanges et des contacts entre membre d'une même unité territoriale.

## Une prise en charge citoyenne

Ce parallèle entre communes et systèmes d'échanges locaux n'est nullement dû au hasard mais résulte plutôt d'une réaction face aux difficultés des communes pour répondre aux besoins des habitants et manifeste la volonté de participation des citoyens à la vie de la cité.



### Sorties d'enfants



La distance entre l'habitant et l'administration locale est de plus en plus grande. L'habitant se comportant plus comme un administré que comme un citoyen. Il semble que l'on a atteint les limites du couple «économie de marché» et «redistribution», l'un et l'autre laissant dans l'ombre nombre de besoins insatisfaits.

Les cercles d'échange sont un lieu de «citoyenneté participative» où l'habitant prend conscience de son pouvoir d'action et manifeste son désir de participation à la vie de la cité. La désertion ou l'incompétence des autorités locales ou étatiques, le refus de remettre sa destinée entre les mains d'une administration sont à l'origine de l'émergence des cercles d'échanges.

## Complémentarité et non subsidiarité

Les cercles d'échanges ne visent en aucun cas à remplacer les services sociaux pris en charge par les communes. Les communes ont un certain nombre d'obligations et de fonctions sociales à prendre en charge et il faut veiller à ne pas accélérer un désengagement sous prétexte que les Tauschring sont efficaces.

Par contre ils apportent un «plus» non négligeable. Les infirmières et aides soignants n'ont plus le temps de discuter avec les personnes âgées qu'elles soignent, la notion de

rentabilité ou d'efficacité est devenue telle que la dimension humaine a souvent été oubliée. Le Tauschring, lui, peut prendre en charge cette dimension humaine indispensable. De même qu'il ne peut résoudre le problème du chômage, le Tauschring offre un cadre pour favoriser l'activité des chômeurs en dehors du monde du travail et ainsi éviter leur exclusion et marginalisation.

Si la commune doit continuer à jouer son rôle de filet de sécurité et couverture minimale des besoins de base, une complémentarité peut exister entre ce rôle de minimum social que doivent prendre en charge les pouvoirs publics et la dimension humaine et conviviale qu'apportent les cercles d'échanges.

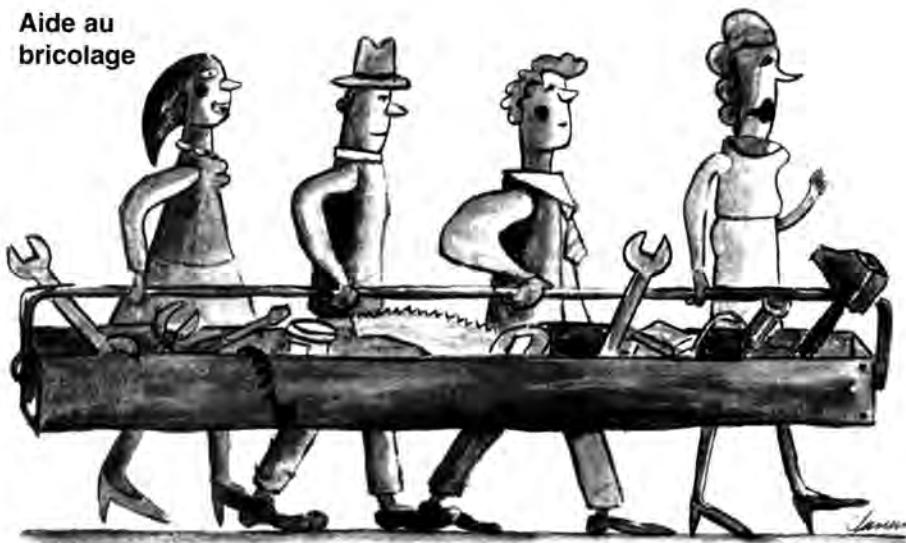
Certes la création d'une monnaie locale est souvent déconcertante pour les communes qui perçoivent cette unité de compte comme un artifice et refusent de prendre au sérieux l'action des cercles d'échanges. Il semble que le meilleur moyen pour démarquer une collaboration est de se limiter dans un premier temps à des actions ponctuelles et concrètes permettant aux communes de percevoir l'intérêt d'une telle collaboration et d'autre part laissant au Tauschring le temps de bien définir ses exigences et le mode de relation à instaurer.

## Communes : des conditions préalables

L'intégration d'une commune n'est pas sans susciter un certain nombre de craintes pour les membres des cercles d'échanges. Une des menaces qui pèse le plus sur cette relation est la tentation de réduire les allocations sociales (RMI ou sozialhilfe) versées ou d'exiger en échange de cette allocation l'exécution de travaux pour la collectivité.

Une des revendications des cercles d'échanges est le maintien des allocations sociales quelle que soit l'intensité des échanges pratiqués. Il demeurera toujours des besoins monétaires qui ne pourront être

### Aide au bricolage



satisfais dans le cadre des cercles d'échanges. «Les SEL ne peuvent pas assurer la production de tout ce dont on a besoin pour vivre, surtout en ville. L'argent venu d'ailleurs (le RMI) couvre la part monétaire de la satisfaction des besoins. Mais l'activité au sein du SEL ajoute un supplément de «pouvoir d'échange» qui peut atteindre l'équivalent de 1000 à 2000 francs par mois en produits ou services locaux» (4). Une autre revendication est la franchise de taxes sur les échanges ou alors à partir d'un certain seuil d'une taxe en monnaie locale. Ce qui se joue à l'intérieur d'un cercle d'échange est plus qu'une simple activité de production et d'échange. La dynamique locale créée et la reconstitution d'un lien social justifient à eux seuls cette forme de subvention qui consiste à ne pas payer de taxes.

Une autre menace concernant l'outil que constitue le cercle d'échange est le danger d'instrumentalisation des cercles d'échanges qui se traduirait par la perte de leur caractère autonome et issu de la base. Il ne s'agit pas de passer d'un mouvement de citoyen à un instrument de la politique sociale communale mais plutôt de se présenter comme un interlocuteur face à la commune. Une réflexion doit donc être engagée au sein des cercles d'échange afin de

parvenir à s'imposer comme partenaires des collectivités locales sans toutefois perdre leur autonomie et spécificité. A la grande différence des autres projets associatifs les cercles d'échanges ne demandent pas de financement, ni de subventions directes mais plutôt une reconnaissance. Ils ne se positionnent pas dans une situation de demande mais plutôt de proposition.

## Et avec les entreprises ?

Si les Tauschring produisent du lien et de la cohésion sociale, ils sont aussi un lieu de production de services ou de biens, d'échanges et de satisfaction de besoins matériels et immatériels. Cette fonction doit-elle être considérée comme un prétexte pour créer du lien social ou constitue-t-elle une fonction à part entière ? Prétexte pour certains elle demeure indispensable pour le bon fonctionnement des cercles d'échanges qui s'ils ne veulent pas se transformer en catalogue d'annonces, ne se perçoivent pas non plus comme un bureau d'aide sociale.

A partir du moment où l'on reconnaît la fonction économique des cercles d'échanges, la question du rapprochement et de l'intégration des acteurs de la vie économique que sont les entreprises se pose.

L'amalgame est vite fait lorsque l'on parle de Tauschring avec les WIR en Suisse et encore plus lorsque l'on parle de l'intégration des entreprises. Toutefois s'il existe certaines similitudes en terme de fonctionnement entre les deux systèmes, des différences de fond demeurent.

Les WIR ou les sociétés de Bartering en général sont des systèmes d'échanges fonctionnant exclusivement entre entreprises. Alors que pour les cercles d'échanges le critère prioritaire est l'ancre local, au sein des sociétés de Bartering le critère est

## Une municipalité membre d'un Tauschring

La ville de Baden Baden est membre d'un Tauschring depuis 1997. Les services proposés par la ville sont la mise à disposition d'un bureau pour le cercle d'échange et la possibilité d'avoir accès à des salles pour le Tauschring mais aussi pour ses membres. En échange, la commune fait appel aux services du Tauschring pour la distribution de courriers, des campagnes d'affichage ou encore l'organisation d'expositions. De par ce fait les relations avec les organismes municipaux sont beaucoup plus faciles. Par exemple une maison de retraite est à la suite de l'adhésion de la mairie également devenue membre, elle utilise les services du Tauschring pour accompagner ses clients au théâtre, en promenade, faire la lecture... et propose en échange des repas. Deux conseillers municipaux sont également devenus membres. Les relations entre le Tauschring et la municipalité ne posent à l'heure actuelle pas de problème et des négociations sont en cours pour renforcer la collaboration.

(4) Lipietz Alain, La société en sablier, La découverte, 1997, p.263.



le statut (entreprise). Peu importe le caractère local pour ces organismes qui fonctionnent au moins au niveau national si ce n'est international. L'objectif des sociétés de Bartering est de réduire le besoin en liquidité des entreprises afin d'optimiser la gestion de leurs ressources monétaires. Les échanges se font donc entre membres avec une monnaie propre rattachée le plus souvent à la monnaie nationale mais non convertible. L'objectif des sociétés de Bartering est commercial et toute la dimension sociale et de développement local si importante au sein des cercles d'échanges est absente.

## Un danger réel

La crainte des membres des cercles d'échanges face à l'introduction d'entreprise est d'être, à nouveau, entraîné dans le modèle économique dominant. Le principe de rattachement de la monnaie locale au temps (heure de travail) et non à la monnaie nationale paraît difficilement applicable pour les entreprises. D'autre part les entreprises risquant de réintroduire la notion de concurrence entre les membres, comment choisir entre la possibilité de faire réparer sa machine à laver par un chômeur bricoleur ou par un professionnel ? Travailler avec les entreprises qui elles sont dans le système et ne peuvent s'y soustraire risque de les amener à tirer les cercles d'échanges vers leur mode de fonctionnement. L'exigence de professionnalisme et de rigueur des entreprises risque de s'affronter au caractère «coolant» des cercles d'échanges, une erreur dans la saisie des informations est vite arrivée, la qualité n'est pas contrôlée ou encore les membres sont libres d'accepter ou de refuser d'effectuer un service proposé dans le journal. Cet



exemple est le plus révélateur, les entreprises ont besoin de savoir si elles peuvent compter sur les membres ou non. Ce n'est pas le jour de la récolte des fruits qu'elle pourra entendre que personne n'a envie de venir ce jour là.

Une autre crainte par rapport à l'ouverture des cercles d'échanges aux entreprises est l'augmentation de la pression du fisc et des instances juridiques. Ce qui peut être toléré car marginal et restant dans le domaine des relations de voisinage prendra une toute autre dimension si les entreprises du secteur privé commencent à jouer un rôle. Les cercles d'échanges ont-ils déjà les moyens de s'affronter directement au fisc ?

## Renforcer le tissu économique local

La notion de local, de territoire, de partenariat ne sont pas l'exclusivité du social. Pour les entreprises locales il est également important que l'argent reste au niveau local et que les résidents ne s'orientent pas systématiquement dans les grandes surfaces situées en périphérie des villes. L'intégration des entreprises locales au sein des cercles d'échanges est un moyen pour renforcer le tissu économique local. Les achats se font au niveau local, et l'argent circule entre acteurs de l'économie locale. Cela évite le processus de sortie des richesses face à l'invasion de produits proposés par des firmes extérieures qui, elles, ne dépensent pas sur place. C'est un choix pour le maintien des petits commerces et artisans, et lutter contre l'installation de grandes chaînes. Tout le monde est d'accord pour dire que l'épicier du village ou l'artisan du coin joue un rôle important dans la structuration du village, du quartier. Les intégrer dans les cercles d'échanges, leur permettra de continuer à jouer ce rôle important en terme de développement local. Une autre relation qui peut se nouer entre un cercle d'échanges et une entreprise est

## Talent Experiment Hochschwarzwald

Ce cercle d'échanges existe depuis 1994 et compte parmi ses 300 membres une vingtaine de petites entreprises. Celles-ci sont essentiellement des artisans, commerçants ou petites entreprises de services (entretien de jardin, imprimerie, menuiserie, agriculture...). La monnaie utilisée pour les échanges est basée sur le mark (1 talent = 1 mark). Sur cette base-là les entreprises payent normalement la TVA et charges sociales. La motivation première pour élargir le Tauschring aux entreprises a été l'élargissement des offres et le renforcement de la dynamique locale. Parallèlement à ce cercle d'échanges il s'est développé un Barter Club. Les entreprises locales ont donc le choix entre adhérer au Barter Club qui a un champ d'action international ou au Tauschring qui reste local. Il apparaît clairement que les petites entreprises locales s'orientent vers le Tauschring alors que le Barter Club s'adresse aux entreprises d'une taille supérieure.

au moment de la création de cette dernière. Le démarrage d'une activité économique est source d'endettement et nombreux sont les entrepreneurs potentiels qui ne parviennent pas à franchir le pas par manque de liquidités. Permettre à un individu de démarquer une activité économique au sein du quartier relève de la fonction des cercles d'échanges. C'est là encore un élément de renforcement du tissu économique et social local.

Un avantage direct pour l'ensemble des membres des Tauschring est que l'intégration d'entreprises locales au sein des cercles d'échanges va permettre d'élargir la palette d'offres. On observe en effet souvent que les services proposés dans les SEL restent trop du domaine du loisir et du «service de luxe», il demeure un certain nombre d'autres besoins basiques qui ne sont pas satisfaits. Pouvoir aller chez le cordonnier ou encore échanger des légumes représente un intérêt important par rapport aux offres de massages ou de cours de yoga généralement proposés.

L'équilibre entre les craintes et les chances suscitées par l'introduction des entreprises au sein des cercles d'échanges est évalué très différemment selon les Tauschring. Alors que dans le sud de l'Allemagne se multiplient les expériences avec les entreprises, les autres régions restent très réservées et prudentes face à ces tentatives.

Tout comme les autres acteurs il semble qu'une approche pragmatique permet d'éviter une ouverture trop grande où les possibilités de marche arrière ne sont plus possibles. Chaque cas doit être considéré comme particulier et ce qui fonctionne avec un entrepreneur ne doit pas être considéré comme automatiquement reproductible avec les autres.



## Soutien scolaire

### Sortir du caractère expérimental ?

L'ouverture des cercles d'échanges locaux aux personnes morales soulève un certain nombre de questions de fond. Si l'intégration d'organismes appartenant à l'économie sociale est relativement facile, il en est tout autrement en ce qui concerne les communes ou les entreprises.

Un des principaux risques, lié à l'intégration de personnes morales, est le détournement des fonctions initiales à travers une dépersonnalisation des échanges. Les systèmes d'échanges locaux sont caractérisés par une très forte «personnalisation des échanges», l'identité des acteurs de l'échange est tout aussi importante que l'objet de l'échange. Comment est-il possible d'ouvrir un système d'échange local à des personnes morales sans perdre cette fonction de communication et de constitution

de lien social. Comment éviter de retomber dans une relation d'échange dépersonnalisée? Une autre crainte est de retomber dans le modèle dominant auquel les cercles d'échanges prétendaient si ce n'est une alternative, au moins un complément. L'ouverture des cercles d'échanges à des personnes morales suppose le passage d'un mouvement d'entraide organisé mais demeurant limité à la mise en place d'un système reconnu et accepté, ouvert aux acteurs de la sphère dominante. Accepter de travailler avec des communes ou des entreprises, suppose pour les cercles d'échanges de s'ouvrir à des acteurs appartenant à la sphère du public, de l'officiel, de l'enregistré. Comment ne pas laisser ces acteurs récupérer le cercle d'échanges ? Comment éviter l'instrumentalisation des Tauschring ? Certes des risques existent et méritent d'être bien évalués. Toutefois, il semble clair que si les cercles d'échanges se limitent à fonctionner entre personnes privées, ils resteront une initiative marginale et ludique. Les cercles d'échanges ne pourront s'imposer comme modèle qu'en se professionnalisant et en sortant de ce caractère expérimental. Ils représentent un potentiel énorme en terme d'outil pour une nouvelle politique sociale, ils sont une chance pour les acteurs du local et méritent de sortir de la clandestinité pour s'imposer comme interlocuteur à part entière à côté des acteurs classiques appartenant à l'économie de marché ou à la sphère du public.

Dorothée PIERRET ■

## Aide à la construction

Dorothée Pierret est socio-économiste spécialisée sur les questions de microfinance et la conception de modes de financement alternatifs. Elle est très impliquée dans l'étude du mouvement des Tauschring en Allemagne et en Europe en général, elle travaille également sur le développement d'outils de financement pour la micro entreprise (microcrédit, fonds de garantie...) en Europe et dans les pays en développement.



# Une monnaie pour chaque communauté

I semble désormais évident que l'économie mondiale va inéluctablement marginaliser et fortement démunir une grande partie de la population des pays industrialisés et des pays dits «sous-développés». Ne serait-ce que pour cette raison, tout doit être fait pour combattre l'AMI et pour faire

de les démanteler systématiquement — dans le cadre d'une politique de réduction des coûts — afin que leurs entreprises puissent espérer concurrencer celles des pays où la main-d'œuvre coûte 20 à 40 fois moins cher. Là encore, si l'Etat ne peut plus fournir ces services, les gens doivent

350 SELs en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande, et plus récemment en France, où environ 20 000 personnes sont actuellement impliquées, ainsi que quelques SELs aux Etats-Unis : 150 d'entre eux, comptant entre quelques douzaines et plusieurs milliers de membres, fonctionnent maintenant à travers 30 Etats (1).

Les SELs tout comme les «Systèmes Dollar-Temps» font bien plus que se substituer à l'économie conventionnelle. L'accès aux biens et services de l'économie conventionnelle se fait par le biais de la monnaie, mais Edgar Cahn et Jonathan Rowe, co-auteurs d'un excellent livre intitulé *Time Dollars* (2), font remarquer que les personnes ont besoin de beaucoup de choses que l'argent ne peut acheter, en particulier tous les avantages procurés par ce que Cahn et Rowe appellent «le monde de la table de cuisine», à savoir le monde de la famille et des amis proches, auquel nous appartenons tous à une époque, et où chacun aidait et participait sans qu'il soit question d'argent. Cependant, les fonctions jadis remplies gratuitement par la famille et la communauté ont été «retirées, l'une après l'autre, et revendues aux personnes,

**Reconstituer des économies locales est un impératif si nous voulons prévenir le chaos et la misère au moment où s'effondrera l'économie mondiale. Nous en avons de plus besoin si nous voulons réduire les effets négatifs sur l'environnement et rendre possibles l'entraide et la solidarité locales, qui seules peuvent garantir une subsistance et un bien-être durables. Les SELs et les 'Systèmes Dollar-Temps' ('Time Dollar Schemes'), reposant tous deux sur des monnaies locales, sont des moyens intéressants pour y parvenir.**

obstacle à de nouvelles avancées de Maastricht, du GATT, et d'autres accords de libre-échange à grande échelle, qui visent à étendre la mondialisation de l'économie internationale.

Dans le même temps, nous devons revitaliser les économies locales sur lesquelles l'existence de la grande majorité de l'humanité devrait reposer. Il existe de nombreuses stratégies pour atteindre ce but. Nous allons, dans cet article, examiner deux d'entre elles : la mise en place des SELs et des «Time Dollar Scheme».

Le rôle d'un SEL est de revitaliser une économie locale, et donc une communauté locale, en proposant une méthode alternative pour offrir aux personnes des biens et des services que celles-ci ne peuvent plus obtenir par l'économie conventionnelle (mondialisée). Le principe mis en œuvre est très simple. Si l'économie conventionnelle ne peut plus fournir à la population les biens et services dont elle a besoin, ce sont les personnes qui doivent se les offrir les unes aux autres, le paiement s'effectuant dans une monnaie locale informelle valable seulement dans une zone précise.

La seconde stratégie consiste en la création de «Systèmes Dollar-Temps», qui sont, en substance, des systèmes de protection sociale alternatifs. Les pays industrialisés, qui ont développé des services sociaux élaborés et très coûteux sont aujourd'hui en train

de les procurer eux-mêmes. Dans le cadre d'un «Time Dollar Scheme», ils le font sans payer dans la devise nationale, mais au contraire en gagnant des crédits dans la monnaie locale afin de recevoir des services similaires dans le cas où, à leur tour, ils se retrouvent âgés ou malades.

Ces deux systèmes ne sont pas des chimères. Il existe déjà, par exemple, plus de

(1) Notes de la *New Economics Foundation*.

(2) Cahn E et Rowe J: *Time Dollars*, Emmaus, Pennsylvania, Rodale Press, 1992.



Entretien  
électroménager

à qui manquait ce qu'elles offraient auparavant». Si bien que, pour la majorité des personnes de l'ère industrielle, le 'monde de la table de cuisine' n'existe plus, et les choses qu'il représentait: «solidarité, distractions, sécurité, intimité, et même bavardages, doivent maintenant être achetées pour de l'argent». De plus en plus, ce sont la télévision et l'ordinateur, et bientôt les autoroutes de l'information, qui remplacent 'le monde de la table de cuisine'. Une évolution à peu près similaire a marqué les avantages procurés autrefois gratuitement par la communauté locale. Ainsi la protection contre la criminalité «ne signifie plus la vigilance des voisins. Il s'agit plutôt de polices d'assurance, d'alarmes contre le vol et autres moyens... ainsi que d'une demande croissante de présence policière».

Inéluctablement, «d'énormes problèmes sociaux en découlent, le fort lien qui unissait les personnes semblant avoir disparu», et les gouvernements «ayant été forcés d'essayer de réparer les dégâts par des programmes et des services monnayés en argent».

Les gens sont «devenus des consommateurs de communauté et de soins, plutôt que des acteurs» et, inévitablement, ils perdent rapidement leur capacité à produire des biens et à remplir des fonctions qu'ils avaient autrefois. «Quand les avocats règlent tous les conflits, quand les enseignants font toute l'éducation, et les docteurs promulguent tous les soins», écrivait Ivan Illich (3), «alors les gens perdent leur capacité à faire ces choses, et il en résulte une spirale sans cesse croissante de dépendances et de besoins». Ceci n'est pas un simple effet secondaire du processus de développement économique, mais son essence-même. En effet, la monétarisation des fonctions autrefois remplies gratuitement par la famille et la communauté, aujourd'hui en grande partie disparues, participe largement à la croissance économique que nous identifions au progrès.

Comme l'écrivent Cahn et Rowe, l'économie assure sa croissance «en se nourrissant de la chair et des muscles qui maintiennent soudée la société». Bien sûr, ce «processus cannibalisant» s'installant, de plus en plus d'argent est nécessaire pour payer les services que la famille et la communauté fournissaient gratuitement. Enfin, comme c'est de plus en plus le cas aujourd'hui, pour gagner ce revenu, il faut maintenant que les deux membres du ménage travaillent, avec parfois trois emplois ou même plus. Mais ceci même augmente le besoin d'argent pour, entre autres, payer les frais des garde-

ries où l'on prend soin des enfants dont les mères travaillent, et les maisons de retraite où les grands-parents seront placés. Il n'est pas surprenant que les dépenses du gouvernement en services sociaux aient connu une escalade manifestement non durable ces dernières décennies. En créant une économie mondiale, les choses en sont

Un des avantages des SELs et des «Systèmes Dollar-Temps» est que, pour deux raisons, il ne peut y avoir de pénurie de la monnaie locale, comme c'est le cas pour la monnaie nationale des pays pauvres. La première raison est que les personnes créent réellement leur propre monnaie elles-mêmes par le simple biais d'offre

de biens et services à d'autres membres. La seconde raison est qu'il n'y a aucun encouragement à la théaurisation, comme cela a été le cas pour la monnaie nationale lors des années de dépression, car à mesure que la solidarité locale se construit, une nouvelle forme de sécurité, plus fiable, vient remplacer celle procurée par l'argent. Ainsi, aucun intérêt n'est payé sur les comptes créateurs, et aucun intérêt n'est ponctionné sur les comptes débiteurs.

Tout aussi important est le fait que la monnaie locale n'est pas convertible dans une autre monnaie locale, encore moins

dans la monnaie nationale, et ne peut donc qu'être dépensée en biens et services proposés par les autres membres. Aussi, plutôt que de servir à financer la production, par exemple, de récoltes qui seraient exportées pour satisfaire les besoins de populations éloignées, souvent au prix de pénuries sur place, il est bien plus probable qu'elle servirait à financer la production de nourriture pour la consommation locale. Ceci offre également un moyen de s'assurer que le pouvoir d'achat reste dans la communauté, par opposition à la situation actuelle, où l'argent est pompé des communautés pauvres vers les zones urbaines aisées où, entre autres, sont situées les sièges des grandes entreprises qui contrôlent aujourd'hui tout le commerce.

Ainsi, dans le cas du quartier à majorité noire de Baltimore, où les habitants sont le plus souvent au chômage suite à la fermeture d'une usine sidérurgique et de la gare de chemin de fer locale, les commerces, selon Cahn et Rowe, ont fermé, si bien qu'il n'est quasiment plus possible de dépenser son argent sur place. Les achats sont désormais presque entièrement concentrés sur un supermarché de la périphérie. Aussi tout l'argent qui arrive dans le quartier, essentiellement sous forme de paiements de sécurité sociale, en ressort presque immédiatement. Dans le cas des réserves indiennes, un calcul montre qu'il ne faut que 48 heures à 75% des dollars alloués par le gouvernement fédéral pour s'écouler vers les villes limitrophes.



arrivées à un paroxysme. Si les pays industrialisés veulent concurrencer les pays du Tiers Monde, qui ont aujourd'hui un accès égal au capital, aux technologies et à la gestion, tout en bénéficiant de coûts de main-d'œuvre bien moins élevés, ils ne peuvent plus se permettre de garantir un Etat-providence, et il n'est donc pas surprenant que celui-ci disparaît. Ceci crée un état d'urgence, les entreprises offrant de moins en moins d'emplois et donc produisant des biens et services que de moins en moins de personnes peuvent se payer, avec un Etat incapable de s'occuper du nombre croissant de ceux dont les besoins premiers ne peuvent être satisfaits par le marché.

La contribution la plus évidente des SELs et des «Systèmes Dollar-Temps» est de donner aux personnes l'accès à une monnaie locale avec laquelle ils peuvent acquérir les biens, les services et les soins dont ils ont besoin. La monnaie locale peut prendre la forme soit de chèques spéciaux, soit simplement d'écritures sur un livre, ou de signaux sur un ordinateur, comme c'est souvent le cas.

Ceci est désormais possible parce que les personnes qui utilisent cette monnaie locale pour payer des biens, des services ou des soins sont en même temps celles qui les fournissent. Ce dont nous sommes témoins, en fait, c'est du développement d'une économie locale fondée sur l'émergence d'une communauté de personnes désireuses de coopérer les unes avec les autres, afin de retrouver les avantages qui, dans les dernières décennies, étaient procurés (de manière moins satisfaisante) par l'Etat et le marché.

(3) Illich I: *Une société sans école*, 1971.



## Donner une valeur à différents services

Certains SELs ont fixé une valeur horaire standard quel que soit le service rendu, mais la plupart des SELs accordent une valeur différente selon les services et, à notre point de vue, ceci est certainement préférable.

Nous estimons que l'une des causes de l'échec de «l'Echange Equitable de Travail» (*Equitable Labour Exchange*) (1832-1834) de Robert Owen est que les personnes étaient toutes payées 6 pences l'heure, quelle que soit la fonction occupée et, par conséquent, ceux qui gagnaient davantage sur le marché «libre» tendaient à y rester (4).

La plupart des SELs semblent avoir adopté le même point de vue. Cependant, la valeur des différents services proposés par les membres est fixée par la communauté locale, au lieu d'être déterminée par le marché. Aussi l'écart entre les prix tend à être bien moindre que ce qu'il aurait été dans l'économie conventionnelle. Par exemple, un dentiste, dans un SEL de Vancouver Island, commença par appliquer ses prix officiels, tout en espérant louer les services d'autres membres pour un travail non qualifié en échange d'un montant dérisoire par rapport à ses propres tarifs horaires. Ceux-ci refusèrent. L'écart existe certes, mais il a été drastiquement réduit. Ce changement d'attitude peut être attribué à la capacité des SELs de rassembler des personnes et de les amener à négocier en tant que membres d'une communauté plutôt que comme de parfaits étrangers.

Avec «Systèmes Dollar-Temps», la situation est différente. Le paiement des services rendus dans ce cadre n'est pas si important. Les membres se considèrent comme des bénévoles, qui acquièrent des «Dollar-Temps» en échange d'un travail que nombre d'entre eux seraient tout à fait prêts à accomplir gratuitement. Cahn estime que «les personnes qui demandent de l'aide en recevront, même s'ils n'ont pas de 'Dollar-Temps' pour payer». Mais le fait que les personnes reçoivent quelque chose en échange de leurs efforts est important également, car cela valide leur contribution et encourage les personnes à faire des choses qu'elles ne feraient jamais pour de l'argent. «Un directeur de banque à la re-

traite ne tondrait jamais la pelouse d'une personne malade pour de l'argent, mais il le ferait pour des 'Dollar-Temps'», affirme Cahn. L'important n'est donc pas le prix, mais le statut. Le fait d'accepter de l'argent pour accomplir une tâche implique que l'on a accepté le statut du marché que définit le salaire. «Il n'est vraiment pas surprenant que seulement 15% des Dollars-Temps soient dépensés, et personne ne s'est vu refuser un soin parce qu'il n'avait pas assez sur son compte.»

George Soros. Mais une banque centrale n'est pas la seule à pouvoir garantir la confiance. Jusqu'au «Scottish Bank Act» de 1845, les banques en Ecosse étaient libres d'émettre leurs propres billets, et il n'y avait pas de banque centrale. Un des spécialistes du sujet, Laurence H. White (6), conclut que l'argent sale n'a pas remplacé l'argent propre. Les banques n'ont pas eu tendance à émettre trop de billets, et le manque de confiance envers les banques n'était pas un problème endémique.

### Aide aux devoirs



## Construire une communauté

Ceci nous amène à l'une des fonctions les plus importantes des SELs et des «Systèmes Dollar-Temps» : leur rôle dans la construction de la communauté locale. C'est le cas parce que les personnes impliquées en viennent à se connaître rapidement en travaillant, et surtout en prenant soin les unes des autres. Comme le disait un membre d'un des premiers systèmes canadiens, «chaque fois que j'ai fait un échange dans le SEL, j'ai eu l'occasion de rencontrer personnellement quelqu'un. J'ai rencontré entre 100 et 150 personnes nouvelles de cette façon. Pour moi, cette richesse de relations sociales est synonyme de richesse économique» (5).

En construisant une communauté, les gens apprennent à se faire mutuellement confiance. Nous sommes habitués à ce qu'une banque centrale ait la responsabilité de maintenir la confiance en la monnaie nationale, tâche de plus en plus difficile, puisque la valeur d'une monnaie est de plus en plus déterminée par des banques internationales géantes, et même encore davantage par des spéculateurs boursiers comme

Les SELs sont clairement bien plus décentralisés, et jusqu'ici ils ont montré peu de dysfonctionnements. La raison principale en est que les membres du système se font mutuellement confiance et développent entre eux un sens de la responsabilité. La transparence du système est une autre raison. L'une des parties d'une éventuelle transaction peut toujours demander à connaître le solde de l'autre partie, et elle peut refuser l'échange si le débit de cette dernière est trop important. Enfin, certains systèmes ont également fixé une limite à l'endettement ou, pour reprendre la terminologie des SELs, à «l'engagement» de leurs membres.

(4) Sur cette expérience lire Serge Dupuis, *Robert Owen et les billets de travail*, SEL : pour changer, échangeons, Hors-série de Silence, 1998.

(5) Dauncey G : *After the Crash: The Emergence of the Rainbow Economy*, Green Print Books, Londres, 1988.

(6) White, L.H., *Free Banking in Britain*, Cambridge University Press, 1987.

## L'expérience des Systèmes Dollar-Temps'

L'idée du «Dollar-Temps» est le fruit des cerveaux d'Edgar et Jean Cahn. Ils créèrent leur premier «Système Dollar-Temps» à Miami, en Floride, en proposant des services pour les personnes âgées, ce qui est toujours l'activité principale d'un grand nombre de «Système Dollar-Temps».

Le «Système Dollar-Temps» de Miami rassemble aujourd'hui 900 membres, la plupart des personnes âgées, à la retraite, qui ont du temps libre, et qui effectuent plus de 8000 heures de travail tous les mois sur 32 lieux en différents endroits de la ville. Le Système peut être considéré comme un système de service social au service de la communauté, tout comme un système d'assurance local. Les retraités proposent leur aide à d'autres retraités, ainsi que des bénévoles plus jeunes. On les appelle «travailleurs en sursis», et ils sont payés en «Dollars-Temps», qu'ils peuvent utiliser pour obtenir une aide pour eux-mêmes ou les membres plus âgés de leur famille lorsqu'ils en ont besoin.

Dans certains programmes, les «Dollar-Temps» ont été insérés dans les systèmes de soins médicaux conventionnels qui fournissent des services que les dollars normaux seuls ne peuvent acheter. Ainsi, comme le font remarquer Cahn et Rowe, les personnes âgées, entre autres, deviennent offreuses et non plus demandeurs de soins.

Un «Système Dollar-Temps» particulièrement remarquable se trouve à El Paso, une ville très sinistre, considérée comme la capitale de la pauvreté des Etats-Unis, où presque deux habitants sur quatre vivent en-dessous du seuil de pauvreté, et où 80% des enfants sont nés de mères adolescentes. Lower Valley, juste à la sortie de la ville, est un quartier encore plus frappé par la misère. Il y a peu de travail, et donc pas de base fiscale pour financer des réalisations pu-

bliques telles qu'écoles, eau, égouts, transports publics et soins médicaux. Récemment, Phyllis Armijo, des «Filles de la Charité», a créé un «Système Dollar-Temps» s'appuyant sur la Clinique San Vicente, tenue par des membres de son ordre religieux. Son idée était que, dans le cadre d'un «Système Dollar-Temps», les personnes participeraient elles-mêmes à l'offre de services de santé. Bien qu'elles ne puissent évidemment pas remplacer les médecins, elles peuvent proposer d'autres

pour faire leurs courses. La liste des services semble sans fin, avec, de ce fait, une réduction des frais d'hôpital, et la possibilité d'accéder à des soins médicaux qu'autrement ces personnes ne pourraient se payer. Avec le «Système Dollar-Temps», les frais des soins pré-nataux sont passés de 250\$ à 75\$.

Phyllis Armajo veut toutefois aller encore plus loin. La médecine conventionnelle consiste essentiellement à soigner des personnes déjà malades, et peu de choses sont faites en matière de prévention, et donc pour la réduction des conséquences des maladies, ce qui, à long terme, serait une approche bien plus efficace que les soins aux victimes, bien plus coûteux et pas toujours couronnés de succès. Aussi a-t-elle étendu la gamme des services pouvant être payés en Dollar-Temps à des tâches telles que creuser des puits, enlever la peinture au plomb, ou bien faire une étude de toutes les causes possibles de pollution de l'eau dans la région, dont elle estime le total à plusieurs milliers.



services très importants, comme le transport. Les personnes peuvent également proposer des conseils et des soins pré-nataux, et aider les mères après la naissance de l'enfant, ce qui se révéla avoir un grand impact sur la diminution de la mortalité infantile. Elles peuvent également offrir de garder les enfants malades dont les parents travaillent, ou une compagnie aux personnes âgées, qui ont également besoin d'aide

## SELs et «Systèmes Dollar-Temps» seront-ils soumis à l'imposition ?

Il est peu probable que les services fiscaux s'intéressent aux SELs et aux «Systèmes Dollar-Temps» tant qu'ils sont de taille réduite, mais s'ils prennent de l'importance, les autorités peuvent commencer à estimer qu'une large part du revenu fiscal est détournée. A quoi peut-on donc s'attendre ? Au Royaume-Uni, la position générale semble être que si les membres des SELs y font le même type de travail que celui avec lequel ils gagnent leur vie, leurs revenus dans le SEL sont imposables. A l'inverse, si les personnes utilisent des savoirs-faire auxquels ils ne font pas appel dans leur travail habituel, les transactions sont considé-

## Co-voiturage





réées comme des services sociaux, et ne sont donc pas imposées. C'est une position dont les SELs semblent pouvoir s'accorder. Il y a aussi eu des tentatives, en particulier en Australie, pour demander que les impôts, au niveau de l'Etat fédéral sinon au niveau national, soient payés dans la monnaie du SEL. Jusqu'ici, il ne semble pas que le gouvernement ait accepté.

Aux Etats-Unis, l'expérience des «Système Dollar-Temps» dans l'Etat du Missouri a été capitale. Dans le milieu des années 80, l'Etat a promulgué une loi donnant droit à une réduction d'impôt aux membres «Système Dollar-Temps» qui avaient pris soin de personnes âgées à domicile. Si aucun membre des «Système Dollar-Temps» n'était disponible pour aider une personne ayant un crédit dans la monnaie locale, l'Etat s'engageait à fournir cette aide à ses propres frais. En 1985, les autorités fédérales allèrent encore plus loin en demandant au Service du Revenu Intérieur (IRS) de déclarer exemptés de l'impôt fédéral sur le revenu les revenus sous forme de Dollars-Temps. A la surprise générale, l'IRS accepta. Depuis, cependant, l'IRS a adopté de nouveaux décrets élargissant la définition du troc, en exigeant la liste détaillée de tous les échanges effectués sous ce mode dans les déclarations de revenu des personnes. Les crédits reçus dans le cadre d'un réseau de troc sont désormais considérés comme devant être imposables davantage lorsqu'ils sont perçus que lorsqu'ils sont dépensés.

Heureusement, les «Dollars-Temps» furent reconnus comme une exception à la règle. En mars 1985, écrivent Cahn et Rowe, le service régional de l'IRS de Saint Louis décrêta que les bénévoles du programme fédéral qui gagneraient des crédits de services ne seraient pas imposés sur leur avoir. Ces services sont en effet assimilés à des œuvres de charité, au service de l'intérêt général, qui devraient autrement être fournis par l'Etat. Aussi une transaction en Dollars-Temps est-elle perçue comme fondamentalement différente d'une transaction fondée sur un échange marchand, qui aurait pu aisément avoir lieu dans un intérêt financier. Dans l'échange commercial, est-il souligné, les parties sont liées par contrat, et les crédits sont perçus comme «compensation financière». Dans les «Système Dollar-Temps», par contre, les membres qui reçoivent un service n'ont aucune obligation contractuelle, et donc légale, de payer en retour, tandis que les personnes

qui rendent un service n'acquièrent «aucun droit contractuel pour une compensation, les crédits étant seulement un moyen de motiver les bénévoles dans la poursuite de leurs services auprès de la communauté». Le fait que les membres du «Système Dollar-Temps» ne puissent porter leurs litiges devant un tribunal est d'une importance cruciale. Faire appel à une cour de justice «signifie que l'on fait valoir les droits d'un étranger devant d'autres étrangers, et que tout est dirigé par l'argent». L'IRS, selon Cahn et Rowe, considère les «Systèmes Dollar-Temps» comme très proches du type d'échanges qui avaient lieu autrefois entre les membres des familles et des communautés traditionnelles à l'ère pré-industrielle. «Les familles et les communautés», écrivent-ils, «fonctionnent sur le principe de la reciprocité. Mais il s'agit d'une règle morale, et non légale. Les mécanismes de son application ne sont pas les cours de justice, mais les sanctions administrées "naturellement" entre les personnes», les personnes, auraient-ils dû préciser, qui vivent dans une réelle communauté, semblable à celle que les «Systèmes Dollar-Temps» contribuent à recréer.

## Développements futurs

D'ici peu, on peut penser que les gens considéreront comme un obstacle le fait que la monnaie d'un SEL ne puisse être déposée que dans les limites d'une zone spécifique. Il y aura donc certainement des pressions pour relier les systèmes afin que puissent s'effectuer des échanges entre eux. Un registre centralisé pourrait tenir les comptes de plusieurs systèmes différents. Il pourrait alors y avoir des échanges entre SELs si ceux-ci partagent une même monnaie ou si leur monnaie peut être convertie en une monnaie nationale.

Ceci risque cependant de détruire l'essence même des SELs, dans la mesure où l'échange ne serait désormais plus local. Aussi les tenants de ce point de vue préconisent-ils plutôt la mise en place de nouveaux systèmes qui couvrirraient des zones géographiques plus larges, avec chacune leur propre monnaie non convertible, ce qui laisserait en place les systèmes originels, fortement ancrés sur le local.

En dehors du fonctionnement-même des SELs, il existe de multiples autres manières

Préparation de repas



Massage



d'étendre la gamme des services disponibles pour les membres. Michael Linton, l'inventeur du concept, a ainsi proposé la création d'un fonds des SELs, qui serait une sorte de banque communautaire qui ne financerait qu'avec la monnaie locale. Contrairement à une banque ordinaire, elle ne préleverait pas d'intérêt sur les prêts, et ne verserait pas d'intérêts sur les dépôts. Le dernier développement, qui commence déjà à se manifester, est la plus grande implication du secteur économique. Les LETs en Grande-Bretagne, étaient au début légèrement teintés de 'New Age'. Il n'était donc pas surprenant que le secteur économique se montre d'abord méfiant. De plus, de nombreuses personnes avaient recours, pour s'enrichir dans la monnaie du SEL, à des compétences qu'elles n'auraient pas utilisées pour gagner de l'argent dans la monnaie nationale. Ce qui signifie que la monnaie des SELs vient s'ajouter à l'argent qu'elles reçoivent pour leurs activités conventionnelles. Les entreprises, d'autre part, doivent estimer que les unités de SEL qu'elles gagneraient le seraient au dépens de gains dans la monnaie nationale. Cependant, dans de nombreux endroits, des entreprises locales ont commencé à participer. En effet, faire payer dans l'unité du SEL peut sans doute leur apporter de nouveaux clients, qui n'auraient pas eu les moyens de payer entièrement dans la monnaie nationale. De plus, leur possibilité de payer dans la monnaie du SEL réduit leurs dépenses dans la monnaie nationale.

A nouveau, l'expérience australienne illustre comment les entreprises peuvent s'impliquer. 21 entreprises ont déjà rejoint le LETs des Blue Mountains, ainsi que 25 commerçants à leur compte. Parmi ces entreprises se trouvent des cafés, des centres de santé, des écoles, des quincailleries et des commerces de fruits et légumes, ainsi qu'une association, quelques comptables, une librairie, une garderie, une coopérative de produits alimentaires et le journal de la communauté locale : *The Weekender* (7).

À fur et à mesure, ce qui apparaissait comme guère plus qu'un système autonome relativement marginal devient en réalité une économie locale presque ordinaire, bien que partiellement, du moins, isolée de l'économie mondiale, qui n'en ferait autrement qu'une bouchée. Cet isolement partiel est crucial. C'est pourquoi les SELs ne peuvent être autorisés à s'étendre indéfiniment en permettant à des supermarchés et à d'autres grandes entreprises, qui font partie intégrante de l'économie mondiale, d'y adhérer, ce que ceux-ci risquent bien de rechercher si ces systèmes continuent de se développer. Cela aurait à coup sûr l'effet inverse, et les SELs doivent être très vigilants pour s'assurer que, quelle qu'en soit la tentation, ceci n'arrive jamais.

Cahn et Row font plusieurs suggestions intéressantes sur le développement futur des «Systèmes Dollar-Temps». Une d'entre elles est la création d'un nouvel impôt gouvernemental pour répondre aux besoins principaux, qui pourrait être payé soit en dollars, soit en Dollars-Temps.

Une autre suggestion est d'introduire des «Systèmes Dollar-Temps» dans le domaine éducatif. Une partie de l'aide financière allouée aux étudiants, sous la forme de bourses d'étudiants, de bourses pour les frais d'inscription, d'argent pour les étudiants-travailleurs, ou d'autres avantages, serait réservée aux étudiants qui travaillent dans les «Systèmes Dollar-Temps». Les étudiants participeraient ainsi à leur propre éducation en accomplissant plusieurs tâches comme la restauration des bâtiments de l'université, l'entretien des jardins, la production et la préparation de leur propre nourriture, et la surveillance de la bibliothèque. Certains de ces aspects ont déjà été réalisés au Berea College dans le Kentucky, ainsi qu'au Schumacher College dans le Devon, en Angleterre.

La question de l'implication de l'Etat dans les «Systèmes Dollar-Temps» pose évidemment problème. Il est, c'est clair, dans l'intérêt des autorités de stimuler à la fois les SELs et les «Systèmes Dollar-Temps». Tous deux cherchent à garantir une qualité de vie à des personnes qui, autrement, se reposeraient sur des indemnités-chômage et d'autres aides sociales que l'Etat, sous la contrainte d'une économie mondialisée, sera de moins en moins capable de leur fournir. Aussi devrait-il encourager ces initiatives, même si elles réduisent, marginalement, les recettes fiscales.

C'est une des objections qui ont été faites à ces systèmes. La critique porte sur le fait qu'ils offrent des avantages que l'Etat et les municipalités devraient eux-mêmes fournir, et qu'ainsi ces derniers ne sont pas incités à produire. Il y a du vrai dans cela, mais la critique n'est pas entièrement juste. En construisant des économies locales, les SELs et les «Système Dollar-Temps» réduisent notre dépendance envers l'Etat et les municipalités, permettant aux citoyens de s'opposer plus facilement aux politiques de développement socialement et environnementalement destructrices de ceux-ci. Enfin, on peut affirmer que l'économie mondiale conventionnelle est aujourd'hui au bord du gouffre. La crise économique



## Accompagnement de personnes isolées

des pays de l'Extrême-Orient (8) est loin d'être terminée, et n'est peut-être qu'un avant-goût de ce qui pourrait bientôt arriver ailleurs, comme ce fut déjà le cas en Amérique du Sud et au Mexique, mais probablement à plus grande échelle et avec des conséquences plus durables. Comme une grande proportion de la population dépend aujourd'hui pour sa subsistance du fonctionnement de l'économie mondiale, ceci risque d'avoir les plus graves conséquences, mais elles seront incomparablement moins fortes pour les personnes qui auront organisé leurs propres économies locales et se seront donc, du moins en partie, protégées contre les conséquences d'une telle éventualité.

Dans tous les cas, comme nous l'avons déjà dit, l'économie conventionnelle, dominée par les entreprises et l'Etat, ne peut, même dans les conditions les plus favorables, procurer tous les avantages qui étaient autrefois offerts par le 'monde de la table de cuisine', aujourd'hui disparu.

Ralph Nader, dans sa préface à l'excellent livre de Cahn et Rowe (9), note combien «les graves problèmes auxquels notre société doit aujourd'hui faire face proviennent de l'érosion... de l'économie familiale et de voisinage», et que «le Dollar-Temps est une monnaie conçue pour récompenser le temps passé à reconstruire cette économie», et il en est de même, bien entendu, des SELs. C'est pourquoi ces deux systèmes représentent un grand espoir pour nous tous.

Perry WALKER  
& Edward GOLDSMITH ■

Article paru dans *The Ecologist*, Vol 28, N° 4, Juillet/Août 1998  
Traduction d'Anne Bénard

(7) Letslink 1994.

(8) Beelo, Walden: 'The Rise and Fall of South East Asia's Economy', *The Ecologist*, Vol 28, n°1, Janvier-Février 1998.

(9) Nader R: 'Introduction', in Cahn et Rowe: *Time Dollars*.



# Echanges entre Lets : une expérience locale

**L**'inter-échange existe là où les adhérents d'un Lets veulent échanger avec les adhérents d'autres Lets. Comment peuvent-ils le faire ?

**Devant les limites internes à un SEL, la tentation est grande d'aller voir si l'herbe n'est pas verte, chez le voisin.**

**L'expérience britannique de liaison inter-Lets n'a pas pour le moment été concluante.**

Cette question a soulevé beaucoup de discussions très théoriques. Des questions, telles que la mise en place d'une comptabilité commune (multilets), le taux de change, la parité de monnaie, etc., ont retenu l'attention de nombreux experts des Lets.

Dans le sud-ouest de la Grande Bretagne, plusieurs Lets voisins communiquaient bien entre eux et fonctionnaient selon les mêmes principes. Plusieurs requêtes ont été formulées par leurs adhérents en faveur d'un système d'inter-échange. Même si beaucoup de personnes considéraient que la valeur d'un

système Lets repose sur son caractère «local», il semblait toutefois approprié d'essayer de conduire une telle expérience au niveau régional, à partir du moment où la

certaines systèmes vers d'autres. Ce phénomène a été perçu par de nombreux membres comme un appauvrissement de certains systèmes. La confiance dans le système d'inter-échange a donc diminué.

Le plus grand problème a résidé dans le fait que les adhérents d'un système n'avaient pas conscience de la personne avec laquelle ils pouvaient échanger dans l'autre système. Des abus pouvaient avoir lieu (et ils ont eu lieu) dans la mesure où l'échange n'était pas réellement gouverné par le contrôle naturel exercé par une communauté locale.

En dépit de la demande des adhérents il y a eu, en conséquence et à notre surprise, peu d'inter-échanges.

La conclusion a été d'arrêter l'expérience l'inter-échange du fait qu'il ne pouvait fonctionner qu'avec un gros effort administratif et une forte intervention. Les bénéfices tirés de l'inter-échange n'étaient pas suffisants.

Richard KNIGHTS & Nic EVANS ■

## NATURELLEMENT 99

Pour tous  
renseignements :  
04 75 26 22 53

**8<sup>ème</sup> foire bio de Nyons (Drôme)**  
**Dimanche 4 juillet**

(centre ville, place de la Libération)



**100 exposants et animateurs**

Producteurs d'alimentation diététique  
Professionnels des Energies renouvelables  
Produits entretien, hygiène, beauté  
Artisanat et vêtements bio  
Horticulture et plantes aromatiques  
Librairie et presse spécialisée  
Economie solidaire  
Restauration et bar bio



**Conférences :** les OGM, l'agriculture bio dans les pays tropicaux,  
la place des énergies renouvelables dans l'ouverture du marché de l'électricité,  
habitat sain, les vautours fauves en Baronnies.

**ENTREE LIBRE à la foire, aux animations et conférences à partir de 9 heures.**



# SENEGAL : les systèmes d'échanges communautaires

D epuis quelques mois, ont lieu, dans les quartiers populaires de Dakar, des événements mensuels inédits, qui mobilisent des centaines de femmes de tous les quartiers de la capitale du Sénégal.

## Les femmes de Dakar inventent une autre manière de mobiliser les ressources communautaires : la mutuelle d'échange Doolé.

Il s'agit des Ndajem-Wecco ou rencontres d'échange. Ces «foires» sont l'occasion pour les femmes du secteur informel, les groupements de quartier, de faire connaître leurs produits, leurs productions, de se rencontrer, de troquer directement, mais également de se retrouver, se congratuler, et de faire la fête !

Un marché de troc, rien d'extraordinaire dira-t-on ! Mais en se déplaçant plus attentivement entre les étals chargés de tissus chamarrés, de produits alimentaires, de produits ménagers, de pagnes brodés, et de poissons frais, on ne manquera pas d'être surpris de voir circuler de mains en mains des coupons verts... utilisés comme monnaie d'échange.

En approfondissant un peu plus, on se rendra compte que ces bons ne circulent pas seulement à l'occasion des «foires» mensuelles, mais qu'ils donnent accès à des formations en informatique, en langues, en gestion, qu'ils permettent d'engager des activités de mobilisation communautaire dans les quartiers autour de petits chantiers de reboisement et d'assainissement...

## Janvier 1988, l'organisation Enda s'engage

Enda est une association qui s'intéresse aux systèmes alternatifs de mobilisation et de circulation de ressources dans les pays du Sud. Enda Graf s'appuie au Sénégal sur un vaste réseau populaire de Caisses d'épargne et de Crédit (plus de 10 000 femmes du secteur informel) et de nombreuses initiatives urbaines et rurales dans une perspective de changement social. Le coordinateur, Emmanuel NDione avait eu connaissance de l'existence des SEL lors de la participation à des séminaires en France sur les économies alternatives.

Les SEL ont fait l'objet, le 15 janvier 1998, d'une présentation générale à un groupe de partenaires élargis d'Enda Graf. Ce premier

groupe était constitué d'une trentaine de participants : gérantes de Caisses d'épargne et de Crédit, artisans, animateurs ruraux, responsables de groupements... Il est rapidement apparu lors de cette rencontre que

et non pas seulement de produire du lien social, ce que les réseaux sociaux africains font déjà avec une efficacité certaine. Pour autant, bien que notre démarche apparaisse soulever plus de questions que de réponses, de nombreuses personnes se sont senties intéressées par la démarche et ont proposé de participer à des rencontres d'approfondissement. Dès lors un premier groupe de réflexion s'est mis en place.



des aménagements devaient être envisagés dans le système et sa présentation. En effet, certains éléments semblaient difficiles à appréhender pour l'auditoire, notamment le caractère scriptural plus ou moins fictif de la «valeur d'échange», ainsi que le manque d'articulation avec l'économie réelle.

D'une certaine manière, les SEL apparaissaient plus comme des «clubs alternatifs d'entraide et de services», des moyens de produire du lien, que comme des pratiques devant faciliter l'insertion économique de leurs membres. Or la demande des partenaires sénégalais se focalisait principalement sur ce dernier point. La question en jeu était la suivante : comment, dans un contexte de pauvreté, des pratiques telles que les SEL pouvaient concrètement stimuler les échanges économiques, générer des revenus, permettre de créer des petites entreprises, donner accès à des formations...

## Le groupe de réflexion

A l'exception de quelques hommes comme M. Madické Fall, Bernard Mendy et Mbaye Thiaw, ce sont surtout une vingtaine de femmes qui ont assumé la recherche-action pour la mise en place d'une structure adaptée aux besoins locaux. Parmi ce groupe de pionnières, on peut citer Mme Oumy Diop, présidente du groupe des animatrices du réseau des Caisses, mais également Aminata Niang, Marie Victorine Mamady, Seynabou Diop, Marie Ba, Ndeye Sy, Amina Ba, Maïmouna Mandian, Aïssatou Diop, Oumy Niang, Adama Diagne, Astou Diouf, Aïssatou Fall, Ndeye Seck, Alima Tounkara, Ngoné Diop...



## Printemps 1998 : émergence des Systèmes d'échanges communautaires

Une recherche de points d'appuis théoriques et pratiques est engagée auprès d'autres expériences. Des contacts sont engagés par le biais d'Internet avec les sites consacrés aux LETS (SEL anglo-saxon), aux expériences européennes, australiennes, américaines. Ces dernières à la différence des SEL français mettent plus l'accent sur les rapports pragmatiques à l'économie, et utilisent des «community currency», coupons et bons qui ont l'avantage de mieux concrétiser l'unité de valeur utilisée pour les échanges.

C'est à l'occasion de ces recherches que nous avons repéré des initiatives en émergence au Mexique, en Thaïlande, et des embryons de réseaux autour de la pertinence des Lets pour les pays en développement.

Par le biais de ces contacts, nous avons réalisé que notre expérimentation n'était pas isolée, qu'elle s'inscrivait dans un faisceau de recherches pertinent sur des alternatives dans les secteurs du micro-crédit et la valorisation des ressources locales.

C'est également pendant cette période que le groupe retrouve les publications du camerounais Jean Kepaou, précurseur des mutuelles d'échanges et de compensation communautaires. Ce dernier a effectivement publié en 1989, au Sénégal, à compte d'auteur, une série de plaquettes originales où il propose «le modèle Bangwa», un système élaboré de mutualisation des compétences, de biens et de services.

Ces recherches se traduisent le 20 mars par la création du *groupe Doole* de Dakar, la mise en place de bons temps/travail inspiré de l'expérience américaine d'Ithaca et les réflexions de Jean Kepaou. Un premier bulletin, dans le style de ce qui se fait dans les SEL français, voit le jour avec l'apparition d'un nouveau terme : les *systèmes d'échanges communautaires*.

Ce système intègre aux SEL, à l'expérience américaine et aux systèmes de Jean Kepaou, la périodicité et la convivialité des tours tontiniens, le rôle des aînées sociales, le code de l'honneur et de la confiance.

Ceci se rajoute à ce qui donne le sens des SEL, en particulier la nécessité de mobili-

ser autrement que par le bénévolat ou l'assistanat, des ressources humaines et de production laissée à l'abandon par le chômage et la rareté monétaire.

## Différences entre les SEC et les SEL

Les SEC diffèrent des SEL par plusieurs points.

Les SEC n'ont pas pour objectifs de générer du lien social, l'Afrique en est prodigue ; pour autant les dynamiques de solidarités et d'entraides existantes n'en constituent pas moins la trame sur laquelle se déploient les réseaux d'échanges. Le principe de proximité qui fonde les SEC leur permet de capitaliser la confiance sous forme de crédit social, impose des ancrages par quartiers, communautés de voisinage, «grappes sociales»... Un des avantages pour le Sénégal a été de pouvoir s'appuyer sur les réseaux déjà mobilisés autour des Caisses d'Epargne et de Crédit et appuyés par Enda Graf.

Les SEC doivent nécessairement prendre en compte les plus démunis. Ce point est d'autant plus évident que, grâce au principe de compensation, le plus pauvre peut tou-

jours échanger, et donc avoir des objectifs et faire des projets. Il devient de fait une ressource pour les membres du réseau. Les SEC ne rejettent pas la monnaie officielle, mais ajoutent un moyen supplémentaire important, en diversifiant les possibilités de transactions sur la base d'une «unité de compensation sociale» autogérée par les communautés.

Les SEC ne défendent ou ne justifient aucune théorie a priori qui en dessinerait les

contours ou les préalables. Ils sont inventés (et en invention permanente par le biais d'une recherche-action collective) dans la pratique, dans un souci pragmatique de répondre à des situations urgentes et concrètes. Néanmoins, ces pratiques questionnent les groupes et les individus, remettent en cause les logiques de compétition et appellent des réflexions sur l'éthique des échanges, les mécanismes de création monétaire, et l'impératif d'inventer des formes originales de solidarités et de production. Les SEC ne se coupent pas pour autant des logiques économiques entrepreneuriales, mais visent plutôt à permettre à leurs membres de réaliser leurs objectifs professionnels : des artisans, des entrepreneurs, des commerçants doivent trouver leur intérêt dans le fait d'être membre d'un SEC.

## Mai, juin : la dynamique Doole est lancée !

Le 9 mai 1998 constitue une date charnière. Ce jour-là, lors d'une réunion rassemblant une cinquantaine de personnes, la distribution des bons est commencée et tout de suite, un premier marché permet de faire des échanges. En acceptant d'échanger des marchandises contre des bons, les membres



jours échanger, et donc avoir des objectifs et faire des projets. Il devient de fait une ressource pour les membres du réseau.

Les SEC ne rejettent pas la monnaie officielle, mais ajoutent un moyen supplémentaire important, en diversifiant les possibilités de transactions sur la base d'une «unité de compensation sociale» autogérée par les communautés.

Les SEC ne défendent ou ne justifient aucune théorie a priori qui en dessinerait les

du réseau ont crédité l'ensemble du système d'un capital de confiance précieux, susceptible d'entraîner une dynamique irréversible. Effectivement, les jours suivants, des dizaines de demandes d'adhésion parviennent au groupe, incitant celui-ci à penser plus avant les hypothèses quant à l'évolution du processus engagé.

C'est durant cette période que sont imaginées des modalités nouvelles de fonctionnement et de circulation des bons.

En examinant les demandes des membres, les formations sont pour un grand nombre, une des raisons de l'adhésion. Répondre à cette demande est donc apparu comme une priorité.

L'affluence de nouveaux membres a très vite obligé à réfléchir sur le moyen de décentraliser les ancrages, en constituant des relais au niveau des quartiers, en s'appuyant sur les réseaux des Caisses d'épargne et de Crédit.

Le problème de l'accessibilité et de la disponibilité des bons se posant du fait de l'augmentation du volume des transactions, il a été considéré la possibilité de mettre en œuvre des «travaux d'intérêt collectif» au niveau des quartiers. Ceux-ci pourraient ainsi permettre à tous les membres, même les plus démunis, d'acquérir des bons et d'intégrer les réseaux d'échanges.

Ceci a provoqué la constitution progressive de tout un réseau de sympathisants «internauts», de contacts inter-sels, de discussions et de contributions, de relations avec les institutions intéressées...

La marché du 6 juin fut exceptionnel. La variété des stands, des produits, la dynamique de mobilisation et d'animation, la quantité des transactions emportèrent définitivement la conviction des plus hésitants. Ils consolidèrent également celle du groupe «fondateur» de l'initiative, constitué d'une vingtaine de personnes dévouées et enthousiastes.

Lors de ce même marché, des tableaux ouvrant des colonnes thématiques de formation furent proposés aux membres ; à mesure que le marché se déroulait, on pouvait voir les colonnes «informatique», «commerce», «langues» se remplir de dizaines de noms, tandis que des relais se proposaient pour créer des groupes dans les autres quartiers de Dakar.

## L'idée d'une Université populaire

Les semaines suivantes ont donné lieu à la mise en place des premiers modules de formation : informatique (à partir du 30 juin), commerce (11 juin), langues (17 juin).

Les initiateurs pressentaient que le secteur des formations serait central. En lançant ces modules, chacun constitué de 15 à 20 personnes, il s'est vite confirmé que nous touchions au cœur du dispositif général : la demande en formation s'avérait intense, et nombre de participants cherchaient à acquérir des bons pour y participer.

C'est ainsi que l'idée d'*'Université Populaire'*, proposant un accès au savoir à tous par le biais des bons d'échanges a commencé à apparaître. Elle fut d'emblée partagée par le groupe des fondateurs et particulièrement appréciée par un ensei-

gnant, M. Fall, qui s'engagea à réfléchir sur sa mise en œuvre.

Les animations de quartier ont également démarré. Celles-ci ont été organisées par les guichetières et animatrices de Caisses d'épargne impliquées dans la dynamique Doole. Ces dernières ont repéré parmi leurs clientes celles qui pourraient être les plus réceptives. Les animations, accompagnées de musique et de rafraîchissements, se déroulaient souvent en pleine rue, dans une ambiance extraordinairement conviviale. Pour ce faire, les animatrices n'étaient pas seules, mais étaient appuyées par des membres ressources qui participaient par roulement à ces réunions de sensibilisation.

## L'idée d'une mutuelle

C'est lors d'une réunion de travail du comité de rédaction du bulletin du Réseau Doole, le 4 juillet 1998, transformée inopinément en séance de réflexion prospective sur l'avenir du Réseau, que les premières idées sur une «banque d'échange» ont vu le jour. La problématique a été introduite par un cas de perte de bons, donc de la nécessité de sécuriser leur détention et éventuellement de permettre le dépôt des bons en ouvrant un compte aux membres déposants. Mais c'est une banque ! s'exclamèrent certaines, enthousiastes. Ce fut le sentiment de partager quelque chose de très particulier, un moment créateur collectif, imposé par des contraintes pourtant très pratiques, mais qui brusquement nous ouvrait de nouveaux horizons complètement inédits.

## Un an après

Depuis l'été 1998, des marchés ont continué à avoir lieu presque chaque mois. Ces marchés sont organisés dans les quartiers par des animatrices des Caisses d'épargne et de Crédit. L'affluence a progressivement augmenté pour atteindre 250 à 400 personnes par manifestation. Des groupes locaux existent dans trois quartiers et dans deux localités en dehors de Dakar.

Des travaux dans les locaux d'Enda ont conduit à réduire l'aspect formation et à suspendre certaines activités. Depuis avril 1999, une réflexion est en cours pour repenser certains points et pour créer une association nationale qui donne un support juridique à l'initiative. Un projet de site sur Internet est à l'étude, notamment pour permettre de diffuser les informations dans la sous-région africaine et également au-delà. L'enthousiasme des femmes sénégalaises a été pour beaucoup dans la réussite du lancement de ces SEC. Les SEL français et francophones auraient tout intérêt à tisser des liens avec cette initiative africaine, et d'ainsi créer des échanges par delà les frontières et la mondialisation techno-financière. Ceci afin de construire des mondialités plus humaines.

Hassan ASLAFY ■

avec l'aide de Aminata Niang  
et Seynabou Diop

Contact : Réseaux des systèmes d'échanges communautaires, s/c Enda Graf, BP 13069, Dakar, Sénégal, tél : 221 827 20 25, e-mail : graf@enda.sn.



## SEL : pour changer échangeons !

Depuis 1994, les SEL se sont multipliés dans toute la France. Nouvelle forme d'économie ? Retour à la convivialité ? Solidarité avec les exclus ? Contestation de la mondialisation ? Ils suscitent de multiples débats.

3 parties :

- Les monnaies locales
- Un peu de théorie
- Beaucoup de pratique

80 pages - 50 F (+ 15 F de port) Bon de commande p. 79



Pour ne pas conclure

# Au delà des SEL

**U**n premier essai de SEL en France a eu lieu en 1985, sans succès. En 1993, un deuxième SEL a été créé en Ardèche, pas très loin de Lyon. Ensuite, il y a eu l'essai en Ariège, en octobre 1994. Nous avons maintenant en France environ trois cent associations qui échangent. Nous

ces chiffres nous laissent indifférents c'est parce que nous ne pouvons pas imaginer la quantité de souffrances et de misère que cela représente.

Dans les différents systèmes d'échange que nous rencontrons, nous retrouvons partout la même idée : il n'y a pas ni spéculation,

sonniers, les heures des malades en hôpital, les heures d'embouteillage sur les autoroutes, comme une partie de notre Produit National Brut. Nous ne comptons ni les heures de la mère de famille ni les heures d'éducation de l'enfant. Quelle est la vraie richesse d'un pays ? Ce sont les heures que chacun va donner à sa communauté. Donc le Sel, le Lets, le Tauschring, la banque du temps, le Système de réciprocité indirecte... sont des modèles qui permettent de voir différemment notre existence sur cette terre.

Nous ne sommes plus là pour tirer un maximum de profit de l'autre, mais pour créer une entraide et une solidarité entre nous dans notre communauté. Au lieu de fabriquer des produits jetables, ou lieu de dire que la croissance est la seule possibilité de développement, nous ne dirons plus que la croissance est la solution mais que la crise actuelle est due à la croissance. Il nous est souvent demandé par les journalistes quel est l'avenir des SEL. J'ai là quelque chose de tout petit. Vous ne pouvez pas le voir. C'est un gland. C'est tout petit : ce sont les SEL aujourd'hui. Cela sera peut-être le grand chêne de demain.

François TERRIS ■

avons beaucoup de points en commun avec les Italiens, les Anglais, les Allemands. Moi-même je suis d'origine agricole et bien avant les SEL, je me souviens que nous échangions un sac de blé (100 kg) avec notre boulangère qui nous fournissait 80 kg de pain. L'argent a été imaginé au commencement pour faciliter les échanges. C'était difficile d'échanger un cheval contre des kilos de pommes ou de poires. Pour faciliter cela on avait inventé différents systèmes avec des coquillages, des plumes d'oiseaux rares. Ce système-là marchait bien, car on ne pouvait pas spéculer avec des coquillages ou avec des plumes. Ce système s'est perfectionné et l'on s'est servi de métaux précieux, tels que l'or et l'argent. Les utilisateurs ont découvert qu'ils pouvaient prêter l'or et l'argent. Et ceci avec un *intérêt*. Il est intéressant de regarder le sens exact du mot *intérêt*. Ils pouvaient également spéculer. La première spéulation se fit avec des céréales. Les marchands stockaient les céréales et au printemps les céréales devenaient rares, donc chères. Ainsi, les commerçants gagnaient de l'argent. D'année en année les spéculateurs ont fait mieux. Aujourd'hui, les 358 personnes les plus riches du monde ont autant que les deux milliards six cents millions les plus pauvres. Ceci veut dire que notre système économique souffre d'une tumeur cancéreuse énorme qui laisse exsangue plus d'un tiers de la population mondiale. Si

ni intérêt, ni capitalisation. Nous cherchons une autre forme d'économie et nous pouvons dire qu'en Italie on a trouvé un titre qui est juste quand on parle de la *Banque du Temps*.

Nous avons une durée de vie d'environ 700 000 heures, et dans notre vie nous allons donner environ 100 000 heures à l'autre. Dans le système monétaire nous donnons, ou plutôt nous sommes exploités, environ 40 000 heures sous forme de temps salarié. Ce travail salarié ne compte pas le travail de la mère de famille qui se lève le matin avant d'aller au travail pour s'occuper des enfants et... de son mari, parfois. Ces heures là ne sont pas comptées. Par contre, nous comptons les heures des pri-



François terris  
sur un chantier SEL

## RMI : inégalités européennes

Seuls la Grèce et le Portugal n'ont pas encore institué de revenu minimum type RMI. Dans les autres pays, la situation est fortement inégalée. Le revenu minimum va en effet, pour un célibataire, de 5986 F au Danemark à 1209 F en Espagne. La France est au milieu du peloton avec 2379 F.  
(source : Viva, avril 1999)

## Boycott des hôtel Ibis

La société Accor, propriétaire des hôtels Ibis, mais également de Novotel, Sofitel, Mercure et Formule 1, propose ses chambres dans les zones aéroportuaires pour la rétention des étrangers en voie d'expulsion. Ainsi, l'hôtel Ibis de Roissy est un véritable bunker où les étrangers s'entassent en surabondance. En 1998, selon les associations comme la Cimade, plus de 2500 personnes y ont transité pour une durée maximum de 20 jours. Le syndicat général de la police a même dénoncé que les

étrangers y sont «parqués comme du bétail». L'hôtel Ibis en question est devenu un véritable centre de rétention déguisé. Le 23 janvier, à Roissy, près de 300 personnes ont occupé l'entrée de l'hôtel Ibis. Le 20 mars dernier, le groupe libertaire dijonnais et le collectif Maloka ont occupé un hôtel Ibis situé au centre de Dijon avec un tract dénonçant ces nouvelles formes d'emprisonnement.

(source : *Le Monde Libertaire*, 1er avril 1999)

## Clermont-Ferrand délit de solidarité

Le 8 mars dernier, ils étaient plus de 15 000 personnes venues de toute la France pour soutenir Michel Beurier, secrétaire départemental de la CGT accusé d'avoir brutalisé deux policiers. Ce soutien exceptionnel s'explique par les circonstances de l'incident. Lors du procès d'un sans-papier, ce dernier se présente libre à la barre. Il est alors condamné à une peine de prison. Quand les policiers s'approchent pour l'interpeller, un certain nombre de personnes présentes dans la salle en soutien se lèvent et font barrage aux policiers. Dans la bousculade, le sans-papier réussit à s'enfuir. Les policiers irrités arrêtent qui ils peuvent. Cela tombe sur Michel Beurier. Une mobilisation qui a réuni pour une fois un large panel et qui est un signe de révolte face à la politique gouvernementale actuelle. En première instance, Michel Beurier a été condamné à 2 mois de prison avec sursis.

## Mac Crado

● Belgrade : MacDo en sous-sol. MacDo se vantait de n'ouvrir des établissements que dans des pays stables politiquement. Erreur pour la Serbie. Dès le commencement des attaques aériennes, les jeunes de Belgrade se sont retournés contre ce symbole US et ont complètement détruit les restaurants du centre ville. Après ce pillage, la direction yougoslave de la chaîne a réagi en affichant des pancartes : «si nous devons être détruit, autant que ce soit par l'OTAN» et reprenant les slogans des manifestants «nous sommes tous des cibles». Trois des quinze MacDo de la capitale serbe ont rouvert en servant des repas dans les sous-sols pendant les alertes aériennes.

● Ariège : usine à bouffe. 70 militants de la Confédération paysanne et des Verts ont bloqué l'entrée du MacDo de Foix pour le jour de son ouverture en février dernier. Des tracts ont été abondamment distribués pour dénoncer le fonctionnement de ces usines à bouffe.



## Expulsés : l'éternel retour

Chaque expulsion coûte au contribuable quelques dizaines de milliers de francs (policiers, avions, hébergement...). Et ceci le plus souvent sans succès. Ainsi, Abdelkader Méhani, jeune incorporable dans l'armée algérienne, est interpellé en France. Par chance, il est l'objet d'une enquête journalistique. Son cas va donc provoquer une réaction de Jean-Pierre Chevènement à l'Assemblée nationale : «L'Algérie ne doit pas une nouvelle fois être privée de ses élites (...). Ainsi un quotidien du soir attire l'attention sur le cas d'un jeune qui n'accomplit son service national en Algérie, qui a déjà fait l'objet d'une reconduite, qui est revenu par l'Italie, et dont on me dit qu'il se serait menacé par le fait qu'il a été incorporé dans l'armée algérienne, il devrait affronter le GIA... mais le service militaire existe de par la loi en Algérie, et pourquoi tel devrait combattre le GIA et pas un autre». Plus militariste, tu meurs. Habitant chez son père à Lyon, il est expulsé en février

1998, non sans que son comité de soutien essaie d'empêcher le bateau de partir de la rade de Marseille... en plongeant dans l'eau ! Son comité de soutien a pu le suivre à la trace. Arrivé à Alger, il a été arrêté par la police du port, puis relâché par suite d'une mésentente avec la gendarmerie responsable de son incorporation. Il réussit à rejoindre sa mère dans un village de Rélizane, juste au moment d'apprendre la mort d'un de ses amis d'enfance, victime d'un attentat contre une caserne. Il fuit au Maroc, essaie de passer une première fois en Espagne, mais arrêté par la Garde civile, il est reconduit dans l'enclave espagnole de Ceuta, au Maroc. Là, le nombre de demandeurs d'asile est si grand que la tension est explosive, et le gouvernement accepte de disperser les demandeurs sur plusieurs villes. Kader se retrouve à Bilbao où il est pris en charge par la Croix-Rouge. Il essaie depuis de rentrer en France. Ce qu'il arrivera certainement à faire. Alors, quand cessera ce manège politique ?

Pour en savoir plus : *Campagne pour l'accueil et la protection des Algériens*, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. (source : Rire, mars 1999)



## Pontoise Grands-parents d'adoption

Un lundi par mois, l'association de retraités L'âge d'or reçoit des enfants en difficulté scolaire ou déficients mentaux. Les enfants âgés de 9 à 12 ans bénéficient ainsi d'une socialisation. Chaque enfant est chouchouté, pris en charge par une personne âgée dans des activités de travaux manuels ou de jeux éducatifs. L'expérience montre que les enfants parlent plus facilement de leur vécu scolaire avec leurs grands-parents d'adoption qu'avec leur famille. Les retraités sont enthousiastes. Pour en savoir plus : CCAS de Pontoise, Mme

Lemoine, tél : 01 30 32 51 20.  
(source : Alternative-Santé, mai 1999)



Les éditions Raoul Anvelaut  
présentent

# COSMOS 1999

POUR LES INCULTES DE LA TÉLÉ,  
COSMOS 1999 EST UNE CÉLÈBRE SÉRIE  
DE SCIENCE FICTION DIFFUSÉE  
PENDANT MON ADOLESCENCE.  
DONC, QUELQUE PART DANS L'ESPACE...

MADMOISELLE ! MADMOISELLE,  
DE QUI SE MOQUE TON ICI ?!





## Dioxines brésiliennes

Début 1998, les services vétérinaires allemands découvrent des taux de dioxines importants dans le lait : de 10 000 à 30 000 les limites autorisées ! Même découverte en avril 1998 en Suisse. L'alimentation à base de tourteau d'agrumes importé du Brésil est en cause. L'importation des produits est stoppée et l'enquête se poursuit au Brésil. Là l'enquête du ministère de

l'agriculture permet de découvrir que le groupe chimique belge Solvay vend de manière non conforme des déchets de calcaire contaminés à la dioxine comme amendement agricole. Ironie du sort : alors que les grands groupes chimiques fuient dans le sud pour éviter d'appliquer des normes environnementales, le poison nous est revenu par notre pillage des ressources agricoles de ces mêmes pays du sud. Greenpeace a demandé que le groupe Solvay reprennent sa dioxine et soit obligé d'en payer le coût de la destruction.

Pour en savoir plus : Greenpeace Suisse, rue de Neuchâtel 10, CP, CH 1211 Genève 1, tél : 41 22 731 02 09.

## Eau secours ! ▼

**● Eau potable limitée.** Il faudrait dégager annuellement 15 milliards de dollars (94,5 milliards de F) pour approvisionner en eau potable les 5,9 milliards d'individus sur notre planète : ce sont 7 milliards de F en moins que la somme dépensée en 12 mois par les Européens et les Américains pour l'alimentation des animaux domestiques. Selon Klaus Töpfer, le directeur de programme environnemental des Nations Unies, toutes les huit secondes décède un enfant qui a ingéré une boisson contaminée. Nombre de conflits résultent de tensions liées à l'accès de ressources vitales. Alors que le boom technologique socialement inutile connaît un essor faramineux, il n'existe à ce jour aucun procédé permettant de désaliniser l'eau de mer sans gaspillage énergétique majeur... (correspondance René Hamm)



**● Détergents : le chlore de la discorde.** Le chlore par ses dérivés (dioxine entre autres) est un produit chimique à éviter au maximum. Il est pourtant couramment utilisé dans les détergents (sous le nom d'eau de Javel par exemple). Pour définir un éco-label sur les détergents vaisselle, la commission européenne avait proposé que le taux de chlore autorisé soit inférieur à 0,1 %. France, Espagne, Grèce et Grande-Bretagne dénoncent un taux trop bas, alors que les Allemands demandent que le taux soit purement et simplement de 0 %. Bref, le dossier est bloqué et montre bien les limites des éco-labels.



## Déchets



**● Sous les déchets la plage.** Selon une étude de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), entre 1982 et 1995, la quantité de déchets sur le littoral français est passée de 1,7 kg par mètre linéaire à 6,5 kg. Ces déchets proviennent pour 70 % des cours d'eau, pour 20 % des rejets des bateaux et pour 10 % des abandons faits par les touristes.

Ces déchets sont composés à 60 % de plastique. On estime les déchets reposant sur le fond marin entre 0 et 200 mètres de profondeur à 150 millions dans la mer du Nord, 50 millions dans le golfe de Gascogne, 300 millions en Méditerranée et 40 millions pour la mer Adriatique. Il convient d'y ajouter les déchets flottants estimés à 750 millions pour la seule mer Méditerranée.

L'étude donne également la durée de vie des déchets :

- trognon de pommes : de quelques jours à six mois
- mouchoir en papier : trois mois
- ticket de bus : trois à quatre mois
- corde en chanvre : trois à quatre mois
- mégot sans filtre : trois à quatre mois
- mégot avec filtre : un à deux ans
- allumette : six mois
- chaussette en laine : un an
- chewing-gum : cinq ans
- planche de bois : 13 à 15 ans
- boîte de conserve en fer : 10 à 100 ans
- briquet jetable : 100 ans
- canette en aluminium : 200 à 500 ans
- sac en plastique : 450 ans
- bouteille en plastique : 100 à 1000 ans
- bouteille en verre : 4000 ans

(source : Planète surf, mars 1999)

**● Collecte sélective : 4 % seulement !** Même si des millions de Français participent à la collecte sélective, les chiffres ne sont pas bons : la collecte sélective ne représente encore aujourd'hui que 4 % des ordures ménagères. France-Nature-Environnement rappelle que l'article 1 de la loi de 1975 concernant la mise en valeur du recyclage n'a pas été pris en compte dans la plupart des plans départementaux actuels et que sans cette prise en compte, il est vain de vouloir fermer les décharges ou les incinérateurs. Normalement, selon la loi, en 2002, il sera interdit de jeter des ordures ménagères en décharge. On en est loin. France-Nature-Environnement demande que soit défini clairement ce qu'est un «déchet ultime» et qu'une orientation nette soit donnée par le ministère pour accélérer le développement de la collecte sélective et les processus de recyclage. Contact : France-Nature-Environnement, 57, rue Cuvier, 75231 Paris cedex 05. Tél : 01 43 36 79 95.



## Plaquettes insecticides : danger !

L'Organisation mondiale de la santé a mis en garde contre les plaquettes insecticides contenant du dichlorvos. Selon l'OMS, elles sont « très dangereuses pour l'homme ». (source : Pesticides Action Network)

## Paris, ville bruyante

Une étude commandée en 1993 par la mairie vient enfin d'être rendue publique. Elle montre qu'un Parisien sur deux souffre du bruit. Les mesures faites sur les 50 % des voies les plus importantes montrent que toutes ont un niveau sonore supérieur à 60 décibels, limite normalement admise. Principale cause du bruit : la circulation automobile.

## Après la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc

Réunis le 18 avril, des délégués des Verts suisse, autrichiens, allemands, italiens et français font les propositions suivantes : donner la priorité au transport de marchandises sur le rail selon différentes méthodes (l'autoroute ferroviaire n'étant pas la seule possible) ; généraliser la taxation sur le tonnage transporté mise en place en Suisse, le produit de la taxe étant destiné au transport de marchandise par rail ; investir dans la modernisation des lignes ferroviaires transalpines existantes avant de se lancer dans des projets lointains et coûteux ; prendre des mesures au niveau européen afin de permettre une diminution des transports de longue distance ; harmoniser les droits sociaux des chauffeurs routiers.



Sortie d'une carcasse de camion calcinée du tunnel du Mont-Blanc



Ferroulage en Autriche

## Rhône souscription Saint-Rigaud

Le Mont Saint-Rigaud, à plus de 1000 m, est le sommet du département du Rhône. Il est envahi pour une bonne part par des plantations de résineux. Pour préserver sa biodiversité, la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, lance une souscription afin d'acheter un lot de parcelles à la faune et la flore intéressantes. Elle a besoin de 50 000 F. Contact : FRAPNA-Rhône, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 90.

## Transport : à quand une voiture économique ?



minuent le poids, en récupérant l'énergie de freinage... il serait possible de faire encore mieux, mais qui le souhaite ? Pas les fabricants en tous les cas !

Si la voiture polluera toujours et ne sera jamais propre, elle pourrait aussi polluer beaucoup moins. En 1987, Renault testait avec succès la voiture Vesta qui ne consommait que deux litres pour 100 kilomètres. Aujourd'hui, en utilisant de nouveaux matériaux d'alliage (fibres de carbone) qui di-

## Lot-et-Garonne incinérateur bloqué, chômeurs en prison

L'incinérateur de Fumel, dans le Lot-et-Garonne, ne possédait ni lavage des fumées, ni filtres à poussières. Lors d'un rapport sur les incinérateurs rendu public par le ministère de l'environnement, cet incinérateur apparaissait dans la liste des usines hors-normes. Comme beaucoup d'usines polluantes, l'incinérateur rejette ses fumées, riches en dioxines, sur les lotissements voisins, dans lesquels le taux de chômage est important. Des militants d'AC ! Agir contre le chômage, décident alors de mener une action contre cette usine en mettant en avant que la santé des chômeurs voisins est sacrifiée. Le 15 mars, à 7 h 30, douze personnes entrent dans l'incinérateur et commencent son occupation. De l'intérieur, ils empêchent l'ouverture des grilles, bloquant ainsi la rotation incessante des camions poubelles (40 tonnes par jour). L'après-midi, une délégation d'élus et de responsables de l'usine viennent négocier. Ils ne promettent aucune mise aux normes. Pas avant 2002. Discours sur l'impossibilité d'arrêter l'incinérateur car la collecte sélective n'est pas en place... Les chômeurs rappellent que la mise aux normes a été demandée par la DDASS depuis 1991. Ils décident de rester dans l'usine pour la nuit. Le lendemain, vers 10 h 30, les employés constatent que l'usine est vide. Mais en entrant, ils découvrent que l'usine a été sabotée. Tant et si bien qu'elle ne pourra redémarrer. Les dégâts sont chiffrés à 1,5 million de francs. La gendarmerie intercepte alors les militants. Cinq d'entre eux sont écroués à la prison d'Agen, les autres placés sous contrôle judiciaire. Les chômeurs estiment que ce sont eux qui ont fait la justice en stoppant l'incinérateur illégal. Ils rappellent qu'aucune violence physique n'a eu lieu. Quelques jours plus tard, le syndicat intercommunal annonce que l'incinérateur ne sera pas réparé. Les Verts locaux ont interpellé les

élus sur le sujet : si l'on peut tiquer sur le fait que des riverains se fassent justice, comment éviter que ne se reproduise une telle inertie administrative ? Où est la violence ? Une pétition de soutien aux chômeurs inculpés est diffusée avec le soutien de la Ligue des Droits de l'Homme, les Verts, Puy-de-Dôme Nature environnement, AC ! Auvergne, Mouvement national des chômeurs et précaires, etc.

On peut se la procurer auprès de Maison des citoyens exclus, 77, Bd E.-Michelin, 63000 Clermont-Ferrand (tél AC ! 04 73 14 08 22). Un comité de soutien collecte les dons pour assurer la défense des inculpés : Comité de Soutien c/o Maria Rivera, 101, rue Docteur Desgenettes, 47520 Passage d'Agen.

## Vallée d'Aspe : nouvelles tensions entre opposants

La manifestation du week-end de Pentecôte a réuni entre 2 et 3000 personnes au moment de la chaîne humaine. C'est le signe d'une remobilisation contre le projet autoroutier. Si l'appel à cette manifestation avait permis de retrouver une certaine solidarité des multiples groupes organisateurs, des incidents ont émaillé les journées. C'est d'abord Denis Baupin, représentant national des Verts qui a été enterré au moment de sa prise de parole. C'est Antoine Waechter qui a été coupé dans son discours par les sifflets de la foule. C'est enfin, Eric Péteau qui, au lendemain de la chaîne, organise un nouveau blocage de la route en filtrant les camions et en ne laissant passer que les voitures. Alors que les Apaches de la Goutte d'Eau avançaient que la lutte doit se faire tous les jours et non seulement le temps d'un week-end, plusieurs associations organisatrices de la chaîne se démarquaient de cette nouvelle action.

## Docteur Patch

Le film actuellement sur les écrans «Docteur Patch» de T. Shadyac avec Robin Williams dans le rôle principal est tiré d'une histoire vraie. Le Docteur Patch Adams a réellement créé un Institut à Arlington, en Virginie. Celui-ci veut montrer le rôle déterminant que peut avoir la bonne humeur sur l'évolution d'une guérison. Le Docteur Patch a pris conscience du manque de chaleur humaine lors de ses études suivies tardivement après une pratique de clown. Depuis plus de quinze ans, il met en pratique le principe que «la guérison devrait être le résultat d'une relation d'amour entre deux personnes et non pas une transaction financière. Il est joignable par Internet : [www.Gesundheit.inst.org](http://www.Gesundheit.inst.org). (correspondance M.A. Richard)

## Cancers en hausse

Selon une étude de la Direction générale de la santé publiée le 21 décembre dernier, le nombre de cancers en France a augmenté de 20 % en vingt ans. Selon ce rapport, les causes en seraient le vieillissement de la population et la «modification des habitudes de vie». Un peu léger. Si les cancers du poumon augmentent (20 000 morts par an), c'est peut-être dû à la cigarette (en baisse probable), mais aussi à l'amiante (housse probable) et aux pollutions de l'air. Si les cancers de la thyroïde ont été multiplié pendant cette période par six chez les hommes et par trois chez les femmes, peut-être Tchernobyl et les rejets radioactifs de nos centrales ne sont-ils pas innocents.

## Amiante : 250 000 morts en Europe

Une étude menée par des médecins britanniques dans sept pays européens dont la France sur le mésothéliome, cancer de la plèvre causé par l'amiante, conclut que cette forme de pollution tuera en Europe plus de 250 000 personnes au cours des 35 ans à venir. Ce sont tout particulièrement les hommes nés entre 1940 et 1950 qui seront touchés.

(source : *Viva*, Mai 1999)

Quant aux «ligues contre le cancer» et autres mouvements de ce genre, il faudrait peut-être s'interroger sur leur inefficacité : tout leur argent est placé dans la recherche pour traiter la maladie et rien n'est fait ou presque pour la prévention. Placez plutôt vos sous dans des associations qui agissent en amont.

(source : *Politis*, 14 janvier 1999)

## Danger de l'aspartame ?

Une information circulant sur Internet alerte sur les dangers de l'aspartame. L'aspartame (sous différents noms commerciaux) est utilisé comme substitut du sucre dans de nombreux produits «sans sucre». L'aspartame a été mis au point par la firme Monsanto, déjà connue pour d'autres méfaits (agents Orange, hormone de croissance, OGM...). L'aspartame en se décomposant lors de la digestion libérerait des dérivés du formol. Conséquences possibles : attaques de la rétine, attaques au niveau du système nerveux, crises chez les diabétiques du fait de la difficulté à doser les sucres, enfin possible maladie des soldats du Golfe liée aux boissons «Diet» emmenées pendant l'offensive... Qui en sait plus sur le sujet ?

## Mercure dentaire

Le groupe des Verts au Parlement européen a organisé le 8 janvier dernier un débat sur l'utilisation du mercure dans les amalgames dentaires. Ils rappellent qu'une directive européenne de 1993 demande aux différents pays d'interdire ce mercure et que cinq ans plus tard seule la Suède a pris des mesures dans ce sens. André Picot, toxicochimiste au CNRS, a rappelé lors de ce colloque que «les bénéfices apportés par les amalgames ne doivent pas occulter les effets sur la santé». Le conseil supérieur d'hygiène publique de France a lancé un appel aux chirurgiens-

dentistes leur demandant de faire extrêmement attention en cas de demandes par les clients d'enlèvement des amalgames : c'est à ce moment là que le risque d'enlever est en effet le plus fort. Une des difficultés à faire appliquer cette directive tient dans le manque d'alternatives pour les dentistes : les résines parfois employées ont une durée de vie courte et reviennent beaucoup plus cher.

## PVC : retrait progressif

Le plastique PVC (polychlorure de vinyle) présente de nombreux inconvénients du fait de la présence de chlore dans sa composition. En incinération, il donne naissance aux fameuses dioxines, mélangées avec un assouplissant, il peut dégager des vapeurs toxiques, etc. Depuis quelques années, des organisations écologistes comme Greenpeace demandent aux industriels de ne plus utiliser ce plastique. Depuis 1986, la firme Lego modifie ainsi progressivement ses jouets. Ikea l'enlève également. Deutsche Telekom l'a enlevé dans ses nouveaux câbles téléphoniques. Nike s'est engagé à le supprimer de ses produits en 1998 et le premier fabricant de sacs pour solutions hospitalières, Baxter, vient d'annoncer le lancement de nouveaux sacs sans PVC le 7 avril dernier.

Pour en savoir plus : *Greenpeace*, 21, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

## Suisse : inquiétudes face au téléphone portable



## Belgique : reconnaissance des médecines non conventionnelles

Le 22 avril dernier, Marcel Colla, ministre belge de la santé, a déposé un projet de loi visant à réglementer l'homéopathie, l'acupuncture, la chiropraxie et l'ostéopathie. La loi a été adopté sans aucune opposition (95 voix pour, 12 abstentions au Parlement, 46 voix pour et 14 abstentions au Sénat). Cette nouvelle loi permet au pays d'appliquer la résolution européenne du 29 mai 1997. En France, une pétition pour l'adoption de cette même résolution circule, on peut la demander à : *Codema, La Grande Chouanière, 72170 Ségrie*, tél : 02 43 33 39 54.

## Médecines complémentaires

Selon un sondage réalisé au niveau européen, 49 % des Français ont recours à des médecines complémentaires : 21 % à l'acupuncture, 32 % à l'homéopathie, 7 % aux manipulations (ostéopathie, chiropraxie), 12 % à la phytothérapie. Alors que c'est en France que la législation envers ces médecines est la plus répressive, c'est bizarrement le pays où elles sont le plus pratiquées ! La France devan-



ce en effet l'Allemagne (46 %) et la Belgique (31 %). Un autre sondage indique que 76 % des Français sont favorables à l'homéopathie... au moment où le gouvernement essaie de lui mettre des bâtons dans les roues. C'est là qu'on mesure le poids des lobbies.

(source : Ligue nationale pour la liberté des vaccinations, mars 1999)

## Carte Vitale

La Carte vitale devait permettre comme le livret de santé de faire faire des économies à la Sécu. Mais pas plus l'un que l'autre ne fonctionne. Si vous avez encore la vôtre qui traîne quelque part, l'association l'Œil ouvert les collecte

pour les renvoyer en masse au ministère de la santé et leur demander d'apporter des mauvaises réponses à de vraies questions.

Contact : L'Œil ouvert, La Cigognie, Entamnies, 24260 Tussac, tél : 05 53 50 34 76.

## Bronchiolite

En dix ans, le taux de bronchiolite a été multiplié par dix sur les enfants en bas âge. Cette maladie est provoquée par la mauvaise qualité de l'air. Elle pourrait aussi être liée à une baisse de la résistance des jeunes enfants due aux vaccinations. (source : 60 millions de consommateurs, décembre 1998)

## Prématurés : vive le lait maternel

Une étude publiée par la revue *Pediatrics* portant sur 212 enfants prématurés de l'hôpital Georgetown à Washington montre que 29,3 % des prématurés nourris au lait maternel ont souffert d'une infection pendant la durée d'observation contre 47,2 % pour ceux nourris avec un produit lacté artificiel.

## Lyon laboratoire P4

Le laboratoire P4 de Mérieux à Lyon a été inauguré début mars

par Chirac. Le nom P4 correspond au niveau maximum du risque. Dans ces laboratoires (une dizaine dans le monde), on étudie des bactéries et des virus extrêmement dangereux pour l'homme. Ces laboratoires bénéficient en théorie d'une étanchéité à toute épreuve. Tous les autres laboratoires ont connu des incidents sérieux avec contamination de techniciens y travaillant, mais ces incidents n'ont jamais produit de fuite à l'extérieur.

Originalité du laboratoire Mérieux : il est en plein centre de l'agglomération lyonnaise. Sachant qu'il faut quelques minutes à un missile tiré de Belgrade pour atteindre Lyon, que se passerait-il en cas de coup de sang des Serbes ?



## DANGER

● **Soutien à Pusztai.** Le chercheur britannique Arpad Pusztai, qui avait révélé des essais très inquiétants sur les rats de pommes de terre transgéniques (voir Silence n°244, mai 1999), bénéficie d'un soutien de plus en plus large de la part des scientifiques. L'Institut Rowet qui l'employait et qui l'a mis sur la touche est revenu en arrière et a annoncé le 22 février dernier qu'il acceptait la publication des résultats de l'étude. Des équipes de recherche en Allemagne et en Suisse ont aussitôt mis en place des études similaires. En France, *La Recherche*, dans son éditorial d'avril, s'est complètement déridée en mettant sur le compte d'une manipulation écologique la polémique sur ces études.

● **Il n'y a pas que le transgénique !** Liste de Greenpeace en main (voir numéro de décembre), vous vous rendez dans votre magasin pour acheter des produits sans transgéniques... Ceci ne doit pas vous faire oublier que si l'on ne connaît pas les conséquences du transgénique, on connaît par contre les conséquences de nombreux autres produits, notamment les additifs commençant par E, ou encore les produits conservés par irradiation (fruits secs, fraises d'Espagne sans goût, certaines pommes de terre qui ne verdissent pas de l'hiver). Pour se protéger de ces multiples dangers : le logo AB (comme agriculture biologique) est une garantie.

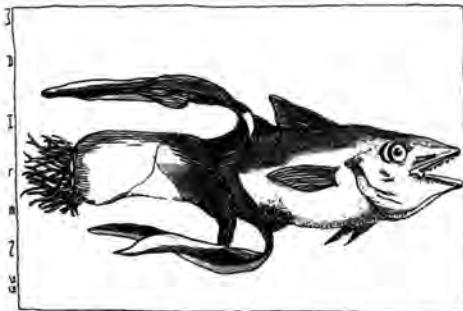
● **Monopole nord-américain.** Lors de la conférence mondiale sur les biotechnologies qui s'est tenue à Carthagène, en Co-

lombie, au début de l'année, les représentants des Etats-Unis ont tout fait pour qu'aucune mesure de contrôle ne soit mise en place concernant les aliments transgéniques. Il y a une raison à cela : en 1998, 86 % des cultures transgéniques dans le monde sont aux USA ou au Canada. (source : Politis, 4 mars 1999)

● **3615 OGM ou www.ogm.org.** Attention, l'Institut Français pour la nutrition qui anime ce serveur est un farouche partisan des OGM. Il est financé par la confédération française des semenciers... autant dire par Monsanto, Novartis et compagnies. Et si vous êtes contre les manipulations génétiques, vous n'êtes qu'un passifiste. Ce même institut diffuse également des dépliants de luxe dans les hôpitaux et chez les médecins : que pense Kouchner de ces manipulations de l'opinion ?

● **www.globenet.org/ape/ogm/ogm.html.** Là vous êtes sur le serveur d'Agir pour l'environnement où les informations sur les OGM sont fournies par la Confédération paysanne, Ecropa, France-Nature-Environnement... C'est là qu'on trouve les bonnes questions.

● **USA : Monsanto la terreur.** Les producteurs du Canada et des USA ont très bien accepté l'arrivée des semences transgéniques et ont signé les yeux fermés les contrats proposés par Monsanto. Dans ce contrat, les agriculteurs s'engagent à acheter chaque année les semences. Certains paysans ont passé outre en resemant une partie de leur récolte. Monsanto a alors embauché des détectives de l'agence Pinkerton, autrefois spécialisée dans la répression d'actions syndicales pour aller faire des prélevements d'ADN dans les champs et prouver les fraudes. En 1998, plus de 400 agriculteurs se sont ainsi fait prendre. L'un d'entre eux, canadien, a été condamné au début de l'année à 200 000 F soit le prix de dix ans de semences. Pour Monsanto, «il s'agit de récupérer les millions de dollars investis dans la recherche». (source : Campagne Solidaire, avril 1999)



● **Opinion défavorable.** Selon un sondage réalisé fin avril en région Rhône-Alpes par le centre technique régional de la consommation, 61 % des sondés connaissent le sens du sigle OGM, 61 % pensent déjà en manger sans pouvoir le contrôler, 25 % lisent systématiquement les étiquettes pour vérifier la composition du produit, 97 % demandent que l'étiquetage fasse clairement mention de la présence ou non d'OGM et 85 % annoncent alors qu'ils accepteraient de payer plus plutôt que de manger un produit contenant des OGM. Sur les causes de ce refus, 41 % estiment que l'on manque de recul pour être sûr que ce n'est pas dangereux, 24 % estiment que cela n'est pas naturel, 9 % craignent une conséquence en matière de résistance aux antibiotiques, 5 % ont peur d'attraper une maladie et autant le cancer. (source : Le Progrès, 4 mai 1999)

● **Le gouvernement britannique persiste.** Alors que les distributeurs britanniques refusent maintenant globalement le transgénique, le gouvernement continue à faire la part belle aux pro-OGM. Il vient de mettre en place trois champs d'expérimentation qui seront placés sous surveillance pendant quatre ans. Les opposants soulèvent le risque d'une contamination irréversible des alentours.

(Le Monde, 28 avril 1999)



# Le Commerce équitable

## à la croisée des chemins

**A** la fin des années 60 s'est développé un mouvement, marginal par son nombre, mais qui se révèle puissant par son influence : le commerce équitable. Dans certaines échoppes, une gamme de produits, certes étroite, attire le client mû avant tout par une nouvelle forme de solidarité avec les producteurs du Sud. Ce sont les «Magasins du monde» (1). Le commerce équitable était, pour les précurseurs du mouvement, un outil concret d'information

### Les avis sont divisés sur l'opportunité de mettre des produits issus du commerce équitable dans les grandes surfaces. Où est l'équilibre entre le «politique» et le «commercial» ?

des citoyens sur le commerce mondial et sur ses effets de marginalisation des plus démunis : un symbole d'une meilleure pratique face au commerce dominant. Petit à petit, en offrant un meilleur accès aux produits du sud et un revenu plus élevé à leurs producteurs (en supprimant les intermédiaires, en demandant un prix plus élevé aux consommateurs), le commerce équitable tente de créer une alternative au système commercial dominant.

Au fil des ans, un vaste réseau de citoyens s'est constitué, les critères du commerce équitable ont été affinés et les relations de partenariat entre producteurs et distributeurs renforcées. La mobilisation de citoyens a permis l'émergence d'un important mouvement social visant à promouvoir l'idée d'un commerce plus juste. Aujourd'hui, on compte environ 3000 magasins de commerce équitable dans 18 pays européens, animés par plus de 50 000 bénévoles dont seuls 1500 sont rémunérés (soit 3 % des militants). Le commerce équitable ne se borne pas à un simple rôle commercial. C'est aussi une démarche éducative et politique qui mise sur la volonté de changement du consommateur. Par des campagnes d'information, le mouvement rend les consommateurs attentifs aux conditions de production, sur le commerce international, sur la détérioration du terme de l'échange, etc, et entend également contribuer à l'évolution des mentalités, notamment en ce qui concerne la notion de développement, la nécessité d'une plus grande solidarité, la définition et la mise en œuvre de critères éthiques et le rôle des femmes. Depuis quelques années, diverses campagnes de sensibilisation aux conditions de travail dans les pays du sud ont été menées dans les pays occidentaux.

### De l'aide au «fair trade»

Le commerce équitable cherche à construire des ponts entre les hommes par l'établissement d'un réseau original de relations transnationales. De nombreuses initiatives sont nées afin de combattre la précarité dans le sud, basées sur le concept de l'échange et non pas de l'assistanat. L'amélioration de la situation des pauvres

peut se faire de manière durable par le biais du commerce dit équitable, en offrant aux producteurs marginalisés du sud un accès aux marchés du nord. Des facteurs écono-



miques ou géographiques peuvent expliquer cette marginalisation, ou encore un manque d'expériences et de ressources. Encourager les producteurs à jouer un rôle actif dans le développement de leur communauté et de leur région est l'objectif premier. Les partenaires du sud doivent contribuer à la création d'emplois, ce qui passe souvent par la transformation de la production sur place, assurer un équilibre entre la

production destinée au marché local et celle pour l'exportation, enfin encourager une participation démocratique et promouvoir l'amélioration de la condition de la femme et le respect des droits humains, des cultures indigènes et de l'environnement. L'achat direct aux petits producteurs est généralement organisé sur une base collective, évitant les intermédiaires. Le prix d'achat doit permettre aux producteurs d'atteindre un niveau de vie décent. Les méthodes de production remplissent des critères écologiques et sociaux (salaire décent, encadrement social adéquat, accès à des centres de santé et de formation). Les producteurs peuvent bénéficier d'un préfinancement partiel de la production alimentaire ou artisanale et ainsi éviter de s'endetter auprès d'usagers. Les contrats portent le plus souvent sur le long terme et une aide est possible dans les domaines du développement du produit, du financement, de l'organisation, de la formation et du management. Une information sur le commerce international est dispensée aux producteurs afin de leur apporter une meilleure connaissance des marchés mondiaux des produits concernant.

### L'entrée dans les grandes surfaces

Dans les années 90, les réseaux traditionnels de commerce équitable (Magasins du monde, réseaux de distribution alternatifs) voient leur «monopole» ébranlé par l'apparition d'organisations de commerce équitable spécialisées dans la «labellisation». En Europe, trois labels certifiant les critères de commerce équitable sont répartis sur différents marchés : Max Havelaar, Faire Trade Mark et Transfair. Ces organisations gèrent des registres internationaux de producteurs du sud et des registres d'importateurs agréés du nord, et favorisent leur mise en contact. Elles établissent des critères par produit, que chacun des partenaires s'engage à respecter. En échange du respect du cahier des charges et d'une redevance, les importateurs peuvent apposer sur leurs produits le label «équitable». Cette formule permet au consommateur de trouver ces produits dans ses lieux d'achat habituels. Par l'obtention du label d'une organisation

(1) Ndlr : nom suisse, en France : Artisans du Monde.

de commerce équitable, les distributeurs traditionnels (grandes surfaces alimentaires ou épiceries de quartier) proposent à leurs clients des produits «équitables». Cette (r)évolution a eu une double conséquence : les débouchés pour les produits dits équitables se sont plus largement ouverts et leur accès a été facilité pour les consommateurs. Selon l'EFTA (European Fair Trade Association ou association européenne de commerce équitable), le réseau des Magasins du monde et des organisations de labellisation permet l'importation de produits provenant de 800 groupes de production du sud représentant 800 000 familles. C'est insignifiant dans le commerce mondial, mais pas pour certains produits : cela représente 5 % du café et 10 % des bananes vendus en Suisse. Le taux moyen de croissance du commerce équitable s'élève à 5 %.

## Du politique au commercial ?

Le passage d'un réseau de distribution alternatif à la labellisation de produits vendus en grande surface ne s'est pas fait sans grincement de dents auprès des militants de la première heure. L'élargissement des débouchés pour les producteurs du sud était souhaitable et souhaité, mais cette évolution signifie, du fait, un changement radical de stratégie : il ne s'agit plus de créer des filières alternatives de distribution, mais de s'insérer dans le système traditionnel, si longtemps honni.

Cette intégration a affecté deux éléments essentiels du commerce équitable : l'information auprès des consommateurs s'est amoindrie et le lobbying politique a disparu. D'une démarche globale (commercialisation de produits, information et lobby) voulue et assumée par les fondateurs du commerce équitable, l'introduction des labels a réduit le commerce équitable à une simple dimension commerciale quand il est pratiqué dans les circuits de distribution traditionnels.

Les conséquences de cette évolution sont très profondes pour le mouvement du commerce équitable qui doit également faire face à de nouvelles exigences tant de la part des consommateurs que des partenaires du sud. Si les premiers fréquentent avec assiduité les Magasins du monde, leurs exigences se sont faites plus vives quant à la diversité et à la qualité des produits ; quant aux seconds, ils réclament notamment une meilleure promotion de leurs produits alimentaires ou de leur artisanat. Pour faire face à ces nouveaux défis, le commerce équitable s'est structuré au niveau européen. En 1990, douze importateurs ont créé l'EFTA (mentionnée plus haut), représentant environ 60 % des im-

Artisanat en Inde :  
© Artisans du Monde



portations équitables en Europe ; en juin 1997, les Magasins du Monde se sont regroupés au sein d'un réseau intitulé NEWS (network of European Worldshops) ; enfin, en avril 1997, apparaît FLO international (Fair Trade Labelling organization) qui rassemble les trois organisations de labellisation.

## La recherche d'un nouveau souffle

Cette coordination au niveau européen doit permettre de renforcer l'efficacité commerciale et la capacité de lobbying. Mais toute coordination implique des ajustements des positions de chacun et un apprentissage dans la communication. Le processus est en cours et passe notamment par une redéfinition des critères du commerce équitable. Cet exercice laisse apparaître deux tendances, apparemment contradictoires. La première, que nous appellerons «commerciale», vise à renforcer les aspects commerciaux des Magasins du monde par la mise sur pied d'une stratégie de marketing — définition d'une image de marque forte (nom et logo), professionnalisation des vendeurs, uniformisation des présentations dans les magasins — mais au détriment de la dimension politique forte défendue depuis toujours par le mouvement. Cette ten-

dance est principalement le fait des représentants anglo-saxons et allemands. Une autre partie du mouvement, regroupant notamment les francophones (Suisse romande, France et Wallonie), tout en reconnaissant qu'il faut améliorer l'efficacité commerciale, veut avant tout définir un nouveau projet de société dont le but est la promotion d'une économie solidaire, dans laquelle s'inscrit la démarche du commerce équitable. Cette réflexion s'inscrit dans la perspective d'une économie plurielle, dans laquelle on doit tenir compte non seulement de l'économie marchande, mais également de l'économie non marchande et de l'économie non monétaire.

Ces dissensions sont notamment apparues lors du congrès biennal qui s'est tenu à Rome en mars 1998 et auquel participaient plus de 250 personnes im-

pliquées dans le commerce équitable, tant au nord qu'au sud. Il est intéressant de souligner que les producteurs présents sont également divisés quant aux orientations générales. Les producteurs indiens, par exemple, se sont montrés en faveur d'un renforcement de l'efficacité commerciale, alors que les Sud-américains privilient une approche plus politique dans la définition de nouveaux choix de société.

En près de quarante ans, alors que le l'idée du commerce équitable a fait son chemin — et des émules — le mouvement traditionnel se trouve confronté à la nécessité de trouver un nouveau souffle. D'une démarche essentiellement symbolique à ses débuts, le commerce équitable suscite des attentes importantes auprès des producteurs du sud qui voient en lui une promesse de débouchés plus vastes. D'autre part, à l'heure de la mondialisation de l'économie, un contre-pouvoir fort doit se mettre en place pour faire valoir des droits sociaux, économiques et environnementaux. Les deux approches «commerciale» et «politique» sont donc complémentaires, et non pas contradictoires. Sans rien renier de ses objectifs de départ, le commerce équitable doit aujourd'hui relever de nouveaux défis.

Catherine SHÜMPERLI YOUNOSSIAN ■

Article résumé d'une contribution au livre «Pratiques de la dissidence économique», éd. IUED Genève, juin 1998.

## Annulation de la dette

Lancée en 1996 par des groupes catholiques pour reprendre la tradition de «jubilé» dans l'Eglise qui consiste à effacer les dettes des pauvres lors de dates symboliques, la campagne Jubilé 2000 pour l'abolition de la dette du tiers-monde a été reprise dans une quarantaine de pays par des groupes religieux ou laïques. Ce sont plus de 20 millions de signatures qui ont été collectées depuis et qui seront remises aux représentants des Etats riches lors de la prochaine réunion du G7, à Cologne, en Allemagne, le 19 juin.

## Birmanie dictature totale

Depuis le coup d'Etat de 1992, la Junte au pouvoir ruine le pays et la population voit ses conditions de vie se détériorer d'année en année. Ainsi, le budget consacré à la santé n'atteint plus pour 1998-1999 que 3,1 % contre 41,9 % pour la Défense. (source : Croissance, novembre 1998)

## Institutions financières et démocratie ▼

Les associations Agir Ici, AITEC et CRID organisent d'avril à octobre, une campagne de cartes postales demandant au gouvernement de légiférer sur l'obligation pour les représentants français au sein des institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, BERD...) de soumettre leurs décisions au Parlement. Ceci afin de respecter une démocratie que ces institutions pour le moment ignorent. Soutenue par de très nombreuses associations, cette campagne intervient à un moment où les politiques de ces institutions sont sérieusement critiquées. Les interventions de la Banque Mondiale et du FMI sont en effet responsables dans la plupart des pays du sud, sous prétexte de contrôle de la dette, de démembrer des services publics (santé, éducation...). On peut obtenir des cartes postales (publiées sur papier transparent !) auprès d'Agir Ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 35 07 00. (40 FF les 10 ex port compris)



Michel Camdessus  
directeur du FMI

## Nigéria fonds détournés

Le 10 novembre dernier, la famille du dictateur défunt Sani Abacha a proposé de restituer à l'Etat plus de 4 500 millions de francs. Le gouvernement actuel estime, lui, que le montant à récupérer est au moins 6 fois plus élevé. (source : Courrier international, 19 novembre 1998)

## Guinée élection truquée

Alpha Condé, candidat à la présidentielle contre le président sortant Lansan Conté, a été arrêté peu avant la proclamation des ré-

sultats pour l'empêcher de contester les résultats. Cela n'a pas empêché Jacques Chirac de féliciter son «homologue» guinéen pour sa victoire quelques minutes après la proclamation des résultats.

(source : Billets d'Afrique, mars 1999)

## Aide humanitaire fictive

L'ECHO, office humanitaire de la communauté européenne, a été créé le 1er mars 1992 pour doter l'UE d'un instrument plus spécialisé et plus efficace pour apporter une aide dans les situations d'urgence. ECHO était sous la responsabilité de la commissaire italienne Emma Bonino. Le rapport du comité d'experts indépendants, rendu public le 15 mars dernier, indique que pour «l'aide humanitaire dans l'ex-Yugoslavie et dans la région africaine des Grands Lacs, des contrats ont été conclus avec trois entreprises. Il fut établi par la suite que deux de celles-ci étaient contrôlées, dans le cadre d'un dispositif fiduciaire, par la troisième basée au Luxembourg et qui, en outre, entretenait de longue date, directement ou indirectement, à travers des entreprises associées, des relations avec de nombreux services de la Commission. Il fut établi en 1997-1998 que ces contrats étaient intégralement fictifs, aucune des activités ou achats devant être financés au titre desdits contrats n'existaient réellement. Le montant total qu'ils représentent, à savoir 2,4 millions d'écus, constitue donc une dépense irrégulière». L'enquête a montré que cet argent a servi pour une partie à des dépenses de personnel, mais «l'utilisation finale de 600 000 écus reste un mystère (...) la documentation relative aux quatre contrats douteux était introuvable». On relira pour en savoir plus le dossier de Silence «L'équivoque humanitaire» (n°211).

## Guyane parc national et renforcement de la colonisation ▼

L'antenne locale du ministère de l'environnement, la DIREN-Guyane obéit servilement aux désirs du conseil général et du conseil régional, aux mains du lobby colonial mulâtre. Ces mulâtres, sont les équivalents des «Caldoches» face aux Kanak. Ils sont environ 30 % de la population du département, mais dirigent tout au détriment des Amérindiens.

La DIREN-Guyane, sans consultation ni des naturalistes, ni des ethnologues, essaie d'imposer sa version de parc national (voir Silence de mars 1997). Après deux ans de flottement, un nouveau rapport devrait être rendu public en juin 1999. Il fait suite à une soi-disant «consultation» et une «enquête publique» à laquelle les Amérindiens n'ont pas été invités à s'exprimer, si ce n'est après l'enquête par une annonce dans le quotidien local... qui n'est évidemment pas la par les Indiens.

Ce projet de Parc (programme d'accélération et de renforcement de la colonisation ?) met en réserve seulement 1760 km<sup>2</sup> sur les 88 200 km<sup>2</sup> de cette immense forêt qui couvre actuellement 97 % du département. Au nord, 50 000 km<sup>2</sup> sont offerts au «développement» (c'est-à-dire à l'exploitation forestière et minière). Au sud, 30 000 km<sup>2</sup> sont proposés en «développement durable» (ce qui veut donc dire qu'on prendra un peu plus de temps pour tout détruire). Ce développement «durable» dans le sud permettra de mettre fin à un arrêté préfectoral de 1970 qui interdisait toute pénétration humaine — surtout touristique — afin de «respecter le mode de vie des populations indiennes».

Ainsi, sous le doux nom de «parc de la forêt tropicale guyanaise» et au nom du «développement durable», se prépare la mise en exploitation de cette grande zone non encore livrée à la destruction. Le tout s'accompagne de grands travaux pour «moderniser» les villages amérindiens afin de les aider à se fixer et à vivre «à l'occidentale».

Dominique Voynet va-t-elle inaugurer une nouvelle forme d'ethnocide : l'ethnotourisme ? (correspondance Thierry Sallantin)



## Armée, FN et PS...

On savait déjà que Mitterrand avait écrit à deux reprises à De Virieu, élu PS et animateur de l'ex-émission «L'Heure de Vérité» pour qu'il y fasse passer Le Pen alors que celui-ci ne faisait que 0,5 % des voix... ceci pour semer la zizanie à droite.

Le Réseau Voltaire a révélé récemment d'autres liens troublants entre le PS et le FN. Ainsi, au sein de l'armée, la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD) est un service créé le 20 novembre 1981 peu après l'arrivée du PS au pouvoir. Il est composé d'environ 1600 hommes principalement recrutés dans les officiers et sous-officiers de la marine et est chargé de surveiller les mouvements d'armes et de mercenaires dans le monde. Il est également chargé des habilitations «Défense» des journalistes. Parmi les officiers recrutés à l'époque on retrouve le bras droit de Le Pen, Bruno Gollnich, et Bernard Courcelle qui fut le fondateur de la milice du FN, le DPS, département protection sécurité. Cet ancien officier fut de 1990 à 1993 responsable de la sécurité du musée d'Orsay où il travaillait en compagnie d'Anne Pingeot, la compagne de Mitterrand. Son frère Nicolas Courcelle a créé une société de mercenaires qui recrute dans l'extrême-droite et qui a notamment fourni des hommes à Mobutu en 1996. Tout ceci révèle que le FN s'est bien implanté dans certains milieux de l'armée, et ceci sous le regard bienveillant de l'Elysée mitterrandienne.

(source : Billet d'Afrique, avril 1999)



## Le MEI et les sans-papiers

Après la campagne de presse animée par les Verts sur les «dérives» droitistes supposées d'Antoine Waechter, celui-ci a répondu intelligemment en participant au parrainage d'un des 65 000 sans-papiers déboutés par la circulaire Chevènement. Antoine Waechter a donné une conférence de presse le 5 mai dernier pour apporter son soutien à Nourredine Kourdoughli, 35 ans, d'origine algérienne, menacé d'un avis d'expulsion en date du 12 avril 1999. Ce dernier réside en France depuis de nombreuses années et avait, comme beaucoup d'autres, fait toutes les démarches nécessaires pour régulariser sa situation. Le MEI, mouvement écologiste indépendant, a par ailleurs appelé à la suspension de toutes les reconductions d'Algériens dans un pays en guerre civile.

Pour en savoir plus : MEI, 7, rue du Vertbois, 75003 Paris, tél : 01 40 27 85 36.

## Mouna gueule encore !

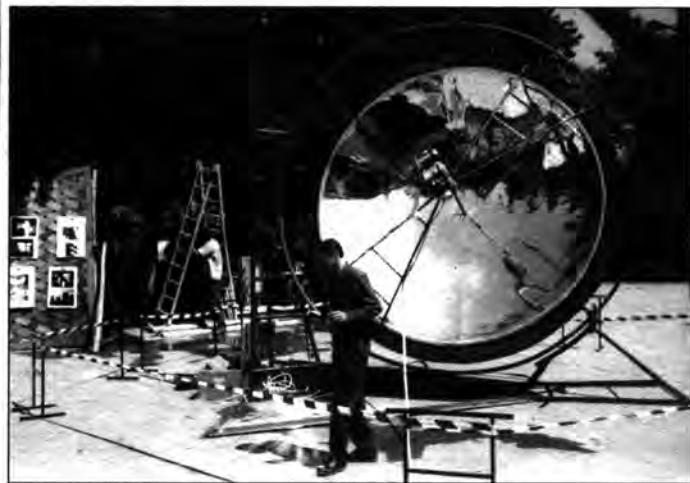
André Dupont était plus connu sous le nom d'Aguigui Mouna. Cycliste infatigable, il n'hésitait pas, depuis des décennies, à traverser la France pour se joindre à toutes les manifestations écologiques et pacifistes. Jour après jour, il lançait de virulents débats dans les rues de Paris et d'Annecy, sa ville d'origine. Chanteur, acteur, animateur, il est mort le 8 mai dernier, à l'âge de 88 ans. Cet amoureux de la vie vient de commencer la plus longue de ses manifestations.



© Pierre Emmanuel Weck

## Ecolo-parade : échec !

Grand coup d'annonces médiatiques, les Verts avaient lancé la première écolo-parade à Paris, le 15 mai dernier. Ce devait être quelque chose entre la fête de l'Huma et la gay pride. Objectif annoncé : plus de 10 000 personnes. Résultat des courses : entre 1200 et 1500 personnes... dont une bonne proportion de militants verts venus du reste de l'Europe. L'idée est bonne, mais les Verts n'ont manifestement pas la capacité à mobiliser leur électoral au-delà d'un simple bulletin de vote.



## Montpellier : l'écologie sociale et la cité

Du 13 au 16 mai, s'est déroulée à Montpellier la rencontre «Ecologie sociale et la cité : Elisée Reclus et Patrick Giddens». Une petite centaine de personnes ont participé aux débats autour de chercheurs et militants anarchistes et écologistes, pratiquement pas de jeunes présents. Ces trois jours ont permis de débattre de l'imaginaire que nous avons concernant la ville et la campagne, ceci à partir d'exemples concrets : écrit d'Elisée Reclus, géographe et anarchiste, description de la ville de Chandigarh, en Inde, par Le Corbusier, rapports de l'école Bonaventure avec la cité, réflexions de John Clark sur «la cité du bon accord» qui en s'appuyant sur la convivialité et l'esprit de partage pourrait constituer un «foyer central de la régénération sociale et écologique». Un professeur a donné les résultats d'une enquête dans son lycée sur «la cité de demain». Des résultats peu encourageants. Michel Rossel et ses amis de l'université d'écologie appliquée ont présenté une voiture qui roule à l'huile de tournesol et peut servir de groupe électrogène, ainsi qu'une chaudière solaire d'un diamètre de trois mètres qui, équipée d'une micro-générateur Sterling, permet de transformer l'énergie solaire en électricité et en chaleur. Il a également présenté les plans d'une maison d'urgence constructible en une journée (pour un coût de 500 F). Une brochure sur ces aspects concrets est disponible contre 100 F auprès de CJL Energie, BP11, 34830 Clapiers. Les interventions du colloque devraient être publiées dans la revue Réfractaires. (correspondance et photos Mimmo Pucciarelli)

# Au-delà du développement



Place des Trois Cultures  
de Tlatelolco (Mexico)

**S**eul un regard archéologique comme celui de Wolfgang Sachs permet de découvrir les ruines laissées par le développement (1), tant dans la perception commune que dans la nature et la culture. N'y a-t-il pas cependant autre chose à voir de l'autre côté, c'est-à-dire au-delà de cette «vision globale» ? Comment est le monde au-delà du développement ?

Ces gens ont résisté pendant des siècles à la colonisation et pendant des décennies aux développements qui envahissaient leurs terres et leurs cultures. Pendant des années, ils ont lutté pour être inclus dans les espaces, pour profiter des occasions ou des services qu'on leur présentait comme un idéal de vie, mais d'où ils étaient continuellement marginalisés. Je veux montrer com-

floteurs d'un filet qui attrape tout ce qui se trouve dans l'espace qui l'entoure et l'empêche de s'ouvrir sur l'océan. C'est au nom du développement que ce filet de concepts a été tendu et que l'on a réussi à faire que les gens adoptent comme leur cette perception occidentale de la réalité qui force à voir les êtres humains à travers des lunettes dessinées pour un regard global et étranger. Peut-on enlever ces lunettes et voir de nouveau avec ses yeux ou utiliser si nécessaire ses propres lunettes ? C'est possible, mais les yeux ne parlent pas. Alors, on reste muet, condamné au silence, ou pire encore, aveugle. Ces lunettes devant les yeux créaient l'illusion de voir la réalité, mais en fait elles détruisaient le langage et le regard. Au-delà du développement ? Je peux porter mon attention au-delà du monde produit par ces mots «plastiques», sortir de leur emprise, et regarder de l'autre côté. J'essaierai ainsi de composer quelques images. *Image*, c'est un beau mot. Il fut un temps où cela signifiait idée, pensée, conception. Aujourd'hui, c'est devenu un *artefact*. Si je

**Gustavo Esteva, économiste et journaliste mexicain, témoigne ici de comment les Mexicains sont confrontés à un développement qui n'est pas le leur. Un récit qui permet de mieux comprendre la révolte des Indiens du Chiapas.**

Je tente ici de raconter les expériences que j'ai pu observer dans les villages paysans et dans les quartiers populaires, en montrant que les habitants qui se mobilisaient avaient été profondément déçus par les promesses des «développementalistes», ces promoteurs du développement à tout prix ; en montrant aussi avec quelle lucidité ces gens ont résisté à la rupture historique qu'on leur imposait, puisent dans leurs traditions, et font appel tout particulièrement à cette tradition qui permet de modifier et d'enrichir la tradition.

ment cette résistance et cette exigence d'incorporation se sont transformées en initiative autonome qui, en laissant en arrière de vieilles illusions, a rendu possible l'exploration de nouveaux territoires. Je devrai pour cela faire un détour ; en effet, le langage conventionnel qui semblerait ici le plus approprié contredit mon propos. Des mots usuels comme «besoins», «technologie», «participation», «ressources» ou «environnement» me sont interdits. Ils sont insérés dans un dispositif qui réduit la vision à ses seules prémisses ; ces mots sont comme les

(1) Nous avons déjà publié plusieurs articles de Wolfgang Sachs : Silence n°222, 224, 225, 231, 233, 236, 243.

forme des images, je me placerai sur les ailes de l'imagination d'autrui. J'espère aussi ne pas tomber de trop haut.

## Deux ruptures

C'est à l'âge de 13 ans que j'ai «attrapé» le sous-développement, comme on attrape un rhume ou la dysenterie. Cela ne ressemble à aucune autre misère du passé. C'est plus profond et complet que n'importe quelle autre condition indigne. Aucun esclave n'a eu à supporter quelque chose de semblable. Comme le sous-développement s'accompagne invariablement de la promesse de développement, on l'assume avec ferveur et enthousiasme comme un véritable gage de libération.

Mon père est mort peu après mes 13 ans. Cette ère n'était pas pour lui et avant de mourir, il était inquiet pour moi à cause de mes doutes. Il me voyait louvoyer dans les traditions divergentes dans lesquelles j'ai grandi et que je voulais perpétuer : d'une part l'ascendance de ma mère zapotèque, qui s'efforçait de la nier, et d'autre part l'ascendance de mon père créole qui l'emplissait de nostalgie. Mon père n'a donc pas pu être témoin du dénouement de ma confusion, puisqu'il était mort quand j'ai accepté l'alternative qu'on m'offrait. Je me suis tout d'un coup senti libéré de toutes les incertitudes culturelles des Zapotèques et des illusions nostalgiques des Créoles pour me submerger ensuite dans une nouvelle promesse. Et c'est plein d'enthousiasme que j'ai fait partie de la première génération d'étudiants en administration d'entreprises et relations humaines. On m'a dit que grâce à ces études, j'aurais le privilège de m'occuper de moi-même tout en obtenant de bons dividendes pour les investisseurs, de bonnes conditions pour les travailleurs, et des services honnêtes pour la communauté. Le rêve était déjà rêvé, le chemin tout tracé. Que faire ? Où aller ? J'avais dorénavant la réponse à ces questions. Jeter un regard en arrière n'avait plus aucun sens.

C'est trente-cinq ans plus tard, en 1985, lors de la conférence de la Société internationale pour le développement qui se tenait à Rome, que j'ai osé suggérer que l'avenir des études sur le développement se trouvait dans l'archéologie. Il me semblait que seul un regard archéologique pouvait rendre compte de manière adéquate des ruines que le développement avait laissées sur son passage et j'avais l'impression que l'ère du développement touchait à sa fin.

Mon histoire commence par ces deux moments de rupture, qui ont donné trois espaces mentaux différents définissant mon expérience : celui des premières années de ma vie, celui que j'ai acquis en attrapant le sous-développement et celui qui émerge aujourd'hui, alors que j'essaie de guérir de cette maladie.

La première rupture est reliée à une date et à un lieu précis : le 20 janvier 1949, à Washington. Ce jour-là, le président Truman a radicalement changé la connotation du mot «développement» en introduisant sa contrepartie : *le sous-développement*. Ce jour-là, les quatre cinquièmes de la population mondiale ont été placés dans les conditions les plus indignes et se sont vus relégués à l'état honteux de «désespérés». Pour eux, le développement a commencé à devenir une contrainte : celle de s'engager dans un chemin que les autres connaissent mieux ; celle d'avancer vers un but que les autres ont déjà atteint, même si ce n'est qu'en partie ; et enfin, celle de s'engager, avec d'énormes handicaps, dans une course où il n'y a qu'une voie, à sens unique.

Le dictionnaire traite aussi de la seconde rupture, celle des années 1980, qu'on a appelée la «décennie perdue pour le développement». C'est à cette époque que la nature du mythe m'est apparue dans toute son évidence. Les majorités sociales pour lesquelles le développement avait toujours représenté une menace ont pu pour la première fois dire à haute voix que le développement produisait en fait le contraire de ce qu'il promettait, et qu'il ne faisait que moderniser la pauvreté. Défiant ouvertement le discours dominant, de nombreux penseurs ont enfin affirmé que le sous-développement n'était pas une condition humaine produite naturellement, mais une création de l'entreprise même du développement à laquelle nous ne pourrions mettre fin qu'en la refusant. L'entreprise elle-même apparaissait enfin dans toute sa nudité : un mythe pervers qui façonne une activité incessante et stérile, capable de détruire sans relâche des cultures ; une expérimentation mondiale qui, selon l'expérience des majorités sociales, a échoué lamentablement.

Il est devenu en effet évident dans les années 1980 que les premiers calculs de

l'époque de Truman n'étaient que des comptes d'apothicaire :

– Dans les années 1950, Leontief faisait le pronostic que des pays comme le Mexique ou le Brésil rejoindraient les pays développés en l'espace de 20 ou 25 ans ; les estimations récentes, chaque fois plus dissimulées, comptent désormais en siècles et elles montrent, par exemple, qu'il faudrait 3000 ans à un pays comme la Mauritanie pour rejoindre les pays développés, au rythme actuel de son développement.

– La promesse la plus importante de Truman était qu'on refermerait la brèche qui sépare les pays développés des pays sous-développés. Mais celle-ci n'a jamais cessé de s'ouvrir et l'on sait d'ores et déjà qu'elle ne se fermera pas, qu'elle ne peut pas se fermer. En 1960, les pays industriels étaient 20 fois plus riches que les pays pauvres ; en 1980, ils l'étaient 42 fois plus. Le fossé se creuse de plus en plus.

Les premières remarques des critiques du développement ont ainsi acquis une totale crédibilité. J'ai découvert un discours énergique fondé sur des recherches fouillées, qui anticipait mes propres découvertes. J'ai écouté des gens lucides énoncer avec rigueur ce que je voulais dire : ils exposaient et analysaient dans le détail ce que je savais déjà.

## Trois espaces mentaux

Il ne m'est pas difficile de parler de la première topologie de mon esprit, celle de mon enfance. Je possédais déjà une tradition et je nourrissais le rêve précoce de la poursuivre et de l'enrichir. J'avais une place dans le monde et des coutumes qui donnaient un sens précis à ma façon de me comporter dans la vie quotidienne ; je savais comment m'adresser aux adultes, comment prier, et je savais quoi faire dans le cas d'une mort ou d'une naissance.

Vendeuse de fleurs  
sur un canal de Xochimilco



Chaque année, je demandais à aller passer les vacances à Oaxaca chez ma grand-mère Dolores, que j'appelais Loló. Sa famille avait un étal au vieux marché de Oaxaca. En jouant avec les autres enfants du marché, je jouissais d'une liberté qu'il m'aurait été impossible d'avoir à Mexico, une ville alors en pleine expansion. Comme j'étais un enfant bien élevé, je n'osais pas demander à ma grand-mère de m'acheter un petit couteau que j'avais vu au marché et que j'admirais jour après jour. Un matin, ma grand-mère me dit : «On va t'acheter ton petit couteau».

sans mon couteau. Tous les matins, au cours de ces vacances, ma grand-mère parlait avec l'homme. Mais je n'ai pas eu mon couteau. Un an après, lors de mes secondes vacances à Oaxaca, ma grand-mère m'a pris par la main, elle m'a emmené au même étal et a dit à l'homme : «Mon petit-fils vient maintenant chercher son couteau». Le marchand l'a pris de la table, ma grand-mère lui a payé le prix qu'elle avait apparemment négocié un an auparavant, et j'ai finalement obtenu mon petit couteau. Je l'ai encore. Il m'est aussi facile de parler de la topologie de mon esprit après avoir attrapé le sous-développement. Tout ressemblait à du *déjà vu* et en même temps, tout semblait nouveau. Mes rêves étaient colorés d'images fantastiques de prospérité, comme celles des films *made in Hollywood* que je voyais alors. Je me rappelle encore très nettement ma fascination pour le premier centre commercial

nu un souvenir folklorique. J'aimais le monde de ma grand-mère et je le respectais, mais je n'en voulais pas pour moi, pour ma descendance ou pour mon pays. Le Mexique et ses habitants avaient désespérément besoin d'être «développés» et je voulais prendre part à cette épopée.

Pour satisfaire ce nouvel élan, je ne pouvais faire appel à mes coutumes, à mes expériences, à mes traditions. Pour m'aider dans cette tâche, j'avais seulement le conseil des experts, la formation professionnelle et les manuels techniques. C'est ainsi que s'est faite mon entrée dans le monde de l'éducation permanente. Tout ce que j'apprenais à l'école ou au travail était rapidement dépassé. Si je voulais rester dans la course, être compétitif et gagner, pour accomplir mon devoir envers moi-même, ma famille et mon pays, je devais tout apprendre, aussi vite que possible. Chaque jour donc, je devais dominer la leçon suivante.

Les dindons de mon enfance, qui passaient avec les muletiers devant la porte de la maison, sont devenus une espèce en voie d'extinction tout comme le cordonnier qui avait l'habitude de s'asseoir sur le seuil de notre porte en s'entretenant avec les enfants et en buvant un verre de citronnade que lui offrait ma mère. Ma ville a été complètement refaçonnée, et c'est plus tard que j'ai découvert pourquoi. En 1937, soit un an après ma naissance, le *Congrès national des architectes* a été organisé. Les architectes adorent faire des projections et ceux du Congrès ne faisaient pas exception. Après de longues études et de longues délibérations, ils ont mis en garde le président Cárdenas : s'il ne s'occupait pas immédiatement de leurs propositions, notre belle ville, déjà saturée par un million d'habitants, deviendrait en 50 ans un véritable monstre urbain... de deux millions d'habitants ! Plus tard, en 1951, soit deux ans seulement après le discours de Truman, le même groupe d'architectes offrit ses conseils au président Alemán, afin d'accélérer la croissance de notre ville, lui expliquant comment ils comptaient gérer une capitale de 5 millions d'habitants qui ferait l'orgueil du pays. Au cours des 50 années de leur projection imaginaire, les développementalistes ont transformé la ville en un monstre repoussant de presque 20 millions d'habitants.

En un demi-siècle, le développement urbain a provoqué une métamorphose grotesque de la définition même de la nature humaine et de la façon d'être au monde. J'hésite à en parler, et quand j'en parle, je ressens un certain malaise. Il m'est difficile de donner une analyse rigoureuse de ce que serait l'au-delà du développement, mais ce qui est clair, c'est le constat des pertes douloureuses que nous avons subies, nous qui avons été exposés à ses conséquences, ce sont les terribles épreuves qu'il a imposées à mes gens, aux personnes que j'aime, c'est la façon dont il



**Cité Universitaire.  
La Bibliothèque, avec ses murs  
en mosaïques, représentant  
diverses phases de l'Histoire  
Mexicaine.**

Elle me prend par la main, m'emmène devant l'étal du couteau, et commence à parler en zapotèque avec le marchand. Et puis nous sommes partis et, bien sûr, je n'ai rien dit. Le lendemain matin, après une autre longue conversation avec cet homme, ma grand-mère lui a dit, cette fois en espagnol : «Mon petit-fils veut son couteau». «Très bien», lui a répondu l'homme, plaçant mon cher petit couteau sur une table, à sa droite. Et nous sommes repartis une fois de plus

installé par Sears Roebuck à quelques rues de chez moi. Pendant plusieurs mois, mes frères, mes amis et moi avons demandé à nos parents de nous y emmener afin de contempler, ébahis, les vitrines et de parcourir avec délices les interminables rayons. Les vieux magasins établis par les Français 100 ans auparavant étaient devenus désuets. Les marchés traditionnels ont commencé à me paraître sales, mal organisés et chaotiques. Le marché de Oaxaca est vite deve-

a transformé un grand nombre d'entre elles en véritables morts vivants.

Selon Arthur Miller, une ère est révolue lorsque les illusions qui la soutenaient se sont effondrées. Pour beaucoup d'entre nous qui avons vécu dans un monde «sous-développé», les illusions du développement sont bel et bien épuisées. Nous ne vivons plus dans cette ère. Il n'existe pas non plus parmi nous de prédéveloppement : aucun espace de notre réalité n'a échappé à l'influence des développementalistes. Où sommes-nous ? Quel espace mental occupons-nous ? Nous n'envisageons aucun retour en arrière ; nous nous éloignons de tout fondamentalisme et notre expérience ne peut s'assimiler à celle des Amish ou de quelque autre groupe renfermé sur lui-même ; nous soutenons même que notre condition pourrait être celle qui commence à caractériser les majorités sociales du monde entier, dans les grandes villes «modernes» comme dans les villages isolés. Où nous situer ? Comment définir l'au-delà du développement ? Qui sommes-nous ? Qui donc forme le « nous » que j'ai par inadvertance commencé à employer dans ce paragraphe ?

## Le monde qui nous entoure

Au Mexique, certaines personnes vivent encore enracinées dans un monde qui ressemble beaucoup à celui de mon enfance, malgré le changement radical qu'a subi le monde qui nous entoure. Je ne les ai pas trouvées dans le vieux marché de Oaxaca dont les étals débordaient sur 20 rues autour d'une vieille et belle construction décrépite ; il y a quelques années, on a restauré le bâtiment central qui n'abrite plus désormais que les commerçants les plus prospères et l'on a envoyé les autres dans une immense «centrale d'approvisionnement» tout en ciment, éclairée au néon, qui n'a plus rien à voir avec les étals des rues de mon enfance. Aucun commerçant ne perdrat son temps avec une grand-mère qui tenterait de transmettre à un petit citadin sa propre tradition. Mais je trouve encore de-ci de-là, dans les villages isolés que je visite, des gens qui s'accrochent à un monde qui leur a échappé des mains, des gens dont le regard nostalgique semble être l'unique témoin du passé. Je découvre souvent avec douleur les victimes de l'épopée du développement : ce sont des paysans qui ont été dépouillés de leurs terres et qui ont traîné leur misère désolee dans un quartier marginal de la ville de Mexico ; ce sont des indigènes pleins de sagesse qui n'osent partager leur savoir ou qui le dévaluent, parlant à voix basse «parce qu'ils n'ont pas été à l'école» ; des femmes qui devaient leur prestige et leur renommée au sein de leur communauté au fait qu'elles aidait les femmes à accoucher, mais qui se heurtent aujourd'hui à l'inter-



Mexico

diction des autorités parce qu'elles n'ont pas de diplômes ; des vieux angoissés par le regard méprisant de leurs enfants universitaires, quand la mère s'assoit devant le foyer, que le père va ensemercer son champ de maïs et que tous deux se rendent à un rituel du village, même si les enfants se sentent aussi frustrés qu'eux en découvrant qu'ils n'ont pas trouvé l'emploi qui semblait leur être destiné ; je rencontre encore des vieillards des villes qui connaissent leur quartier dans ses moindres recoins et qui maintenant ont peur de traverser le boulevard à grande circulation qui l'a littéralement crucifié ; je retrouve les cordonniers de mon enfance qui n'ont plus de clients et qui ne s'assoient plus sur le seuil des portes ou à la cordonnerie du coin qui était autrefois un vrai foyer de convivialité...

Partout je trouve aussi des «morts vivants», des gens qui ne sont ni d'ici ni d'ailleurs, qui n'ont pas eu la chance d'apprendre une tradition parce que depuis leur plus tendre enfance, on les a confinés dans des institutions qui les ont soustraits à leur monde immédiat et où on leur a appris à avoir besoin de certaines conditions auxquelles ils n'ont pas accès. Je rencontre des jeunes couples qui regardent, impuissants, leur fils mourir dans leurs bras : privés du milieu communautaire qui aurait pu les aider à combattre les agressions extérieures ou rendre supportables les souffrances inhérentes à la condition humaine, ils n'ont pas non plus accès aux services médicaux modernes et aux experts dont eux et leurs enfants dépendent dorénavant tant physiquement que spirituellement. Je découvre des personnes qui ont été obligées de déserter l'école à un niveau plus ou moins avancé et qui sont privées des habiletés et du réseau de solidarité du monde qui les a vues naître, mais qui ne peuvent rien faire avec ce qu'elles ont appris à la ville et qui sont frustrées de n'avoir pu arriver au bout de l'entonnoir éducatif. Je rencontre des jeunes de 20 ou 30 ans qui ne savent pas comment remplir le vide quotidien de leur vie, pour qui le monde s'est transformé en un spectacle qu'ils suivent avec fascination, mais sans savoir comment y faire leur entrée. Je bute à chaque pas contre ceux qu'on a brutalement déracinés de leur monde traditionnel, ou qui en ont été privés et qui n'ont aucune place définie dans le monde où ils ont été incorporés, parfois dès leur naissance, dans la position ingrate de ceux-qui-ne-sont-pas-encore-mais-qui-seront.

À côté de tous ces mécontents qui se lamentent parfois sur leur sort ou sur leurs propres limites ou bien se plaignent de leur bouc émissaire favori, je rencontre aussi des gens satisfaits. Il y en a moins, bien sûr ; ce sont ceux qui vivent dans les espaces de l'ultra-modernité et qui exhibent un orgueil nationaliste très particulier, du fait de retrouver, dans la ville de Mexico, dans les nouveaux centres d'achats, dans les quartiers résidentiels ou dans la vie nocturne, les mêmes conditions auxquelles ils se sont habitués pendant leurs études spécialisées à l'étranger. Comme n'importe quel touriste, ils voient d'un œil colérique ou admirent avec un regard folklorique le «sous-développement» ambiant et se sentent étrangers à lui. Quelques-uns se font les promoteurs enthousiastes de leur propre mode de vie et espèrent sincèrement qu'il s'étendra bientôt à tous leurs compatriotes pour qui ils éprouvent un sentiment de compassion quand ils pensent à leur malchance, et qu'ils critiquent sans pitié en les accusant d'être parasseux et vicieux. Quand ils le peuvent, ils encouragent certains de leurs employés visiblement fascinés par ce monde et qui luttent d'arrache-pied pour y trouver leur place. Quelques-uns de ces arrivistes n'ont pas

les moyens de réparer le toit de leur maison ou de remplacer les ressorts de leur vieux sommier. Pourtant, ils n'hésitent pas à s'endetter pour emmener leurs enfants à Disneyland et leur offrir ainsi ce nouveau trait d'appartenance.

Cette galerie de personnages est bien connue et n'importe quel voyageur qui arrive dans un pays «sous-développé» la reconnaîtra sans peine. Mais il n'est pas aussi aisé de parler de ceux qui se trouvent au-delà du développement, de ce «nous» que j'ai timidement employé quelques paragraphes plus haut. Les histoires qui suivent m'aideront peut-être à mieux les caractériser.

## Les cultures du sol

Don Marcos Sandoval ne comprend plus. Il n'arrive pas à répondre de façon satisfaisante à ses enfants. Lorsqu'il leur reproche de ne pas vouloir l'accompagner au champ dont il connaît tous les aspects et qu'il ne peut plus travailler seul, et lorsqu'il pressent que son savoir ancestral risque de se perdre à jamais, ses fils lui répondent que tout est sa faute et lui demandent, imperturbables : «Pourquoi nous avez-vous envoyés à l'école, père ?». Et Don Marcos se demande ce qu'il a fait de mal.

Pendant plusieurs années, il a été un dirigeant important de San Andrés Chicahuaxtla, un petit village qui appartient à la nation triqui. La première chose qu'il a faite en occupant son poste a été de s'entendre avec ses voisins et d'arriver patiemment à une délimitation précise de leurs terres communales. Depuis lors, il dirige la marche annuelle au cours de laquelle les villageois parcourront leurs terres ; ils dansent, ils boivent et ils fêtent avec les voisins la paix qui règne entre eux.

Il a représenté très dignement son village quand un président populaire a souhaité avoir des contacts directs avec les villages indigènes. C'est ainsi qu'il a eu souvent l'occasion de se rendre à la ville de Mexico et d'y prononcer des discours devant de larges auditoires. Sa clarté, sa fermeté et sa dignité lui ont parfois valu la première page des journaux.

Au cours de cette expérience, il a pris connaissance des nouveaux programmes du gouvernement censés apporter aux villages les «bénéfices du développement». Il a consulté ses gens et tous l'ont appuyé pour qu'il mène à terme ses démarches. Après quelques années, San Andrés Chicahuaxtla



Séchage du café



a obtenu l'électricité, l'eau potable, l'école, le centre de santé, un bâtiment municipal flambant neuf. Il se souvient nettement du jour où il a inauguré la route qui arrivait à l'entrée du village.

Ses enfants ont fait toutes les classes de la nouvelle école. Quand ils ont terminé, Don Marcos n'a pas hésité à faire l'effort de les envoyer étudier au niveau supérieur, dans le village le plus proche, celui de Tlaxiaco, ou à Oaxaca et même à la ville de Mexico. Comme tous ceux de sa génération, il a cru qu'ils pourraient enrichir la vie des villageois et créer pour eux une vie meilleure. Les enfants, de leur côté, sont vite tombés dans une grande perplexité. En effet plus le temps passait, plus ils se demandaient comment ils pourraient appliquer l'enseignement qu'ils recevaient et qui avait plutôt tendance à les éloigner du monde d'où ils venaient. Les promesses de confort et de prestige que renfermaient ces enseignements ne ressemblaient pas à la réalité qui se manifestait dans ce milieu. Ils ont observé avec inquiétude les difficultés croissantes de ceux qui avaient terminé leurs études et ils n'ont pas compris pourquoi certains d'entre eux étaient si fiers d'avoir décroché un emploi misérable en ville. De plus en

plus mécontents, deux d'entre eux ont décidé d'abandonner leurs études et de tenter leur chance avec de nouvelles initiatives dans leur communauté ; les trois autres ont pris la décision d'aller jusqu'au bout et de soumettre leurs diplômes à rude épreuve. L'un des diplômés, instituteur, s'est fait nommer dans un village près de Chicahuaxtla, qui appartient aussi à la nation triqui, et il a profité de l'abandon de tout contrôle institutionnel dû à l'éloignement pour apporter des modifications au programme de l'école. Comme dans beaucoup d'écoles indigènes, un seul professeur assurait tous les niveaux. Peu à peu, il a commencé à impliquer les enfants dans divers ateliers improvisés au fur et à mesure, pour leur permettre d'apprendre des métiers et d'acquérir des compétences utiles à leur communauté. Il a acquis quelques machines et au bout d'un certain temps il n'est plus resté du programme initial que l'alphabétisation et le calcul. Quand le ministère de l'Éducation a découvert ce qu'il faisait et qu'il l'a remplacé, tous ses élèves travaillaient déjà grâce à l'apprentissage reçu, et les ateliers commençaient à prospérer. Un autre fils, instituteur lui aussi, a vécu une véritable tragédie quand il a décidé de

revenir vivre dans sa communauté. Sa femme, qu'il avait connue pendant ses études, a refusé de quitter la ville et il a dû se séparer d'elle. Bien que ses enfants passent à San Andrés de longues périodes, il a encore du mal à les éloigner du Nintendo et doit se battre pour qu'ils ne gaspillent pas l'eau. Mais il tient bon. Il a fondé avec un autre de ses frères, Marcos, qui a abandonné ses études, «la maison qui reprend notre chemin», une espèce de centre culturel original. Fausto m'a un jour raconté la naissance de ce projet :

«Une des premières choses que nous avons faites a été d'avoir un entretien avec ceux qui avaient occupé un poste important depuis 1940 en espérant pouvoir concrétiser nos idées sur la base de leurs expériences. Nous leur avons demandé de nous parler des ouvrages et des travaux importants qui avaient été réalisés, des problèmes qu'ils avaient dû affronter et des solutions qu'ils avaient trouvées. Nous avons fait des recherches sur les connaissances agricoles des jeunes garçons qui fréquentaient l'école secondaire et nous les avons comparées aux connaissances de ceux qui n'avaient jamais fréquenté l'école. Il est apparu que les seconds en savaient beaucoup plus que les premiers. Nous avons donc commencé à voir l'éducation sous un autre angle et depuis lors, nous associons de plus en plus l'éducation à ce qu'il nous est possible d'apprendre dans tout ce que nous faisons, sans nécessairement passer par une institution. Nous avons réalisé une série d'émissions de radio au cours desquelles nous avons eu des entrevues avec des musiciens qui interprétaient leurs œuvres et qui parlaient du contexte dans lequel se faisait la musique dans notre culture. De là, l'idée nous est venue de créer un espace musical pour permettre aux jeunes garçons de s'initier à la musique.

J'ai commencé ce projet avec d'autres qui, comme moi, avaient la sensation de ne plus appartenir totalement à la communauté et nous avons conçu l'idée de nous en rapprocher. Au début, c'était le projet de quelques uns seulement, mais on a vite organisé des

activités que toute la communauté a assumées. Une des réussites les plus importantes a sans doute été l'organisation de la fête du carnaval. Initialement, en offrant un prix symbolique pour le meilleur groupe, nous invitons les gens à participer à la représentation théâtrale traditionnelle de nos fêtes, en respectant chacune de ses règles, dont quelques-unes étaient en voie d'extinction. Aujourd'hui, on a recréé la fête et il est impressionnant de voir les habitants du village participer à nouveau aux activités de ce qui fut, et de ce qui continue d'être, la tradition.

Il serait faux de dire que ce projet a été l'expression de la communauté entière, parce que la communauté est un tout qui ne fonctionne pas à partir de petits groupes spécialisés ; s'il est vrai que nous avons pu réaliser des activités qui ont servi à toute la communauté, il est également vrai qu'à d'autres, elle n'a pas participé. Par exemple, nous avons fait des vidéos sur plusieurs traditions de la communauté, comme celle du parcours des limites. Au début, les gens n'aimaient pas que nous fassions ces enregistrements. Puis, ils ont commencé à aimer les vidéos et en ont reconnu l'utilité. Nous avons aussi obtenu des soutiens pour les mayordomias<sup>(2)</sup> ; nous avons fait du compostage, pour offrir une solution de recharge à l'utilisation exagérée des fertili-

sants chimiques ; nous avons construit des installations sanitaires sèches et bien d'autres choses, mais il est évident qu'il reste encore beaucoup à faire. Notre projet était un grand rêve et ce dont nous avions besoin pour le réaliser était supérieur à nos forces. Mais nous ne renonçons pas et nous le laissons grandir comme un être vivant. C'est un projet qui fait partie de notre vie. Car nous, habitants de Chicahuaxtla, nous vivons avec dignité et nous sommes nos propres maîtres. Chacun a sa terre et a accès à tout ce qui existe dans la communauté. Après être parti de mon village pendant plusieurs années, j'ai choisi d'y revenir car c'est mon foyer, c'est ici qu'est ma famille, c'est ici que sont mes racines et ici j'ai tout».

Il y a peu de temps, Fausto s'est lancé dans une nouvelle aventure. Il a profité d'une «secousse» bureaucratique innovatrice pour participer à l'élaboration de manuels scolaires en langues indigènes et d'un programme adapté aux contextes régionaux. L'expérience qui s'amorce donne déjà des résultats étonnantes. Auparavant, quand les

(2) Les Mayordomias sont la forme moderne d'un genre de gouvernement ancestral. Il s'agit d'une responsabilité que confère la communauté à des individus qui se sont distingués par leur savoir et leur intégrité.



▲ Embarcations typiques sur un canal de Xochimilco : culture ou tourisme ?

◀ Billet de banque à l'effigie d'Emilio Zapata.



enfants revenaient chez eux faire leurs devoirs, les parents se sentaient impuissants et mal à l'aise : comment les aider à vérifier la hauteur des monts Himalaya s'ils ne saisaient même pas qu'ils existaient ? Maintenant, la nouvelle classe de géographie parle surtout des alentours de Chicahuaxtla. Les parents ont déjà découvert qu'ils en savent beaucoup plus que le professeur qui enseigne à leurs enfants. En même temps qu'ils retrouvent une sensation de dignité et d'importance en valorisant leurs propres connaissances — maintenant écrites dans des livres et ce, pour la première fois — , ils commencent à se poser de nouvelles questions sur la fonction de l'école. Quand ils emmènent leurs enfants dans les champs pour qu'ils les aident à la culture, ils partagent avec eux ce qu'ils savent en travaillant et ne craignent plus, comme avant, que le professeur leur reproche d'éloigner leurs enfants de leurs études ; les évaluations scolaires tiennent compte aujourd'hui des progrès que font les enfants pendant cet apprentissage.

Marcos, qui a lancé ce projet avec Fausto, a lentement grimpé dans la hiérarchie des *cargos* du village. Il y a deux ans, il a prononcé le discours principal devant le roi et la reine d'Espagne, à l'occasion de leur visite à Oaxaca. Plein de respect et d'hospitalité, il leur a souhaité la bienvenue en ces terres anciennes « où des peuples divers, chacun avec son propre mode de vie, conservent, résistent et vivent en harmonie ».

Et il a ajouté :

« Nous profitons de cette occasion pour dire au monde occidental que notre mode de vie a toujours été essentiellement communautaire, solidaire, empreint d'un profond respect pour la terre, notre mère qui nous abrite et nous nourrit ; c'est pourquoi notre cœur s'indigne quand nous voyons que la terre est maltraitée, détruite par l'ambition et l'avareur ; quand son accès est nié à ses propriétaires ancestraux ; quand son équilibre naturel est rompu par l'usage de tant de produits industrialisés.

Du point de vue occidental, on nous a beaucoup étudiés, mais peu nous ont compris ; l'Occident continue à nous imposer sa forme de développement, sa civilisation, sa façon de voir le monde et son style de rapports avec la nature, niant toutes les connaissances que nos différents peuples ont produites. Nous avons domestiqué le maïs, cet aliment sacré auquel nous devons

la vie, et nous continuons à l'améliorer. Malgré cela, dans la vie de tous les jours, quand un agronome arrive dans nos villages, il nous dit que le maïs déjà enregistré et produit dans son centre de recherche est meilleur. Si nous construisons une maison selon nos connaissances et avec nos propres matériaux, un architecte arrive et nous dit que pour vivre dignement, il faut avoir une maison faite de matériaux industrialisés. Si nous invoquons nos dieux anciens, les religieux arrivent pour nous dire que notre foi n'est que supercherie. Nous pourrions citer encore bien des exemples. Nous voulons donc manifester à la civilisation de destruction que nous lui offrirons la nôtre, basée sur la vie communautaire ; nous demandons seulement qu'on apprenne à nous regarder ». Aucun médecin n'est jamais venu au centre de santé que Don Marcos a obtenu. Pendant un certain temps, l'édifice neuf est resté hors de service. Mais un jour, des amis citadins des Sandoval, en visite à Chicahuaxtla, ont semblé regretter le confort auquel ils étaient habitués et qui n'était présent dans aucune des maisons où ils pouvaient être logés. On a donc décidé de les accueillir au centre de santé qui sert désormais de maison d'amis.

Quand Zacarías Sandoval a terminé ses études de médecine, il est allé faire son service civil dans ce centre abandonné. Il a laissé intactes quelques pièces, qui ont continué à accueillir les amis, convaincu que ses patients seraient mieux soignés chez eux. Il a modifié peu à peu la disposition de la salle d'opération. Il a fait les aménagements nécessaires pour permettre aux femmes d'accoucher dans la position traditionnelle accroupie, bien que cela représente pour lui un certain inconfort. Plus tard, il s'est rendu compte que les femmes se sentaient plus à l'aise si, pendant le travail, leurs amies ou leurs parents les accompa-

gnaien et il a commencé à les inviter. Finalement, il a découvert que certaines d'entre elles étaient particulièrement expertes pour aider les autres lors des accouchements et a décidé de leur confier cette tâche en les prévenant qu'il serait là, à portée de voix, si ses services s'avéraient nécessaires. Il y a longtemps qu'il ne s'occupait plus d'aucun accouchement, mais il est reconnu dans la région pour sa compétence. Ni les Sandoval ni moi n'aimons parler d'Otilia, une femme merveilleuse qui a aussi abandonné ses études pour s'occuper de différentes activités au village. Elle avait beaucoup de succès avec son atelier de tissage quand, après avoir beaucoup hésité, elle a pris la décision de suivre son mari à Mexico où il travaille comme veilleur de nuit ; bien qu'il ne soit pas satisfait de cet emploi, il croit que c'est la seule façon de permettre à ses enfants d'avoir accès à une bonne éducation.

Un jour, alors que Marcos m'expliquait sa frustration devant l'impossibilité de convaincre son beau-frère de rentrer au village ou de laisser Otilia y rester, il me révéla sa perplexité devant la fascination qu'exerce encore ce qu'on appelle la modernité sur bon nombre de gens de sa région. L'heure du déjeuner est arrivée. Nous sommes alors entrés dans le chaud domaine de Doña Refugio que nous avons trouvée assise par terre, au centre de la pièce, face au foyer allumé. Nous nous sommes installés sur des petits bancs presque au ras du sol et avons discuté avec elle et ses enfants pendant plus de deux heures. Elle a servi à chacun une délicieuse soupe de fleurs de courges, un des aliments traditionnels. Ensuite, d'autres produits du champ sont arrivés pendant que nous continuions à discuter et que nous passions en revue les raisons qu'elle avait de rester au village sans changer ses coutumes. La plupart du temps, on



n'arrivait pas à la faire aller plus loin que le village de Tlaxiaco, situé à 35 kilomètres, ou à Oaxaca quand elle se décidait à accompagner son mari pour ses affaires, comme elle l'avait fait des années auparavant et qu'elle voyageait avec lui jusqu'à Mexico. Ses enfants lui avaient offert une cuisinière à gaz et d'autres appareils modernes, mais elle les avait refusés. Elle a même refusé qu'on lui construise une cuisinière Lorena, en argile, pour remplacer le foyer. Et je me demandais quelles étaient les raisons de ses refus, quand Doña Refugio nous a offert une réponse tout à fait frappante.

Doña Refugio nous a fait comprendre à quel point son monde est enraciné dans la culture. Les raisons qu'elle invoquait pour refuser les appareils qu'on lui offrait n'avaient pas l'air très logique. Elle a dit, par exemple, que les cuisinières Lorena sont mauvaises pour le dos, parce qu'elles obligent à être debout pour cuisiner. Je ne sais pas si elle a raison, car certaines femmes choisissent ces cuisinières justement pour être debout. Mais en regardant Doña Refugio dans son espace, j'ai commencé à deviner les raisons profondes de son désir de rester au village.

Ce feu est le centre de la pièce la plus chaude de la maison. Et Doña Refugio est là tous les jours, au centre, entourée de toute sa famille, parlant avec ses enfants ou son mari, discutant de ses difficultés personnelles ou des affaires de la communauté. Ce feu et Doña Refugio sont le centre de la conversation et en fait, le centre même de la vie familiale, et la vie familiale, c'est le centre de la communauté. La vie de la communauté s'organise véritablement autour de ces feux, au centre des cuisines, à la source des repas. L'essence même des champs de maïs est ici, pas dans le maïs qui pousse dans les champs, qui, aux yeux des experts et des agronomes, est l'unique élément à considérer. L'essentiel, c'est ici, autour du feu communal, au cœur de la famille.

En évoquant les raisons de Doña Refugio quand je me suis penché sur sa vie, j'ai commencé à jouir de nouveau de chacune des minutes de mon séjour à San Andrés et en même temps, j'ai ressenti un malaise. Est-ce que je devais raconter cette histoire ? Étant donné que j'ai cette expérience à fleur de peau, il m'a été facile de partager avec les autres la joie et la sagesse que j'ai trouvées là ; les talents surprenants que j'ai découverts chez eux ; la sagesse avec laquelle ces Triquis ont su relever le défi de la modernité, pour la laisser peu à peu derrière eux. Je pourrais passer des heures à raconter ici des histoires de San Andrés, mais ce fai-



per aux critiques croissantes du développement avec des formules cosmétiques pour maintenir son attrait, ne semblent trouver dans ces peuples une inspiration significative pour eux-mêmes, pour ceux qui ont déjà adopté le mode de vie moderne. Étant donné que tel est l'esprit qui prévaut, mes histoires sont redondantes et je cours le risque de passer pour un prophète rêveur et romantique qui milite en faveur d'une marche arrière dans l'Histoire. Bref, ce qu'on arrive à reconnaître comme bon dans les sociétés traditionnelles ne semble guère attirer l'homme moderne.

Malgré mes doutes, j'ai décidé de raconter cette histoire parce que s'il s'agit, comme je pense que c'est le cas, de récupérer la terre sous nos pieds, il faut que je commence par les cultures de la terre et par les expériences porteuses d'une certaine régénération post-moderne de la tradition. Je n'ai jamais vu de nostalgie dans le regard de Doña Refugio, bien qu'il lui arrive de l'apercevoir dans le regard de son mari. À un moment de sa vie, elle a ressenti le besoin de s'arrêter et de redresser le cap. C'est aussi ce qu'a fait chacun de ses enfants. Ils ont réussi à s'approcher de la terre promise, ils

ont pressenti ce que la modernité signifierait pour leur vie et ils ont décidé d'y mettre des limites. Doña Refugio peut, quand elle le désire, aller s'asseoir pour regarder la vidéo que ses enfants ont filmé et ces derniers peuvent utiliser les nouveautés électroniques sans inhibition. Ils ne vivent pas en marge de la «modernité», mais apprennent à en fixer les limites. Ainsi, les vidéos ne sont pas orientés vers un but didactique ou de diffusion. Ceux qui les réalisent apprécient l'activité créatrice qui est en jeu et plus encore, ils jouissent des conversations qui suivent la projection de ces vidéos devant les gens de la région ; ce sont de bons prétextes pour stimuler la réflexion en groupe. À un moment de leur histoire, les Sandoval ont réussi à convertir l'élan revendicatif de Don Marcos, qui souhaitait que son peuple ait accès à «tous les bénéfices du développement», en une capacité critique pas toujours bien articulée qui reconnaît dans les «carences matérielles» du peuple un privilège qui mérite d'être conservé.

Ceci amène soit à intégrer avec une grande prudence les innovations, afin de prévenir leurs effets négatifs, soit à les garder à une échelle que les gens peuvent eux-mêmes contrôler. Devant une cuisinière, moderne

ou non, installée dans une cuisine, Doña Refugio se convertirait en servante de sa famille. Là, devant le foyer, assise par terre, dans une position continuellement dénoncée par de nombreuses féministes, Doña Refugio préside à la vie de sa famille et à celle de la communauté ; elle prend place

En évoquant ici les excellentes sauterelles de San Andrés, je ne veux pas les comparer à un bifteck américain ou à de la charcuterie allemande, en les réduisant, comme notre expert, à leur teneur en protéines. Je n'oublierai jamais comme nous avons ri quand un homme du désert de Sonora est arrivé à Chicahuaxtla, après une longue marche ; les gens lui ont offert une soupe au poulet qui nous avait paru, peu de temps avant, trop épaisse. «Ouf», a-t-il dit, «elle est très liquide». Cette réaction rappelle celle des Mexicains prévoyants qui ne voyagent jamais sans un sac de piments dans leur valise. Les deux correspondent à des habi-

empêche de se rendre compte du manque de vraie *comida* (3). Comment retrouver la perception que la *comida* ne peut pas être remplacée et qu'il n'est pas possible de reproduire ou d'imiter le foyer de Doña Refugio ? Les aliments peuvent voyager des milliers de kilomètres, mais la *comida* ne peut sortir du lieu de son origine. Le contexte qui donne une signification à la *comida* ne peut se définir par la couleur locale du restaurant, la qualité de l'aliment ou le génie du chef. Le contexte est nécessairement social car c'est tout un monde humain qui se retrouve dans l'âme et le cœur de la *comida*. Il y a 50 ans, Orwell faisait la prédiction suivante : «à long terme, nous pourrions découvrir que les aliments en conserve sont une arme plus meurtrière que la mitraillette». Je me demande depuis quelques années comment montrer la spoliation et la privation qui se cachent sous le «luxe» de manger des fraises mexicaines ou des ananas africains pendant l'hiver européen, ou des oranges «fraîches» toute l'année à Mexico. Je me demande comment on pourrait prendre conscience de ce qui est ainsi perdu et voir que ce choix varié et constant n'est en réalité qu'une homogénéisation castrante qui n'a rien à voir avec la véritable diversité permettant de manger au rythme des saisons et en accord avec l'entourage. Je n'ai encore aucune solution, bien que je soupçonne les Sandoval de l'avoir trouvée, même s'ils n'ont pu la partager avec moi lors de mes visites à Chicahuaxtla ou avec le vieux Don Marcos.



quotidiennement au centre de la maison et elle ne peut réprimer un immense sourire de satisfaction en voyant ses enfants et les amis de ses enfants finir leur repas en se léchant les babines et discuter pendant des heures. Quand j'y suis allé, elle n'a pas seulement suivi avec attention la conversation ; elle a donné son point de vue chaque fois qu'elle a estimé devoir le faire. La magie de son foyer déploie devant elle un monde qui change jour après jour, mais elle continue d'avoir les pieds sur terre.

Les Triquis de San Andrés ont beaucoup d'histoires et aiment bien les raconter. Une fois, lors d'un repas chez Doña Refugio, on m'a raconté l'histoire des sauterelles. Il y a longtemps, une invasion d'énormes sauterelles a dévasté une grande partie de Oaxaca et a atteint Chicahuaxtla. Et elle s'est terminée là. Les gens du village sont très friands de sauterelles et ils les apprêtent de plusieurs façons. Les enfants sont particulièrement adroits pour les attraper avec leur chapeau. Un expert accepterait avec condescendance le fait que les sauterelles sont très riches en protéines ; mais elles sont aussi délicieuses. Quand ce fléau a frappé San Andrés, les Triquis ont mangé toutes les sauterelles. Aujourd'hui, ils ont une prière spéciale pour que les dieux ne les privent pas de sauterelles.

tudes alimentaires différentes, culturellement enracinées à des sols et à des lieux spécifiques. De tels comportements contrastent réellement avec celui de nombreux Américains qui éprouvent le besoin d'aller dans un MacDonald's à Moscou, Pékin ou Mexico. Ils ingurgitent des aliments qu'ils connaissent, que leur palais reconnaît, et sont très heureux de pouvoir le faire n'importe où dans le monde. Il leur arrive la même chose quand ils vont dans des restaurants «ethniques» dans leur propre pays, cherchant la cuisine chinoise, thaïlandaise ou mexicaine qu'ils refuseraient, avec raison, s'ils étaient en visite dans ces pays. La diversité «ethnique» de ces restaurants leur cache le fait qu'ils y mangent le même type d'aliments industriels, standardisés, congelés et fabriqués chimiquement. En fait, ils mangent des kilomètres : deux mille environ entre le lieu de production et la table de chaque Américain ; une chercheuse allemande a récemment calculé qu'il y a 15 000 kilomètres dans un pot de yaourt, si l'on compte tous les parcours effectués par ses composants en incluant l'emballage. Le nom, le menu du restaurant ou la nationalité du chef ne changent en rien ce fait. L'illusion d'abondance et de diversité que produisent les aliments développés par les experts et distribués par les multinationales

## Le sol des cultures

Il y a quelques mois de cela, Fernando Díaz Enciso m'a invité à l'inauguration de son centre culturel et m'a demandé de lui dire ce que je pensais du livre qu'il venait de publier, intitulé *Mille histoires de Santo Domingo de los Reyes*. C'est lui qui a réuni ces histoires. Les habitants de Santo Domingo, un quartier marginal du Sud de Mexico situé à proximité de la très moderne cité universitaire, y racontent l'épopée des origines de leur quartier, la lutte qu'ils durant mener pour la terre — contre les roches et les autorités —, les défis sociaux et les problèmes reliés à ces nouveaux espaces communautaires.

Fernando devait également annoncer pendant la cérémonie l'ouverture d'un parc écologique qui n'était en fait que leur propre quartier, auquel on a ajouté certaines attractions «touristiques». Les gens du Centre comptaient ainsi profiter de l'intérêt

(3) *Comida* est un mot mexicain qui embrasse toutes les activités liées à l'acte de manger : la culture, la récolte, la préparation, le repas et même les activités après le repas.

croissant des habitants de Mexico pour leur milieu, en attirant grâce aux espaces verts un tourisme de fin de semaine, c'est-à-dire tous ceux qui ne pouvaient s'échapper vers Cuernavaca ou d'autres villes proches et qui cherchaient un endroit où leurs enfants pourraient courir, respirer du bon air et s'amuser. Ces nouveaux loisirs engendraient un revenu et le «parc écologique» permettrait d'arracher aux autorités un revenu additionnel destiné à l'amélioration des lieux. Enfin, plus que sur un revenu, on comptait créer des interactions entre les gens qui parleraient de ce qu'ils avaient fait et apprendraient comment on peut prendre des initiatives créatrices dans le monde urbain où ils vivaient tous.

Il y a un quart de siècle, Fernando a été, avec d'autres, un des principaux dirigeants d'une des plus grandes invasions urbaines qu'ait connues l'Amérique latine. En une seule nuit, 25 000 personnes ont envahi quelques hectares au sud de la ville, bientôt suivies de milliers d'autres. Il aurait été difficile de trouver un endroit plus hostile : le sol composé de roches volcaniques résistait à tous les efforts et les cactus mêmes n'y poussaient pas. Les seuls habitants de ce sol désertique étaient les scorpions, les araignées et les serpents. Malgré cela, la décision d'envahir ces terres a été sage, car elle a obligé les autorités à accepter un compromis. Qui voudrait se battre en effet pour ce territoire misérable ? Qui déciderait de jeter à la rue une population qui atteignait déjà la taille d'une ville moyenne ?

Ce n'était là que le début d'une invasion qui s'est poursuivie pour atteindre aujourd'hui un demi-million d'habitants qui ont tout fait eux-mêmes, y compris construire des maisons, des magasins, créer des rues, des espaces communs, ainsi que leur propre système de collecte des déchets. Ce sont surtout les femmes qui ont travaillé. «Depuis que nous avons commencé à construire notre quartier, m'a dit Doña Chonita, les femmes ont toujours travaillé davantage, car nous passons la plupart de notre temps à la maison. Si un toit tombe, on le relève ; s'il y a un trou à boucher, c'est nous qui nous en occupons, en plus des travaux ménagers, du mari et des enfants». Elle arrête un moment de laver la botte de radis qu'elle vient de cueillir et la place près de la cuvette de métal où avec d'autres femmes, des jeunes gens et des vieillards, elle veille au nettoyage de centaines de kilos de radis et de romarin «que nous avons arrachés à la terre». Son sourire laisse voir un signe de fatigue. «Les maris partent travailler et nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour résoudre les problèmes qui ne manquent pas de survenir ; l'huile de coude et la volonté, voilà ce qu'il nous faut pour faire la même chose que les hommes». Telle est la situation depuis le début. C'est sur le dos des femmes que retombent la construction

du quartier, la garde et l'éducation des enfants et l'économie familiale, sans compter les menaces constantes d'expulsion auxquelles elles doivent faire face. Les femmes s'occupent aussi de faire les démarches pour les permis des commerçants, organisent les soins de santé et assurent l'hygiène des lieux. Elles veillent enfin à l'avenir de leurs enfants qu'elles souhaitent voir «aller plus loin que nous».

C'est aussi l'affaire des enfants. On les voit avec le romarin fraîchement cueilli. Les dimanches sont «comme un jour de pique-nique», dit Jorgito, «comme une récréation, mais une grande, grande récréation». «Tout cela est pour eux, dit sa maman, et c'est la terre qui nous le donne. Elle est bonne comme elle seule peut l'être quand on la travaille. C'est pour cela qu'ici personne n'est pauvre. On travaille dur, bien sûr, car ça ne se fait pas tout seul».

Chacun d'entre eux, quel que soit son âge, a suivi pas à pas le processus complexe de lutte et d'organisation qui mène à l'autonomie. «Auparavant, nous attendions que les autorités nous disent ce qu'elles allaient faire de nous», dit Don Antonio, «mais on ne peut pas compter sur elles, elles nous promettent de l'eau et arrivent avec du sel».

Il y a aussi les jeunes qui ont tourné le dos à la drogue et à la violence. Fernando se rappelle bien comment ils ont cessé de former une bande et il sourit quand lui vient à l'esprit cette histoire : «Nous étions obligés de vivre avec les jeunes 24 heures sur 24. Ils nous suivaient pas à pas pendant que nous construisions notre quartier et ils n'arrêtaient pas de poser des questions, ils voulaient vraiment tout savoir. Mario, un des chefs de bande m'a dit : «Je n'ai pas besoin de plusieurs livres. Un seul suffira, à condition qu'il contienne tout, tout, tout !»».

Aujourd'hui, les jeunes disposent de plu-

sieurs ateliers. Huit d'entre eux s'initient à l'orfèvrerie. Ils apprennent à travailler le cuivre dans le Michoacán et, à leur retour, ils pourront organiser un atelier ici.

Le centre culturel de Santo Domingo de los Reyes est un bâtiment très particulier dont l'entrée est surprenante : la façade ressemble au portique d'une cathédrale, avec son arc de 15 mètres de hauteur, sauf que derrière cet arc, il n'y a pas d'église, mais des emplacements destinés respectivement aux enfants et aux adolescents, où l'on retrouve des ateliers, une bibliothèque et un centre de documentation. Au fond, il y a une grande fresque de Daniel Manrique, le peintre qui, dans la ville, se spécialise dans les scènes de quartier ; cette fresque est le centre d'intérêt d'un emplacement réservé aux fêtes et aux assemblées, de même qu'au théâtre et à beaucoup d'autres activités.

Le jour de l'inauguration, je suis resté bouche bée. Pendant des années, Fernando m'avait décris son rêve et nous en avions souvent discuté. «Nous avons besoin de culture dans les maisons, pas de maisons de la culture», lui disais-je. «Qu'est-ce que c'est que cette folie d'avoir un centre ? Tu invites les développementalistes du secteur public et privé qui veulent créer des «centres» partout. Pense aux efforts que ce projet va demander à la population, au temps et à l'énergie qu'ils pourraient employer à autre chose...».

C'est sans doute en se rappelant nos conversations que Fernando a choisi de ne rien me dire quand les travaux de construction ont commencé. Il a négocié avec les autorités qui ont accepté de l'aider sans interférer avec le projet, en respectant son autonomie. Aujourd'hui, son rêve est devenu réalité. Je m'étais donc trompé. Dans chaque pièce, les gens ont créé leur propre espace, leurs points de référence, leurs motifs et leur rai-



son d'être là. C'était beau de voir ce que ces jeunes faisaient ; de voir les femmes, chaque soir, venir discuter, danser, apprendre un nouveau métier ou enseigner, lire à la bibliothèque ou commenter un nouveau rêve...

Je m'étais trompé. Le fait de vivre dans leurs conditions peut rendre nécessaire une espèce de centre culturel. Ce Centre montre, comme tout le quartier d'ailleurs, qu'ils vivent au centre du monde et du cosmos, qu'ils en ont conscience, qu'ils en sont fiers et qu'ils acceptent la responsabilité de le maintenir en vie.

J'ai été impressionné par la diversité des invités. Avec les gens venus pour la plupart des autres quartiers avec lesquels ils entretiennent d'étroites relations, il y avait là une collection de personnages : des techniciens d'une institution publique, des bénévoles qui travaillent pour des organismes non gouvernementaux, des professeurs universitaires, un fonctionnaire arborant cravate et téléphone cellulaire venu voir ses amis — qu'il a aidé hors du programme. Il y avait là tout un monde de « contacts » et de participants, tout un réseau de solidarité qui constitue le tissu social qui est le soutien de la ville.

La soirée tirait à sa fin quand Fernando a allumé une cigarette qu'il a commencé à fumer lentement.

« Finalement, a-t-il dit dans un murmure, notre culture, c'est ça, elle est dans la façon dont nous avons construit les rues, les chemins, les maisons du quartier, la façon de nous organiser, les raisons d'être ici, dans cet endroit si hostile, nos traditions et notre forme de pensée, de voir les choses, la réalité que nous vivons... C'est notre quotidien qui fait notre culture. Je crois que nous en sommes tous fiers, car personne ne nous l'a imposée, nous avons nous-mêmes formé cette culture et nous voulons l'enrichir et grandir avec elle ».

## Basta !

*Basta ! Ça suffit !*, ont-ils dit le premier janvier 1994 à 1 h 45, 100 minutes après l'entrée en vigueur de l'*Accord de libre échange nord-américain* (ALÉNA) alors que le Mexique était, selon son Président, sur le point d'entrer dans le Premier Monde. Ils ont occupé quatre des principales localités

du Chiapas, une province mexicaine voisine du Guatemala. Lors d'une opération étonnamment bien organisée, des centaines et des milliers d'Indiens armés de machettes, de bâtons et de quelques armes modernes ont déclaré la guerre au gouvernement mexicain. Quelques-uns d'entre eux et une vingtaine de policiers sont morts lors des premières escarmouches.

Pendant le calme tendu qui a suivi, ils ont témoigné un profond respect pour les habitants et pour les propriétés, celles du gouvernement exceptées, et ils ont lancé leur premier manifeste, révélant avec fierté qu'ils étaient des Indiens issus de différents peuples et qu'ils formaient l'Armée zapatiste de libération nationale. En se rebellant contre le Président et contre l'armée nationale, c'est à 500 ans d'oppression et à 40 ans de développement qu'ils disaient NON. Leur emblème : la dignité. Leurs mots

nique, qui s'oppose à l'ALÉNA ? Un soulèvement d'Indiens analphabètes qui parlent de capital transnational et qui réussit à créer un réseau électronique de soutien à sa lutte ? En l'espace de quelques semaines, le pays s'est transformé. Personne n'a su expliquer clairement comment un mouvement petit et localisé comme celui-ci avait pu avoir des répercussions aussi gigantesques. Mais mon propos n'est pas d'examiner les faits et encore moins les perspectives complexes qui s'offrent au pays. Disons simplement que cette rébellion paysanne et indigène est aussi une coalition contemporaine de mécontents qui a activé beaucoup d'autres rebelles dans le pays et qui continue à avoir de l'importance, suscitant autant d'incertitudes que d'espoirs.

Aucun geste, aucune déclaration zapatiste n'a eu l'impact de leur proclamation initiale : *Basta !* En définissant leur position en

ces termes, les zapatistes ont fait resurgir une attitude latente chez

des millions de Mexicains. Ce que beaucoup pensaient tout bas et ressentaient sans oser le dire à haute voix ou sans savoir comment le traduire en une action précise a trouvé une expression immédiate et efficace dans ce seul mot : *Basta !* Et il n'est pas exagéré de dire que ce constat et ce mot d'ordre se sont répandus comme une traînée de poudre. Les gens le répètent partout, autant pour soutenir des positions politiques divergeantes que pour s'en prendre aux mille incidents qui rendent leur quotidien de plus en plus insupportable. Les millions d'usagers qui en ont assez de l'inefficacité, de la corruption et de l'arbitraire qui sévissent, autant dans les monopoles privés que dans les institutions publiques disent *Basta !*

Les gens qui en ont assez de se heurter à ceux qui s'enrichissent

dans ces établissements en les utilisant comme leur patrimoine personnel disent *Basta !* Ceux qui constatent l'absurdité des problèmes accumulés qui semblent conduire tout le monde à une catastrophe écologique et sociale disent *Basta !* Ceux qui sont quotidiennement pillés par des délinquants professionnels qui n'ont pas d'autre manière de vivre, et par des gens qui exercent ce même métier depuis des positions de pouvoir public ou privé en marge des normes établies disent *Basta !* Ceux qui observent, découragés, l'illégalité et l'arbitraire d'un système politique qui ne paraît avoir d'autre but que de se reproduire lui-même disent *Basta !* *Basta !* est désormais inscrit dans le langage de tous les jours pour faire allusion à des situations qui ont dépassé les bornes.



d'ordre : liberté, justice, démocratie. Ils faisaient appel à la société civile pour mettre un terme à leur situation. Ils espéraient qu'après la chute du régime en place, une coalition de partis politiques organiserait des élections libres. Ils espéraient en outre que le nouveau régime leur permettrait de reconquérir leurs espaces communautaires et de régénérer leurs propres formes de gouvernement, leur art de vivre et de mourir.

Leur langage empreint de fraîcheur et de nouveauté rappelait les manifestes paysans du début du siècle où, fait rare de nos jours, les questions politiques étaient abordées sans mensonge. L'idéologie de leurs écrits a laissé tout le monde perplexe. Une guérilla qui lutte pour la démocratie sans manifester la moindre soif de pouvoir ? Un mouvement indien exempt de tout fondamentalisme eth-

Ce refus du *statu quo* est quasi unanime. Même ceux qui en ont jadis tiré d'importants bénéfices sont mécontents. Ceux qui ont obtenu des revenus sans précédent grâce au modèle adopté conforme à l'évangile du FMI et de la Banque mondiale et qui le soutiennent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays critiquent avec la même fermeté les excès et les carences du système, qui ont pour nom : corruption, inefficacité, incompétence et pratiques antidémocratiques. Pour beaucoup d'entre eux, il est devenu insupportable de vivre dans la peur constante de se faire tuer ou dépourvu de ses biens, insupportable de vivre dans un climat d'inquiétude sociale grandissante. Ceux qui font partie du « système », qui entrent leur prestige et leurs revenus et qui sont prêts à le défendre, déplorent désormais les bêtises et les discriminations des gouvernements qui, selon eux, ont mis ce système en danger de mort, ou qui les ont exclus des postes auxquels ils aspiraient.

Au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale illégitime du pouvoir économique et politique, le rejet va en s'accentuant et touche des sphères chaque fois plus larges de la réalité. Les classes moyennes ressentent la détérioration de leur condition de vie et la frustration de leurs espoirs qu'elles attribuent aux politiques appliquées ces dix ou trente dernières années. Et la plupart des gens s'inquiètent de la constante réduction de leurs espaces de liberté qui avaient jusqu'alors assuré leur survie ; ils s'inquiètent aussi de la disparition de tout espoir de mobilité sociale et attribuent cet état de fait à des programmes qui ont tendance à les rejeter et qui ne font pas grand cas de leurs demandes.

Il est clair que l'Armée zapatiste de libération nationale a exercé une grande influence sur le climat de mécontentement général, sans toutefois être capable de le canaliser. Une bonne partie de ce mécontentement qui a surgi, grâce aux Zapatistes, est très confus. Cette confusion permet à la fois la solidarité avec leur cause et la contestation de leur existence. En effet, le mécontentement véritable a souvent été formulé comme des demandes qui ont peu de rapport avec leur cause, ou qui peuvent commander des remèdes pires que les maux dénoncés. Certains n'arrivent pas à définir clairement leur condition, et encore moins ses causes : des parents angoissés par le comportement irresponsable de leurs enfants après quelques années d'école et des milliers d'heures de télévision ; des travailleurs qui s'ennuient et qui s'aperçoivent avec tristesse que l'emploi routinier qu'ils ont réussi à conserver n'a aucun sens ; des maîtresses de maison qui, une fois accomplis leurs rêves de condominium, de machine à laver et d'aliments précurts, ne savent plus quoi faire de leur temps ; des jeunes abrutis et vides qui sont devenus experts en jeux vidéos ou



qui brandissent, déconcertés, le diplôme tout neuf qui n'a plus aucun sens quand ils reviennent dans leurs communautés d'origine ; des vieux mélancoliques qui assistent à l'inauguration du projet de modernisation qu'un maire entreprenant a décidé pour leur village, et qui, ce faisant, les a privés de leurs lieux traditionnels de rite ou de récréation ; des étudiants en médecine qui réalisent, incrédules et pour la première fois de leur vie, ce que signifie être médecin dans une grande institution hospitalière. Tous, et beaucoup d'autres encore, perçoivent clairement le malaise qui frappe leurs conditions de vie et l'espoir qu'ils avaient de réaliser leurs rêves, sans pour autant définir clairement quelle est la source de ce mécontentement ni analyser ce qui, dans les activités qui sont pour eux motif de fierté personnelle ou collective, pourrait constituer les facteurs déterminant de ce malaise.

## Les coalitions de mécontents

Au milieu de la turbulence générale, cependant, d'autres regroupements de mécontents, jusque là restés dans l'ombre, ont commencé à se manifester. Je ne sais pas bien comment en parler. Ils ne sont pas organisés autour d'une idéologie spécifique ou de propositions politiques générales. Ils se tiennent résolument à l'écart des revendications conventionnelles et partagent avec la plupart des gens le refus de l'autoritarisme dominant, et souhaitent que leurs rêves se réalisent dans un cadre démocratique. Pourtant, leur malaise et leurs initiatives sont radicalement différents. Au lieu de la réforme des institutions qu'appellent ceux qui se sentent exclus ou qui sont victimes de l'inefficacité et de la corruption, eux atten-

dent l'occasion d'en changer totalement le sens.

On retrouve au sein de ces coalitions, les préinstitutionnalisés, c'est-à-dire des gens qui ne bénéficiaient d'aucune « couverture » institutionnelle de la part des développementalistes. Ils n'ont jamais été exposés aux services médicaux ou à l'école, ignorent ce qu'est un emploi, parce qu'ils n'en ont jamais fait la demande ni même failli en obtenir un ; ceux qui sont encore auto-mobiles parce qu'ils ne se déplacent qu'à pied ou à bicyclette, ne considérant pas comme un moyen de transport valable le vieux autobus qui les emmène occasionnellement à la mairie du chef-lieu ; ceux qui n'ont jamais dépendu du marché ou de l'État, convaincus qu'ils ne pouvaient avoir confiance qu'en eux-mêmes pour leur subsistance ; ceux qui n'ont pas accès à toutes les « merveilles » modernes qu'ils voient à la télévision ou dans les vitrines des magasins ; ceux qui vivent sans avoir accès aux services institutionnels car ils n'en sentent pas le besoin ou ne peuvent tout simplement pas les obtenir...

Bon nombre de ces mécontents ont longtemps réclamé d'avoir accès au monde institutionnalisé, joignant occasionnellement leurs forces à celle des désinstitutionnalisés, qui sont les exclus des institutions : ceux qui ont perdu leur emploi et n'ont aucun espoir d'être à nouveau inclus sur une feuille de paye ; ceux qui ont abandonné l'école à un niveau ou l'autre de l'entonnoir éducatif, trop pauvres pour poursuivre leurs études ; ceux qui ont perdu, en même temps que leur emploi, leur droit à la sécurité sociale ; ceux qui ne peuvent plus utiliser leurs cartes de crédit ou qui ont annulé leur compte en banque parce qu'ils n'ont plus aucune source de revenus ; ceux qui n'ont jamais obtenu la maison dont ils avaient fait la demande par l'intermédiaire du syndicat, de la

compagnie qui les employait ou de leur association de quartier...

La «crise» de la dernière décennie a poussé ces deux derniers groupes à chercher ailleurs une solution à leurs problèmes. Au lieu de continuer à exiger l'inclusion ou la ré-inclusion au sein des institutions, ils ont commencé à les éviter et à trouver dans leur condition forcée une occasion de liberté. Cette exclusion du monde institutionnel a donc commencé à leur apparaître comme une libération, même si elle a exigé d'eux une nouvelle forme de conscience et la lutte nécessaire pour lui donner un sens et une continuité. Il y a ceux qui ont découvert une façon de vivre, plus créative et plus joyeuse, en devenant travailleurs indépendants, après avoir été exclus d'un emploi monotone et mal payé ; ceux qui ont trouvé dans la crise l'occasion d'employer de nouveau leurs talents dévalués par l'essor économique, comme les cordonniers qui recommencent à ressemeler les chaussures de la classe moyenne qui ne peut plus les remplacer, les ingénieurs et les architectes qui aident leurs familles à construire leur maison au lieu d'être au service des entreprises publiques ou privées, les agronomes qui construisent une serre, au lieu de remplir de la paperasse dans un bureau ; les paysans privés d'accès au système de crédit qui sont retournés à la pratique de l'assolement qui enrichit autant leur vie que leur terre et qui retrouvent ainsi la dignité qu'ils avaient perdue ; les gérants ou les employés d'un grand magasin qui se demandent aujourd'hui comment ils ont pu supporter un avenir d'esclavage, géré par le pointage et les normes institutionnelles ; ceux qui gardent secrets leurs diplômes, dans un monde où ces derniers équivalent à une espèce de stigmate ; ceux qui découvrent, perplexes, qu'ils n'ont plus besoin de surveillance médicale, après avoir été des clients assidus du médecin de la compagnie...

Ces groupes de mécontents trouvent particulièrement intéressants les arguments de ceux qui ont obtenu des institutions le contraire de ce qu'ils recherchaient, ceux-là mêmes qui ont découvert par expérience personnelle en quoi consiste leur contre-productivité. Ce sont ceux qui ont attrapé une hépatite ou le sida dans un hôpital, ou qui ont découvert avec une rage sans nom que la césarienne ou l'appendicectomie qu'on leur a faite n'était pas nécessaire dans 75 pour cent des cas — comme l'opération inutile chez 50 pour cent des porteurs de sti-

mulateur cardiaque ; ceux qui, atteints d'un cancer, se demandent si le traitement qu'on leur a administré avait un sens, quand ils constatent qu'il n'a augmenté en rien leur espérance de vie, mais rend invivable le temps qu'il leur reste à vivre ; ceux qui restent à la maison parce qu'ils se sentent malades et qui découvrent que, mieux que les antibiotiques, la fièvre peut venir à bout des infections, et qu'au lieu d'affaiblir leurs défenses, elle les fortifie ; ceux qui redécouvrent le plaisir de marcher ou de rouler à bicyclette dans leur quartier, après avoir renoncé à un emploi éloigné pour lequel ils devaient être transportés ; ceux qui découvrent que le sacrifice économique nécessaire à l'achat d'une voiture ne représente pas une réduction du temps consacré aux déplacements, mais le contraire ; ceux qui apprennent qu'ils ne pourront jamais travailler dans le domaine où ils ont étudié ou qui se rendent compte que ce qu'ils ont appris à l'école est hors d'usage et qui réussissent dans un travail créatif pour lequel ils ont reçu un entraînement court, avec pour seul instructeur un de leurs amis ; ceux qui ont échappé à l'obésité ou aux régimes en remplaçant les aliments industriels par de véritables *comida* ; ceux qui trouvent, grâce à un cousin conciliateur, une solution à l'imbruglio de leur divorce, après avoir traîné des années entre les mains des avocats...

Quelques-uns de ces mécontents ont réussi à percevoir la contre-productivité structurelle des institutions modernes qui, non contentes de produire le contraire de ce qu'elles promettent, affectent les activités extra-institutionnelles, lesquelles permettent, elles, d'obtenir ce

qu'on veut. Les vieux qui ne pouvaient plus aller

se promener seuls dans le quartier parce qu'ils étaient incapables de traverser une nouvelle voie rapide, ou ceux qui avaient dû ranger leur vélo de crainte de se faire écraser dans les rues de plus en plus réservées aux automobiles ; les guérisseurs et les sages-femmes qui devaient pratiquer en cache ou carrément suspendre leurs activités devant la pression des institutions médicales ; les sages paysans disqualifiés par des agronomes qui n'ont jamais mis un pied en dehors des trottoirs... tous ces gens jouissent désormais du nouvel espace de dignité que la situation et leurs efforts ont permis de créer. Ils peuvent exprimer à haute voix des points de vue qu'ils devaient avant garder pour eux, et ils trouvent aujourd'hui de nouveaux alliés. Pour eux, il ne s'agit pas de corriger ces institutions, mais bien de leur imposer des limites et même de les renverser.

Une grande partie de ces personnes étaient fascinées par les arguments des experts de l'*«environnement»* qui, avant le sommet de Rio, ont montré que les institutions dominantes n'étaient pas viables et qu'elles causaient des dommages aux êtres vivants, aux cultures et à la nature. Ils ont aussi tout de suite compris les arguments de quelques-uns d'entre eux qui, après Rio, ont dénoncé l'*«écologie globale»* et le *«développement soutenable»* comme étant les nouveaux flambeaux d'une campagne mondiale visant à transformer la préoccupation populaire pour les problèmes de leurs milieux en une nouvelle engeance de professions et d'entreprises lucratives ou, pis encore, en favorisant et en renforçant une nouvelle classe menaçante de gouvernements écocratiques.





Vente d'artisanat local :  
cherchez les erreurs !

L'avertissement qu'on a formulé quant aux mouvements écologistes leur a paru sensé, et leur a montré qu'après avoir mené au sommet, tous les chemins redescendent, et qu'il semblait prudent de revoir les élans et les préoccupations que le monde institutionnel a cooptés et reformulés pour les rendre opérationnels à Rio.

Cette série de mécontents constitue une multitude bigarrée de personnes très différentes. Elles dansent toutes sur un nouveau pied. Elles sont toutes fermement convaincues de ce qu'elles *ne veulent pas*, et s'opposent avec fermeté aux mêmes choses. Elles accueillent avec joie et admiration l'arc-en-ciel de leurs rêves, qui ont rarement les mêmes formes et les mêmes couleurs, mais qui engendrent une certaine excitation dans les yeux et les cœurs. Ce sont des mécontents qui ont un air de fête, pour qui il n'est pas facile de partager avec leurs anciens camarades ce qu'ils découvrent et ce qu'ils aiment. Mais ils peuvent partager entre eux et avec les autres un silence ferme, engagé et inquiet devant les événements et les politiques qui jettent une ombre sur leurs espérances, ce qui nourrit leur sentiment d'urgence et les incitent à donner une ampleur accrue à leurs coalitions.

Je ne sais comment décrire la catégorie suivante de mécontents. Je me sens obligé de prendre un point de vue abstrait qui risque d'engendrer une certaine confusion. Je me réfère aux gens qui sont profondément insatisfaits des forces du marché ou de l'État en tant que mécanismes de contrôle social des moyens de production, de l'allocation des ressources ou de la distribution des fruits de l'effort collectif. Beaucoup d'entre eux parlent maintenant d'injustice, d'inefficacité, de corruption, de destruction de leur milieu, de violence, d'égoïsme, de solitude... Ils uti-

lisent d'ailleurs les mêmes mots que n'importe quel citoyen honnête quand il s'agit de décrire le monde actuel. Mais ils constituent une catégorie à part en ce qu'ils n'ont aucun espoir dans la réforme du système actuel. Ils ne pensent pas qu'on puisse combiner et doser les mécanismes du marché avec l'intervention de l'État pour affronter avec succès les problèmes actuels. Ils craignent les conséquences de l'échec ou du succès des réformes proposées et introduites à Cuba ou au Mexique, en Russie ou aux États-Unis, en République tchèque ou en Afrique du Sud, en Chine ou en Inde, que l'idéologie ou le dogme soient inspirés par le FMI, la Banque mondiale, le Pape, Kim Il Sung, Yeltsine ou Clinton, Jacques Delors ou Cousteau, Greenpeace ou les gens de la conférence de Rio. Ils ont peur que toutes les réformes soient finalement contre-productives. En effet, qu'elles réussissent ou qu'elles échouent dans leurs intentions manifestes, elles aboutiront de toutes façons au contraire de ce qu'on en attendait.

Bien qu'une grande partie de ces mécontents soient très actifs sur le plan politique, la plupart refusent de participer à quelque parti politique, quelque bureaucratie, quelque structure formalisée de «pouvoir» que ce soit. C'est ce qui leur vaut le nom de «majorité silencieuse». On les situe parmi les désabusés du monde «tel qu'il est» et on les discrédite en leur reprochant de ne pas s'être politisés et d'être des romantiques, dépourvus du sens des réalités.

Ceux qui forment cette classe de mécontents sont convaincus qu'il faut absolument exercer un contrôle politique sur les caractéristiques de la production industrielle et sur l'intensité des services professionnels. Ils en sont arrivés à cette conviction par des voies très différentes : la peur de la centrale nucléaire installée près de leur domicile, après les catastrophes de Tchernobyl et de Three Mile Island ; une confusion d'ordre éthique devant la manipulation génétique et sa commercialisation ; un sentiment d'horreur devant le contrôle du fœtus ou l'homicide médical, une profonde tristesse devant la dévastation de la nature ; l'angoisse devant le comportement de leurs enfants,

après des années d'école, de télévision et de Nintendo ; la frustration et la rage devant la trahison et la corruption politiques ; l'anxiété devant la violence croissante et l'injustice... L'effondrement récent des idéologies dominantes leur a permis de transformer ce malaise, qui s'accompagnait d'une sensation d'impuissance, en un nouveau sens critique. Quelques-uns ont commencé à lire ou à relire Fritz Schumacher, Amory Lovins, Thomas Kuhn ou les rapports du Club de Rome ; d'autres ont poursuivi la lecture de Paul Goodman, Karl Polanyi, Jacques Ellul, Leopold Kohr, Ludwig Fleck ou Ivan Illich. On trouve parfois parmi eux des socialistes ou d'ex-socialistes qui refusent de tout jeter par-dessus bord. Ils se rappellent que Marx a dit que «la dévaluation du monde humain augmente en rapport direct avec l'augmentation de la valeur du monde des objets», et qu'il a montré qu'en mettant l'accent sur les choses utiles, on engendrait une surproduction de gens inutiles. Ils demeurent fidèles aux idéaux de justice, grâce au contrôle social des moyens de production et de la distribution équitable des fruits de l'effort collectif. Mais ils ne croient plus que la soi-disant dictature du prolétariat joue le rôle des «avant-gardes révolutionnaires», ils ne croient plus à la nationalisation, à la collectivisation ou à des mots d'ordre comme «le pouvoir aux masses».

Il y a aussi d'honnêtes libéraux, qui, libérés de l'obsession de la lutte contre le communisme après la fin de l'Union soviétique, commencent à reconnaître que les forces du marché ne sont pas une solution. Ils partagent avec les ex-socialistes l'idée d'un compromis renouvelé avec la démocratie, bien qu'ils reconnaissent qu'aucun régime démocratique ne peut relever efficacement les défis actuels tant et aussi longtemps que le gouvernement continuera à se concentrer sur l'allocation des ressources, et que le suffrage sera un trafic plus ou moins obscène des revendications, des espoirs et des droits des gens, basé sur l'utilisation des médias, c'est-à-dire tant que le centre même de la politique et de l'éthique continuera à être occupé par l'économie.

Autant les socialistes que les libéraux remettent en question l'idée acrítique qui veut que l'on doive faire ce qui est techniquement possible ; que n'importe quelle découverte technologique doit être reproduite ; que la science et la technologie sont par définition neutres ; que le progrès dans la quantité ou la qualité des produits et services sociaux peut être infini. Ils s'opposent donc avec une conscience claire et lucide à «l'impératif technologique».

Quelle que soit sa source d'inspiration idéologique, cette classe de mécontents résiste à assumer comme sienne la «pensée globale». En effet, ils ne croient pas qu'on puisse appeler «pensée» ce que font les gouvernements impérialistes et les multinationales

promoteurs d'«idées globales». Ils ont tendance à considérer, à l'instar de Wendell Berry, que la pensée globale a pour la planète le même résultat qu'un satellite spatial, qui la réduit et la convertit en une bulle. Ils se proposent donc de penser et d'agir localement, bien qu'ils conservent un intérêt profond pour la connaissance de la logique interne des appareils «globaux» chaque fois qu'ils butent contre eux dans leurs incarnations inévitables locales.

Ils soupçonnent aussi que le pouvoir est quelque chose de différent de ce que l'on suppose normalement. Après avoir abandonné le mythe du Roi, ils envisagent l'hypothèse que le Pouvoir n'est pas le fait d'un lieu particulier, d'une possession ou d'un attribut que l'on peut atteindre, prendre, conquérir, mesurer ou distribuer. Au lieu de la recherche illusoire du Pouvoir par des moyens pacifiques ou violents, pour l'obtenir ou l'influencer, ils commencent à croire que le pouvoir est omniprésent, non parce qu'il embrasse tout, comme le soutient la

tonome de la vérité à laquelle ils se dédient. S'ils sont capables d'engendrer leurs propres «vérités», ils seront capables de se gouverner eux-mêmes, dans leurs propres «espaces d'apparition», dans les lieux communautaires qu'ils sont ainsi en train de régénérer.

Cette classe de mécontents, qui pressent qu'il existe une manière plus sensée de penser, reconnaît que poser des limites politiques aux desseins technologiques et aux services professionnels ne peut se formuler, s'exprimer ou se faire que sur la base de décisions et d'initiatives personnelles, librement consenties, et grâce à des accords communautaires. Leur point de vue s'est donc graduellement déplacé : au lieu de prendre comme référence «l'ensemble de la société», ils reconnaissent désormais que cette orientation intellectuelle et politique cache un piège dangereux. C'est pour cela qu'ils concentrent leur réflexion et leurs efforts sur le plan local, dans leurs espaces concrets, sur leur sol. Ils ont commencé finalement à savoir sur quel pied danser et à faire confiance à leur nez.

Ils partagent l'intuition que notre génération a perdu pied sur le sol et dans la vertu. Si la vertu est la forme, l'ordre et la direction de l'action éclairée par la tradition, liée au lieu et définie par des choix à la portée des gens, la vertu ne peut fleurir que dans l'espace local, dans une communauté d'hommes libres

clairement un effort de libération. Par leur nature même, l'ensemble des initiatives et des attitudes qui émergent des gens de la base se trouve atomisé et dispersé alors que leurs actions politiques ne le sont pas. Après avoir expérimenté mille formes d'organisation politique qui aboutissent habituellement à des structures bureaucratiques de contrôle politique et de manipulation sociale, les gens ont remplacé leur mode d'action politique à l'échelle humaine. Sur le plan local, au sein des nouvelles organisations communautaires, les gens contrôlent les dirigeants qui coordonnent leurs efforts collectifs ; dans les réunions et dans les coalitions qu'ils forment avec des gens comme eux, ils découvrent toujours des options pour une action politique efficace.

Tous les jours, au Mexique se tiennent des dizaines de réunions de ce type. Partout, dans les circonstances et pour les raisons les plus diverses, une dizaine, une centaine, voire un millier de groupes différents se réunissent. Il s'agit parfois d'une espèce d'exercice d'apprentissage, où l'on échange des connaissances et des expériences. On vient comparer ses résultats en matière d'agriculture organique, d'alternative pour l'assainissement ou contre le déboisement ; on discute des meilleures façons de faire face à un nouveau programme gouvernemental, de profiter d'un nouveau développement ou de le combattre ; on évalue de nouvelles tactiques pour traiter avec les bureaucraties, les partis politiques et les organisations non gouvernementales. Après deux ou trois jours d'enrichissement mutuel, les gens célèbrent les résultats de l'atelier en faisant une grande fête et ils s'en vont en paix. D'autres fois, on vient prendre des décisions politiques qui portent en général sur la possibilité de lancer des campagnes ponctuelles ou thématiques : un effort collectif pour empêcher un développement précis — barrage, route, usine ; pour soutenir quelqu'un en difficulté — un cas de violation des droits de la personne, l'éviction collective d'une communauté, un groupe affecté par une catastrophe naturelle, sociale ou politique ; on se mobilise pour obtenir l'appui du gouvernement ou pour réorienter ses politiques ; on dénonce une nouvelle menace et l'on active d'autres groupes. Après de longues délibérations, les gens prennent des décisions et se concertent sur l'action à entreprendre, en établissant quelques structures légères qui permettront la coordination ultérieure de l'effort collectif. Très souvent, un jeune militant intervient à la fin de la rencontre pour suggérer la création d'une structure plus formelle, comme une fédération, une union, un comité de coordination. Ces dernières années, on a cessé de discuter des propositions de ce type. Un homme plus âgé monte sur l'estrade, félicite le jeune militant pour sa brillante idée et propose d'examiner sa proposition... à la prochaine



pensée autoritaire, mais parce qu'il surgit de partout ; il circule sous forme de réseaux des forces toujours changeantes qui le constituent et qui se matérialisent dans l'action et dans les «espaces d'apparition» dans lesquels il s'exerce, pour reprendre l'expression d'Hannah Arendt. Ils prennent pour acquis que les «énoncés de vérités» ne sont ni vrais ni faux, mais simplement des énoncés à partir desquels les gens se gouvernent eux-mêmes et gouvernent les autres. C'est la raison pour laquelle ils mettent aujourd'hui tout leur intérêt dans le régime institutionnel de production de la vérité — ce qui ouvre la voie à la production au-

qui se reconnaissent entre eux et qui assurent ensemble la vertu terrienne, l'autolimitation.

J'ai l'impression qu'une lutte radicalement nouvelle est née après la «crise». La nouvelle conscience que j'ai vue apparaître ces dernières années dans les quartiers marginaux et les villages, et qui commence à entrer dans l'arène publique, signifie l'abandon des vieux espaces communautaires aujourd'hui dévastés, de la société traditionnelle et de l'*ethos* du développement. Si on me permet d'employer un mot endommagé par l'Académie, ils ont commencé à adopter une attitude post-moderne qui représente



réunion. De cette façon, les coalitions se maintiennent, ouvertes et flexibles, très efficaces pour l'action concrète et capables d'influencer de façon croissante la scène politique, tout en restant très difficiles à contrôler, à coopter ou à corrompre par une force interne ou externe. Ces réunions se terminent elles aussi par une grande fête qui célèbre la rencontre et la sagesse des décisions prises.

Ainsi fonctionnent les coalitions de mécontents. Aucun chercheur n'a réussi à en donner une description appropriée : elles n'entrent pas dans les catégories formelles. Aucun politicien, aucun parti politique n'a été capable de devancer ces mouvements ni de profiter de leurs actions. Elles sont si mobiles, si souples, si imprévisibles qu'aucune structure rigide de pensée ou d'action ne peut capturer la signification de ce qu'elles font, et encore moins comprendre leur situation et leurs perspectives.

Je ne peux décrire le lieu précis où elles se trouvent ni l'espace mental qu'elles occupent au-delà du développement et du progrès. Je me rends compte que beaucoup de ces mécontents réussissent à retrouver, grâce à leur expérience, les dernières traces d'un art de vivre et de mourir qu'on oubliait, et en retrouvant le sens, les sens, ils tentent de les régénérer dans les nouveaux espaces communautaires dont ils se sont dotés. Après avoir constaté que les institutions modernes transformaient leurs compétences en déficiences, leurs traditions en obstacles, leurs espoirs en expectatives toujours déçues, ils ont cessé d'attendre ou d'exiger que ces institutions les intègrent, et transforment le rejet de celles-ci en une occasion

de libération critique. Dans leurs rangs, on trouve chaque jour un nouveau déserteur de l'école qui découvre que cette «déficience» lui a permis de s'édifier une vie plus agréable que celle de ses camarades diplômés. On trouve quelqu'un qui garde ses distances par rapport aux services médicaux, parce qu'il a vu le danger qu'il y avait à tomber sous leur contrôle. On trouve quelqu'un qui compare sa belle et confortable maison aux murs de pisé et au toit de tuiles — classée par les politiciens et les développementalistes dans la catégorie «déficit du logement» — au misérable appartement industriel de quelques-uns de ses semblables. On trouve quelqu'un qui n'est plus continuellement transporté, porté et déplacé par des véhicules motorisés, mais qui jouit à présent des avantages de son auto-mobilité retrouvée.

Tous ces mécontents critiques ont rompu avec le mode de penser et d'agir dominant et avec eux une nouvelle ère est peut-être en train de naître. Nous formons un «nous» presque impossible à délimiter malgré la nouvelle visibilité que nous avons obtenue au Mexique grâce au soulèvement du Chiapas. Nous faisons face à des circonstances très diverses. À San Pablo Etla, le petit village indigène du Sud du Mexique où j'habite, à quelques kilomètres d'où est née ma grand-mère zapotèque, j'ai la chance d'être près des gens de ma propre culture qui ont su résister et maintenir vivant le sens de la communauté, son intégrité, sa vertu, ses racines. Des gens qui sont encore capables de se souvenir, sans pour autant s'ancrer dans le passé, et ont réussi à revenir du futur que leur offrait la modernité. Les

Sandoval, à Chicahuaxtla, ou Fernando Díaz, à Santo Domingo de los Reyes, jouissent d'espaces semblables. Je sais aussi que nous n'avons pas tous cette chance, mais qu'au contraire, des «mécontents critiques» comme nous ont plutôt le sentiment de prêcher dans le désert. J'ai vu les énormes efforts de mes amis à Mexico et ailleurs, qui essaient de régénérer leurs vies dans des milieux sociaux qui paraissent ignorer ce qu'est l'hospitalité et qui confondent la convivialité que nous cultivons avec la bonhomie, la courtoisie des relations entre voisins de palier et la régularité avec laquelle ils se rendent visite dans leurs espaces. Ceux de mes amis qui, malgré ce vide, persistent dans leurs efforts de régénération ont dû inventer de nouveaux chemins, en repartant souvent à zéro. Ainsi va la vie. Chaque lieu exige des inventions sociales et des initiatives différentes. Je ne peux pas offrir de recommandations ni faire de suggestions. Je n'ai pas de moules spéciaux pour reproduire les expériences ni de boule de cristal pour prévoir l'avenir.

J'espère néanmoins que les images confiées à l'imagination des lecteurs auront pu faire naître en eux l'espérance que j'ai senti dans les espaces en marge de la société. Si tel est le cas, il sera peut-être possible, en réfléchissant plus tard, qu'ils se demandent comment, grâce à l'imagination, ils pourraient contribuer à agrandir les coalitions de mécontents jusqu'au point d'en arriver à inverser les institutions, changement que je vois plein d'espérance. En attendant, je me demande si mes histoires ont su transmettre la tristesse que j'éprouve pour ce que j'ai perdu, ma fascination, mon enchantement, ma surprise et ma joie devant la conscience vive que je n'ai su décrire ; c'est une conscience qui, au Mexique, a été activée par un groupe d'Indiens lucides et dignes qui se sont rebellés, au début de 1994, contre toutes les formes de l'oppression contemporaine, et qui commence à prendre le nom d'une révolution : la révolution des espaces communautaires et de la convivialité.

Gustavo ESTEVA ■

Ce texte est extrait du livre «Des ruines du Développement» qui comprend neuf textes de Wolfgang Sachs et celui-ci de Gustavo Esteva.



## Petite phrase

**A** chaque congrès départemental CGT, nous avons exprimé nos doutes sur l'avenir du nucléaire. Au dernier congrès de décembre 1998, les sarcasmes ont fait place aux interrogations : surprise horrifiée devant la déroute de l'Est, interrogation devant l'effritement de notre centrale syndicale livrée au corporatisme à l'heure des bouleversements économiques et sociaux de la mondialisation. La longue intervention d'un militant d'une association de défense des malades de l'amianteacheva le moral des plus endurcis : la défense de l'emploi justifie-t-elle de défendre n'importe quoi ? C'est d'accord, M. Cohn-Bendit, le message est reçu : il faut sortir du nucléaire, c'est-à-dire arrêter de construire de nouvelles centrales, arrêter le retraitement plus dangereux que le stockage des déchets en l'état. Cela ne veut pas dire fermer l'usine de retraitement du jour au lendemain : la présence de 60 tonnes de plutonium nous obligeant à y maintenir une veille éternelle ! Certes, il y aura demain certainement moins d'emplois sur le site et c'est pourquoi il faut organiser dès aujourd'hui la sortie du nucléaire. Nos collines de La Hague peuvent accueillir des centaines de grosses éoliennes, leur fonctionnement est aujourd'hui maîtrisé par les pays de l'Europe du Nord qui ont investi utilement, quand il le fallait, dans les énergies douces. De même de nombreux emplois locaux peuvent être créés dans la micro-hydraulique, le chauffage au bois, le photovoltaïque... C'est évident, on ne peut maintenir plus longtemps un contresens écologique et économique. (...)" Syndicat CGT, centre hospitalier de Saint-Hilaire-du-Harcouet, Manche, mars 1999.

## Jean Pronost désavoué ▶

**A** près avoir affirmé que le surgénérateur Monju au Japon est le plus sûr du monde... quelques mois avant qu'il ne soit partiellement détruit par un feu de sodium, que l'enfouissement des déchets est la meilleure des choses, que Superphénix c'est l'avenir... avant qu'on ne l'arrête, cet éternel commissaire-enquêteur désigné par les tribunaux pour pratiquement toutes les enquêtes publiques concernant le nucléaire, vient d'affirmer que «la radioactivité naturelle autour de la centrale nucléaire de Flamanville est mille fois plus élevée que l'artificielle». Super, on va pouvoir continuer à autoriser les rejets en mer de ces réacteurs voisins de l'usine Cogema de La Hague, dans la Manche. L'IPSN, institut de protection et de sûreté nucléaire, pourtant pas vraiment écolo, a quand même tenu à se démarquer en affirmant que ces chiffres ne reposeraient que sur «le choix systématique majorant fait par le commissaire-enquêteur parmi les mesures possibles». Il n'y a donc pas plus crédible côté lobby nucléaire pour mener les enquêtes déjà fortement bidonnées ? (source : Politis, 18 mars 1999)



## Tchernobyl la France pousse-au-crime ▲

**L**e Comité de l'Etat ukrainien pour les économies d'énergie a proposé une liste de 66 projets énergétiques alternatifs qui permettraient de compenser largement les 2000 MW qui sont actuellement produits par Tchernobyl. L'efficacité énergétique du pays est si mauvaise, qu'il serait très peu coûteux d'investir dans l'amélioration des techniques et les économies, mais l'Ukraine manque de fonds. A chaque demande aux pays occidentaux, via la Banque européenne de reconstruction et de développement, la réponse est la même : la banque est prête à financer... deux nouveaux réacteurs nucléaires ! Evidemment la France (et Framatome) font le forcing pour maintenir cette position. Scandaleux.

## Pétition contre l'utilisation des déchets radioactifs

La législation indique qu'en dessous d'un certain seuil de radioactivité, un produit pourtant radioactif n'est plus considéré comme tel. D'où évidemment la tentation de diluer les déchets radioactifs jusqu'à passer en-dessous de ces seuils. C'est ce qu'a fait récemment Saint-Gobain dans sa laine de verre. Pour éviter que cela ne devienne une

pratique courante, la CRRI-Rad relance sa campagne sur le sujet. Une pétition circule qu'on peut lui demander en écrivant à : CRRI-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

**J.PRONOST**

## La Hague jouer la montre ▲

La Cogema, sur la sellette à de nombreuses reprises, répond toujours favorablement aux demandes des autorités de sûreté, moyennant quoi, celles-ci acceptent de maintenir les autorisations de fonctionnement. Jusqu'à quand ? Début 1997, Greenpeace révèle que les rejets en mer sont trop importants et que la canalisation de rejets présente un danger sur la plage des Moulinets. C'est la faute au tarare répond la Cogema. Nettoyez-le demandent les autorités de sûreté. Pas de problème... Mais actuellement, ce n'est toujours pas fait pour cause de «conditions climatiques défavorables». Idem pour un silo de stockage de déchets mal conçu... Cogema envisage une vidange entre 2020 et 2030. La gestion des déchets c'est du sérieux ! (source : Greenpeace, tél : 01 53 43 85 85)

## Photopiles : rendements records

On pensait que le rendement des photopiles ne pouvait pas dépasser 25 à 27 %, mais c'était un rai-sonnement avec des cellules planes. Une équipe de recherche de Harvard, aux USA, a mis au point un laser qui permet d'obtenir des photopiles en forme de « chou-fleur » avec des micro-cônes qui permettent d'obtenir de manière expérimentale des rendements de 60 %. Reste à transformer cela en procédé industriel.

(source : *Courrier International*, 18 février 1999)

## Eoliennes dans la tempête

Quand EDF a construit une éolienne à Ouessant, dans les années 70, celle-ci n'a pas résisté à la première tempête. Il faut croire que ce n'est pas la faute aux éoliennes, mais bien à EDF. En effet, deux fermes éoliennes ont connu de fortes tempêtes récemment. En juin 1998, en Inde, une tornade avec des vents de 250 km/h a mis à rude épreuve 13 turbines Enercom de 230 kW. Résultat : 5

pales sur 39 ont subi de légers dommages. En Nouvelle-Zélande, le 19 octobre 1998, un vent de 227 km/h a atteint sept éoliennes Enercom de 500 kW. Une seule éolienne a nécessité des réparations qui ont duré... une semaine. A comparer aux temps d'arrêt des centrales nucléaires.

(source : *Tam-Tam*, mai 1999)

## Cogénération de petite taille

Une société norvégienne vient de mettre au point et commercialisé une petite installation de cogénération (3 kW électrique, 6 kW chaleur) tout à fait adaptée à la taille d'un appartement ou d'une maison individuelle. Cette installation dont le coût en France devrait se situer à peu près à 20 000 F fonctionne au gaz et devrait permettre à chacun d'être autonome en électricité avec un excellent rendement.

Pour en savoir plus : *Sigma Elektroteknisk AS*, PO Box 58, N-1550 Hølen, Norvège, tél : 47 64 98 24 03, e-mail : jeremy@sigmale.com.



## Allemagne : électricité en éolienne

La région Basse-Saxe, en Allemagne, est passée de 254 MW éolien en 1997 à 820 aujourd'hui. C'est la région qui a la plus grosse puissance installée. Par contre, c'est le Schleswig-Holstein, jouxtant le Danemark, qui, avec 15 % de son électricité d'origine éolienne, est en tête en pourcentage. L'Allemagne disposait fin 1998 de 2800 MW éolien et vise 5000 MW avant 2005.

(source : *Tam-Tam*, mai 1999)



**BANQUE FRANÇAISE DES ENERGIES NOUVELLES**

Payez moins de 1 franc pour commander jusqu'à 100 francs par carte postale.

**BFEN**  
quatre cent quarante francs  
à Tresor public.

160, rue Michel  
75020 PARIS  
TEL 03 50 45 96 00  
Comptoirs PARIS 930

0123 12345678901 90  
Mr ou Mme DURANT  
12, rue du Pré  
75001 PARIS

Chèque n° : 20013476 9000002559004 003227747109\*

BPF 440 Francs

GREENPEACE

## ▲ 440 F à reconvertir

440 F par Français, c'est ce que nous coûte l'actuel budget de l'Etat consacré au nucléaire civil (soit un total de 27 milliards de francs). Alors que le gouvernement doit décider prochainement des fonds attribués d'une part au CEA, commissariat à l'énergie atomique, et d'autre part à l'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Greenpeace a lancé une campagne de cartes postales demandant que ces 440 F par personne soient affectés à l'ADEME afin de développer de réels efforts dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et permettre ainsi de faciliter la sortie du nucléaire.

Contact : Greenpeace, 21, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.

## ▼ Ecobilan des lampes économies

Lorsque l'on remplace une lampe à filament par une lampe économique, on économise de l'énergie électrique au niveau de la lampe. Mais les lampes à filament chauffaient et donc provoquaient une économie de chauffage ! Quel est alors le réel bilan des lampes économiques ? L'ADEME a mené une étude précise sur le sujet, avec 320 configurations possibles. Il ressort que lors du remplacement d'une

lampe à filament de 100 W par une lampe économique, l'économie varie, selon les circonstances et les modes de chauffage : sous un climat clément, dans un local bien isolé, l'économie est plus faible que sous un climat plus rude dans un local mal isolé. En argent, cela correspond à une économie de 0,15 à 0,6 F par an et par watt substitué. Pour une ampoule de 100 W remplacée par une 23 W économique, on a une substitution de 77 W qui permet de 11 à 55 F d'économie par an. En tenant compte de la durée de vie (plus longue) des ampoules économies, l'étude de l'ADEME conclut que l'échange est toujours intéressant tant que l'ampoule économique coûte moins de 80 F.

Aujourd'hui, si 25 % des foyers possèdent au moins une ampoule économique, les ampoules à filament constituent encore 95 % du marché. Si le prix devient de moins en moins un obstacle, une enquête auprès des utilisateurs, montre que la question esthétique devient prépondérante.

(source : *La lettre de l'ADEME*, mars 1999)

## Martinique ► climatisation naturelle

Le nouveau rectorat de la Martinique a été conçu pour être économique en énergie. Ainsi, pour la climatisation, il a été fait appel à la technique du puits provençal : un courant d'air naturel d'air passe par une cave profonde où la température est constante (12°C) puis l'air ainsi rafraîchi circule dans les bureaux.

(source : *Alternatives Économiques*, mai 1999)



# L'éternité de temps



pour combien  
encore ?

Initiée par la Commission internationale pour la protection des Alpes, une organisation non gouvernementale créée en 1952, la résolution en 89 points adoptée le 11 octobre 1989 en conclusion de la confé-

Communauté économique européenne, s'engagèrent en signant le document à assurer la sauvegarde d'une

**Rien que durant le premier trimestre 1999, une série de catastrophes "naturelles" et l'incendie dans le tunnel du Mont-Blanc ont pointé le doigt sur le démentiel aménagement du territoire dans l'arc alpin. La magnificence des paysages, source de maints émerveillements, redouble la légitime inquiétude quant aux menaces pesant sur des écosystèmes éminemment vulnérables.**

rence de Berchtesgaden (Bavière) arrêta le principe de la Convention alpine. Le 7 novembre 1991 à Salzbourg, les ministres de l'Environnement allemand, autrichien, suisse, italien, liechtensteinois et français, de même que des délégués de la

immense chaîne de 191 287 kilomètres carrés où 13 millions de personnes, réparties dans 6187 communes, selon les données officielles, vivent en permanence. La Slovénie adhéra le 29 mars 1993 à l'accord-cadre, qui n'entra officiellement en vigueur que le 6 mars 1995, trois mois après le dépôt du troisième texte de ratification. Les Etats germaniques l'avaient adopté en premier. Ljubljana suivit le 22 mars 1995, l'Assemblée nationale parisienne l'avalisa le 30 novembre 1995. Etrangement, la Suisse, jalouse de ses prérogatives, attendit jusqu'au 28 janvier 1999 pour souscrire définitivement à un texte qui laisse toutefois la porte ouverte aux interprétations les plus restrictives tant qu'aucun des protocoles additionnels n'aura fait l'objet d'un consensus actif.

## Drainage désastreux

Les parties contractantes, tergiversant à appliquer des mesures concrètes, vident la déclaration originelle de toute substance. A ce jour, elles n'ont pu s'entendre ni sur l'agriculture de montagne, ni sur les forêts, ni sur l'énergie (1), ni sur la protection des sols... Or ce secteur nécessiterait sans délai, dans un espace si sensible, des solutions compatibles avec les exigences du "développement durable". Le drainage désastreux du transit risque d'asphyxier, au sens propre, des régions entières. Des experts prévoient que d'ici 2010 le trafic entre Vintimille et Vienne augmentera de 36 % pour les véhicules particuliers et de 75 %

pour le fret. Annuellement 50 millions de véhicules motorisés traversent les Alpes. En 1970, 27,8 millions de tonnes les avaient franchies (78 % par le rail, 22 % sur le macadam) ; en 1996 le chiffre avait grimpé à 138 millions, soit 5 fois plus, avec surtout une fatale inversion régulière de la tendance : 35 % et 65 %. En 1998, 2,04 millions de gros cubes empruntèrent le Brenner, 964 000 le Saint-Gothard (le plus long tunnel routier au monde avec 16,3 kilomètres), 766 000 le tunnel du Mont-Blanc, impraticable depuis le 24 mars 1999. 41 personnes succombèrent dans le brasier. Cette tragédie a mis en lumière des négligences graves au niveau de la sécurité tout comme la vétusté des installations inaugurées le 16 juillet 1975.

La Confédération helvétique est le premier pays à fiscaliser, quoique modérément, les transports routiers selon un critère de causalité. Le 27 septembre 1998, 57,3 % des votants avaient accepté la "*redevance poids lourds liée aux prestations*" (2) avec effet au 1er janvier 2001, date à laquelle les autorités, levant la limitation aux seuls 28 tonnes, donneront le feu vert aux 34 tonnes. Des contingents de 40 tonnes pourront accéder au territoire dès l'an 2000 : 250 000 puis 300 000 les deux années suivantes, à condition de verser une taxe en fonction du poids et de la distance à parcourir, enfin 400 000 en 2003 et 2004. A partir de 2005, la réglementation des flux tombera et les monstres s'acquitteront d'un péage de 325 FS (1300 FF) pour chaque trajet entre Bâle et Chiasso. Les conditions de l'Initiative des Alpes, approuvées par référendum le 20 février 1994, stipulant un transfert obligatoire sous dix ans des marchandises sur les trains (3), ne sont pas remplies, loin s'en faut. Le 27 septembre 1992, les citoyens avaient cautionné à

(1) Comment concilier par exemple les positions de l'Autriche qui a résolument tourné le dos au nucléaire et de la France, où celui-ci couvre 78 % des besoins en électricité ?

(2) Silence de décembre 1998.

(3) Silence d'avril 1994 : mes débuts de rédacteur dans votre mensuel préféré !



63,6% l'extension de l'infrastructure ferroviaire. Le 29 novembre 1998, 63,5 % acquiescèrent au financement en quatre volets de sa modernisation (4), en particulier celui des nouvelles liaisons sous le Lötschberg (33 km entre Frutigen et Baltschieder, canton de Berne) et le Saint-Gothard (57 km d'Erstfeld en Uri à Biasca dans le Tessin). Le premier entrera en service en 2007, le second réduira à compter de 2012 de 4 heures à 2 heures 10 la durée du voyage entre Zurich et Milan (5). En dépit de la grogne des transporteurs, il ne semble pas acquis que la RPLP favorise obligatoirement le rail, qui représente déjà 71 % en Suisse (contre 14 % dans l'Europe des Quinze). Matthias Baer avait évalué qu'en raison de la levée des limitations, 650 000 semi-remorques supplémentaires envahiraient chaque année les axes de son pays (6). Toutefois, en offrant à ses partenaires une coulée nord-sud attrayante, Berne espère réactiver les négociations bilatérales avec l'UE (7).

## "Prothèse"

L'épineux dossier de la circulation illustre les ahurissantes contradictions des orientations communautaires. Alors que le Livre vert publié le 20 décembre 1995 par Bruxelles chiffre à 1600 milliards de francs par an les coûts externes de la route, neuf fois supérieurs à ceux de l'autre mode de locomotion, la directive européenne 866 d'aide structurelle induit de très curieux subventionnements.

Ainsi les camions-citernes de l'entreprise Goldmilch à Ingolstadt (Bavière) transportent vers la Grèce, via le port de Bari, chef-lieu des Pouilles, le lait de vaches paissant sur les prairies de Feuchtwangen non sans l'avoir "homogénéisé, stérilisé et concentré". A Athènes, la société Faye, le premier fabricant européen de yoghurts, le transforme et le conditionne en pots. A l'aller comme au retour, les gros cubes empruntent l'autoroute du Brenner (Tyrol) qui en

accueille environ 3000 par jour sur son bitume. Depuis l'adhésion de l'Autriche à l'UE, le 1er janvier 1995, "le trafic de transit a augmenté de 27%" déclare Maria Hilber de Steinach à Erich Schütz, auteur de l'excellent reportage "Bouffeurs de kilomètres, des immoraux sur de longs chemins" (8), qui détaille également quelques autres transports totalement insensés. Un Volvo consomme 2000 litres de diesel pour les 4000 kilomètres de trajet. Cela s'appelle "la circulation internationale et rationnelle des marchandises". Voilà "le mode de vie d'éloignement intensifié" que nous concoctent les eurocrates !

"L'harmonisation tant vantée par Neil Kinnock (9) pèsera néfastement sur la qualité de vie, l'emploi, l'environnement, le tourisme, et signifie la fin de l'autodétermination de chaque pays en ces domaines" lit-on dans *Transit Fakten* du 1er trimestre 1998, publication du Transitforum Austria-Tirol. Ce mouvement, fondé il y a douze ans, avait fomenté, les 12 et 13 juin 1998, le blocage pour 28 heures du Brenner (7000 personnes occupèrent la chaussée). L'Autriche supporte 43 % des courses de transit, la Suisse 31 %, la France 24 %. "Pouvons-nous nous fixer comme but de ne plus devoir avaler plus longtemps tant de kilomètres pour mener notre existence quotidienne ?... La voiture s'apparente à une prothèse que nous avons inventée pour pouvoir vivre dans un monde qui repose de



plus en plus sur des équilibres non naturels" déclara la Milanaise Maria Rosa Vittadini, professeur à la Faculté d'architecture de Venise, lors des 12es Entretiens de Toblach, qui avaient porté, du 12 au 14 septembre 1996, sur "Mobilité et bien-être écologique". Depuis 1985, l'Ökoinstitut du Tirol du Sud/Haut-Adige de Bolzano (Italie) organise cette manifestation portant chaque année sur un thème particulier. Pour Hans Glauber, son directeur, "la négligence du besoin esthétique dans un univers de plus en plus pollué et bouché par de hideuses constructions complique l'orientation vers un développement durable". La session du 10 au 12 septembre 1998 fut consacrée à "la beauté", approche assez inédite, non-normative, de la question écologique. Dans des zones aussi fragiles que l'espace alpin, les dégâts contre "la nature



(4) 120 milliards de FF au total.

(5) *Silence* de février 1999.

(6) *Die Wochenzzeitung* de Zurich du 29 janvier 1998.

(7) Le 6 octobre 1992, une infime majorité rejeta l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen.

(8) Projeté lors du 13e Festival international du film écologique à Fribourg-en-Brisgau en octobre 1996 (cf. *Silence* de janvier 1997) ainsi que sur les chaînes publiques allemandes 3 Sat et Südwest Drei.

(9) Le commissaire européen aux transports.

*et la culture*" s'avèrent d'autant plus patents. Comment ne pas agréer l'exhortation du romancier transalpin Joseph Zoderer : "Il est indispensable de tirer le frein pour avoir le temps de penser, de vivre plus qualitativement, de discerner ce qui se passe avec nous devant et derrière les fenêtres" ?

## Antidote

*"L'or scintillant des primevères, l'élegance rêveuse des tulipes sauvages et des narcisses épais, le violet des ancolies s'étendant sur des prés entiers, le lys du paradis d'un blanc lumineux et à la fragrance suave... Fleurs au vent dans le jardin enchanté des Alpes, et le bourdonnement des insectes, le chant des montagnes..."*. Dans son exceptionnel documentaire de trois heures, Dietmar Keil nous convie au "royaume des marmottes" (10), sur les pentes du Großglockner (3797 mètres d'altitude) dans les Hoben Tauern (Autriche) et le parc naturel de Berchtesgaden, des aires encore inviolées où bouquetins, chamois, tétras-lyres, gélinolettes, lièvres variables... s'ébattent en liberté sans redouter les carabiniers des flingueurs. Plan fixe de huit minutes sur des cascades éclaboussant les rochers. L'antithèse de la télé-digest cut cut cut. L'antidote contre les vomitives débilités du PAF. Instants immarscessibles devant un écran... trop petit !

## Quelques adresses

- CIPRA International, Im Bretscha 22, FL 9494 Schaan, tél : 00 41 75 237 40 30.
- CIPRA France c/o Mountain Wilderness, 38, rue du Dauphiné, 38180 Seyssins, tél : 04 76 84 54 42.
- Association pour le Respect du Site du Mont-Blanc, Maison de la Montagne, place de l'Eglise, 74400 Chamonix, tél : 04 50 47 28 65.
- Alliance dans les Alpes, Dr. Dominik Siegrist, Postfach 1068, CH 8031 Zürich, tél : 00 41 1 271 38 94.
- Bruno Clément, rue de la Fonderie 8c, CH 1700 Fribourg, tél : 00 41 26 424 89 22.
- Österreichischer Alpenverein, Wilhelm Greil Straße 15, Postfach 318, A 6010 Innsbruck, tél : 00 43 512 59 547.
- Transitforum Austria-Tirol, Salurnerstraße 4/III, A 6020 Innsbruck, tél : 00 43 512 579 560.
- Stiftung Bergwaldprojekt, Rigastraße 14, CH 7000 Chur, tél : 00 41 81 252 41 45.
- Le BWP, créé en 1987 par Greenpeace, propose des stages de remembrement et de protection des forêts contre les avalanches, les inondations, les éboulis, l'érosion, en Suisse, en Allemagne et en Autriche.
- Ökoinstitut Südtirol/Alto Adige, Tallergasse 2, I 39100 Bozen, tél : 00 39 0 471 98 00 48.



Sur les 36 communes regroupées dans l'*Alliance dans les Alpes* lancée en 1996, pour une concrétisation locale de la Convention alpine, complémentaire de l'Agenda 21, décidé au sommet de la Terre à Rio de Janeiro en juin 1992, il n'y en a qu'une de l'hexagone : Sainte-Marie-du-Mont (Isère), 160 habitants. Le 1er rapport sur l'état des Alpes (11), sorti simultanément en français, allemand, italien et slovène, embrasse la multidimensionnalité et la fascinante diversité de cet immense ensemble géographique qui émergeait il y a 37 millions d'années et où "les citadins assouvissent leur quête de paysages référentiels de qualité et compensent les contraintes de leur environnement quotidien façonné par les seules logiques d'un développement technologique combiné aux impératifs d'un marché mondialisé", note l'ingénieur agronome de Saint-Martin-d'Hyères, Bernard Fischesser, un des 77 auteurs de l'ouvrage. Bruno Gerber, le directeur de l'Office du Tourisme à Davos, déplore "l'uniformisation et l'internationalisation des lieux de vacances..., qui deviennent des ghettos socialement isolés".

120 millions d'individus se rendent chaque année pour un séjour ou une excursion dans les massifs alpins. Les industriels du loisir jouent sur la séduction qu'exercent les nouvelles pratiques sportives : deltaplane, rafting, hydrospeed, canyoning, hélicoptère, VTT, snowboard... Leurs adeptes avides de sen-

sations en phase avec les "valeurs dominantes de compétition, de concurrence et de réussite économique" espèrent s'offrir des "aventures porteuses d'images, de performance, de dynamisme et de défi" (le géographe grenoblois Philippe Bourdeau). Peu leur chaut la fonte des glaciers, indice visible du réchauffement climatique ! La plupart des 2950 glaciers rétrécissent inexorablement chaque année. Le Sulzenau Ferner en Autriche a perdu 104,4 mètres en 1995 par rapport à l'année précédente... Depuis 1850, celui d'Aletsch (Valais), le plus grand, avec 24 km, a perdu 10 % de sa longueur. Les 75 morts de février 1999 (dont 37 à Galtür en Autriche, 12 à Chamonix, 10 à Evolène en Suisse) ne sont pas que des victimes de la fatalité !

"On sait parfaitement que notre comportement conduit à long terme à notre propre ruine... Succombons-nous tous à la pression des faits ?" s'inquiète le professeur de dessin Andreas Wegmann d'Erstfeld devant le caméra de Dieter Gränicher, le réalisateur de *Transit Uri* (77 minutes), à l'affiche en janvier 1993 des 29es Journées cinématographiques de Soleure. Le Zurichois ob-

serve avec tristesse que "les Alpes en sont plus en réalité qu'un obstacle... pour la planification économique, la circulation effrénée... La devise : tout droit, vite, ne jamais stopper, progrès...". L'écrivain norvégien Nils Kjaer (1870-1924) n'avait-il pas déjà écrit dans sa *lettre des Alpes* : "Tout le monde chante les louanges de la vue dont on jouit du haut des montagnes, nul n'évoque celle qu'elles obstruent" ? Un avis d'une stupidité crasse que partagent malheureusement de nombreux Helvètes. Le slogan ornant le stand de la Suisse, invitée d'honneur en octobre dernier à la Foire du livre de Francfort-sur-le-Main, "Ciel haut, vallée étroite" ne s'interprète pas forcément comme un constat d'enfermement (12), mais incite à ne pas subir les vicissitudes topographiques comme une gêne rédhibitoire, qui contrarierait de surcroît toute ouverture d'esprit...

René HAMM ■

(10) "Im Reich der Murmeltiere. Wunderwelt Alpen" (1997) diffusé le 13 mai 1999 sur la chaîne Sudwest Baden-Württemberg de 16 heures à 19 heures.

(11) Ed. Edisud, Aix-en-Provence, 1998, 472 p., 145 F plus 20 F de port. Commande auprès de la CIPRA à Schaan (Liechtenstein) ou en librairie.

(12) Le Genevois Alain Tanner avait d'abord sous-titré son long métrage de fiction "Messidor" (1978) : "Le voyage encerclé".

# Femmes

## Petites phrases

*« Il paraît que la maison de repos du petit monde politique français, le Sénat, a rejeté la proposition de parité hommes-femmes ? Pourquoi n'y aurait-il pas autant de femmes que d'hommes bénéficiant d'une retraite après avoir servi la France ? En fait, je me demande si ça ne tient pas au fait que les femmes vivent en moyenne plus longtemps que les hommes. Ainsi, à long terme, les sièges du Sénat seraient remplis de... sénatrices ! Et rien que ça, ça doit les traumatiser les mecs ! »*

Kshoo, courrier électronique de Politis, 11 février 1999.

## Sénégal synergie genre et développement

Au sein de l'organisation non gouvernementale ENDA Tiers-Monde, l'équipe Synfev a pour but de dynamiser la composante « femme ». Elle mène des programmes avec les femmes dans les domaines de l'autonomie, des mutilations sexuelles, de la prostitution, de la santé, du droit de reproduction, de la violence... Depuis 1990, cette équipe a publié plusieurs textes : « islam et culture », « femmes et argent », « formations en gestion des groupements féminins »...

Contact : Enda-Synfev, BP 3370, 4&5 rue Kléber, Dakar, Sénégal, tél : 221 22 42 29.

## Japon oui au Viagra, non à la pilule

Quelques mois seulement après son arrivée, la pilule Viagra est déjà autorisée au Japon... alors que les Japonaises attendent toujours l'autorisation des pilules contraceptives. Résultat de ces décisions machistes, chaque année, on estime les avortements à 340 000.

## Pour la parité

A l'occasion de la journée de la femme, le 8 mars, un sondage indique que 80 % des Français sont pour l'inscription du principe de

parité hommes-femmes dans la Constitution. 83 % des femmes et 76 % des hommes s'y déclarent favorables ou tout à fait favorables, 20 % des hommes et 12 % des femmes y sont opposés ou tout à fait opposés.

## Contre le viol

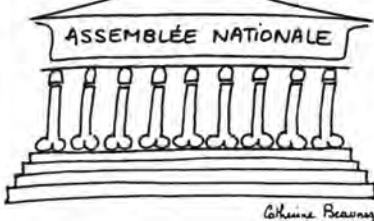
Le collectif féministe contre le viol a mis en place un numéro vert : 0 800 05 95 95. Le collectif fait ainsi des analyses des appels et publie des réflexions sur le sujet. Le collectif met ainsi l'accent cette année sur les agressions sexuelles en milieu médical et met en garde les travailleurs sociaux sur les discours cherchant à minimiser la parole des victimes.

Contact : Collectif féministe contre le viol, 9, villa d'Este, 75013 Paris, tél : 01 45 82 73 00.

## IVG : l'information comme prévention

On a compté 250 000 avortements en 1994 contre 220 000 en 1976. Ce sont surtout des jeunes filles mal informées qui sont obligées d'avoir recours à ce procédé difficile à supporter psychologiquement. C'est ce qui ressort d'un rapport remis au gouvernement le 19 mars

Catherine Beaunez, dessinatrice, diffuse des séries de cartes postales humoristique sur le thème des femmes en politique. Au choix : l'assemblée nationale (10 dessins identiques) ou les femmes et la politique (dix dessins différents) au prix total de 55 F à commander à : Catherine Beaunez, BP64, 75261 Paris cedex 06.



Catherine Beaunez

dernier et qui note que les seules baisses observées ont lieu dans les régions où des cours d'éducation sexuelle ont été prodigués dans les classes de 4e et de 3e.

## Les femmes à la télévision

Une étude menée en 1994 pour le compte du Conseil de l'Europe a comptabilisé le nombre de femmes et d'hommes qui apparaissent à différents moments à la télévision. Aux actualités, on compte 20 % de femmes. Dans les programmes

## Contraception et avortement

**A** 30 ans, 90 % des femmes ont déjà utilisé un contraceptif oral. Le stérilet est utilisé par 16 % des femmes, surtout au-delà de 35 ans et une femme sur deux l'aura essayé. Les autres méthodes de contraception (Ogino, préservatifs, retrait, spermicides) restent très marginaux. Malgré cela, depuis une dizaine d'années, le nombre d'avortements reste aux alentours de 230 000 par an. La pilule RU486 commercialisée sous la marque Mifégyne, pilule abortive, a déjà été utilisée par 500 000 femmes depuis sa commercialisation en 1989. Le fort taux d'avortements peut s'expliquer pour partie par la non prise en charge par la Sécurité sociale du remboursement des pilules de troisième génération (faiblement dosées) plus chères que les autres, mais ayant moins d'effets secondaires (de l'ordre de 50 F par mois, elles représentent 40 % des pilules). Le manque de connaissance des méthodes de contraception reste évidemment l'autre explication.

(source : 60 millions de consommateurs, février 1999)



## Femmes en politique

d'information, 33 %. Dans les divertissements légers, 30 %. Dans le sport, moins de 10 %. Dans les programmes de fiction, 40 %. Dans les films, 30 % Soit en moyenne 30 % de femmes.

(source : *Le Monde selon les femmes*, « Un autre genre SVP ! », Ed. Luc Pire, 1998)

## Femmes immigrées et entreprises

Depuis une dizaine d'années, l'Ifred, institut international de recherche et de formation éducation, cultures et développement, a mis en place un dispositif de formation destiné à aider les femmes immigrées porteuses d'un projet d'entreprises à passer à la pratique. En dix ans, 1800 femmes ont pris contact avec l'Ifred et 150 femmes ont suivi une formation. 60 d'entre elles ont créé effectivement une entreprise, 60 autres ont retrouvé un emploi. Selon les études de l'Ifred, environ 40 000 femmes étrangères ont déjà créé leur entreprise en France. On n'en comptait que 14 000 il y a dix ans, 6 500 en 1982. En 1999, deux actions complémentaires vont s'ajouter aux dispositifs existants : une formation pour les femmes de moins de 26 ans, une deuxième formation pour les femmes qui souhaitent créer leur entreprise dans leur pays d'origine. Pour en savoir plus : Ifred, 49, rue de la Glacière, 75013 Paris, tél : 01 43 31 98 90.

(source : *Peuples en marche*, mars 1999)

## Nord-Pas-de-Calais alcoolisme

Le centre d'information sur la régulation des naissances et la maternité (CIRM) de la région Nord-Pas-de-Calais a mis en place un service d'écoute téléphonique pour les femmes enceintes ayant un problème d'alcoolisme : tél : 03 20 15 49 32.

## Objecter à l'esprit de défense

L'armée va devoir faire une propagande active pour recruter des volontaires. Elle intervient pour cela dans les établissements scolaires, par des journées portes ouvertes, par des publicités dans les revues pour la jeunesse. Evidemment, toute contestation est difficile : interdiction d'entrée dans les écoles, publicité coûteuse... Néanmoins, un collectif s'est mis en place pour mener des actions rappelant que la fin de la conscription n'est pas la fin de la militarisation de la société. Un bulletin de liaison a vu le jour en mars dernier.

On peut le demander en écrivant à : *Objecter à l'esprit de défense, c/o UPF, BP196, 75624 Paris cedex 13.*

## Fermons Eurosatory 2000

En 1998, quelques centaines de personnes ont manifesté contre Eurosatory, salon de l'armement qui se tient tous les deux ans sur l'aérodrome du Bourget, en région parisienne. Une nouvelle campagne de sensibilisation est ac-

2 mai, Savine Vode, missile en ville, 18 morts et 43 blessés.  
 3 mai, Belgrade, bus atteint, 17 morts, des dizaines de blessés.  
 7 mai, Nis, missile en plein centre, 15 morts, 70 blessés.  
 8 mai, Belgrade, missile sur l'ambassade de Chine, 3 morts.  
 15 mai, Koriza, missile sur une ferme abritant des réfugiés kosovars, 87 morts et 78 blessés.  
 19 mai, Belgrade, missile sur un hôpital, 3 morts, nombreux blessés.



## Kosovo

### Déclarations

«La grande majorité de la population soutient une solution pacifique. Les Albanais du Kosovo sont conscients que toute autre alternative signifierait le massacre des Albanais et un nettoyage ethnique très rapide» Ibrahim Rugova, «La Croix», 27 mars 1998.

### Multiplication des bavures de l'OTAN

5 avril, Aleksinac, 17 morts dans un immeuble proche d'une caserne.  
 9 avril, Pristina, plusieurs blessés à côté d'un central téléphonique.  
 12 avril, Grdelica, tir sur un train, 55 morts.  
 14 avril, Djakovica, tir sur un convoi de réfugiés, 75 morts.  
 28 avril, Surdulica, bombardement d'une zone civile, 20 morts.  
 1 mai, Luzane, pont détruit... avec un bus dessus, 47 morts (cf photo).

tuellement en cours pour préparer des actions contre la prochaine édition en 2000.

La coordination de cette campagne est assurée par le COT, BP229, 81006 Albi cedex, tél : 05 63 38 39 55.

possible des techniques de médiation. Une vingtaine d'intervenants sont prévus. Programme complet : *Cun du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62 33.*

## Essais nucléaires : actes du colloque

Les actes du colloque sur les essais nucléaires qui s'est tenu le 20 février dernier à Paris, sont disponibles contre 95 F auprès du CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon.

## Cun du Larzac : Médiation, démarches citoyennes

Du 26 au 30 juillet prochain, se dérouleront au Cun du Larzac, les rencontres «Médiations, démarches citoyennes». Au programme : médiations familiales, scolaires, institutionnelles, de quartier, interculturelle... Une journée sera consacrée au développements

## Rions un peu

Selon le rapport des Renseignements généraux sur les sectes, ce qui les caractérisent est :

- la déstabilisation mentale,
- le caractère exorbitant des exigences financières,
- la rupture induite avec l'environnement d'origine,
- les atteintes à l'intégrité physique,
- l'embrigadement des enfants,
- le discours plus ou moins anti-social,
- les troubles de l'ordre public,
- l'importance des démêlés judiciaires,
- l'éventuel détournement des circuits économiques traditionnels,
- les tentatives d'infiltration des pouvoirs publics.

Tout ceci ressemble curieusement à la définition d'une armée.



## Viol légal

Référencées sous le nom d'«aides-infirmières», elles sont des milliers à «travailler» dans les BMC, au sein des casernes de l'OTAN. Traduction pour les civils que vous êtes : les BMC sont des bordels militaires de campagne, et les «aide-infirmières» des prostituées plus ou moins volontaires. Pendant la guerre du Golfe, en 1991, les navires US étaient d'abord passés aux Philippines et en Thaïlande pour y embaucher en nombre plusieurs milliers de jeunes femmes. Evidemment, on ne nous parle pas du «repos du guerrier» dans les médias. Mais elles sont toujours là, violées légalement. Dominique Voynet et les Verts français, maintenant pour la guerre, nous expliqueront sûrement que ces jeunes femmes des pays pauvres, relèvent du «développement durable».

## Le prix de la guerre

La guerre du Golfe a coûté 250 milliards de francs. L'OTAN annonce un coût journalier 600 millions de francs et a demandé une rallonge de 150 milliards de francs en cas d'intervention terrestre.

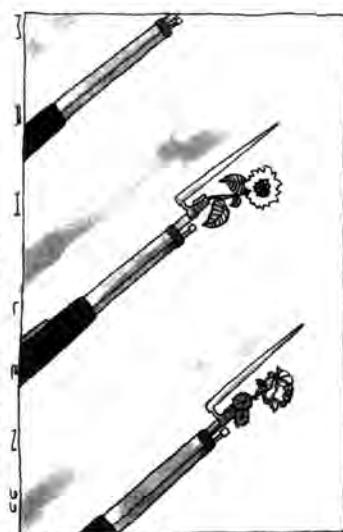


## Humilitaire

Les douanes italiennes ont saisi, fin avril, trente tonnes d'armes cachées dans un convoi de l'association humanitaire catholique Caritas. Les armes étaient probablement destinées à l'UCK.

## Accueil des déserteurs

La Fédération anarchiste (France), Alternative Libertaire (Belgique), l'Ecole libertaire Bonaventure (Île d'Oléron) lancent un appel pour mettre en place un collectif qui revendique l'accueil des opposants aux nationalistes de tous bords (opposants serbes, monténégrins, kosovars...). Ils réclament la liberté de circuler pour tous les réfractaires. Contact : Groupe Michel Bakounine, c/o ADIL, BP3, 17350 Port d'Envaux, tél : 05 46 76 73 10.



## Verts allemands sous protection policière

Le 13 mai dernier s'est ouvert le congrès extraordinaire des Verts allemands sur la question du Kosovo. Les positions de Joschka Fischer, ministre vert des affaires

étrangères, avaient provoqué de vives réactions chez les militants des Grünens. Le parti étant né lors des manifestations pacifistes des années 80, nombreux sont les membres du parti à être furieux de la dérive actuelle. A Bielefeld, dans l'ouest de l'Allemagne, le congrès s'est tenu derrière des barbelés et d'importantes forces de police. Les délégués des Grünens ont dû affronter leur base : jets d'œufs et de peinture, insultes. Des heurts ont opposé la police aux manifestants et il y a même eu des arrestations ! Certains délégués étaient en pleurs devant la violence des débats qui se sont engagés devant le lieu du congrès. A l'intérieur, la suite n'a pas été mieux. Les insultes ont continué. Joschka Fischer a été copieusement sifflé après avoir déclaré : «Si vous votez une motion pour l'arrêt des bombardements, je ne la mettrai pas en œuvre». Un sachet de peinture rouge l'a brutallement atteint au visage et il s'est rendu à l'hôpital brièvement pour être soigné à l'oreille. Revenu entouré de gardes du corps, c'est alors Daniel Cohn-Bendit qui monte à la tribune pour défendre son ami Fischer. Une motion demandant la sortie des Verts du gouvernement est repoussée. Sur 800 délégués, 444 votent contre et demandent de revenir aux positions habituelles des Verts. Jamais l'éclatement des Grünens n'a semblé aussi probable. (source : Dernières nouvelles d'Alsace, 14 mai 1999)

## Verts français et allemands isolés

La fédération européenne des partis Verts (30 pays) a dénoncé les positions adoptées en faveur de la guerre par les seuls partis Verts français et allemands (précisément ceux où il y a des ministres !). La fédération européenne dans un

## Le test d'Attac

« Voici la liste des pays bombardés par les USA depuis la fin de la seconde guerre mondiale : Chine (1945-1946), Corée (1950-1953), Chine (1950-1953), Guatemala (1954), Indonésie (1958), Cuba (1959-1960), Guatemala (1960), Congo (1964), Pérou (1965), Laos (1964-1973), Vietnam (1961-1973), Cambodge (1969-1970), Guatemala (1967-1969), Grenade (1983), Libye (1986), Salvador (années 80), Nicaragua (années 80), Panama (1989), Irak (1991-1999), Soudan (1998), Afghanistan (1998), Yougoslavie (1999).

Dans combien de cas, les bombardements ont-ils eu pour conséquence la mise en place d'un gouvernement démocratique et respectueux des droits de l'homme. Choisissez parmi les réponses suivantes : 0, zéro, aucun, pas un seul, un nombre entier compris entre -1 et +1».

Vous êtes encore pour les bombardements ?

texte publié début mai, demande l'arrêt des bombardements, dénonce la solution militaire comme possible sortie de la crise dans les Balkans : «d'avantage de bombardements, et, ce qui apparaît comme l'étape suivante, une intervention au sol, ne résoudront en rien les problèmes humanitaires des réfugiés, ni ne permettra une solution politique à la crise des Balkans». «En accord avec leurs principes de résolution non-violente des conflits et de démilitarisation, les partis Verts ont la grande responsabilité d'œuvrer à une solution politique à la crise du Kosovo, et tout particulièrement quand ils sont représentés dans les parlements et les gouvernements». «Nous poursuivrons notre dialogue avec les forces restantes de l'opposition serbe, soutiendrons leur lutte pour la démocratie et les aiderons à faire connaître leurs positions auprès des opinions publiques européennes».



## Italie mobilisation anti-guerre

Le 16 mai, une marche pacifiste de 24 kilomètres entre Pérouse et Assise a réuni environ 45 000 personnes selon la police (80 000 selon les organisateurs).

## Colère de René Dumont

Ce dernier a accepté de figurer sur la liste des Verts à condition que toute référence à son nom précise «qu'il reste un pacifiste intégral et qu'il est partisan de négociations pour rétablir la paix en Yougoslavie comme pour les autres conflits dans le monde». Il entend ainsi marquer sa différence d'avec les dérapages de Dominique Voynet et de Daniel Cohn-Bendit.

## Jeûne pour les Balkans

Pour dénoncer le «gâchis» des Balkans et susciter le débat en faveur d'une solution non-militaire, dix mouvements non-violents (Quakers, MAN, Arche de Lanza del Vasto... et les Verts-Paris) ont organisé à Paris un jeûne tournant de 20 jours. Les jeûneurs demandent «l'arrêt immédiat des frappes aériennes, une remise à plat du problème sous l'égide de l'ONU, une protection internationale des Kosovars, la mise en place d'une force d'intervention civile sous l'égide de l'OSCE».

## Tondeuse écologique

Dans son numéro de mai, Les Quatre saisons du jardinage présente un modèle écologique de tondeuse pour votre jardin : un lapin dans un espace clos que l'on peut déplacer !

### Hongrie stage sur le feutre

Un stage en français sur le travail du feutre est organisé par l'Institut écologique de Gömörszlövös, en Hongrie, du 23 juillet au 1er août. Renseignements : Erika Barna, Gömörszlövös 3728, Kassaï Út 37-39, Hongrie, tél : 00 36 48 435 016.



### Belgique autoconstruction

Nicole Collins, 50 ans, a construit à Wegnez-Pepinster, près de Liège, sa propre maison, presqu'entièrement à partir de matériaux de récupération. Elle a adopté la technique du «bois cordé» après avoir fait un stage avec François Tanguay, technique qui permet de monter des murs avec un mélange de bûches et de chaux. Elle a quand même dû acheter l'installation photoélectrique qui lui fournit son électricité solaire. La maison peut être visitée à certaines dates (18 juillet, 28 août) en prenant contact avec Nature & Progrès Belgique, 520, rue de Dave, B-5100 Jambes, tél : 32 81 30 36 90.



d'installation sur place avant de pouvoir répondre à ce genre d'annonces. Autre possibilité : la création d'un écovillage. Le terrain peut être gratuit à deux conditions : vivre en communauté et vivre selon les techniques traditionnelles de l'autarcie en milieu tropical. Pour en savoir plus envoyer timbres et CV à : BVSFA, BP106 Matoury, 97357 Cedex.

● Nous avons actuellement un centre de développement personnel (séjour de thérapie intensive + formation PNL + psychopathologie) et nous cherchons des partenaires financiers pour extension, notamment quelqu'un pouvant prendre en charge l'hôtellerie-restauration (plus jardin). Rens : La Tempérance, BP12, 63250 Chabreloche, tél : 04 73 94 27 76.

● Le Cun du Larzac, centre d'accueil et de formation, recherche pour la maintenance de ses équipements en énergie renouvelable, l'entretien mécanique et électrique, une personne à mi-temps à partir du 15 septembre 1999. Ecrire à : Cun du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau.

## Agri bio



● **Petite phrase :** «Les Biocoops qui continuent à référencer le soja de Soy, la filiale de Novartis, montrent clairement que l'économie passe aujourd'hui légèrement avant l'éthique» Jean-Claude Beirieu, président de Nature & Progrès France, éditorial de leur revue de mai 1999.

● **Soy et les Biocoop.** La firme Soy est un produit référencé dans les magasins de charte Biocoop. Cela ne va pas sans poser des problèmes à des personnes soucieuses de l'avenir de la bio. Dans le numéro de mars du Monde Diplomatique, l'association Ucbio rappelle que cette firme, au départ artisanale, créée en 1982, a été rachetée en 1991 par le groupe de chimie Sandoz, devenu, après sa fusion avec Ciba-Geigy, en 1996, la multinationale Novartis. Novartis est aujourd'hui un nom connu de nos lecteurs : c'est l'une des grandes firmes qui développe les OGM. Dans le numéro d'avril de Consom'action, revue des Biocoop, le président du Réseau, Hugues Toussaint, prend la défense de Soy en rappelant que cette dernière s'est engagée à respecter la charte des Biocoop qui, la première a interdit l'usage de lécitine de soja non bio. L'article du Monde Diplomatique annonce que Soy achète 25 % de son soja non-bio, ce à quoi Hugues Toussaint réplique que ce soja est destiné uniquement à des produits transformés à destination de l'Espagne. Une argumentation peu convaincante. Surtout qu'il existe une alternative : le société Tofoulie, également référencée par Biocoop, qui s'appuyant sur des producteurs locaux des Alpes, n'a pas pour l'instant une gamme aussi différenciée que Soy. Pour en savoir plus : Ucbio, c/o Mme Le Noallec, 23, rue du Languedoc, 35135 Chantepie ; Consom'action, 22, cours Gambetta, 65000 Tarbes, tél : 05 62 34 10 37.

● **Formations.** Pour connaître l'ensemble des formations en agriculture biologique dans des établissements publics, il existe une coordination avec deux adresses.

- pour les actions en France : Réseau Formabio, Jean-Marie Morin, CFPPA Rennes, BP25, 35651 Le Rheu cedex, tél : 02 99 60 87 77.
- pour les actions internationales : Formabio, Jean-Yves Morgantini, CFPPA, Chemin de Lempis, 38260 La Côte-Saint-André cedex 2, tél : 04 74 20 44 66.

● **Bio et OGM.** Une nouvelle réglementation vient d'entrer en application (depuis le 18 mai 1999) concernant la présence possible d'OGM (organismes génétiquement modifiés) dans la bio. Cette réglementation interdit l'utilisation d'OGM dans l'alimentation animale, les produits non transformés sont forcément sans OGM (déjà garanti depuis 1992). Seule la lécitine de soja non bio, autorisée à hauteur de 5 % dans les produits transformés, peut encore passer à travers la législation... sauf si le produit est précisé 100 % bio. Les produits à base de soja certifié bio sont forcément garantis non OGM.

● **Lyon : vin bio.** Bernard Millot, caviste, vient d'ouvrir à Lyon un lieu de vente de vins tous issus de l'agriculture biologique. Plusieurs centaines de crus différents. Contact : Les Caves de Saint-Georges, 13, rue Monseigneur-Lavarenne, 69005 Lyon, tél : 04 72 40 91 81.

## Annonces

### Emplois

● Ecole Steiner rurale, assurant de la 1ère à la 6ème classe (30 enfants), cherche professeur expérimenté(e) pour collaborer avec deux autres professeurs de classe, à partir de la rentrée scolaire de septembre 1999. Ecole Rudolf Steiner, L'Adret, 26560 Lachau, tél : 04 75 28 42 88 ou 04 75 28 40 09.

● Il existe un grand nombre d'embauches dans les emplois liés à l'éco-tourisme ou à la protection de la nature en Guyane. Par contre, il est inutile de postuler depuis la métropole : la priorité est systématiquement donnée à ceux et celles qui habitent déjà en Guyane. Vous devez donc prévoir quelques mois

● L'association La Valensolette cherche un bon bricoleur pour divers travaux de rénovation dans une maison, pour une durée d'environ un mois. Conditions à définir ensemble. Elle cherche également une personne chargée de la production artisanale et de la diffusion d'un chauffe-eau écologique et économique. Préoccupation humanitaire essentielle. Rémunération par intérêssement au CA. Apport personnel apprécié. La Valensolette cherche enfin une personne pour aider à l'accueil pendant la saison touristique (cuisine, ménage, entretien) et pour l'accompagnement d'enfants. Logée et nourrie. Conditions à préciser. Ecrire à : La Valensolette, 04410 Puimoisson, tél : 04 92 74 72 76.

● Etudiant (d'âge mûr) terminant études d'architecture à Toulouse, cherche stage ou CDD (charges réduites) dans Midi-Pyrénées, Aquitaine ou au-delà auprès d'architecte(s) ayant une motivation écologique. N. Perrette, 1, place Victor-Hugo, 31000 Toulouse, tél : 05 61 13 79 09.

● Couple 39/40 ans, deux enfants 12/6 propose à ferme bio-dynamique ou biologique savoir faire en organisation, animation et gestion (marché, foire, spectacle, café associatif, débat-rencontre, épargne locale...). Expérience de 10 ans d'autogestion d'un centre alternatif dans le Cher (adh. REAS). En vue de vous seconder pour accueil, animation du lieu, vente directe et vous aider dans votre production polyculture-élevage, maraîchage. Etudions toutes propositions. Brigitte Thévenard, Pascal Suquet, 6, rue Chambord, 41230 Courremain, tél : 02 54 83 86 06.

### Recherches

● Action régionale pour le développement intégré, BP 81137 Lomé, Togo, tél : 00 228 30 40 76, cherche des contacts pour collecter et expédier du matériel agricole : motoculteurs, tracteurs, matériel de travail du sol, outillages à mains, pompes à main, groupes électrogènes, produits de traitements phytosanitaires biologiques,

## Salons, fêtes, foires...

Juin

● **Saône-et-Loire : La Gaudriole.** La 5e édition de la foire agrobiologique de Bourgogne aura lieu le 26 et 27 juin au Château de Pierre-de-Bresse, en Saône-et-Loire.

Organisation : *La Gaudriole*, tél : 03 86 72 92 24.

● **Pyrénées Orientales : Bonavida.** Foire bio autour du thème du vin bio le dimanche 27 juin à Espira de l'Aglu.

Programme : *Civam bio, Maison de l'agriculture, 19, avenue de Grande-Bretagne, 66000 Perpignan*, tél : 04 68 35 34 12.

Août

● **Creuse : marché biologique.** Le 1er marché biologique à Chatelus-le-Marcheix se tiendra le dimanche 15 août. Contact : *CASTEL, 29 bis, rue des deux ponts, 23430 Chatelus-le-Marcheix*, tél : 05 55 64 31 51.

● **Hérault : Estivale de la bio.** Le Civam bio de l'Hérault et la coopérative Terre Mère organisent cette 3e édition le dimanche 15 août, à Olargues. Marché de produits bio, artisanat, habitat écologique... Repas biologique en soirée. Programme : *Civam Bio, maison des agriculteurs, Mas de Saporta, 34970 Lattes*, tél : 04 67 92 25 21.

## Cher Université d'été

Pour la deuxième fois, sur un site menacé par un projet de décharge de déchets ultimes se tiendra une université d'été. Celle-ci se déroulera du 18 au 23 juillet. Au programme : présentation d'expériences alternatives, de revues alternatives, marché en grain de sel, exposition sur le lieu, ateliers divers, musique, conte, fabrication de pain, etc. Programme complet : *Accorps, 31 bis, route du Pondy, 18200 Saint-Amand*.

## Gard Amateurs de fruits

La revue et association «Fruits oubliés» propose des stages : greffe en écousson de l'amandier (28 août), gestion d'un verger amandier et figues (11 septembre), préparation des olives vertes (25 septembre).

Renseignements : *Fruits oubliés, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard*.

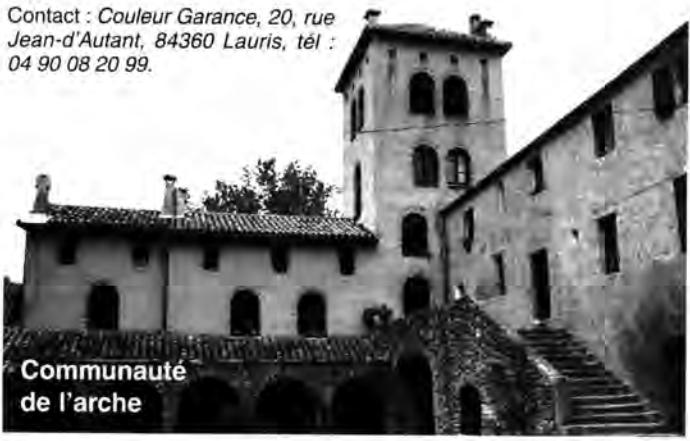
## Couleur Garance

L'association Couleur Garance propose de mettre en relation des chercheurs, des étudiants, amateurs ou professionnels, intéressés par les couleurs et autres ressources du monde végétal. Elle propose échange de savoir et de savoir-faire, expositions, ateliers, conférences, échanges de graines, etc.

Contact : *Couleur Garance, 20, rue Jean-d'Autant, 84360 Lauris*, tél : 04 90 08 20 99.

## Ariège Résistances

Le 3e festival international de films *Résistances* se tiendra à Tarascon-sur-Ariège, du 5 au 11 juillet. Programme : *Résistances, BP23, 09400 Tarascon-sur-Ariège*, tél : 05 61 05 13 30.



## Ecovillages

● **Vosges : chemin faisant.** De nombreux projets d'écovillages ne voient pas le jour par manque d'échange de connaissances. Pour favoriser cet échange, Ecolonie, dans les Vosges, se propose pour mettre en place une pédagogie pour adultes qui apprennent à raisonner «chemin faisant» en fonction de l'évolution du projet et à ne pas s'enfermer dans un projet défini a priori. Si vous désirez en savoir plus, réponse contre enveloppe timbrée à *Didier Bodin, Ecolonie, 88260 Hennezel*.

● **Ile-de-France : fête de l'été.** Le réseau français des éco-villages dispose maintenant d'un local au sein de la Ferme des Moulineaux, à Versailles. Une fête de la Saint-Jean pour tous ceux qui s'intéressent aux écovillages en Ile-de-France est organisée le 20 juin sur place avec animations musicales, discussions et feu de joie en soirée. S'inscrire à l'avance en téléphonant au 01 47 41 92 34 ou 01 34 62 63 00.

● **Communautés de l'arche : pas des sectes.** Les Communautés de l'Arche, d'inspiration gandhienne, avaient été signalées comme secte dans l'ouvrage *La France aux cent sectes* de J.P. Van Geert. Ce dernier a été condamné à 40 000 F d'amende, au retrait des pages incriminées et à 1 F de dommage et intérêt par le tribunal de Montpellier. (source : *Non-violence Actualité*, février 1999)

ouvrages sur l'agriculture biologique, engrains verts, semences biologiques...

● Cherche toute documentation sur les dangers possibles des micro-ondes. *Marc Tessier, Le Moulin Alain, 35550 Pipriac*.

● Future maman parisienne cherche, d'occasion, couches lavables pour premier et deuxième âge ; planche à langer sur baignoire adulte, et divers objets pour bébé à naître. Faire offre à *Perline à Silence qui transmettra ou par e-mail : perline@copacabana.com*.

● Cherche «tuyaux» pour construction tanking horizontal. *Dominique Fresq, Gwezgaradec, 29510 Langolen, e-mail dom.fresq@wanadoo.fr*.

● Intéressé par toilettes sèches, cherche témoignages d'usagers et si possible visites. Tél : 04 71 50 17 80.

**Logement**

● Professeur désirant changer de région cherche en location maison avec terrain (ou deux maisons sur une même propriété) en site isolé. Étudie toute proposition. Pas forcément urgent. Tél : 05 49 87 96 80.

● Jeune couple fonctionnaire, deux enfants 3 ans et demi et 18 mois, troisième attendu, cherche un logement type 3 ou 4 dans les Alpes-Maritimes, secteur Vence Antibes, à partir d'août. Cherchons également famille «migrant» dans le sens Alpes-Maritimes-Rhône pour partager les frais de déménagement. *Laurence Michel et Olivier Rocher, tél : 04 78 59 60 58*.

## Vacances

● **L'Association Métamorphose, ens, 65170 Saint-Lary, tél : 05 62 39 58 19** propose maison de 12 personnes à 1200 m d'altitude. Restauré en «biologie de l'habitat», cette maison vous accueille pour 175 F/jour. Régime lacto-végétarien, essentiellement bio. Ni alcool, ni tabac, ni télé, ni animaux.

● A la découverte de son propre clown. La «compagnie du bout du nez» organise du 3 au 8 juillet, à Boucieu-le-Roi (Ardèche), un stage «à la découverte de son propre clown». Activités de loisirs possibles sur place : VTT, rando,

ballades. Pour tous renseignements : 04 70 20 53 11 ou 06 07 40 32 20.

● Offre en location un moulin, isolé dans un chemin en cul-de-sac, dans région de grands vins. Location à la semaine ou en week-end. Renseignements : *D et C. Martinet, Le Moulin de Tuscat, 33350 Saint-Pey-de-Castets, tél : 05 57 40 71 79*.

## A vendre

● Vieille et belle maison solaire à vendre à Moulins (préfecture de l'Allier). Parce que je pars en Guyane, suite à une annonce dans Silence, je vends ma maison de Moulins. Rue semi-piétonne, quartier très calme, restauré. 240m<sup>2</sup> habitables sur trois niveaux. Rez-de-chaussée aménageable en cabinet, atelier, commerce. 1er et 2e sous comble en lofts indépendants. Beaucoup de caractère : escalier à vis en pierre, plafonds à la française, murs à croisillons, serre intérieure, toiture refaite, chauffage et eau sanitaire mixte solaire/gaz. Jardin privatif de 180 m<sup>2</sup>. Habitable de suite. Renseignements :

*Gilles Bertrand, tél : 04 70 20 43 54*.

● Cause cessation d'activité, vends matériel d'atelier musical, instruments de musique, matériel électronique, partitions, méthodes. Renseignements : *Gilles Bertrand, tél : 04 70 20 43 54*.

**Gratuites** : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emploi.*

*Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.*

**Domiciliées** : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*

**Sélection** : *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

# L'efficacité raisonnable et le piège de l'efficience rationnelle

*Il y a trois manières de se ruiner :  
le jeu, les femmes et les ingénieurs.  
Les deux premières sont plus agréables,  
mais la troisième est plus sûre.*  
Auguste Detoeuf [1]

**Q**uel type de gestion doivent mettre en œuvre les «entreprises» de l'économie sociale, solidaire ou alternative ? Les entreprises «alternatives» des temps modernes ne datent pas d'aujourd'hui. Elles fleurissent à partir du milieu du XIXe siècle, avec la filature de New Lanark et les autres expériences de Robert

les ONG associées offrent un vaste champ d'expériences comparables où se pose aussi ce problème d'une «autre gestion»



**L'histoire des entreprises «alternatives» est pleine du récit de leurs échecs. Ceux-ci sont attribués soit à leur insuffisance de rationalité dans la gestion, soit à la disparition de leur base sociale. L'expérience africaine de l'informel nous apprend que c'est la prise en compte de cette dernière qui est essentielle.**

**On peut opposer ainsi à l'efficience rationnelle une gestion fondée sur une efficacité raisonnable qui combine la prudence d'Aristote, la subtilité chinoise et la sagesse africaine.**

Owen. En dépit d'une singulière discontinuité on peut tenter un premier bilan. L'histoire de ces formes alternatives (coopératives de production ou de consommation, mutuelles ou autres), nées du socialisme utopique, voire de la doctrine sociale de l'Eglise, est parsemée du récit de leurs difficultés, de leurs crises et de leurs échecs. Un constat s'impose : en dépit de renaissances récurrentes, si ces formes résistent mieux au temps que le socialisme réel après la chute du mur de Berlin, elles sont loin d'avoir fait tache d'huile au point d'éliminer la forme capitaliste concurrente. Cette défaillance est généralement analysée selon deux grandes lignes : soit comme disparition de la base sociale de ces expériences (crise du dévouement, du militantisme, perte des motivations ou de l'abnégation des membres, disparition d'un leader charismatique...), soit comme insuffisance de rationalité dans un monde marchand (laxisme de la gestion, manque de professionnalisme des responsables, insuffisance de compétence technique...). Le débat est toujours actuel ; on le retrouve au sein des entreprises alternatives, des mutuelles de crédit, des coopératives de production ou de consommation, et dans le vaste monde associatif. Le «secteur informel» au Sud et

dans un océan de rationalité capitaliste, mais avec un environnement social différent.

Aussi, dans un premier temps, à partir du terrain de l'Afrique qui nous est plus familier, nous pensons mettre en lumière une autre logique qu'on s'efforcera d'expliquer dans un deuxième temps comme «l'efficace raisonnable» face à l'efficience rationnelle dominante. Cela nous permettra de poser ainsi les bases d'une «autre gestion» [2].

## L'expérience africaine du raisonnable.

L'Afrique est la terre d'élection de l'échec du développement. Elle est un véritable casse-tête pour les experts économiques. L'irrationalité y semble omniprésente. Pourtant, la prolifération de «l'informel» permet le miracle de sa survie. Sans entrer dans le détail de cet énorme dossier, il est instructif d'illustrer le fait que l'irrationnel y a ses raisons, autrement dit, qu'il peut être tout à fait *raisonnable*, et en tirer quelques leçons pour notre sujet. D'une façon générale, la manière de fonctionner des artisans africains *informels*, mê-

me les plus professionnalisés laisse toujours perplexe l'observateur. Deux forgerons se sont installés au bord de la route de Kaolak. Cette implantation suscitée par une ONG, vise à satisfaire la clientèle rurale avoisinante. Toutefois, la localisation, imposée par l'utilisation d'un outillage électrique plus performant, favorise une dérive commerciale pour des commandes urbaines. Ces forgerons, certes castés, mais ne conservant qu'une petite partie des coutumes ancestrales, sont très intégrés aux relations marchandes. Or, on se heurte au paradoxe suivant : il y a des besoins incontestables à satisfaire, et pourtant la production est loin d'être poussée à son maximum. Par ailleurs, la situation de l'artisan n'est pas non plus très florissante, tandis que les apprentis sont soit trop nombreux et inoccupés, soit au contraire en nombre insuffisant. Le local est incroyablement inadapté et l'équipement plus que sommaire. Enfin, l'accumulation est inexistante, même quand des commandes importantes peuvent apporter des recettes inespérées. Certes, ça marche, mais cela ne pourrait-il pas marcher beaucoup mieux ? [3]

Le premier réflexe de l'expert économiste est de vouloir introduire un peu de rationalité : accroître la productivité, accélérer les

[1] Propos de O.-L. Barenton confiseur, ancien élève de l'école Polytechnique. Les éditions de l'organisation. P. 124-125.

[2] L'opposition *efficiency/efficacy* vise à rendre celle faite entre *efficiency* et *effectiveness* par Ivan Illich et ses disciples (Voir Wolfgang Sachs, *Le culte de l'efficience absolue*, La revue du MAUSS N°3, 1er trimestre 1989). Le mot français *efficience* s'étant imposé dans la sphère économique, son double français *efficacité*, désormais associé plutôt à la technique, devient disponible pour connoter, un accomplissement satisfaisant sans plus.

ventes, améliorer les locaux, investir dans l'équipement et entrer dans le cercle vertueux de l'accumulation et de la croissance illimitée. Ce réflexe *intelligent* est sans doute la voie royale de l'échec. André Whittaker, lui-même entrepreneur et spécialiste de la «gestion créole» aux Antilles, note avec humour à propos d'un ouvrage d'expert [4] : «Ce guide-manuel du bon gestionnaire est en réalité un guide-manuel du mauvais gestionnaire. Il eût été plus conséquent d'intituler ce livre : Manuel pour échouer dans la gestion de l'entreprise en Afrique ou encore guide et recettes pour l'échec» [5]. Son diagnostic rejoint le nôtre, rationaliser l'informel, c'est le tuer en lui imposant une logique qui n'est pas la sienne. «Normaliser» des entreprises alternatives, qu'il s'agisse des artisans informels, des coopératives de production, des mutuelles de crédit ou des organisations économiques populaires latino-américaines, c'est-à-dire les faire entrer dans le moule de la gestion rationnelle, c'est les condamner à une mort quasi-certaine. Le ressort de ces organismes tient précisément à leur *irrationalité* et à leur «anti-économicité». Les artisans qui ont suivi les directives de ces *conseilleurs* (bons samaritains d'ONG, ou autres), ont fini dans la déconfiture ou sont revenus à leur pratique antérieure. Il ne faut jamais oublier en ce qui concerne ces artisans des banlieues populaires d'Afrique, que leur existence même tient du miracle. C'est ce qu'il faut commencer par comprendre et par analyser. Il n'y a tout simplement pas de marché au sens économique du terme, c'est-à-dire pas de demande solvable. D'une clientèle sans revenu on ne peut pas escompter la fortune, mais c'est déjà une belle réussite que d'en produire sa survie et celle de cette même

clientèle ! Si des entreprises rationnelles pouvaient marcher en Afrique, ça se saurait, d'autant plus que les tentatives n'ont pas manqué en cent ans de colonisation et quarante ans de développement !

## Du bénévolat au malévolat

La transposition de ce diagnostic au Nord est délicate car si les problèmes sont comparables, l'environnement y est différent ; il est lui-même moins *irrationnel* ou moins

alternatif si l'on peut dire, et donc moins porteur. La tentation y est plus grande d'utiliser alors pour survivre les recettes éprouvées de la gestion dominante au risque d'y laisser son âme et souvent aussi sa chemise. La professionnalisation, en effet, décourage le dévouement et pervertit le bénévolat. Normalisés, les permanents deviennent volontiers des «bénévoleurs» et les militants des «bénévolés» [6]. La gestion de la MNEF, l'affaire de l'ARC, la collecte des dons du sang fournissent des exemples médiatisés récents de dérives



**Marché africain**



**Tradition et modernité**

[3] C'est ce que pense, par exemple, Philippe Engelhard à propos de son garagiste : perte de temps et d'énergie due à l'insuffisance d'équipement et à l'absence de stock, et donc finalement à la faiblesse du capital. (Voir lettre de la Cade n° 20, mai 1998 et «L'Afrique miroir du monde ? Pour une nouvelle économie» éditions Arlea, Paris 1998). On pourrait multiplier les exemples de ce type, celui des forgerons Soninké de Kaedi, celui des femmes de Grand Yoff etc. Pour un florilège d'*irrationalités*, voir notre livre : «L'autre Afrique. Entre don et marché», Albin Michel, 1998.

[4] «Le financement de la petite entreprise en Afrique», L'Harmattan, 1995

[5] André Whittaker. L'analyse transformationnelle en sciences sociales. La société antillaise-guyanaise et le mode de production créole. Éléments pour une nouvelle théorie de l'entreprise et du développement ou efficience sociale de la production. Thèse, Paris 7, 1996, pp. 286 et 609.

[6] Suivant le bon mot d'un spécialiste de la chose, Patrick Viveret, responsable de la revue «Transversales sciences/cultures».

dangereuses. Au pire le bénévolat tourne au malévolat... Vivant dans une économie de marché plus généralisée, beaucoup d'entreprises alternatives du Nord pensent vivre ou survivre d'avoir trouvé un «créneau». Elles disparaissent quand ce créneau vient

La pratique courante en Amérique du Nord, pour les ONG caritatives de se décharger de leur tâche de gestion (collecte des fonds, en particulier) sur des firmes professionnelles rémunérées à la commission au nom de l'efficience économique illustre les limites du paradoxe de l'usage du *marketing* pour gérer les «*market failure*» (défaillances du marché) [8]. *Marchandiser* les bonnes causes sur le marché de la philanthropie et mettre «la misère du monde» à la mode, ne sont pas sans risques pour une ONG. L'incontestable *efficience* du procédé à court terme mine sans doute l'*efficacité*

## Quelle gestion pour l'alternative ? Le contenu de l'efficacité raisonnable.

Tirer la leçon de l'expérience africaine pour la gestion alternative, c'est préciser le contenu de l'*efficience raisonnable*, revenir à la *prudence* d'Aristote, en montrer les limites et tenter de les dépasser.

Rappelons brièvement que l'usage de la raison peut prendre deux formes très différentes, voire antagoniques : la voie du rationnel et la voie du raisonnable [9]. La première voie, qui nous est familière, consiste à calculer à partir d'une évaluation quantitative, c'est notre rationalité économique. La seconde est la voie traditionnelle du politique et du juridique, elle consiste à délibérer à partir des arguments pour et contre. Toutes les sociétés ont utilisé la deuxième voie pour résoudre leurs problèmes sociaux. Seul l'Occident a transposé dans la sphère des rapports humains la première voie. Il s'en est suivi une dévaluation du raisonnable, qui a été mis en une place injustement subalterne et souvent même chassé. La disparition de la *metis* (la ruse) de la pensée occidentale est révélatrice de cette bifurcation. L'intelligence pratique et rusée, sous toutes ses formes, source d'habiletés, de savoir-faire et d'activités aussi diverses que le tissage, la navigation et la médecine, constitue une dimension essentielle du monde grec et de la *prudence* [10]. Cette méconnaissance est proprement incroyable [11]. Et pourtant, la subtilité ne serait pas inutile au bon gestionnaire !



Marché chinois

à être occupé par un concurrent plus efficace. Il en est ainsi de nombre de petites associations spécialisées dans les produits biologiques ou dans l'artisanat indigène qui se voient mises en danger par l'introduction de rayons spécialisés dans les chaînes de grands magasins. Reste la lutte désespérée dans une fuite en avant problématique. Tonino Perna évoque ainsi les déboires de certaines coopératives de commerce équitable et solidaire qui, pour adapter les produits de l'artisanat indigène aux goûts de leur clientèle, devaient condamner les producteurs amérindiens à aller à l'encontre de leur tradition [7].

de l'association à long terme. Il se produit une contamination de la fin (la charité) par le moyen (le *business*) qui tend vers la confusion des deux. Le «créneau» de la charité n'existe que parce que le monde marchand fondé sur l'intérêt laisse des poches de misère (pudiquement pointées par les économistes comme *market failure*). La gestion suivant la logique économique de ces marges est paradoxale. «*A trop vouloir gagner, note Godbout, on se retrouve perdant*». En excluant l'esprit du don qui est au cœur de l'entreprise alternative, on risque de tarir la source des dons. C'est là la leçon de l'expérience africaine.

[7] Tonino Perna, Fair Trade. La sfida etica al mercato mondiale, Bollati Boringhieri, 1998, p. 123.

[8] Hagendord et alii, Que font-ils de vos dons ? 50 millions de consommateurs, 1994, p. 17, cité par Godbout «Consommateurs de don et producteurs de cause : la philanthropie et le marché», Revue internationale de Psychosociologie, 1997, vol. III, n° 8, p. 121.

[9] voir «Le rationnel et le raisonnable, les antinomies du postulat métaphysique de la raison économique», Revue du MAUSS, 2e semestre 1994, La Découverte, Paris. Repris dans problèmes économiques, 1-8 novembre 1995, La Documentation Française, Paris et «Le raisonnable contre le rationnel. Contribution à la critique de la tyrannie de l'esprit de géométrie», revue des Cindyniques, n°4, Janvier 1998, Institut Européen de Cindyniques, Paris.

Il est indéniable que cette opération a eu pourtant pour l'Occident des résultats spectaculaires. Il s'en est suivi un effet de puissance inouï. Toutefois, cette efficience prodigieuse se heurte à des limites au Nord et au Sud. Les menaces écologiques au Nord en sont une, l'échec de l'économie officielle dans le Tiers Monde en est une autre. Dans l'*économie* néo-clanique, on est raisonnable et non rationnel, et c'est précisément parce qu'on est raisonnable, et dans la mesure même où on l'est, que cela marche. Le raisonnable se définit dans ce cas par des attentes concrètes, c'est l'*effectif/efficacité* (*effectiveness*) et non l'*efficient* (*efficiency*). Le mieux est ici l'ennemi du bien. L'alternatif se fonde sur la recherche de l'*efficacité* ainsi comprise et doit se le fixer comme objectif.

Ce raisonnable qui fait contraste à la «disposition géométrique», à cette pensée du quantitatif qui domine en Occident depuis quelques siècles, n'est autre que la *phronésis* au sens d'Aristote. La *phronésis* ou prudence concerne avant tout le domaine des actions utiles à la conservation de la société [12]. La prudence est la qualité fondamentale du grand homme d'Etat, le *phronimos*, dont Aristote voit l'exemple en Périclès et Thucydide dans Thémistocle [13]. Le *phronimos*, l'homme prudent, possède cette capacité pratique, qui «est capable de délibérer correctement sur ce qui est bon et avantageux pour lui» [14]. Il tient compte de la complexité des situations, de la «pluralité des mondes», pour parler comme les conventionnalistes, et donc des valeurs et surtout des conflits de valeurs. La *phronésis* implique donc un certain degré de *métis*. Toutefois, elle n'est pas la recherche du succès à tout prix. Elle n'est pas une pure technique. Le souci du bien est toujours présent. C'est pourquoi la *prudence* convient tout particulièrement à la gestion alternative.

## Magasin d'Ardelaine



### La «prudence» naît de l'expérience

Peut-on introduire une formalisation plus poussée du raisonnable, en faire sinon une science, au moins un art codifié susceptible d'être enseigné aux gestionnaires (alternatifs ou non) comme le souhaite Michel Villette? Le raisonnable renvoie à la prise en compte de la totalité des éléments constitutifs du social et de l'humain — parler de «calcul» sociétal est une image évoquatrice mais dangereuse, car cet usage d'une métaphore empruntée au champ du

rationnel risque de solliciter des dérapages. Pourtant, chez les anciens déjà un certain glissement s'opère [15]. Même si Aristote est bien conscient de ce que le modèle emprunté aux mathématiques, source d'efficacité dans le domaine de la production (*poiesis*) ne peut être adéquat concernant l'action humaine (*praxis*), le rapport fin-moyen caractéristique de l'*efficacité/rationnalité* occidentale n'est pas absent de la *phronésis* puisque le prudent est défini «comme celui qui sait délibérer sur les moyens en vue d'atteindre une fin donnée» [16]. Cela tient à la double nature de la *phronésis*, technique et éthique. Aristote se refuse de faire de l'*habileté* une fin en soi.

[10] Detienne et Vernant, «Les ruses de l'intelligence. La métis des Grecs». Flammarion, Champs, 1974. Le terme de *phronésis* d'Aristote est mal rendu en latin par la «*prudentia*» de Cicéron, nous le conservons néanmoins pour la commodité, mais il faut toujours penser au «raisonnable». «Le contenu sémantique de *phronésis* a été prolongé au cours des siècles par le latin *prudentia*, la prudence. (...) Le terme de prudence en français connote des idées assez différentes et même dans certains cas passablement opposées. Il évoque plutôt la retenue et l'excès de la retenue, presque le bord de l'hésitation, alors que la *phronésis* évoque (...) une pensée pour l'action. Le terme de prudence a seulement conservé sa force originelle dans l'expression, très romaine, de *jurisprudence* qui est le degré supérieur du droit et la recherche suprême de l'équité dans les cas douteux de l'interprétation de la loi». Labey, op. cit. 1994, p. 25. Voir aussi Castoriadis op. cit. p. 212.

[11] Michel Villette s'en étonne pour la gestion des entreprises. Villette Michel, *Le manager jetable. Récits du management réel*. La découverte/Essais, 1996. «On dit d'un cadre, note Villette, qu'il est «dynamique», performant» ou «efficace». Le qualificatif de «prudent» ne serait pas un compliment. Ce mot est plutôt synonyme de timoré» p. 160.

[12] «Comme on ne délibère que sur le contingent, explique F. Jullien, la prudence n'est pas une science; mais elle n'est pas non plus un art, au sens de la technè, puisqu'elle vise à l'action (*praxis*) et non à la production. (...) La compléteront, en ce sens, aussi bien la «justesse du coup d'œil» que la «vivacité d'esprit» ou la capacité de «jugement» (*gnome*). L'illustrent non plus les savants absorbés dans leurs spéculations, mais les «administrateurs des maisons et des cités» (...) mais un homme d'action — Périclès». F. Jullien, *Traité de l'efficacité*, Grasset, Paris 1996, p. 15-16.

[13] «Il excellait à se faire, dans les problèmes

immédiats, l'avis le meilleur, grâce à la réflexion la plus brève, et relativement à l'avenir, il savait aussi se faire la plus juste idée sur les perspectives les plus étendues» Thucydide, I, 138, 3, cité par Detienne et Vernant, op. cit. p. 302.

[14] Aristote, Eth. à Nic., VI, 5.

[15] selon François Jullien. «En faisant crédit à la toute-puissance de la mesure, en se fondant sur le calcul des vraisemblances, sous la double autorité du *metron* et du *logismos*, médecins, orateurs ou stratèges, séduits par la maîtrise infinie que commencent alors à faire espérer les technai, se veulent des «ingénieurs de l'occasion» (Monique Trédé). Cicéron fait encore écho à cet optimisme en considérant qu'il y a une science exacte de la meilleure place et du meilleur temps (une «science», dit-il, de «l'opportunité des moments propres à agir»; et déjà Panetius : «une science de la bonne occasion des actions»). Jullien, op. cit. p. 99.

[16] Jullien op. cit. p. 46.

A la différence du rusé amoral, le «panurge» («le madré ou le coquin, l'individu paré de l'inquiétant prestige d'une intelligence trop souple» [17]), le *phronimos* a toujours en vue le bien.

A défaut d'une science du raisonnable qui serait contradictoire on peut poser les bases d'une *pédagogie du raisonnable*. N'en déplaise aux technocrates, on ne devient pas expert en raisonnable comme on le devient en rationalité. Le parcours initiatique est plus favorable que la *business school* pour percevoir ce qui est raisonnable et ce qui ne l'est pas, quant à l'honnêteté nécessaire à la recherche du bien, elle n'est pas matière à enseignement ni à calcul, même s'il est souvent payant d'être honnête.... [18]. Le rôle et l'éclairage du *précedent* sont fondamentaux pour déterminer ce qui est *convenable* et devenir un *phronimos* [19]. L'action raisonnable doit avant tout être justifiable. «*Les bonnes raisons d'agir*, comme l'écrit Laurent Thévenot, doivent être compréhensibles, acceptables, objectivables, justifiables, au regard d'autres personnes». Il ajoute en note : «Pour se garder d'une lecture rationaliste, (...) il faut avoir à l'esprit que les «bonnes raisons» dont il est question s'expriment dans des registres aussi divers que l'inspiration, la tradition, l'opinion, la solidarité, le marché, l'avenir. (...) Nombre d'entre elles seraient donc rejetées dans l'irrationnel, d'après les usages courants des termes 'raison et rationnel'» [20]. Le marché, en effet, ne constitue qu'un des éléments du problème. De là également l'importance de la doxa «c'est-à-dire l'opinion commune des gens sensés et bien informés qui expriment en quelque sorte ce qu'on pourrait appeler l'expérience humaine» [21].

## Prendre en compte l'éthique

La *Phronésis* d'Aristote est déjà, en quelque sorte pervertie par une volonté de maîtrise et de calcul congénitale et étrangère à l'Afrique comme à la philosophie morale chinoise [22]. Le

détour par la Chine n'est peut-être pas inutile. Dans la tradition chinoise, en effet, la recherche de l'efficacité raisonnable par des moyens étrangers à celle de l'efficience rationnelle, s'épanouit non pas dans la maîtrise des choses, mais en s'appuyant sur le potentiel de la situation et dans une stratégie qui exclut la rhétorique et le débat démocratique, au profit du détournement insidieux. «*Les Chinois ont pensé l'efficacité humaine d'après la transformation naturelle. Le stratège fait évoluer la situation à son profit comme la nature fait pousser la plante ou comme la rivière ne cesse de creuser son lit*» [23].

Sans doute une telle démarche répugne profondément à notre idéal politique. «On voit, poursuit F. Jullien, par différence avec la Grèce, ce qui a empêché la rhétorique

de se développer en Chine. Côté grec, c'est-à-dire celui de la cité, l'orateur s'adresse d'ordinaire à une collectivité qui délibère, celle du tribunal, du conseil, de l'assemblée : s'il a à tenir compte de l'état d'esprit de son public, il ne peut néanmoins entrer dans la logique personnelle de chacun de ceux qui l'écoutent ; de plus, sa parole s'inscrit en général dans le cadre d'un débat contradictoire, logos contre logos, elle réfute ou est destinée à être réfutée : il est donc conduit à étayer son discours par les raisons jugées les plus objectives, ne seraient-elles que probables, et fait appel à la rigueur de l'argumentation comme dénominateur commun de la pensée. Mais, en Chine, de même que dans tout régime monarchique (or la Chine n'en a pas conçu d'autre — même aujourd'hui : le Parti), la

[17] Vernant p. 305.

[18] «Le projet d'une maîtrise intellectuelle de l'expérience vécue, note Villette, ne peut manquer d'évoquer chez des esprits modernes les techniques religieuses d'examen de consciences — comme la confession des catholiques —, les techniques pédagogiques de formation de la personnalité — comme celles que pratiquaient les jésuites, par exemple —, ou encore les techniques thérapeutiques proposées par les psychanalystes et les psychologues. On se gardera, en première approximation, de réduire le vaste espace des formes possibles de la réflexivité à telle ou telle de ces formes particulières de 'maîtrise de soi'», op. cit. note p. 170. «La phronésis, note encore Villette, est le résultat d'un processus d'apprentissage individuel singulier, évidemment irréductible à un corps de connaissances décontextualisées, inscrites dans des manuels et transmises dans le cadre scolaire d'une salle de classe» Ibid. p. 172.

[19] «Comment devenir un *phronimos*? En ré-

apprenant à étudier directement — c'est-à-dire par nos propres moyens, par essai et erreur, par bricolage et dans la controverse — les situations professionnelles dans lesquelles nous sommes impliqués», Ibid. 182.

[20] Laurent Thévenot, Equilibre et rationalité dans un univers complexe, Revue économique, mars 1989, p. 159.

[21] Daniel Labey, «L'illustre précédent ou la rhétorique grecque du IV<sup>e</sup> siècle regardée comme une méthode d'aide à la prise de décision publique», Cegerna, Juillet 1996, p. 13.

[22] «La nature aristotélicienne, note Jullien, est «ingénieuse», «demiurgique», «fabricatrice» ; ou encore elle est «peintre», «modeluse» et «ménagère» — elle aussi a un plan. Elle a beau se distinguer des produits de l'art parce qu'elle a son principe en elle-même et procède sur un mode immanent, elle n'en opère pas moins, comme toute action, dans un rapport de moyen à fin». Ibid. p. 75.

[23] François Jullien, op. cit. P. 76.



parole, en s'adressant au prince, ne se départ jamais complètement de son caractère privé» [24].

Si la *phronésis* grecque a du mal à trouver son lieu, rongé par l'efficience technique et calculatrice, la pensée chinoise de l'efficacité s'épanouit dans l'amoralité la plus complète. Mais n'est-ce pas justement la tendance à séparer l'éthique de la gestion des affaires humaines qui a corrompu la tradition occidentale ? Il importe alors de conserver et de réintroduire cette éthique dans la gestion des entreprises alternatives comme dans les sciences morales et politiques. Bien sûr, l'idéal démocratique est en son cœur. Il ne s'agit donc pas de renier la tradition aristotélicienne de la *phronésis*, mais de corriger le biais rationnel de celle-ci par l'apport de la réflexion chinoise [25]. Celle-ci offre, en effet, dans le champ de la gestion, et tout particulièrement de la gestion alternative, des règles utiles. Les entreprises alternatives, en effet, ne peuvent songer à s'opposer de front aux entreprises capitalistes en les copiant pour les concurrencer victorieusement, mais doivent rechercher l'espace porteur de la différence.

## Abandonner le «créneau», approfondir la «niche»

Les *officines* alternatives sont très largement débarrassées des dichotomies qui structurent l'économie dominante : entreprises-association, managers-actionnaires, patrons-employés, entreprises-clients. La confrontation et le conflit, tout à fait caractéristiques de la rationalité occidentale, ne sont pas l'univers où se meut et où doit se mouvoir l'organisation alternative. Il n'y a pas de frontière tranchée entre l'interne et l'externe, entre ses membres et ses clients. Les sympathisants, les clients sensibilisés sont susceptibles d'être des militants bénévoles, voire des employés salariés, des actionnaires ou des donateurs et les anciens employés restent des supporters actifs. Il y a (ou devrait y avoir) osmose entre l'interne et l'externe. Beaucoup parmi les organisations alternatives n'ont pas à proprement parler d'activité productive, mais pour les autres, celle-ci n'est qu'un aspect de leur

action (pensons par exemple à la nébuleuse des disciples d'Emmaüs). Dans ces conditions, même dans l'entreprise productive, les rapports humains au sein de l'entreprise et entre l'entreprise et ses clients sont et doivent être radicalement différents. S'il y a des salariés, et si on doit attendre de ceux-ci une efficacité certaine, le fonctionnement hiérarchique pesant tuerait l'esprit de la raison d'être de l'entreprise. Une chaîne de complicité doit lier toutes les parties. Comme dans l'informel, nourrir le réseau des «reliefs» est la base de la réussite. Les entreprises alternatives qui se sont lancées dans de véritables activités productives, comme Ardelaine ou Ambiance-bois ont réussi à tenir jusqu'à maintenant grâce à cette solidarité interne et externe et non en calquant de façon caricaturale la gestion rationnelle. La constitution du convivial REPAS (Réseau d'Échanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires) qui se réunit effectivement autour d'une bonne table en témoigne [26]. L'élargissement et l'approfondissement du champ des complémentarités est le secret de la réussite et doit être le souci premier de ses entreprises. La qualité du produit, la productivité, la politique de l'embauche et des salaires, la distribution des bénéfices doivent être subordonnées à cet objectif primordial. La leçon africaine montre clairement que la gestion alternative suppose aussi de s'ap-



Ambiance bois

puyer sur la *niche* plus que de jouer sur le *créneau*. Ce n'est pas le «créneau», concept d'une stratégie militaire de conquête et d'agression, lié au rationnel, qui fait vivre l'entreprise alternative mais la *niche*, concept écologique beaucoup plus proche de l'antique prudence et de la conception chinoise de l'efficacité. L'entreprise alternative vit ou survit dans un milieu qui est et doit être différent. C'est ce milieu porteur qu'il faut définir, protéger, entretenir, renforcer et développer. Plutôt que de se battre désespérément pour conserver son créneau, il faut militer pour élargir et approfondir la niche [27]. Ainsi, la subtilité chinoise et l'éthique démocratique doivent se combiner à la sagesse africaine. Le thème de la démocratie dans l'entreprise (qui fit florès en 1981) et même celui de l'entreprise citoyenne sont fondamentaux à condition de ne pas les vider de sens.

Une entreprise ne peut être démocratique et citoyenne que si elle vise l'efficacité raisonnable et non l'efficience rationnelle. Autant dire qu'elle ne peut qu'être alternative.

Par Serge LATOUCHE ■  
Université Paris XI

[24] Ibid. p. 195.

[25] On pressent que les leçons de la tradition de la parabole africaine seraient infiniment précieuses et il est à souhaiter que la pensée africaine trouve son François Jullien.

[26] Voir Michel Lukek (Ambiance Bois) «Entre la Centrale économique et la micro-réalisation : le réseau» Bulletin de la ligne d'horizon, n° 20, Juin 1998.

[27] «Au total, écrit Tonino Perna, on peut dire que le défi pour le commerce équitable consiste non pas à faire entrer les produits du Sud dans le circuit de la mode, détruisant ainsi son patrimoine culturel, mais de transformer le choix éthique du consommateur en un véritable «besoin». «Cela signifie qu'il est nécessaire de penser plus en terme d'innovation sociale que d'innovation de produit» (...) Chercher à s'adapter aux soi-disantes lois du marché capitaliste, à en suivre les caprices, à en utiliser de façon a-critique les instruments — comme la publicité et le marketing — conclut-il, peut donner quelques résultats en terme quantitatif et sur une courte période, mais à la fin ce choix se révèle perdant» op. cit. p. 122.

# ECOLOGIE BRUNE

## Réfléchir, c'est mieux !

J'ai participé dès 68 à la fondation du groupe écolo situationniste *Survivre et vivre*, à la manif Bugey-Cobaye de 1971, à la fondation de la *Gueule Ouverte* en 1972 et suis un des rares écolo-anar-écologiste à lire régulièrement la revue de la nouvelle-droite *Eléments* depuis le début des années 80, à lire *Krisis* depuis 1994. De ces lectures, je retiens ceux sur l'écologie et sur les communautés. Il y a là vraiment matière à réflexion : les écolos gauchistes dorment trop sur leur deux oreilles, ils ne réfléchissent plus, la presse écolo-révolutionnaire de réflexion n'existe pas. Seule existe une revue de tendance marxiste qui se recycle mal dans l'écologie *Ecologie et politique* (Deléage, Lipietz). Je suis abonné depuis le début au *Recours aux forêts* où j'ai vu tout de suite une pub pour *Eléments*. Leur numéro sur Edouard Goldsmith est excellent. Plaisir de retrouver dans ce numéro Serge Latouche, un marxiste du début des années 60 qui a fait d'énormes progrès depuis ! (lire le bulletin de *La Ligne d'Horizon* qu'il préside).

Le numéro d'*Eléments* sur l'écologie est extrêmement fouillé. A part le débat entre écologie profonde et écologie sociale, débat entre Dave Foreman et Murray Bookchin, publié par *Silence* et les *ACL*, il n'y a guère mieux que cette revue pour comprendre le côté terriblement subversif de l'écologie profonde.

Comme j'aurai aimé lire ça dans *La Gueule ouverte* vers 73 ou 74 : réfléchir, cela ne fait de mal à personne.

Il ne faut donc pas avoir peur d'être pris au dépourvu, en tant que contestataire né de la mouvance mai 68, par les raisonnements diablement habiles pour contester la modernité que l'on trouve sous la plume d'Alain de Benoist ou de son jeune disciple Charles Champetier. Certains textes auraient pu paraître dans la presse d'extrême-gauche.

L'exégète de la Nouvelle Droite, Pierre André Taguieff, auteur d'un pavé pour décrypter ces discours (Ed. Descartes) m'aide à faire le tri. Car à côté des idées très Debord, Baudrillard, Vaneigem, Gorz, Virilio, la Nouvelle Droite laisse traîner les écrits des écrivains collabos pro-nazis : Céline, Drieu... Une haine viscérale de l'égalitarisme les pousse à admirer de bien curieuses hiérarchies, au prétexte du sens de l'honneur, de la grandeur et de l'héroïsme ! Ils aiment certaines élites ! Ils ont un côté vieille Europe aristocratique. Ils pestent contre l'Etat... mais veulent le remplacer par l'Empire qui serait, selon eux, une structure légère, moins taillonnée que l'Etat (un despote doux avertissait Tocqueville dès 1830).

Je pense, moi, qu'une bonne société est une société sans hiérarchie, sans caste, qui vise à l'idéal égalitaire à la façon des sociétés amérindiennes d'Amazonie. En cela, je suis aux antipodes de la Nouvelle Droite. Mais comme je suis aussi contre les pseudos «Lumières» des philosophes du XVIII<sup>e</sup>, utiles seulement pour nous éclairer sur l'hypocrisie de l'Eglise, car ces «Lumières» nous plongent dans l'impassé de l'anthropocentrisme com-

**BONNE PENSE :**  
"L'INTOLERANCE  
VIS-A-VIS DES DIFFÉRENCES  
FAIT NAIR LA GUERRE  
ET LA VIOLENCE"



**SNIFER TAG**  
"LA DELINQUANCE  
ET L'INSIGENCE SONT  
LES PIÈCES DE L'ANCIEN  
DE LA VIOLENCE"



## Le livre du mois

### UNE EVOLUTION VERS LA TOLERANCE

*Agenda 1998 - 1999*

Disponible auprès de la MJC,  
28, rue de la République,  
42500 Le Chambon-Feugerolles.  
1998 - 200 p. - 50 F (+20 F de port)



**V**oici une démarcation générale qui débouche sur un agenda plus qu'original. Après une recherche sur ce que l'on peut faire pour favoriser la tolérance, une trentaine de jeunes des MJC de la Loire se sont retrouvés dans des ateliers d'écriture, du 25 au 30 octobre 1997 pour chercher des "petites phrases" qui invitent à la tolérance. De cette réflexion est née une liste de 365 phrases qui cherchent à assurer de relier plus particulièrement avec un lieu de la planète. Aidé en cela par des graphistes, les jeunes ont ensuite réalisée des banderoles de 2 mètres de haut et de soixante centimètres de large avec sur chacune une phrase calligraphiée et une illustration : dessins, films, banderoles ou kakemonos sont photographiées et placées sur internet (<http://www.ed.medical.fr/mjcl/oro>). Les banderoles sont alors exposées sur une place de Saint-Etienne, accrochées sur un câble de 300 mètres de long placé à 4m50 de haut. Un concert accompagne l'exposition. Les banderoles sont distribuées des MJC par des volontaires qui défient dans la ville. Avec le soutien des institutions, il est alors décidé de faire un agenda "une évolution vers la tolérance" qui commence en septembre 1998 et se termine le 1er janvier 2000. Celui-ci comprend en moyenne bon nombre de banderoles, mais celle également pour chaque jour qui passe un slogan pour la tolérance. Non seulement le livre est disponible, mais les banderoles font maintenant l'objet d'une exposition itinérante. Une idée originale de première qualité. MB.

**KIGNEV HELE :**  
"TAS LA HYNE,  
OKITES HEUREUX?"



**DIALLO CHANTE :**  
"LES BELLES MÉLODIES  
HUMAINES NE SUITENTIEN  
SE PASSER  
DE NOIRS ET DE BLANCS"



**Article du livre du mois : «une évolution vers la tolérance»**  
**SILENCE n° 231 - mai 1998**

me l'a bien montré Lynn White dans son célèbre livre paru en 1966 : «les sources historiques de notre crise écologique». Depuis bien avant ces philosophes, depuis le début du monothéisme occidental, on n'aime ni les femmes, ni le sexe, ni la nature. La naissance d'un Dieu transcendant, intellectualisé, ailleurs, engendre une désacralisation de la nature, une perception orgueilleuse du monde, le contraire de l'écophagie. En cela, le paganisme (religion du lieu, du pays, du paysan), le polythéisme ou l'animisme, conduisent plus sûrement au sens du respect écologique de la nature, au sens des interactions subtiles entre les créatures, animales ou végétales.

Avec l'anthropocentrisme, il faut ajouter le mythe du Progrès (Descartes, Bacon, Fontenelle) et celui de l'Histoire qui place l'Occident à la fine pointe de la «marche de l'Histoire». Quel orgueil ! Alain de Benoist met toutefois, avec raison, en garde contre le biocentrisme d'Edward Goldsmith : non l'homme n'est pas un animal comme les autres ! On ne peut nier que ce primate a évolué vers une cérébralisation constante depuis 60 millions d'années. Cette dy-

namique, caractéristique de l'homme, c'est aussi la nature ! On ne peut, en tant qu'école, aimer la nature et en même temps nier la nature de l'homme. La nature n'est pas une immobilisation «climatique» (équilibre écologique), elle est aussi mouvement, avec parfois des phases de ruptures entre des phases synchroniques.

Les écolos aimeront bien s'endormir dans le «fondamentalisme» d'une nature éternelle, immobile, face à laquelle, il faudrait juste faire du gardiennage. Cette image est facilement récupérable par nos ennemis pour prôner le laisser faire capitaliste ! Il faut pour cela distinguer la dérive de l'effet de serre (provocée par l'homme) et les oscillations climatiques sur de longues périodes, étonnamment régulières.

La prise de conscience écologiste ne peut mener qu'à une remise en cause draconienne de la naïveté scientiste de Descartes, des philosophes du XVIII<sup>e</sup>, de Condorcet et autres positivistes du XIX<sup>e</sup>.

En tant qu'écolos, nous devons contester les pseudo-acquis «indépassables» des Luc Ferry, Marcel Gauchet, Alain Renaut, tous des orthodoxes de la

gauche rigide qui a pour catéchisme l'Etat homogène jacobin, faits d'individus égaux, interchangeables. Cette vision a déjà permis de justifier le colonialisme de la Troisième République, celle de Jules Ferry fier de son devoir d'aller «civiliser les races inférieures» (discours du 28 juillet 1885).

Cette contestation pourrait nous faire passer pour des gens de droite. Mais pourtant, cela n'a rien à voir. Nous ne sommes pas des «romantiques restitutions», du moins ni du féodalisme, ni d'une bourgeoisie matérialiste et cupide. Nous regardons plus du côté des sociétés plus exotiques qui ont su valoriser la tendresse, des modes de vie délicats, la coexistence avec le règne animal et végétal, un mode de vie «soutenable». Ce sont les sociétés vernaculaires mises en avant par Goldsmith et avant lui par Ivan Illich.

Ceci peut amener des confusions au niveau philosophique entre l'écologie et la Nouvelle Droite. Et avant de juger, il faut lire ce que la Nouvelle Droite pense, dans le texte. Grâce à la largesse d'esprit des rédacteurs de Silence nous avons pu lire Laurent Ozon. On peut aussi lire son manifeste (*Eléments* de février 1999). Petit jeu : remplacer dans ce dernier texte Nouvelle Droite par Nouvelle Gauche, le publier dans une revue comme Silence, écolo de la gauche alternative et communautaire, et le signer Alain-Claude Galtié, beaucoup des lecteurs de la revue tomberaient dans le piège. D'autant plus que la bibliographie utilisée par la Nouvelle Droite est faite d'auteurs qui plairaient à Silence : Marcel Mauss, Jacques Ellul, Lynn White, André Gorz, Karl Polanyi, Guy Beney, Herbert Marcuse, Robert Jaulin, Alexis de Tocqueville, Jean Baudrillard, Nicholas Georgescu-Roegen, Serge Latouche, Ivan Illich, Edouard Goldsmith, Hans Jonas...

Seul Pierre André Taguieff ne tomberait pas dans le piège ! En 1985, déjà, Alain de Benoist avait rendu perplexe plein de gens de gauche avec son pamphlet «Europe, tiers-monde, même combat !» (Ed. Robert Laffont). Même François Partant avait été troublé !

Cela dit, il est donc très important de comprendre en quoi et pourquoi la contestation écologique frôle la Nouvelle Droite, ou croise son chemin, sans pour autant se mêler. Cette recherche critique, parce qu'elle peut être novatrice de nouvelles idées et peut permettre de dépasser des catéchismes poussiéreux de gauche et de droite, est préférable à la lamentable reculade des Verts de Veynet, qui ont assuré la victoire post-mortem de Génération Ecologie.

Ce débat, hors les Verts (où il ne reste probablement plus d'écolos), ne peut se mener qu'entre écolos adeptes de la subversion immédiate du mode de vie par la mise en pratique, en non pas par le cirque électoral.

Pour être à même de mener ce débat, il faut connaître les liens entre cette Nouvelle Droite et une certaine extrême-droite non-catholique et non-royaliste, donc facilement proche du socialisme autoritaire de droite, autrement dit du fascisme et du nazisme. Cette extrême-droite n'est pas visible comme peut l'être celle conservatrice, catholique intégriste et monarchiste, regroupée au

sein du FN. Ce travail de filiation a été par exemple fait par la revue *Celsius* : «Alain de Benoist est-il de gauche ?» (n°55, janvier 1993), ou la revue *Article 31* : «Le GRECE et ses ramifications» (n°18, avril 1986). On peut lire également *L'envers des médias* (9, rue Cadet, 75009 Paris) : «Comment la Nouvelle Droite infiltre la gauche», article de René Donzat, dans le n°8 ; *La Vache Folle* : «Résistance : comment les fachos se déguisent en écolos» (n°21 de février 1999).

De quoi dénicher les écolos New-Age qui pensent qu'on peut toujours tout mélanger et que toutes les idées politiques se valent, du moment qu'on est «holiste» et qu'on «perçoit de bonnes vibrations». Cet angélisme est une démission du sens critique.

Il est parfois très enrichissant de lire *Eléments*, *Krisis* ou d'autres revues de la Nouvelle-Droite. Ainsi, la presse de gauche a peu parlé de la mort de Jacques Ellul ou de celle de Bernard Charbonneau. Par contre la presse de la Nouvelle Droite y a consacré plein d'articles. Elle y analyse aussi très bien les écrits de Guy Debord, le situationniste, ou de Michel Foucault. Etonnant. Laissons-nous donc étonner, au lieu de jeter au feu cette presse, au nom du «qu'en dira-t-on», des conformistes qui se conforment aux canons de l'antifascisme de bon ton dans les milieux d'extrême-gauche. Etre contre, c'est facile, réfléchir, c'est mieux.

**Thierry Sallantin**  
Guyane.

## Valeurs incompatibles

Ignorant donc la signature, vous dites (Silence d'avril 1999) «nous ne nous sommes pas rendus compte» que «le texte de Laurent Ozon est d'extrême-droite». Voici donc quelques éléments d'analyse (à votre décharge, je ne nie pas qu'il est évidemment facile de démontrer après-coup ce que le temps a mis au jour, procédé que Sartre appelle «l'illusion rétrospective» dans *Les mots*). Les textes cités ici entre guillemets sont tirés de l'article de Laurent Ozon dans Silence n°238.

Remarquons d'abord que ce texte très argumenté se laisse parfois aller à certaines approximations. Ainsi la qualification de tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'approche organiciste passe sans explication du terme «moderne» au terme «libéral» (page 32, 2e colonne). Les «valeurs modernes» sont la cible (page 34, 1re colonne). Or, le rejet des valeurs des Lumières et de la Révolution française est le commun dénominateur de tous les courants d'extrême-droite. «Les écologistes les plus conséquents portent contre la conception universaliste et anthropocentriste occidentale, une critique comparable à celle qui fut adressée, souvent à juste titre, aux nationalismes durant le XXe siècle». Jean-Paul II et les tendances les plus réactionnaires de l'Eglise catholique font aussi remonter à la Révolution française et son influence sur l'Europe les origines du drame hitlérien et du génocide des Juifs. Ozon précise : «la critique qui fut instrumentalisée contre les nationalismes s'articulait autour d'un processus de relativisation des appartenances nationales et ethniques». Les nationalismes ont été victimes d'une «instrumentalisation» de la critique. De même les phrases comme «c'est à la dégradation de notre humanité que nous assistons» ou les considérations sur «l'état de notre culture» sont fortement connotées.

Une des cibles de cet article est la promotion de la diversité : ce n'est pas «diversité» mais la «complexité» dans son sens de «ce qui est tissé ensemble» qui «augmente la stabilité du vivant», «la diversité n'est facteur de stabilité pour les systèmes vivants que si les parties sont complémentaires». Donc les corps étrangers ne sont acceptables que s'ils sont compatibles...

Dans un colloque sur les «les éveilleurs, aux origines de la révolte écologiste» (le 24 janvier 1999 à Paris),



le *Recours aux Forêts* traite entre autres d'Alexis Carrel, l'inventeur des chambres à gaz, la caution scientifique du régime de Vichy. N'est-ce pas révélateur ?

M. Ozon fait partie des animateurs d'un récent appel contre la guerre OTAN/Yugoslavie, signé par l'état-major du GRECE et qui a piégé de nombreuses personnalités de gauche (je précise que je fais partie des opposants aux bombardements de l'OTAN dans le cadre actuel).

En résumé, que fait Silence dans ce marigot ? Je ne peux mettre ces errements que sur le compte d'un manque de culture politique largement partagé. (...) Votre titre dans Silence d'avril («Waechter, Goldsmith, etc.») tend à déplacer le débat en dehors de Silence. Je pense que mettre Waechter et Goldsmith dans le même sac qu'Ozon est injuste. Mais cela suppose que Silence assume ses responsabilités. Ce n'est pas le cas dans Silence d'avril. La rubrique courrier donne la faveur à tous ceux qui défendent la publication du texte d'Ozon.

(...) J'étais abonné à Silence et y écrivais avant d'être membre des Verts. Dans ce mouvement, j'ai affiché et affiche toujours de multiples divergences avec les options stratégiques défendues par Alain Lipietz et je rejoins globalement les critiques faites par Silence contre les déclarations de Cohn-Bendit. Mais dans ce débat, il ne s'agit pas de dire que toute écologie doit être de gauche. La spécificité et la richesse de Silence est de publier des contributions écologistes de multiples horizons. Mais les thématiques d'extrême-droite sont incompatibles avec les valeurs de l'écologie, et Silence doit le signifier clairement.

Enfin, à titre personnel, je constate que la «nouvelle droite» «écologiste» semble faire une OPA sur la «deep ecology». J'aimerais que cette dernière réagisse. Mais c'est son problème !

**Eric Marquis**  
Paris.

## Désagréable sensation

Voilà quelques années, l'écologie au pouvoir s'appelait «Génération écologie». Au service du pouvoir socialiste, elle représentait l'écologie moderne, gérante, sérieuse, ouverte, tolérante au contraire de l'écologie passée de des Verts. Déjà à cette époque, une polémique relayée par une presse proche du pouvoir, avait vu le jour, les Verts étaient soupçonnés d'accueillir en leur sein quelques écolos plus bruns queverts. Brice Lalonde était alors la caution morale de cette écologie moderne, on connaît la suite...

Une même erreur semble se reproduire aujourd'hui. Réduire la composition de l'écologie politique en deux camps opposés, l'un de gauche et l'autre d'extrême-droite est extrêmement réducteur. Ayant toujours voté «vert» en tant qu'écologiste pour donner une chance à la vie et en tant qu'homme de gauche pour donner un sens à la vie, je regrette aujourd'hui que ce parti se mette au service du pouvoir, de l'économie de marché et de la fausse pensée unique. Depuis leur entrée dans les ministères, de concessions en concessions, les Verts perdent leurs différences, leur tolérance et leur âme. Alors me direz-vous, tout est simple. Silence dit vrai. Alain Lipietz dénonce. Non, malheureusement. J'ai une certaine conception de la vie, la défense de l'environnement n'est pas tout et je n'accepte pas l'ambiguïté vis-à-vis de l'extrême-droite de certains personnalités. Je souffre d'avoir un jour voté pour Antoine Waechter, je souffre de lire certains courriers des lecteurs laissant penser que toute idée d'où qu'elle vienne, est bonne à prendre pourvu qu'elle soit écolo, je souffre aussi de votre manque de clarté. J'ai longtemps cru en l'écologie politique, porteuse d'idées généreuses, novatrices, en dehors de la traditionnelle opposition droite-gauche, stérile du fait de leur approche commune de l'économie (malgré des discours différents) et en ayant fait le deuil d'un communisme qui sous-prétexte de combattre le «grand capital» en a finalement adopté tous les vices : production aveugle, gaspillage des ressources et accaparement des moyens de décisions par une élite. La participation des Verts au gouvernement a peut-être porté un coup fatal à l'alternative qu'ils pouvaient représenter, mais la tolérance d'idées aussi odieuses que celles de l'extrême-droite par un autre courant écologiste (certes minoritaire) me fait regretter le qualitatif d'écolo que mes amis m'attribuent volontiers.

Heureusement, ces considérations ne m'empêcheront pas, dès ce soir de faire, mon panier sous le bras, le tour des étalages du marché bio de Kérinou, de continuer la lecture de «Silence» ou encore d'apporter mon vote aux Verts, oubliant pour un temps cette désagréable sensation de malaise.

**Henri Bleunven**  
Finistère

## Dénoncer l'extrême-droite

Je réagis à votre article sur Goldsmith et Ozon car je suis en désaccord complet avec votre façon de présenter les choses, entre autres l'inter-titre «Goldsmith face à la rumeur» : en effet, quelqu'un va au colloque du Grece, on n'en fait pas une victime de la rumeur, puisqu'il a baigné dans le vivier des idées fascistes.

Quels sont les commentaires de Goldsmith suite à cette participation : est-il gêné ? Savait-il ce qu'était le Grece ? Vous n'avez pas remarqué les idées extrémistes d'Ozon dans l'article, mais le propre des gens défendant une idéologie d'extrême-droite est de dire et d'écrire des choses acceptables... parfois ! Auriez-vous publié un article contre la visition s'il avait été signé d'Hitler ? (toute proportion gardée bien sûr)

(...) D'autre part, il ne s'agit pas d'une cabale anti-MEI (à cause des élections), la meilleure preuve est que Geiger, membre du MEI, a dénoncé aussi les dérives de Goldsmith qui se proposait de financer la campagne de la liste Waechter. Tout en étant fasciste, on peut être anti-AMI et admirateur des cultures indigènes et aussi pour la vie en communauté (retour à la terre, solidarité de type «famille élargie», refus du progrès de façon obsessionnelle, paganisme à tendance fortement mystique...) ; certaines prises de position ne «garantisent» donc pas contre les sympathies avec l'extrême-droite...

(...) Enfin, et surtout, les réactions de certains de vos lecteurs m'ont fait bondir : qu'un d'entre eux puisse écrire qu'il est bon de s'ouvrir à l'extrême-droite et que cela ne suscite aucune réaction de votre part est affolant. J'entends donc que, pour ces lecteurs (qui ne devraient plus vous lire si vous clarifiez votre ligne éditoriale !) et que pour ceux qui pensent comme moi, vous exposez vos positions dans le prochain numéro.

Vous trouvez disproportionnée la taille des articles consacrés à ces questions dans d'autres journaux, vous avez tort. Juger ce genre de questions anodines serait une grave erreur d'appréciation de votre part. Vous mettez beaucoup de zèle à traquer les «contradictions» de certains (Mamère qui aime le Paris-Dakar, Konopnicki qui aime la chasse), mettez en au moins dix fois plus à dénoncer les idéologues d'extrême-droite ! Ce sujet est bien plus important ! (...)

**Philippe Morel**  
Bas-Rhin

Silence : Concernant les courriers parus au mois d'avril, il manque en effet une explication : nous avions décidé de publier l'intégralité des courriers reçus, à l'exception de ceux venant de l'entourage d'Ozon. En fait, nos lecteurs ont surtout réagi contre le ton employé par Alain Lipietz. Nous avons déjà consacré un numéro aux liens entre l'extrême-droite et l'écologie (n°158 d'octobre 1992, 8 pages), nous signalons des documents sur ce sujet qui peuvent paraître (il y en a peu car l'extrême-droite ne s'intéresse que rarement à l'écologie). Nous signalons des démarches positives comme l'expérience «une évolution vers la tolérance» (livre du mois, mai 1998) ou «Savoir vivre ensemble» (livre du mois septembre 1998).

# Livres

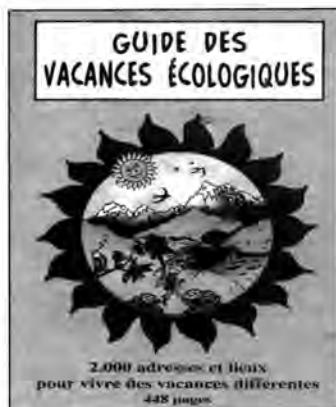
## Les aventuriers de l'abondance

de Philippe Derudder  
Ed. Yves Michel  
1999 - 320 p. - 98 F

Dans le livre «Les affranchis de l'an 2000», Marie-Louise Duboin essaie d'imaginer sous forme d'un roman ce que pourrait être une société où l'argent ne serait plus source de profit et où les intérêts écologiques et sociaux seraient pris en compte dans le fonctionnement d'une société distributiste. Pour amorcer ce livre, elle imagine un astronaute qui revient sur Terre après une grave catastrophe nucléaire qui a provoqué une révolution économique. Ce livre riche en utopie a l'inconvénient de ne pas fournir de mode de transition vers une telle économie. Ici, Philippe Derudder, reprenant le style du roman, essaie de montrer qu'en partant des SEL, les systèmes d'échanges locaux, et des écovillages, on dispose de tout ce qui est nécessaire pour amorcer un autre type de société. Pour cela, il suppose que le village ainsi créé s'intègre au sein du système conventionnel en faisant avec lui des échanges comme cela se pratique aujourd'hui entre deux Etats. La nouvelle forme d'économie proposée considère que dans le produit fini, les salaires sont le vrai bénéfice d'une production et non seulement l'éventuel profit qui rémunère le capital. A partir de ce moment, beaucoup d'activités aujourd'hui non rentables, dégagent du profit, c'est-à-dire qu'elles ont un impact positif sur les relations entre les personnes impliquées dans l'échange. Si le livre va parfois un peu trop dans la démonstration politique, le suspense mis dans le roman aide à passer outre. L'Etat craignant le succès d'une telle entreprise va en effet essayer de le faire échouer. Y réussira-t-il ? Difficile à dire car la fin du livre le montre bien : il faut avoir déjà fait une démarche spirituelle importante pour pouvoir s'impliquer dans un tel projet et résister aux forces extérieures. De très nombreuses analyses intéressantes au cours de l'histoire, même si la bibliographie est parfois un peu bizarre (Georges Soros ?). En tous les cas, ceux et celles qui dans les SEL cherchent comment aller plus loin devraient ici trouver de nombreuses idées à expérimenter. FV.

## Guide des vacances écologiques

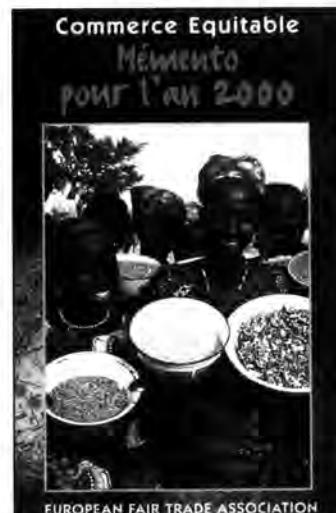
Ed. du Fraysse  
1999 - 448 p. - 60 F



Après le guide des alternatives, voici, publié par le même éditeur, un guide avec plus de 2000 adresses pour vivre des vacances différentes. Classé par thèmes, le guide fait un tour assez complet des possibilités de visiter des régions françaises d'une manière moins touristique et plus alternative. Il y a aussi des contacts pour les séjours des enfants. Les données sont relativement neutres. C'est à chacun de se faire son idée sur tel lieu d'accueil ou tel lieu visité. Avec les réserves d'usage sur les opinions de certains agriculteurs référencés, comme dans le guide des alternatives, ou sur les critères de certains lieux d'hébergement, il s'agit tout de même d'une initiative intéressante. MJ.

## Commerce équitable : mémento pour l'an 2000

de l'EFTA,  
European Fair Trade Association  
Ed. Solidar'monde,  
86, rue Berthie-Albrecht,  
94400 Vitry.  
1998 - 154 p.



ROMAN

## Le carnaval du temps de la lune

de Jean-Yves Le Gagne  
Ed. Mutine  
1998 - 245 p. - 70 F

Sous forme poétique et humoristique, l'auteur nous conte une enfance qui pourrait être la sienne. L'histoire n'a rien d'extraordinaire, par contre le style littéraire est fort agréable. FV.

Dans sa deuxième édition, EFTA, association européenne du commerce équitable, nous présente le cadre général du commerce international montrant la tendance à la mondialisation et à la libéralisation puis les luttes et les succès du mouvement du commerce équitable. Est abordée ensuite l'analyse de certains produits, les plus courants, en provenance du Sud, comme le café, le cacao, le textile... On trouve pour chacun des informations d'une part sur leur production et l'organisation mondiale du marché, et d'autre part sur les conditions de mise en place du «commerce équitable».

Les propos sont souvent amers : les producteurs sont souvent isolés face aux gros transformateurs et exportateurs et leurs conditions de travail inacceptables. Le pouvoir des sociétés transnationales est souvent déterminant dans la fixation des prix. Cependant des signes positifs apparaissent à travers des structures permettant aux petits producteurs davantage d'autonomie et développant un commerce plus équitable, mais aussi dans les entreprises «classiques» qui, sous la pression de l'opinion publique, prennent des mesures allant dans ce sens.

Un ouvrage bien documenté qui permet de bien cerner la problématique de la mondialisation des échanges. SP.

ne se transforme pas seulement en prenant le pouvoir, mais également en rendant aux gens le pouvoir de décider de leur vie». Il reste discret sur ce qu'est l'écologie : «Pour moi, l'écologie est le principal ferment de rénovation de la gauche. Il ne s'agit ni plus ni moins d'une refondation idéologique qui est en cours. En replaçant l'épanouissement individuel au cœur du projet politique, les écologistes se situent clairement dans ce vaste mouvement historique de libéralisation et d'émancipation par rapport à toutes les oppressions. L'histoire nous apprend que c'est justement la gauche qui est porteuse de cette volonté et de cette ambition jamais totalement satisfaites» (...) «Les droits ne garantissent pas la liberté si les fonctions vitales de l'être humain sont mises en danger par les atteintes à l'environnement et le dérèglement de l'écosystème planétaire». Ça se lit, mais sans plus. FV.

DANIEL COHN-BENDIT

tais-toi

## La mort en fleurs

de Mumia Abu-Jamal  
Ed. Le temps des cerises  
1998 - 160 p. - 85 F

Journaliste noir, il est accusé d'un meurtre lors d'un procès truqué par le FBI. Objectif de l'organisation policière : écarter un dangereux propagandiste de la cause noire. Condamné à mort, Mumia Abu-Jamal peut être tué d'un jour à l'autre. Ses avocats ont pourtant

apporté de nombreuses preuves du trucage du procès, mais en vain pour l'instant. Du fond de sa prison, ce livre est le deuxième «crime» de Mumia Abu-Jamal car selon les lois de Pennsylvanie, un prisonnier ne peut vivre de son écriture. Le premier crime était déjà un livre «En direct du couloir de la mort». A la menace de mort, on a voulu lui imposer le silence. Ce deuxième livre est composé de petits textes de réflexion (joliment maquettés) sur des sujets variés : la prison, la religion, le journalisme, la politique... Une belle plume qui ne demande qu'à vivre. FV.



## Henry Thoreau L'éveillé du nouveau monde

de Gilles Farcet  
Ed. Sang de la Terre  
1998 - 350 p. - 145 F

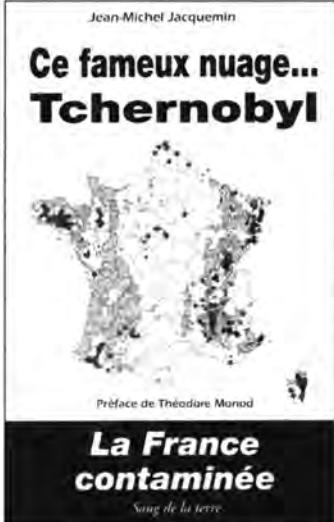
A chaque redécouverte des vertus de la désobéissance, inévitablement, on en revient à Henry David Thoreau qui vécut de 1817 à 1862 et dont les écrits influencèrent Gandhi, Tolstoï et Martin Luther King. Adepte de la vie au sein de la nature et de la non-violence, il a très tôt expliqué la différence entre le «légal» d'un Etat et le «légitime» d'un individu. L'auteur s'est ici intéressé au rapport entre la pensée de Thoreau et les grandes spiritualités et en particulier l'hindouisme. Cet éclairage particulier limite l'intérêt du livre. C'est bien dommage. FV.

## Ce fameux nuage... Tchernobyl

de Jean-Michel Jacquemin  
Ed. Sang de la Terre  
1998 - 330 p. - 129 F

Dans une première partie, l'auteur a retracé avec précision le trajet du nuage de Tchernobyl et les cartes de contamination telles qu'on les connaît aujourd'hui. Alors que la CRII-Rad naît dans les jours qui

suivent l'accident, la France est victime d'un énorme mensonge institutionnel et même lorsque les chiffres sont publiés... ils sont toujours aussi faux. Ainsi, le SCPRI du Pr Pellerin annonce une contamination de 37 000 Bq/m² au niveau de la centrale de Cruas (Ardèche) alors qu'aujourd'hui on sait qu'EDF a mesuré en fait 252 000 Bq/m² ! Dans une deuxième partie, l'auteur essaie de tracer ce que l'on peut prévoir dans la région la plus touchée : directement autour de Tchernobyl. Les chiffres sanitaires sont sans appels : les cancers sont en hausse rapide. Conclusion de l'auteur : il y a actuellement près de 400 réacteurs dans le monde, et rien ne peut nous garantir qu'il n'y aura pas de nouvel accident. «Le tocsin de Tchernobyl a sonné pour le monde entier». Bon travail de synthèse. MB.



## Le petit livre pour dire non à la violence

de Dominique Saint-Mars  
et Serge Bloch  
Ed. Bayard Poche  
1998 - 32 p.

A partir de 7 ans. Un excellent petit livre qui aborde les situations de violence auxquelles sont confrontés les enfants. Et des tas de propositions pour éviter de se faire piéger dans l'engrenage de la violence : le dialogue, la médiation, l'écoute mais aussi la fuite, le sommeil, le rire... Même si c'est écrit pour les petits, cela peut être lu par les plus grands. FV.

## Un génocide sur la conscience

de Michel Sitbon  
Ed. L'esprit Frappeur  
1998 - 160 p. - 15 F



L'ESPRIT FRAPPEUR

Plutôt que de reprendre une nouvelle fois la chronologie des événements au Rwanda, l'auteur s'intéresse ici à la démarche politique de la France : aide cachée, négation du génocide, enquête journalistique, commission d'enquête et finalement reconnaissance de «fautes» sans aller, pour le moment, à reconnaître la complicité dans le génocide. L'auteur, journaliste spécialisée dans l'analyse de la politique étrangère de la France, met clairement les points sur les i et l'entourage de Mitterrand comme les réseaux Pasqua en prennent pour leur grade. Va-t-on pour autant sortir de cette politique colonialiste ? Rien n'est moins sûr. MB.

Nous avons également reçu

## Le chant de la terre, la spiritualité des Amérindiens

Don Rutledge et Rita Robinson  
Ed. Dangles  
1998 - 164 p. - 95 F

Ecrit à la première personne du singulier ou du pluriel, le récit de la découverte des rites indiens encore connus, de leur rôle, de leur symbolique. Inventaire dans différents domaines : nourriture, santé, etc. Très facile à lire, mais peu d'informations fondamentales.

## Zoos, histoire des jardins zoologiques en Occident

d'Eric Baratay  
et Elisabeth Hardouin-Fugier  
Ed. La Découverte  
1998 - 294 p. - 135 F

A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, se multiplient les ménageries. Pourquoi l'homme choisit-il d'enfermer les animaux ? Comment cette pratique est aujourd'hui remise en cause. Un livre historique.

## Le racisme raconté aux enfants

de Georges Jean  
Ed. de l'Atelier  
1998 - 144 p. - 65 F

Réactualisation d'un livre qui a connu un vif succès depuis sa première sortie en 1984. L'auteur, universitaire, poète et essayiste. Un ouvrage facile à lire, clair et qui peut être offert aussi à des adultes.

## Liberté buissonnière

de Noël Hily  
Ed. Opéra (Nantes)  
1998 - 188 p. - 90 F

Ce livre retrace l'itinéraire de l'auteur. Il faut attendre les deux tiers du livre pour que l'auteur passe son bac ! Décevant.

## Les silences pudiques de l'économie

Textes réunis par Yvonne Preiswerk  
Ed. IUED (Genève)  
1998 - 280 p.

Compte-rendu d'un colloque dont le thème était «économies et rapports sociaux entre hommes et femmes». Des textes en français, espagnol et anglais selon l'origine de l'intervenant. Dommage qu'il n'y ait pas de traduction. Par contre, de très nombreuses références sur ce thème aujourd'hui de plus en plus étudié : comment l'économie a-t-elle pu si longtemps éviter le débat sur les différences entre hommes et femmes et comment elle a du mal aujourd'hui à prendre en compte cette dimension.

## Le rhinocéros

d'Alain Zecchini  
Ed. L'Harmattan  
1998 - 270 p.

Massacrée pour sa corne, le rhinocéros est un animal peu connu. Un curriculum de la bête extrêmement complet, écrit de manière fort lisible suivi d'un récit des braconnages qui aujourd'hui mettent l'espèce en péril.



BAYARD POCHE A 11 Pi

# Livres

## Le droit au plaisir

de Paul Pearsall

Ed. Dangles

1998 - 368 p. - 130 F

Le sous-titre de l'édition américaine est «aimer, travailler ou jouer, il faut choisir». Notre instinct nous pousse à faire des choses agréables, ce que les Polynésiens appellent le «souffle de vie». L'auteur, psychiatre, retiré en Polynésie, y a appris le respect de soi après avoir connu la vie trépidante occidentale. Il nous montre que le stress n'est pas une fatalité. Santé et bonheur ne sont pas des biens de consommation. Un livre avec des tests dans le domaine de votre ego, de votre couple, de la famille et du travail pour essayer de s'améliorer. Même si l'on apprécie l'initiation à la philosophie polynésienne, le livre contient beaucoup d'évidences.

## TGV : comment éviter le gâchis annoncé ?

de Michel Caniaux

Ed. L'Harmattan

1998 - 190 p. - 110 F

Sous forme de dialogue, l'auteur, fervent défenseur du rail, étudie les critères à prendre en compte si l'on veut vraiment s'intéresser au transport ferroviaire, en particulier, ici, en ce qui concerne le développement à partir du TGV-Ouest en Bretagne. Il remet en cause le réseau en étoile centré sur Paris et montre qu'avec des liaisons transversales on peut allier confort, vitesse et rentabilité.

## Associations et communications

d'Eric Dacheux

Ed. CNRS

1998 - 154 p.

L'auteur développe ici la suite de ses réflexions sur la dérive «marketing» des grandes associations (il avait publié un article sur le sujet dans Silence n°212-213). Il montre qu'il ne faut pas s'étonner d'avoir aujourd'hui une crise de militantisme quand la communication professionnelle détruit de fait la communion nécessaire au bon fonctionnement des associations. Il suggère donc de repartir des méthodes impliquant les adhérents pour trouver de nouvelles pistes de communication. Un livre destiné à toute association qui dispose aujourd'hui de salariés sur la communication ou, pire, qui confie sa communication à une autre structure.

## Du cannabis pour le goûter

Textes réunis par Dominique Antonin  
Ed. L'Esprit Frappeur

1998 - 140 p. - 15 F

Six nouvelles écritures au XIXe siècle et au début du XXe par des écrivains ayant mangé des plats contenant du cannabis. Certains ont apprécié, d'autres non.

## Vers une armée citoyenne

sous la direction  
du général Henri Paris  
Ed. L'Harmattan  
1998 - 240 p.

Les militaires ne peuvent s'exprimer facilement lorsqu'ils sont en service actif, mais une fois mis en réserve, ils le peuvent plus facilement. Cet ouvrage est une réflexion de militaires de carrière sur la suppression du service militaire. Le livre s'inquiète surtout de la perte totale de la notion de défense par le citoyen avec l'arrivée d'une armée de métier. Évidemment, les solutions ne sont pas les nôtres, mais il existe quand même une base d'analyse commune.

## Droit international de l'environnement

de Jean-Marc Lavieille  
Ed. Ellipses  
1998 - 192 p.

Face à la multiplication des problèmes écologiques, une démarche est celle de la multiplication des textes législatifs et la naissance d'un droit international de l'environnement. L'auteur montre comment ce droit a vu le jour, où il en est, mais également ses limites : peut-on réfléchir plus globalement et plus radicalement pour enfin résoudre les problèmes écologiques qui continuent à se développer ? Style universitaire.

## Développement durable dans l'Union européenne

de Pierre Fréb  
Ed. L'Harmattan  
1998 - 190 p. - 98 F

Ce livre fait le tour des choix politiques des quinze pays de l'Union européenne dans les domaines de l'eau, de l'air et des déchets. Très bonne présentation même si les visions de l'auteur nous semblent parfois optimistes.

## Histoire de Fresnes, prison «moderne»

de Christian Carlier  
Ed. Syros  
1998 - 270 p. - 155 F

La prison de Fresnes a cent ans. Première prison équipée de cellules individuelles, isolant le détenu dans le silence et la folie. Le confort «moderne» n'a ni stoppé les maladies, ni empêché la récidive et a été par contre source d'une grande souffrance morale. Un bon travail d'historien.

## Le guide de l'entrée et du séjour des étrangers en France

du GISTI  
Ed. Syros  
1999 - 270 p. - 125 F

Nouvelle version du livre intégrant les nouvelles modifications des lois depuis l'arrivée du gouvernement Jospin.

## Emotions

de Paul Dumouchel  
Ed. Empêcheurs...  
1999 - 202 p. - 59 F

Réflexion sur les émotions comme mode de relation sociale. Difficile livre de philosophie.

NOUVEAU



## La cuisson solaire facile

De Roger Bernard  
Ed. Silence / Jouvence

Bricoleur débutant, vous trouverez dans ce petit livre pratique, les plans nécessaires pour fabriquer plusieurs types de cuiseurs, ainsi que les conseils nécessaires pour les utiliser au mieux : récipients, recettes, etc...

1999 - 96 p. - 29 F

Bon de commande page 79

CD

## Le serrurier magique

par les enfants de Belleville  
Ecole primaire  
38, rue de Tourtelle 75020 Paris  
1998 - 90 F

Ce disque a été réalisé par des enfants dans une école, pour d'autres enfants, mais aussi pour les plus grands. C'est l'histoire d'un pays où les êtres passent du printemps gai et chaleureux à l'hiver le plus rigoureux, où l'on se répète sur soi. Mais à force de sagesse, les êtres reviennent au printemps et réapprennent la joie et l'espoir. C'est aussi l'histoire de la terre où les hommes «passent rarement l'hiver». C'est l'histoire d'un enfant sur cette terre qui voudrait «changer tout ça». Il doit entrer en contact avec le serrurier magique qui est le seul à posséder les clés pour accéder à un monde plus juste et plus égalitaire. Mais qui est ce serrurier ? Où le trouver ? C'est toute la trame de cette comédie où l'on sent poindre en permanence le souci de justice et de liberté. MJ.

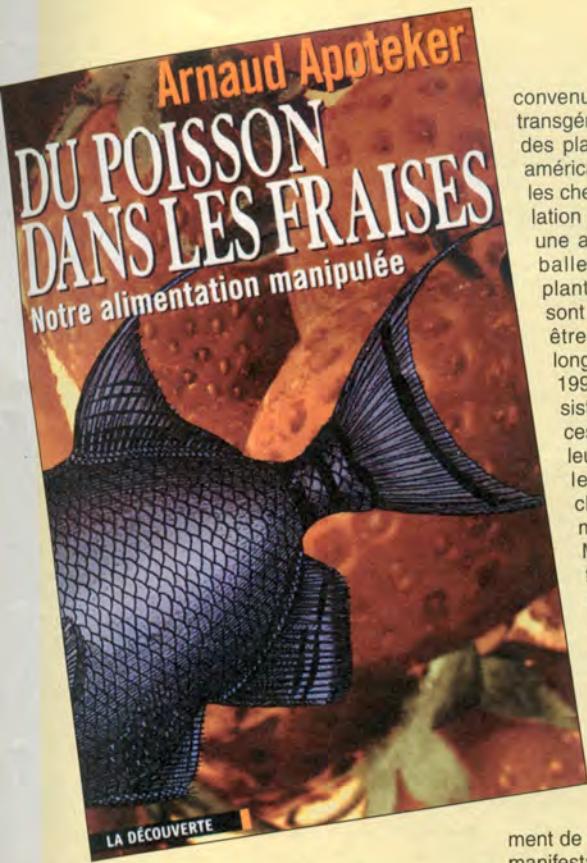


## ...sed estas

de Persone  
Ed. Vinilkosmo (31450 Donneville)  
1999 - 27' - 79 F

Groupe espéranto-rock, il s'agit là de leur quatrième album («mais ce n'est pas»). Persone est un trio musical qui vient de Stockholm (Suède), qui existe depuis 1986 et dans sa forme actuelle depuis 1990. Les textes sont écrits directement en espéranto. Ils ont fait des concerts dans 11 pays différents, lors de rassemblements espérantistes ou de la jeunesse. Le titre de ce CD est la suite du titre précédent «Ça pourrait être simple». Il comprend sept titres électriques et un acoustique. Une ambiance merveilleuse et très dansante. Sylvie Galloy.

Le livre du mois



d'Arnaud Apoteker  
Ed. La Découverte  
1999 - 230 p. - 120 F

Arnaud Apoteker, docteur en biologie, est depuis plusieurs années l'animateur au sein de Greenpeace de la campagne contre les aliments transgéniques. Ce livre est donc avant tout un condensé des connaissances acquises sur le sujet. Après une introduction sur l'histoire de l'alimentation, l'auteur essaie de nous expliquer le plus simplement possible ce que sont les manipulations génétiques (*«la transgénèse»*) et en quoi cela se distingue de toutes les méthodes d'amélioration utilisées jusqu'alors en agriculture. Après un rappel des principales manipulations déjà effectuées, le livre se poursuit par une analyse des enjeux économiques qui se cachent derrière l'arrivée des OGM. Il reprend là une intéressante comparaison avec l'énergie nucléaire que nous avions abordée dans *Silence* : même discours technique incompréhensible, même discours *«au nom du progrès»*, et après *«l'énergie illimitée»* on nous annonce maintenant *«l'alimentation illimitée»*. Mais on peut aussi craindre la même destinée : un accident majeur. Comme la radioactivité, les OGM sont inodores et une fois disséminés, on ne pourra rien faire pour les arrêter. Il n'y aura pas de Tchernobyl transgénique spectaculaire, par contre une épidémie n'est pas à exclure, d'autant que les premières cultures transgéniques ne donnent pas les résultats escomptés.

Dans un chapitre consacré à la firme Monsanto, Arnaud Apoteker nous narre les dé-

# Du poisson dans les fraises

## Notre alimentation manipulée

convenues de la firme concernant le coton transgénique : dès la première année, 60 % des plants de coton des 700 000 hectares américains transgéniques sont attaqués par les chenilles, ce que devait éviter la manipulation génétique. Un deuxième essai avec une autre semence manipulée donne des balles de coton qui se détachent des plants avant maturité : 20 000 hectares sont perdus. La tomate Flavr Savr devait être une tomate qui se conservait plus longtemps. Elle a été cultivée à partir de 1994. Mais leur peau se déchire, elles résistent moins bien au tassement et nécessitent des emballages coûteux, enfin leur goût farineux n'est pas apprécié par les consommateurs. Depuis les recherches continuent pour essayer de mettre au point une tomate correcte. Malgré ces mauvais départs, les firmes essaient de poursuivre coûte que coûte : en vendant leur technologie très cher, les firmes espèrent toujours d'hypothétiques bénéfices. Et tant pis pour notre santé.

L'une des principales raisons de ces erreurs à répétition provient de l'utilisation erronée de données en biologie. Les OGM ont été imaginés à partir d'une connaissance de l'ADN qui supposait qu'à un segment de la molécule donnée correspondait une manifestation extérieure. En changeant ce segment, on changeait la donnée extérieure. Aujourd'hui, on sait que cela est faux : les segments ont des interactions entre eux. Et tout se complique. C'est comme si aujourd'hui on affirmait connaître un livre uniquement en ayant listé les lettres qu'il contient sans rien comprendre, ni les mots, ni les phrases.

En 1997, nous narre Apoteker, un important stock de colza a dû être retiré de la vente au Canada car des essais ont montré que Monsanto s'était trompé en modifiant les gènes. Ce sont 7 % des semences du pays (de quoi planter 245 000 hectares) qui ont dû être retirées de la vente. Les organismes agricoles ont estimé le coût de ce retrait à 24 millions de dollars.

Les conséquences de ces errements, c'est le risque de nouvelles maladies. *«En 1989, est apparue aux Etats-Unis une nouvelle maladie appelée EMS (syndrome d'éosinophilie myalgique)*, dont les principales caractéristiques sont une augmentation du nombre d'un certain type de globules blancs, ainsi que de fortes douleurs musculaires. En novembre de la même année, la FDA américaine a émis une mise en garde sur le plan national pour appeler l'opinion publique à cesser de consommer des compléments nutritifs au tryptophane. A cette date, un tel nombre de personnes avait été touché par l'EMS qu'elle avait provoqué au moins trente-six décès et des milliers de cas d'invalidité, certaines estimations les évaluant à plus de dix mille. Le problème était lié à un lot contaminé de tryptophane fabriqué par la société japonaise Showa Denko, qui utilisait une souche nouvellement modifiée de bactéries transgéniques» (p.160). Alors que les semences transgéniques n'ont été demandées

par personne, les grandes firmes insistent dans l'espoir de nouveaux profits.

Arnaud Apoteker, après une démonstration sans faille, pose dans la conclusion un certain nombre de choix que peut faire le lecteur-consommateur : *«Actuellement la part dans la consommation des aliments transformés ou préparés par l'industrie s'élève à 70 % en Europe et à 90 % aux Etats-Unis. Dans de nombreux pays en développement où l'agriculture et l'industrie agroalimentaire n'ont pas subi les mêmes processus d'intensification et de «rationalisation», elle ne dépasse guère 10 % à 20 %. (...) L'industrie préfère des matières premières homogènes. Ce système de production pousse au développement de grandes monocultures intensives et tend à remplacer des emplois paysans par des emplois ouvriers dans les chaînes de transformation alimentaire. (...) L'arrivée de «l'alimentation transgénique» pose la question de l'agriculture et du paysage de demain. Soit d'immenses étendues de monocultures monotones de quelques rares espèces, dotées de gènes étrangers, menaçant de créer une pollution génétique, d'abord invisible, puis irréversible pour la biodiversité agricole. Ces monocultures seraient gérées comme des entreprises manufacturières par de rares exploitants, soumis aux contraintes des multinationales et de plans de gestion agricole centralisés. Soit une agriculture familiale diversifiée pourvoyeuse d'emplois agricoles dans des communes rurales et maillant un paysage varié.*

*Si l'on estime que l'agriculture est une entreprise industrielle comme une autre, impliquée dans la compétition mondiale, ignorant tout du caractère vivant de la matière traitée ; si l'on considère que son but est de croître le plus possible avec le moins de main-d'œuvre possible, sans considération des coûts environnementaux ou sociaux, alors élimination des petites exploitations familiales au profit des structures gigantesques de production de molécules grâce aux organismes génétiquement modifiés est un signe de succès. Si l'on considère en revanche l'activité agricole familiale comme un socle social et occupationnel et comme la base de la vie rurale, alors remplacer les paysans par des exploitants agricoles et vider les villages ruraux, constituent clairement une politique antisociale et néfaste pour la société dans son ensemble»* (p.202-203).

Arnaud Apoteker pose également la question de l'alimentation de demain : *«Confrontée aux premiers produits de la 'bouffe Frankenstein', il nous faut réfléchir sur le type d'alimentation que nous voulons. Soit une alimentation artificielle, désinfectée, déracinée, uniforme d'un bout à l'autre de la planète, soit une alimentation variée, proche des terroirs, et dont les dimensions gustatives, sociales, culturelles ne sont pas sacrifiées. Aujourd'hui deux tendances s'opposent dans la demande de produits alimentaires : les produits naturels et particulièrement ceux issus de l'agriculture biologique (...) et les produits de l'agro-industrie, génétiquement manipulés et bourrés de résidus de toutes sortes (antibiotiques, hormones, pesticides). (...)»* (p.206-207). A vous de choisir. MB.

## Ecologie, subversion ou alibi ?

Par petites touches, l'écologie d'aujourd'hui nous distrait un peu de la grisaille ; on écoute, rêveur, la minute et demi environnement que nous concède France-Info entre la litanie boursière de JP Gaillard (un oublié de l'entartage) et la météo (ski hors pistes ce week-end ?)

Car notre conscience environnementale doit être flattée et tranquillisée : rassurons-nous, les touches «vertes» existent même au bord des autoroutes, sous la forme de plantations d'arbres «indigènes» ; on pourrait suggérer d'y ajouter des portraits agrandis des habitants des villages qui ont eu la chance d'être «désenclavés», cela ferait plus encore couleur locale. L'A39, «autoroute verte», a su intégrer ce souci écologique jusqu'à faire figurer sur les ponts animaliers enjambant les deux fois deux voies des maquettes de biches et de sangliers qui enchanteront les enfants des automobilistes. Que voulez-vous, à 130 à l'heure, on n'a le temps de rien voir, quand bien même il y aurait encore quelque chose à voir !

L'écologie subsiste sous forme minimale dans notre univers bétonné : le rural se retrouve momifié dans les écomusées, et la nature se retrouve représentée, dans les villes soumises à l'appellation contrôlée «vertes» ou dans les villages labellisés «fleuris», par les quelques mètres carrés supplémentaires de géraniums et de gazon bien ras. Quant à la convivialité, elle tente de survivre dans des «Village de France» ou de revivre dans des écovillages. Les écologistes aiment «l'échelle humaine» ? Ces concessions à taille réduite devraient largement les contenter !

L'écologie, c'est également la saveur de l'authentique, à condition que cet authentique soit consommable pour ne pas manquer de joindre l'utile à l'agréable : citons ces délicieux foies gras d'oies convivialement gavées «à la ferme», ainsi que la fête du cochon sacrifié à la grande joie du touriste, alors que cette coutume n'existe pas avant que le maire eût enfin compris qu'il fallait «jouer l'atout de l'écotourisme» en «valorisant les produits du terroir». Mais il faut surtout que cet authentique ne nuise pas au développement économique : dans nos forêts gérées comme des cultures de maïs, on préservera quelques niches écologiques là où il sera difficile de couper les plants, pardon, les arbres. On tolérera à la rigueur quelques parcs naturels mais il faudra alors que les «acteurs» que sont les chasseurs puissent y jouer leur rôle à part entière ; on sait qu'on peut leur faire confiance puisque la chasse est une tradition. Il ne faudrait tout de même pas que nos sous-bois se mettent à ressembler à une jungle ! Chasseurs et forestiers sont des «partenaires» essentiels à la survie de la nature dans toute sa biodiversité, certains écolos sectaires ont tendance à l'oublier...

«Au niveau» social maintenant ; les SEL, par exemple, sont certes une entreprise bien sympathique pour limiter l'atomisation et l'appauvrissement des catégories les moins favorisées mais comme cela ne concerne que les plus démunis, à quoi bon en faire un modèle ? Le troc de savoirs et de biens en tout genre présente le désavantage de limiter l'emprise de l'économie de marché et de sa concurrence impitoyable. Or la jungle économique étant issue de l'interaction d'une multitude de volontés, égoïstes certes mais humaines au demeurant, sa remise en question ressemblerait fort à un antimanicisme primaire.

Une vie en harmonie avec les rythmes naturels ? A condition que cela ne soit vécu que par les sauvages que nos compagnies multinationales n'ont pas encore réussi à exterminer : le respect intégral de la nature ce n'est bon que pour les primitifs qui résistent encore à l'occidentalisation ! De toute façon, tout cela ne nous concerne plus, puisque nous avons su embrasser le Progrès, la Culture, l'Histoire. Ces peuplades, chatouillant toutefois l'inconscient nostalgique de quelques âmes sensibles, il faudra bien en préserver quelques unes, sous condition que cela n'enrave pas le développement de MacDo.

Mais qu'on ne vienne pas nous ennuyer chez nous en nous parlant de beauté, de sauvage, de «small is beautiful» et autres écologisteries ; de tels excès risqueraient de brider notre fuite en avant et nous empêcher d'aller droit dans le mur !

Corinne Smith  
Paris

## Bug de l'an 1999

Je viens d'apprendre que nos bombardiers participent à l'opération militaire en cours dans le centre de l'Europe. Je considère qu'il serait souhaitable pour tous, et plus particulièrement pour les Français, que l'électronique de nos avions, faute de bon sens de leurs pilotes, en vienne subtilement à se dérégler.

Cela les conduirait, ainsi que tous ceux disponibles, à changer d'objectifs. Ils pourraient ainsi, sans aller aussi loin répandre leurs déjections, politiques et mortelles, les étaler sur ceux qui les infligent. Ils lâcheraient leurs pluies de bombes tout d'abord sur les plus responsables, sur l'Elysée, sur Matignon, sur le ministère de la Défense et sur tout ce qui, en France, a vocation de dispenser la mort aux étrangers. Les bâtiments terrestres et maritimes y sont légion et nos légionnaires-missionnaires y ont toujours été nombreux.

Ce serait une bonne chose de faire que d'en limiter la profusion. Cela leur ferait peut-être comprendre, à posteriori, qu'il n'est jamais utile, ni intelligent, d'aller ajouter le pire là où les hommes se déchirent.

Après avoir, là où il le faut, éradiqué nos rats de leurs repaires, ils iraient s'anéantir en mer. L'un d'eux ne manquerait pas de s'abattre, comme le faisaient les kamikazes japonais, sur le «Charles de Gaulle» en rade de Brest. Ce serait un geste hautement symbolique qui vaudrait, post-mortem, à son pilote, la reconnaissance éternelle des honnêtes gens, s'il en reste.

André Pagès  
Vaucluse.

PAS D'INTERVENTION TERRESTRE

POUR RAMASSER SUR LA GUEULE  
UNE DE NOS BOMBES ?!  
ÇA VA PAS MOI !?



## Volontaires pour la paix

Austérité de gauche, patron de gauche, assassinat de gauche (Elio Machoro par exemple), et maintenant pour finir une guerre de gauche. La gauche a perdu son âme. Il y a de quoi y perdre son latin ! Que faire pour sauver les Kosovars victimes d'épuration ethnique ? Et ceci sans bombarder les Serbes, sans envoyer de troupes militaires furent-elles européennes ou sous mandat de l'ONU ? Une seule réponse : il faut que des civils sans armes, volontaires internationaux, respectueux des droits de l'homme, partent s'interposer en Yougoslavie. Il y en a assez de déléguer son pouvoir de tuer à des militaires, des polices, des Etats ! Ces civils seraient non-violents, pacifistes, défenseurs des droits de l'homme. Oui, je suis prêt à partir le plus tôt possible au risque des balles serbes et des bombes de l'OTAN. Voici mon adresse :

Jean-Marc Simon  
11, résidence le Moulin Vert  
Cours Anatole-France  
84800 L'Isle-sur-Sorgue.



## ETA : nationalisme basque

Je suis toujours désolé de voir certaines associations soutenir les séparatistes basques de l'ETA. Ce mouvement qui, à l'origine, était légitime car il luttait contre le régime franquiste est devenu une organisation purement fasciste et raciste qui proclame le nettoyage ethnique des provinces historiques basques (Alava, Biscaye, Guipuscoa) dont 50 % des habitants ne sont pas aujourd'hui des «Basques purs». Les thèses racistes de l'ETA n'ont rien à envier à celles de Le Pen et autre Milosevic : «Nous, blancs, Basques et Européens» a d'ailleurs été le slogan des séparatistes radicaux lors de la dernière élection du parlement autonome basque. 75 % des habitants du pays basque sont opposés à l'ETA et nombre d'anciens de l'ETA aujourd'hui réinsérés dans la société basque sont contre les thèses fascistes de l'organisation indépendantiste.

Bernard Sanz  
Bouches-du-Rhône.

Silence : nous avions fait un entretien il y a quelques années avec l'un des responsables d'une «banque alternative» basque du côté français. Les propos sur «les étrangers» nous avaient tellement choqués que nous n'avons jamais publié ce reportage.

## Année du Maroc

1999 a été consacrée comme «année du Maroc» en France. En décembre dernier, des amis marocains m'ont invitée à passer deux semaines chez eux. Deux semaines à vivre le meilleur et le pire. Le meilleur, c'est la chaleur et l'accueil, de l'amitié et de l'hospitalité. C'est aussi le courage et l'enthousiasme de tous ceux qui, seuls ou en association, se battent pour rendre le quotidien plus vivable.

Le pire, c'est la misère omniprésente. Dans une maternité, j'ai été horrifiée en découvrant une chambre trop exigüe pour les six lits occupés par des mères et leur bébés. Un ami m'a affirmé avoir vu deux femmes par lit... Pas de place pour les lits de bébé, mobilier rouillé, sale, couvert de poussières, vestiges d'un éclairage au néon. Les mamans fournissent literie, nourriture, vaisselle, médicaments, matériel médical... le moins cher donc le moins fiable. Des chats errant dans les chambres et terrorisent les mamans. Les six femmes semblent souffrir avec résignation. Pas question d'appeler un médecin ou une infirmière si on n'a pas les moyens de payer un bakchich. Une jeune femme enceinte de sept mois a perdu le liquide amniotique depuis trois jours. Aucune intervention... A côté d'elle, une jeune mère apprendra que son bébé qu'elle croyait en couveuse est mort depuis plusieurs jours. De plus, on lui a volé ses médicaments. Deux autres femmes refusent de s'alimenter pour ne pas avoir de montée de lait. Elles veulent abandonner leurs bébés, faute de moyens pour les élever. (...)

Dans les rues, je suis frappée par le nombre de boiteux, d'estropiés qui traînent un handicap à longueur de vie, sans aucune prise en charge, aucune couverture sociale.

Des amis ont créé une ONG qui gère un centre pour jeunes handicapés. Avec des moyens modestes (dons, galas, aides d'ONG et d'ambassades étrangères, petite participation de l'«entraide publique»), l'association a créé une dizaine d'emplois, équipe éducative aidée par des médecins bénévoles. Le centre accueille une trentaine d'enfants issus de familles démunies (...).

Une autre ONG s'est préoccupée de l'état de saleté de la ville. Elle organise nettoyages de quartier, plantations d'arbres, décoration de panneaux muraux par des enfants. Les résultats sont souvent très provisoires. La saleté revient. Un problème d'éducation ? Deux millions d'enfants, surtout des filles, ne sont pas scolarisés. Plus de la moitié des Marocains sont analphabètes.

(...) Un ami médecin m'a fait «visiter» le quartier où il a choisi d'installer son cabinet médical : quartier misérable comme il y en a tant : routes défoncées, chantiers abandonnés, terrains vagues, moutons crasseux, vaches squelettiques se nourrissant des ordures et bien sûr, bidonvilles. Mon ami m'avoue qu'il a parfois honte d'empocher le prix d'une consultation sachant que le malade n'a pas ensuite les moyens d'acheter les médicaments prescrits. Au Maroc, les médicaments sont plus chers qu'en France, la couverture sociale ne touche qu'une infime minorité de la population, le remboursement se fait au bout de plusieurs années. 80 % des Marocains vivent dans la grande pauvreté et 47 % ont moins de 10 DH (6 F) par jour pour vivre. Nos médias ne parlent que de démocratie en marche, de progrès des droits de l'homme, d'alternance, de contrastes, certes, mais entre modernité et tradition, de rempart contre l'intégrisme... Le roi Hassan II n'a-t-il pas été accueilli à Paris en grande pompe avec tapis rouge en 1996, n'a-t-il pas été invité à l'Assemblée nationale ?

Que va-t-on nous montrer en cette année du Maroc ? Les palais des villes impériales ? Les immeubles luxueux ? La technologie de pointe de certaines industries ? Tout cela existe, bien sûr. Tout comme les remarquables objets créés par les artisans. On ne parlera jamais assez des somptueux paysages de l'Atlas et du Sud marocain.

Mais parlera-t-on des droits de l'homme ? Des tracasseries humiliantes que subissent toujours les opposants au régime ? De cette immense misère, négation des droits les plus élémentaires ? De l'intolérance du pouvoir qui punit de cinq de prison celui qui refuse de faire le ramadan ? Comme est puni de cinq ans le fait de vouloir se convertir à une autre religion.

Chacun pourrait vivre décemment si les richesses d'une minorité très fortunée étaient mieux réparties et si la démocratie était réellement en marche.

## Anarchistes et vaccinés ?

Egalité des droits ou responsabilité de sa propre vie ? Pour enchaîner avec vos récents articles sur une analyse de l'écologie, il me semble pourtant qu'un aspect n'est pas assez clair : le bon sens du mot «écologie» dans le domaine de la santé. Si pour certains, il s'agirait d'abord de rechercher une égalité de soins ou de droits à la santé, en termes donc surtout sociaux, pour d'autres la priorité serait dans la reconnaissance et la pratique des médecines dites douces ou alternatives, s'appuyant sur une vision plus globale de l'homme. Mais on ne souligne pas assez à mon goût une attitude différente vis-à-vis de la médecine elle-même, qu'elle soit chère et hautement technologique ou plus douce et meilleur marché : la remise en question de la solution à ses problèmes de santé *hors de soi*, dans des médicaments, quels qu'ils soient et dans des thérapeutes, qui vont toujours plus ou moins, bien sûr, jouer de leur relation d'aide, leur propre jeu de pouvoir et d'exorcisme de la peur de la mort (voir Pascal Prayez, *La fureur thérapeutique* ou *La passion de guérir*, éd. Retz).

Je voudrais contribuer à diffuser l'idée, possible aujourd'hui, d'une plus grande conscience de notre responsabilité dans l'histoire de nos pathologies. Sans pour autant aboutir à un discours culpabilisant et rigide de contrôle de nos vies. Nous avons un fil conducteur merveilleux pour la compréhension des schémas de comportement que nous alimentons et qui sous-tendent nos choix de vie, notre sensibilité, notre type de stress et qui vont déterminer nos faiblesses et nos pathologies. Il se trouve dans la biologie de nos cellules et dans la compréhension de leur fonctionnement.

Ce discours est peu connu parce qu'il va à l'encontre des intérêts financiers de tous les trusts pharmaceutiques qui déterminent l'information du milieu médical et scientifique, mais aussi à l'encontre du pouvoir des thérapeutes, toutes pratiques confondues (voir Sylvie Simon, *La dictature médico-scientifique*, éd. Filipacchi). Et on nous a appris à chercher auprès d'eux l'aide et les conseils. Il ne s'agit pas d'ailleurs de nier leur rôle, mais de le restituer dans une dynamique plus respectueuse et plus juste. Et si l'attente des malades va être différente, ils seront obligés d'évoluer en ce sens.

Lorsque le Dr Hamer, cancérologue et radiologue autrichien, faisait lui-même un cancer suite à la mort dramatique de son fils en 1978 et établissait un lien avec cet événement qui avait bouleversé sa famille, il n'imaginait pas l'impact de ses découvertes ni les terribles résistances qu'elles allaient engendrer. Depuis Voltaire, l'humanité est bien la même et nous préférons toujours croire les mensonges que l'on a entendu répéter des milliers de fois plutôt que des vérités nouvelles.

Nous préférons croire que nous sommes à la merci d'agressions extérieures, des microbes et des méchants virus que de voir comme cela est possible maintenant de façon scientifique et rigoureuse, qu'ils sont nos alliés, qu'ils sont à notre service pour déblayer les cellules cancéreuses que nous faisons dans la phase de stress convictuel qui précède et détermine ce type de pathologie. Le système immunitaire sait très bien ce qu'il fait lorsqu'il favorise leur développement (souvent endogène). Bien sûr, les épidémies existent, lorsqu'une frange de population vit le même type de situations conflictuelles et peut donc bénéficier du même type de «nettoyage» !

Tout cela peut paraître farfelu mais peut être démontré de façon claire et accessible en quelques pages. Si la revue Silence pense qu'il est temps de contribuer à diffuser cette information pour fêter à notre façon l'inauguration du P4 de Mérieux à Lyon, je vous peux vous donner des arguments sérieux qui pourront modifier votre attitude face à la maladie et vous permettre de gérer avec confiance tout éventuel symptôme, comme le révélateur d'une partie de vous à découvrir.

C'est aussi votre curiosité que je voudrais stimuler, pour que nous soyons nombreux à rigoler de ceux qui croient porter un regard critique sur notre société et ne voient pas à quel point ils sont le produit vacciné et manipulable pour le plus grand bien des cotations boursières. Combien de ceux qui se considèrent comme anarchistes sont vaccinés et ne voient même pas où est le problème ?

Daniela Maulé  
Rhône.

Maa Myjo  
Hautes-Alpes.

# S!ence LIBRAIRIE

2<sup>ème</sup> semestre 1999

La revue Silence est publiée depuis 1982. Elle se veut un lien entre tous ceux et celles qui pensent qu'aujourd'hui il est possible de vivre autrement sans accepter ce que les médias et le pouvoir nous présentent comme une fatalité.

vous ne connaissez pas la revue, vous pouvez nous en demander un numéro spécial.

men gratuit. Si vous n'avez jamais été abonné, vous pouvez bénéficier d'un abonnement-découverte de 100F pour les 12 premiers numéros (voir bon de commande en dernière page). Silence développe également un secteur librairie afin de promouvoir les ouvrages allant dans le sens de la démarche de la revue. Silence est gérée par une association indépendante de tout autre mouvement.



## Nouveautés

### La cuisson solaire facile

De Roger Bernard

Ed. Silence / Jouvence

Bricoleur débutant, vous trouverez dans ce petit livre pratique, les plans nécessaires pour fabriquer plusieurs types de cuiseurs, ainsi que les conseils nécessaires pour les utiliser au mieux : récipients, recettes, etc...

1999 - 96 p. - 29 F



### Les aventuriers de l'abondance

De Philippe Derudder

Ed. Yves Michel

En partant des expériences des SEL et des éco-villages, peut-on concevoir une économie distributiste (sans profit) en parallèle avec le système capitaliste actuel ? Sous forme de roman à suspens, une étude qui amène de nombreuses propositions.

1999 - 320 p. - 98 F



### Les SEL : pour un vrai débat

De Denis Bayon

Ed. Yves Michel

Les SEL, systèmes d'échanges locaux, peuvent-ils viser une sortie du capitalisme «par le haut», c'est-à-dire en allant dans le sens d'une meilleure cohésion sociale, de l'entraide, de l'économie... Les SEL ne peuvent se cantonner à être un palliatif aux défaiances de l'Etat.

1999 - 130 p. - 63 F

### Guide des alternatives 1999

Coordonné par Philippe Lecuyer

Ed. du Fraysse (Lot)

Plus de 12000 références dans tous les domaines de l'alternative : associations, organismes, revues, de l'enfance à la retraite, de la bio aux énergies renouvelables. Une compilation récemment remise à jour.

1999 - 1000 p. - 95 F

### Paris-Dakar : pas d'accord

De Michel Bernard, J.M. Fardeau et B. Delpeuch

Dessins de Cabu, Plantu, Altho, etc...

L'histoire d'une course. Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Le débat dans les médias. L'opinion des personnalités. Les réactions officielles. Les témoignages des habitants dans les pays traversés. Les associations opposées au Paris-Dakar. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ?

1989 - 36 pages 21 x 29,7 cm - 25 F

### Radioactivité, les faibles doses

Coordonné par Perline

Politiquement et économiquement, en dessous d'un certain seuil, les doses de radioactivité seraient sans conséquences pour la santé. Les connaissances scientifiques actuelles montrent qu'il n'en est rien. Cette brochure présente les faibles doses qui nous entourent : rayonnement médical, retombées de Tchernobyl, les risques d'accident dans l'industrie nucléaire, l'irradiation des aliments, les essais nucléaires, le tabac...

1992 - 60 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

### Du chômage à l'autonomie conviviale

De Ingmar Granstedt

Et si l'on arrêtait de travailler pour payer des services et des produits que l'on peut produire soi-même ? Et si l'on s'entraînait plutôt que d'avoir recours à des intervenants anonymes ? L'auteur montre que l'on peut être autonome dans de nombreux domaines, progressivement travailler à temps partiel et ainsi partager le travail salarié avec les chômeurs. Très concret.

1995 - 36 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

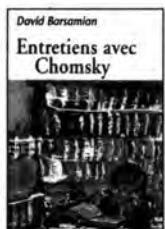


### Guide des vacances écologiques

Coordonné par Philippe Lecuyer

Ed. du Fraysse (Lot)

Plus de 2000 références pour organiser ses vacances de la manière la plus écologique possible : lieux de séjour, magasins bios, lieux touristiques à découvrir, séjours pour les enfants.... 1999 - 448 p. - 60 F



### Entretiens avec Chomsky

De David Barsamian

Ed. Ecosociété (Québec)

Chomsky, écrivain, est connu pour la pertinence de ses analyses en politique étrangère. Ce livre reprend des émissions de radios qui analyse la politique colonialiste des USA dans le monde entier.

1998 - 170 p. - 65 F



### Mondialisation de la pauvreté

De Michel Chossudovsky

Ed. Ecosociété (Québec)

Economiste, l'auteur présente dans un premier temps les méthodes utilisées par les institutions financières internationales pour contrôler les pays dits en développement. Il analyse ensuite les conséquences sociales dans ces pays.

1998 - 250 p. - 95 F



### Y'a trop d'étrangers dans le monde et Aux victimes de la mondialisation

De Véesse, Dédé et Lèbre

Autoédition

Ces trois dessinateurs, présents dans la revue Silence, se sont mis ensemble pour publier des recueils de dessins thématiques. Un sens de l'observation particulièrement aiguisé ! 1998 - 116 p chacun - 50 F chacun



### La menace climatique

Coordonné par Dominique Zanda

Les émissions en grande quantité dans notre atmosphère de certains gaz pourraient perturber le climat terrestre actuel et provoquer un réchauffement. La menace est sérieuse. Une présentation du phénomène et surtout les mesures à prendre, en particulier dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, pour éviter ce risque.

1990 - 60 pages 21 x 29,7 cm - 30 F



### Les métiers de l'écologie

Coordonné par Michel Bernard

Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs pour créer leur emploi. En effet, il existe de nombreux métiers nouveaux ou abandonnés qui ont un intérêt écologique et qui peuvent s'avérer des filières porteuses d'avenir.

40 reportages et des adresses pour la formation.

1993 - 108 pages 21 x 29,7 cm - 70 F

### Les systèmes d'échanges locaux Pour changer, échangeons

Coordonné par Michel Bernard

Les SEL se sont multipliés depuis quelques années en France et regroupent aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers de personnes. En permettant des échanges de produits et de services, ils permettent à tous, sans exclusion, de redécouvrir les vertus de l'entraide. Une alternative à la mondialisation ? Une trentaine de personnes proposent leurs réflexions sur le sujet.

1998 - 80 pages 21 x 29,7 cm - 50 F



## **Le Soleil à votre table**

De Roger Bernard

*Au Nord comme au Sud, cuisinez sans fumée, sans pollution, sans risque d'incendie. Une explication théorique et pratique des possibilités de l'énergie solaire en matière de cuisson. Découvrez différents modèles de cuiseurs, apprenez à cuisiner solaire : des plans, des photos, des recettes.*  
1987 - 170 pages 15 x 21 cm - 89 F

## **Séphastoche, mon 1er cuiseur solaire**

De Roger Bernard

*Séphastoche est le plus simple des cuiseurs solaires... Il a été conçu spécialement pour les enfants. Il nécessite seulement un vieux carton et quelques ustensiles... pour un prix de revient de quelques francs. Facilement transportable, il peut aussi servir aux randonneurs.*

1994 - 32 pages 17 x 22,5 cm - 36 F

## **Construisez votre cuisinière solaire**

De Roger Bernard

*Pour bricoleur un peu plus expérimenté, une brochure technique qui donne les plans détaillés pour la réalisation d'une cuisinière à miroirs, facile à utiliser et performante.*

1997 - 44 pages 21 x 29,7 cm - 30 F



## **La liberté de circuler**

De Colin Ward. Préface de René Dumont

*Au XXème siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il propose des alternatives pour en finir avec le mythe de l'automobile.*

1993 - 144 pages 14 x 21 cm - 70 F



## **Où va le climat ?**

De Stephen Henry Schneider

*Quels liens entre la modification du climat et les activités humaines ? Si bon nombre d'hypothèses ne sont pas encore vérifiables, les climatologues redoutent quand même qu'une variation rapide du climat ait des conséquences néfastes sur les formes de vie sur Terre.*

1996 - 68 pages 15 x 21 cm - 40 F

## **La Belle vie**

De Serge Mongeau

Ed. Ecosociété (Montréal)

*L'épanouissement personnel et l'harmonie qui conduisent au bonheur n'ont pas grand chose à voir avec la société de consommation. En passant de l'avoir à l'être, il est possible d'accéder à sa propre harmonie mais aussi à celle du monde.*

1996 - 116 pages 15 x 23 cm - 65 F

## **Parce que la paix n'est pas une utopie**

De Serge Mongeau

Ed. Ecosociété (Montréal)

*Le monde dans lequel nous vivons est de plus en plus violent. Il y a des causes sociales à cette violence que nous pouvons éliminer. Faire la paix en soi, avec les autres, cesser de financer l'armée et l'armement... Ce livre montre comment agir pour aller dans la bonne direction.*

1996 - 136 pages 15 x 23 cm - 65 F

## **L'écosophie ou la sagesse de la nature**

De Serge Mongeau

Ed. Ecosociété (Montréal)

*Peut-on envisager un avenir à l'humanité sans respecter d'abord la sagesse de la nature ? Un tour des critères éthiques mis en avant par les écologistes de différentes écoles de pensée... à comparer aux pratiques de chacun, ce que l'autre n'hésite pas à considérer comme primordial.*

1994 - 150 pages 15 x 21 cm - 65 F

## **Moi, ma santé**

De Serge Mongeau

Ed. Ecosociété (Montréal)

*La santé est bien trop souvent cantonnée à la maladie. En privilégiant la prévention, on s'aperçoit très vite que la santé relève du domaine politique. Comment agir individuellement et dans la société pour assurer à tous une bonne santé.*

1994 - 190 pages 15 x 21 cm - 65 F

## **Deux roues, un avenir**

De Claire Morissette

Ed. Ecosociété (Montréal)

*L'automobile détruit la santé, provoque des morts, isole les personnes, pollue, coûte cher, détruit l'environnement. L'alternative : le vélo et ses qualités ! Une nouvelle façon de penser ! Un livre enthousiaste : courrez acheter un vélo !*

1994 - 264 pages 15 x 21 cm - 80 F



## **L'écologie politique**

De Dimitrios I. Roussopoulos

Ed. Ecosociété (Montréal)

*Un livre pour apprendre à distinguer conservationnisme, environnementalisme, écologie fondamentaliste, biorégionalisme, éco-féminisme, éco-socialisme, écologie sociale... 1994 - 148 pages 15 x 21 cm - 65 F*

## **Entre nous, rebâtir nos communautés**

De Marcia Nozick

Ed. Ecosociété (Montréal)

*L'autonomie se construit de l'intérieur de soi vers ses proches puis vers la société. Ce livre multiplie les exemples Nord-Américains sur les initiatives que l'on peut prendre pour appliquer la célèbre formule "penser globalement, agir localement". 1995 - 265 pages 15 x 23 cm - 95 F*

## **Et si le Tiers Monde s'autofinancait ?**

De Jacques B. Gélinas

Ed. Ecosociété (Montréal)

*Après une critique virulente de l'"aidocratie" qui s'est installé depuis 50 ans entre le Nord et le Sud, ce livre propose d'adopter la seule formule qui a permis le développement : l'épargne locale qui, parce que l'argent a été rudement gagné, est d'une efficacité réelle.*

1995 - 240 pages 15 x 21 cm - 85 F



## **Des ruines du développement**

De Wolfgang Sachs et Gustavo Esteva

Ed. Ecosociété (Montréal)

*Derrière l'idée du développement se cache le néo-colonialisme. Et tous les moyens sont bons : récupération de l'environnement, de la sécurité... entraînant la mort des cultures. Les auteurs montrent comment sur les ruines du développement, les peuples apprennent à s'autoorganiser.*

1996 - 140 pages 15 x 21 cm - 65 F

## **Les carnets d'un militant**

D'André Larivière

Ed. Ecosociété (Québec)

*Participant à de nombreuses manifestations écolo-pacifistes, André Larivière nous narre ici des moments significatifs accompagnés de portraits, de poèmes, et de réflexions sur la macdonaldisation de la société. Préface de Michel Bernard.*

1997 - 250 pages 11 x 18 cm - 80 F



## **Pierre Kropotkin, prince anarchiste**

De George Woodcock et Ivan Avakumovic

Ed. Ecosociété (Québec)

*Kropotkin a beaucoup fait pour définir la doctrine anarchiste. Sa vie mouvementée l'a conduit auprès des plus radicaux, son aura scientifique le protégeant parfois de cruels châtiments. Auteur de l'"Entr'aide" un livre de base pour les écologistes, il dénoncera dès 1920, les errements de la révolution bolchevique.*

1997 - 462 pages 15 x 23 cm - 110 F

## **La simplicité volontaire**

De Serge Mongeau

Ed. Ecosociété (Montréal)

*Si l'on s'interroge sur les grands problèmes de société, on constate qu'il est souvent possible de commencer à chercher des solutions à son niveau, et cela même presque toujours à la même démarche : une certaine sobriété qui donne la priorité à la qualité et non plus à la quantité. Livre d'une grande clarté.*

1998 - 264 pages 15 x 21 cm - 80 F

## **Le municipalisme libertaire**

de Janet Biehl

Ed. Ecosociété (Montréal)

*Le municipalisme libertaire est une philosophie politique révolutionnaire qui veut évincer à la fois le capitalisme et l'Etat-nation et les remplacer par des relations sociales coopératives plus humaines. Janet Biehl résume la pensée politique du philosophe écologiste Murray Bookchin : recréer des communautés libres qui se gouvernent elles-mêmes.*

1998 - 300 pages 11,5 x 18,5 cm - 85 F



## **Dictature de la croissance**

De Gérard Moreau

Ed. Deleatour (Angers)

*A en croire les économistes, seule la croissance compte : il faut consommer. Pourtant, aucune production ne peut croître indéfiniment. Il faut donc sortir de ce discours et cela passera par un stade supérieur de démocratie et de responsabilité afin de renouer le tissu social et réconcilier l'homme avec la nature.*

1995 - 126 pages 15 x 21 cm - 85 F

## Qu'est-ce que l'écologie sociale ?

De Murray Bookchin

Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)

Un livre pour définir une politique écologique qui s'appuie sur le développement communautaire à la base et qui rejette toutes les structures de domination. 1989 - 43 pages 15 x 21 cm - 35 F

## Une société à refaire : pour une écologie de la liberté

De Murray Bookchin

Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)

Quels sont les facteurs qui ont produit des sociétés écologiquement nuisibles ? Quels sont ceux qui pourraient créer des sociétés humaines bénéfiques à l'environnement ? Une analyse des moyens politiques, sociaux et économiques pour arriver à un changement de société.

1992 - 190 pages 15 x 21 cm - 88 F

## Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme

De John Clark

Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)

Face à la crise des idéologies de droite et de gauche, les écologistes s'interrogent sur la possibilité d'une nouvelle théorie politique. Le communautarisme anarchiste pourrait être à la base de cette nouvelle manière de faire de la politique. 1993 - 64 pages 15 x 21 cm - 38 F

## Sociobiologie ou écologie sociale

De Murray Bookchin

Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)

Si nous échouons dans la réalisation d'une société écologique et dans l'énonciation d'une éthique écologique, outre les désastreuses conséquences qui en découleraient, c'est bel et bien notre légitimité morale qui est en jeu...

1996 - 50 pages 15 x 21 cm - 20 F

## Le rêve au quotidien

De Mimmo Pucciarelli

Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)

Ancien quartier ouvrier, la Croix-Rousse, à Lyon, regorge d'expériences collectives depuis une vingtaine d'années. Ce livre fait un tour d'horizon des différentes initiatives : imprimeries, resto, papier recyclé, revues, musique... où se croisent écologistes, anarchistes, squatters...

1996 - 256 pages 15 x 21 cm - 75 F

## La pensée sociale d'Elisée Reclus

De John Clark

Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)

Elisée Reclus, au XIXe siècle, définissait l'Homme comme la Nature prenant conscience d'elle-même. Penseur anarchiste et géographe, il intégrait déjà dans son discours le rôle de la Nature et trace peut-être là la voie pour une réconciliation entre penseurs de l'écologie sociale et ceux de l'écologie profonde.

1996 - 142 pages 15 x 21 cm - 70 F

## La critique sociale

de Paul Goodman

Ed. Atelier de création libertaire (Lyon)

Paul Goodman fut un penseur anarchiste original. Il a critiqué la société génératrice de maladie mentale avant Szasz, la technocratie avant Galbraith et la métastase de la marchandise avant les situationnistes.

1997 - 140 pages 15 x 21 cm - 65 F

## Nous sommes peut-être frères

Du chef indien Seattle

Ed. Utovie (Landes)

Ce texte célèbre est la réponse du chef Seattle au président des Etats-Unis qui proposait aux Indiens l'achat de leurs terres. Les Indiens rappellent que l'Homme appartient à la Terre et non l'inverse.

1854 - 32 pages 17 x 23 cm - 36 F

## L'homme qui plantait des arbres

De Jean Giono

Ed. Utovie (Landes)

Autre texte célèbre qui raconte l'aventure solitaire d'un berger de Provence qui passe la fin de sa vie à semer et planter des arbres dans les collines où l'exploitation humaine incontrôlée avait créé le désert. L'arbre revenu, c'est en fait toute la vie qui revient dans ces contrées.

1957 - 32 pages 17 x 23 cm - 36 F

## N'hésite pas à le dire

d'Oralée Wachter

Ed. Utovie (Landes)

En quatre histoires pour les enfants, une incitation pour ceux-ci à parler aux adultes s'ils se retrouvent dans une situation louche. Un livre à laisser traîner à portée de toutes les mains.

1996 - 32 pages 17 x 23 cm - 36 F

## Ambiance bois

de Michel Lulek

Ed. Utovie (Landes)

Installée sur le Plateau de Millevaches, en Limousin, Ambiance Bois est une entreprise qui transforme le bois local, depuis le sciage jusqu'à la menuiserie et la conduite de chantiers d'écoconstruction. L'itinéraire de ce collectif témoigne d'une pratique où se réinvente un mode de vie où la solidarité offre à tous plus de liberté et de capacité d'invention.

1998 - 125 pages 17 x 23 cm - 90 F



## Le solaire pour tous

De Jérôme Goust

Ed. Le Courrier du livre (Paris)

Comment choisir le matériel et construire un capteur solaire pour le chauffage de l'eau de votre maison. Les critères à prendre en compte, les éléments à connaître. Différentes techniques : thermosiphon, plancher solaire direct...

1992 - 142 pages 15,5 x 24 cm - 90 F

## Découvrir les vraies richesses

De Pierre Pradervand

Ed. Jouvence (Genève)

Voiture, temps, travail, argent, stress croissant : découvrez de nouveaux rapports à la société de consommation. Partez sur les pistes pour vivre plus simplement sur les plans économiques, écologiques, sociaux ou spirituels. Les vraies richesses ne sont pas matérielles.

1996 - 250 pages 14,5 x 21 cm - 96 F



## Les affranchis de l'an 2000

De Marie-Louise Duboin

Ed. Voici la clé (Québec)

Ecrit en 1982, ce livre aujourd'hui réédité raconte avec bonheur, sous forme romancée, ce que pourrait être une société écologiste, libertaire et distributive. Une réflexion très poussée sur les alternatives à atteindre pour enfin sortir de la société capitaliste.

1997 - 304 pages 14 x 21 cm - 110 F



## L'exode urbain est-il pour demain ?

De Pierre Gevaert

Ed. Ruralis (Lot-et-Garonne)

Dans "L'avenir sera rural", l'auteur lançait un appel pour des villages écologiques. C'est chose faite au Domaine de Boussac depuis deux ans. L'auteur, après un rappel des raisons qui poussent à cette démarche, explique comment le projet s'est concrétisé et comment d'autres peuvent en faire de même.

1997 - 240 pages 15 x 21 cm - 89 F



## L'énergie au futur

De l'Ass. pour le développement des énergies renouvelables

Ed. D'en Bas (Lausanne)

Sortir du nucléaire ? Rien de plus facile si la volonté politique est présente. Ce remarquable ouvrage liste l'ensemble des technologies déjà au point qui pourraient être appliquées pour réduire de manière conséquente la consommation d'énergie.

1997 - 264 pages 15 x 21 cm - 120 F

## Additifs alimentaires, souvent superflus, parfois bienvenus

Ed. Georg (Genève)

Les additifs sont présents dans la plupart de nos aliments. Souvent dangereux. Il est important de savoir lire les étiquettes de composition des produits... et de repérer quelques additifs ayant des qualités.

1991 - 120 pages 15 x 21 cm - 98 F

## Gestion des déchets, la société du prêt à jeter

De René Longuet et R. Weick

Ed. Georg (Genève)

L'histoire des déchets, c'est l'histoire des villes, des empires et des grandes maladies. Aujourd'hui, l'homme se retrouve avec une masse de déchets sans précédent, chargés d'innombrables substances toxiques, souvent rétifs à tout traitement. Alors comment les éviter ? Des réponses pratiques.

1993 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

## Les sols, faciles à perdre, difficiles à regagner

De Gonzague Pillet et René Longuet

Ed. Georg (Genève)

A l'échelle de la planète, le sol ne représente qu'une mince pellicule à la surface des terres immersées. Pourtant, son rôle est très important car il assure le moyen de vivre des écosystèmes. Un livre pour comprendre comment fonctionne un sol et comment le protéger. 1989 - 136 pages 15 x 21 cm - 98 F

# L'eau aujourd'hui, planète bleue, planète grise

De Nicole J. Leblanc et René Longuet

Ed. Georg (Genève)

Sans eau, pas de vie. Sur toute la planète, seulement 1 % de l'eau est présente sous une forme utilisable par les organismes terrestres. Ce 1% est aujourd'hui gaspillé et pollué. Rivières, mers, eaux souterraines : la pollution est partout. La bataille de l'eau n'est pas loin.

1990 - 136 pages 15 x 21 cm - 98 F

## La radioactivité dans tous ses états

De H.P. Deshusses

Ed. Georg (Genève)

La radioactivité, de sa découverte à ses usages actuels, s'accompagnent d'un vocabulaire parfois compliqué. Un livre qui présente de manière simple les connaissances en ce domaine, mais aussi les pollutions et les risques inhérents à l'usage d'éléments fissiles. 1991 - 128 pages 15 x 21 cm - 98 F

## L'alimentation, je mange donc je suis

De Jean-Pierre Girard

Ed. Georg (Genève)

A l'heure des "fast-food", il serait temps de se rappeler que l'alimentation est un facteur important de notre santé. Comment bien manger, sans carences ni excès aussi bien ici que partout dans le monde.

1991 - 144 pages 15 x 21 cm - 98 F

## La diversité biologique, la vie en péril

De Claude Auroi

Ed. Georg (Genève)

La pollution, l'agriculture intensive, la déforestation, la stérilisation de la nature détruisent de manière irréversible de multiples formes de vie sur terre. Or la diversité est la garantie de la survie du vivant, dont l'homme fait partie en bout de chaîne alimentaire. En dilapidant la richesse de la nature, c'est sa propre survie qui est en jeu.

1992 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

## L'air qu'on inspire, respire, expire

De Henri-Paul Deshusses et René Longuet

Ed. Georg (Genève)

L'air pur est rare. Pollué, il introduit des toxiques dans notre organisme, agresse les tissus des végétaux et des animaux et va jusqu'à corroder la pierre. Comment circulent l'air, les polluants, et comment maintenir propre cette enveloppe vitale.

1993 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F

## Le bruit

De Lison Méric

Ed. Georg (Genève)

Le bruit est partout où est la vie. Le bruit, c'est le message, la musique, mais aussi une des nuisances la plus préoccupante des temps modernes. Une présentation de tous les bruits et des moyens d'éviter les plus désagréables.

1994 - 124 pages 15 x 21 cm - 98 F



## Les déchets dangereux

De la Société pour la protection de l'environnement

Ed. Georg (Genève)

L'aventure de l'innovation technologique et de ses conséquences : pollution de l'air, de l'eau, des sols. Les déchets ont été négligés pendant des décennies. Maintenant il faut trouver des solutions : décharge, incinération ne sont pas des solutions satisfaisantes ; comme le "zéro déchet" n'existe pas, il faut viser à tout rendre recyclable.

1997 - 128 pages 15 x 21 cm - 98 F

## Abonnement revue

### FRANCE METROPOLITAINE

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	12 n°	100 FF
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	240 FF
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°	480 FF
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°	300 FF et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°	420 FF
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	630 FF
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	950 FF
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n°	190 FF

### BELGIQUE

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	12 n°	900 FB
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°	2880 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°	1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°	2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	5700 FB

### AUTRES PAYS ET DOM-TOM

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	12 n°	150 FF
<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n°	290 FF

- Entretiens avec Chomsky ..... 65 F
- Mondialisation de la pauvreté ..... 95 F
- Y'a trop d'étrangers dans le monde ..... 50 F
- Aux victimes de la mondialisation ..... 50 F

### Hors-série Silence

- Paris-Dakar : Pas d'accord ..... 25 F
- Radioactivité, les faibles doses ..... 30 F
- Du chômage à l'autonomie conviviale ..... 30 F
- La menace climatique ..... 30 F
- Les métiers de l'écologie ..... 70 F
- SEL : pour changer échangeons ..... 50 F

### Editions Silence

- Le soleil à votre table ..... 89 F
- Séphastoche, mon premier cuiseur ..... 36 F
- Construisez votre cuisine-soleil ..... 30 F
- La liberté de circuler ..... 70 F
- Où va le climat ? ..... 40 F

### Diffusion Silence

- Ed. Ecosociété (Montréal)

- La belle vie ..... 65 F

- Parce que la paix n'est pas une utopie ..... 65 F

- L'écosophie ou la sagesse de la nature ..... 65 F

- Moi, ma santé ..... 65 F

- Deux roues, un avenir ..... 80 F

- L'Ecologie politique ..... 65 F

- Entre Nous, rebâtis nos communautés ..... 95 F

- Et si le Tiers-Monde s'autofinançait ..... 85 F

- Des ruines du développement ..... 65 F

- Les carnets d'un militant ..... 80 F

- Pierre Kropotkin, prince anarchiste ..... 110 F

- La simplicité volontaire ..... 80 F

- Le municipalisme libertaire ..... 85 F

## Jouets de Toujours

De Daniel Descamps

Ed. Ostal del libre (Cantal)

## Jouets sonores

De Serge Durin

Ed. Ostal del libre (Cantal)

Deux ouvrages de jeux à faire soi-même avec quelques morceaux de bois, un couteau et un peu de patience. Une alternative aux jouets en plastique, aux jouets à piles et autres produits chers, sophistiqués qui n'amusent pas plus les enfants. En français et en occitan. Chaque volume 180 pages - 120 F



## L'habitat écologique

de Friedrich Kur

ED. Terre Vivante (Isère)

Avec quels matériaux construire sa maison écologique ? Question essentielle, à laquelle ce livre répond.

1998 - 190 pages 15 x 21 cm - 98 F



## Facteur 4

De E. von Weizsäcker et A. B. Lovins

Ed. Terre Vivante (Mens)

Ce livre va plus loin que le précédent en présentant les prototypes actuellement étudiés pour améliorer l'efficacité énergétique et nous propose de consommer 2 fois moins d'énergie en disposant de 2 fois plus de confort. Moins politique et plus futuriste.

1997 - 320 pages 15 x 21 cm - 118 F

## Tout nucléaire, une exception française

De Perline

Ed. L'Esprit Frappeur

Alors que l'industrie nucléaire est en perte de vitesse partout dans le monde, elle espère se maintenir en force en France. Pourquoi, malgré l'échec général, une telle persistance ? Perline, avec un humour mordant, montre comment les spécificités françaises permettent aux nucléocrates de se maintenir envers et contre tout.

1997 - 110 pages 10,5 x 15 cm - 10 F



## Rwanda, un génocide français

De Mehdi Ba

Ed. L'Esprit Frappeur

Quel a été le rôle du gouvernement français dans le génocide rwandais : un prétexte qui fait froid dans le dos : sommes-nous vraiment dans une démocratie ?

1997 - 112 pages 10,5 x 15 cm - 10 F



## Tchernobyl

Par le Tribunal Permanent des Peuples et la Commission Médicale Internationale de Tchernobyl

Ed. Ecodif

10 ans après Tchernobyl, la situation s'aggrave de jour en jour. Le nombre des victimes s'accroît sans cesse. Les nucléocrates, eux, n'ont rien appris. Cet ouvrage retranscrit les témoignages d'une quarantaine d'experts et de témoins à charge.

1996 - 240 pages 12 x 19 cm - 72 F

<input type="checkbox"/> Le bruit .....	98 F
<input type="checkbox"/> Les déchets dangereux .....	98 F
<input type="checkbox"/> Ed. Ostal del libre (Cantal) .....	120 F
<input type="checkbox"/> Jouets de toujours .....	120 F
<input type="checkbox"/> Jouets sonores .....	120 F
<input type="checkbox"/> Ed. Terra Vivante (Mens) .....	118 F
<input type="checkbox"/> L'habitat écologique .....	98 F
<input type="checkbox"/> Facteur 4 .....	118 F
<input type="checkbox"/> Ed. Esprit frappeur .....	10 F
<input type="checkbox"/> Tout nucléaire, une exception française .....	10 F
<input type="checkbox"/> Rwanda, un génocide français .....	10 F
<input type="checkbox"/> Ed. Ecodif .....	10 F
<input type="checkbox"/> Tchernobyl .....	72 F
<b>Frais de port</b>	
<input type="checkbox"/> 1 ouvrage .....	15 F
<input type="checkbox"/> 2 ouvrages .....	28 F
<input type="checkbox"/> 3 ouvrages et plus .....	40 F
<b>Je règle un total de :</b>	
NOM .....	
Prénom .....	
Adresse .....	
Code postal .....	
Ville .....	
<b>France :</b> Règlement à l'ordre de Silence, 9 rue Dumenge, F 69004 Lyon	
<b>Belgique :</b> (uniquement pour les abonnements) Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B 1380 Ochain	

## Librairie

### Nouveautés

<input type="checkbox"/> La cuisson facile à faire .....	29 F
<input type="checkbox"/> Les aventuriers de l'abondance .....	98 F
<input type="checkbox"/> Les SEL : pour un vrai débat .....	63 F
<input type="checkbox"/> Guide des alternatives 1999 .....	95 F
<input type="checkbox"/> Guide des vacances écologiques .....	60 F

<input type="checkbox"/> La simplicité volontaire .....	80 F
<input type="checkbox"/> Le municipalisme libertaire .....	85 F
<input type="checkbox"/> L'eau .....	98 F
<input type="checkbox"/> La radioactivité .....	98 F
<input type="checkbox"/> L'alimentation .....	98 F
<input type="checkbox"/> La diversité biologique .....	98 F
<input type="checkbox"/> L'air .....	98 F